

La production française de tabac menacée par les importations

LIBRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,20 DA ; Arabie, 2 dir.; Tunisie, 2 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch.; Belgique, 17 Lb. Belges, 5,10 ; Côte d'Ivoire, 228 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grèce, 33 dr. ; Irlande, 35 sh. ; Italie, 200 L. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 17 L. ; Maroc, 4 dir. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Royaume-Uni, 228 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,50 fr. S.A. ; Tchèque, 22 sch. ; Yémen, 22 dir.

Tarif des abonnements page 21
A. RUE DES ITALIENS
75271 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 6297 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les Occidentaux face à deux crises

● ÉCHEC A LUXEMBOURG

La solidarité entre les Neuf est mise en cause

L'après-traité de Rome ?

Pour en faire fonctionner la Communauté sans tensions ? Apparemment, l'échec du conseil européen de Luxembourg n'aurait que des avantages pour les partenaires de la Grande-Bretagne, puisqu'ils n'auraient pas à la soutenir du fardeau de sa contribution budgétaire. Mais le gouvernement britannique bloque la hausse des prix agricoles et l'organisation du marché de monnaie, sans parler de la pêche.

En dépit de la sérénité affichée par M. Giscard d'Estaing et M. Giscard, le ministre français de l'Agriculture, tout porte à croire, compte tenu de l'impopularité des agriculteurs, que des tensions, très vives entre les Neuf vont apparaître rapidement à ce sujet.

Les Allemands et les Français ont en tête une « Europe à deux vitesses », voire peut-être à plus, ce qui veut dire — cela a-t-il été perçu par Mme Thatcher ? — un profond changement de nature de la Communauté. En fait, cette solution — ramener des Européens orthodoxes — a toujours été implicitement pratiquée. Le système monétaire européen ne groupe-t-il pas huit seulement des neuf États membres ?

L'idée lancée par M. Giscard d'Estaing — parce que « les demandes britanniques, en raison de leur ampleur et de leur durée, ne pourraient recevoir satisfaction dans le cadre des réglementations existantes » — de définir un nouveau dispositif financier pour la Communauté, fondée sur la règle hiérarchique d'un « juste retour » — total ou limité, — annonce une ère nouvelle, celle de l'après-traité de Rome. Face au Royaume-Uni, qui, compte tenu des structures de son économie, serait amené durablement à payer beaucoup plus qu'il ne reçoit du budget européen, ce qu'il refuse, — il s'agit d'équilibrer, « grosse mode », les recettes de chacun. Ce serait évidemment un grand pas en arrière : le renouveau de fait à la solidarité financière, abandon d'un éminent facteur d'intégration.

Bien sûr, la cause n'est pas entendue. Nul ne sait vraiment si M. Giscard d'Estaing et Schmidt n'ont pas de cette arme comme d'un épouvantail à l'intention des petits pays, d'autant moins disposés à se montrer généreux à l'égard de la Grande-Bretagne qu'ils sont les grands bénéficiaires du système actuel. Une chose est certaine : les dirigeants français et allemands, déçus par les mésaventures communautaires — si fréquentes depuis l'adhésion britannique, — sceptiques à l'égard des institutions européennes qui fonctionnent de plus en plus mal, réfléchissent sérieusement à une réforme qui aurait pour elle une certaine logique.

Reste à en apprécier les périls, notamment pour les Français. Peut-on imaginer une politique agricole commune dans laquelle la libre circulation des produits et la préférence communautaire seraient maintenues mais privées de la solidarité financière ? De façon plus générale, ne serait-ce pas jouer les apprentis sorciers que de s'attaquer ainsi à ce qui est considéré depuis le traité de Rome comme un des fondements essentiels de la construction européenne ?

La proposition franco-allemande révèle une tentation ; mais il n'y a pas encore de politique arrêtée ni à Paris ni à Bonn. Toutefois, la minute de vérité approche, d'autant plus que le plafonnement des « ressources propres », c'est-à-dire de l'argent disponible pour le budget européen, sera atteint à bref délai. Alors, il faudra choisir : soit élever le plafond, ce que tous les États membres prétendent aujourd'hui refuser, soit changer de règle.

- Le relèvement des prix agricoles est bloqué
- M. Giscard d'Estaing est hostile à un report des décisions au sommet de juin

Le refus opposé par Mme Thatcher aux divers compromis — de plus en plus coûteux pour ses partenaires de la C.E.E. — avancés, lundi après-midi 28 avril, par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Luxembourg a fait échouer le sommet européen. M. Giscard d'Estaing étant pourtant allé jusqu'à offrir de faire payer par les huit, en 1980 comme en 1981, les deux tiers de ce que devait être la contribution nette du Royaume-Uni au budget de la Communauté. Le vote britannique bloqué, du coup, la fixation des prix agricoles européens et le compromis sur la politique concernant les montons, préparés la veille.

Sur le plan agricole et budgétaire, M. Giscard d'Estaing est hostile au report des décisions au prochain sommet des Neuf à Venise, les 12 et 13 juin. Il a d'ailleurs promis aux agriculteurs français une hausse des prix — chiffrée par M. Méhaignerie à 8-12 % selon les produits, — « aussitôt que les circonstances le permettront ». Cela n'a pas sans difficultés juridiques, puisque l'essentiel de cette hausse (5 %) correspond au compromis sur lequel les huit s'étaient mis d'accord, mais dont l'application se heurte au refus britannique.

À Londres, où l'on comprend que Mme Thatcher a refusé de « payer un prix politique trop lourd », la surprise est grande : « Maggie tient bon, les Français sont furieux ». En France, les dirigeants agricoles demandent des mesures conservatoires et proposent de « mettre la Grande-Bretagne entre parenthèses ».

De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). — Mme Thatcher avait d'entrée de jeu placé la barre très haut : le Royaume-Uni, expliquait-elle, ne pouvait guère envisager de payer plus de 250 millions d'ECU par an (1) et cela pendant cinq ans. Selon les calculs de la Commission européenne, la « contribution nette » britannique au budget européen devrait atteindre normalement 1 700 millions d'ECU en 1980. La demande de Mme Thatcher impliquait donc que les pays partenaires acceptent de supporter, à la place du Royaume-Uni, une charge de 1 450 millions d'ECU.

Cette somme fantastique pouvait laisser pressager un échec rapide des pourparlers. Tel ne fut pas le cas. Au contraire, des propositions de plus en plus généreuses se succédèrent. La méthode de calcul préconisée par la France permettait d'atteindre une compensation déjà très confortable. Les Néerlandais, après que Mme Thatcher eut refusé la formule française, présentèrent une offre plus intéressante encore. Nouveau refus du premier britannique. Nouvelle relance cette fois de la part de M. Schmidt, appuyée et complétée par M. Giscard d'Estaing. Bref, le conseil européen donnait l'impression d'organiser le triomphe de Mme Thatcher.

La proposition de M. Schmidt, sur laquelle le conseil s'est longuement attardé, était en fait d'une nature différente de celles qui avaient précédé. Elle suggérait que, en 1980, la contribution nette britannique soit plafonnée à sa moyenne des années 1978 et 1979, soit 540 millions d'ECU. Cela si-

gnifiait une compensation à supporter par les huit de l'ordre de 1 200 millions d'ECU. Deux tiers de la quote-part qui aurait dû être normalement réglée par Londres auraient ainsi été pris en charge par les pays partenaires ; mais, ajoutait le chancelier, cette compensation, trop lourde, ne jouerait que pour une année.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(Lire la suite page 39.)

Les Cosaques et le Saint-Esprit

par ANDRÉ FONTAINE

aussi inflammable que le gulf Stream peut déclencher une conflagration mondiale. La démission de M. Vance montre qu'il n'est pas seul de son avis.

L'entourage immédiat du président des États-Unis était profondément divisé. On y comptait suffisamment de gens inquiets de ce qui se tramait pour que le Los Angeles Times ait pu faire amplement état, le 23 avril, d'une réunion qui s'était tenue la veille à la Maison Blanche et au cours de laquelle M. Carter avait demandé à chacun des vingt-cinq participants son opinion sur ce qu'il convenait de faire. Parmi les intervenants, M. Herzberg, qui écrit les discours du président,

aurait dit que l'on était « en train de s'enquêter sur la pensée globale qui mène à une confrontation militaire ». La démission de M. Vance montre qu'il n'est pas seul de son avis.

C'est donc in extremis, et après avoir beaucoup hésité que le président des États-Unis a donné le feu vert à une opération dont le résultat aurait pu être plus catastrophique encore. Partie comme elle l'était, au lieu d'échouer au départ, elle aurait tout aussi bien pu, en effet, conduire au massacre de ceux qu'il s'agissait de sauver. Car la malchance n'explique pas tout. Le Ciel n'aide que ceux qui s'aident eux-mêmes. Qu'un hélicoptère tombe en panne, c'est conforme au calcul des probabilités, et l'on peut penser que l'éventualité avait été prévue. Mais la moitié des appareils engagés !

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

TRÈS DROLE

Un commando américain de quatre-vingt-dix hommes intervient quelques heures sur le sol iranien pour libérer cinquante otages retenus depuis près de deux cents jours dans l'orbite des étudiants islamiques, laisse huit morts sur le terrain et revient bredouille : c'est un échec, et tout le monde rigole.

Un corps expéditionnaire soviétique de quatre-vingt mille hommes intervient depuis quatre mois sur le sol afghan pour libérer à coups de roquettes tout un peuple du droit de cuisiner, laisse des milliers de morts sur le terrain et ne rentre pas à la maison : c'est un succès et personne ne rit.

Ainsi la relativité des notions comparées de succès et d'échec dans l'actualité spectacle nous montre-t-elle que là où il y a de quoi rigoler, il n'y a pas nécessairement de quoi rire.

BERNARD CHAPUIS.

« A L'OMBRE DES HÉROS »

L'U.R.S.S. parcourue et méditée

Voici, avec une présentation matérielle élégante et soignée qui fait honneur à l'éditeur, un livre dont on louera l'abondance d'informations — images et sorts — mais aussi l'équilibre. Et quiconque a souffert de la difficulté de s'orienter dans cet univers spécifique, accueillant et secret à la fois, s'étonnera de la performance réalisée par les auteurs. En changeant l'échelle des problèmes, l'immensité de l'espace soviétique crée une dimension des difficultés et des ressources nouvelles.

On retrouve tout cela dans l'ouvrage de Jacques Windenberger, Alain Labaube et Jean-Pierre Dumont : ils ont parcouru d'ouest en est l'espace soviétique, de Moscou

à Braksk ville-champignon des bords du lac Baïkal, reconnu le sur-gissement des cités neuves, constaté la réalité de la croissance économique et ses effets multiplicateurs — mais réels ! — l'éloge dithyrambe qui présente comme unique ce qui est certes considérable (dans tous les sens du terme) mais pas nécessairement sans analogues, et se mue trop souvent en diversion quand on tente de serrer les difficultés, — rapporte les chiffres sans être gêné par ce qu'ils appellent fort bien « le flou et le lyrisme des statistiques » mais sans en négliger les ordres de grandeur.

LEO HAMON.

(Lire la suite page 1.)

le mur^o de Cartier

Paris

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.

Le Monde

idées

LA BOMBE A NEUTRONS

Le chef d'état-major de la bombe à neutrons peut répondre aux besoins de la France. L'un des pères — Américain — de cette arme, Samuel Cohen, en a déjà expliqué les avantages. Trois adversaires de la bombe à neutrons lui répliquent.

Plaidoyer pour la paix

par GEORGES SARRE (*)

SURPRENANTE plaidoirie que celle de Samuel Cohen en faveur de la bombe à neutrons. Tant d'avantages seraient liés à cette arme qu'on ne voit pas clairement comment elle ne figure pas, dès aujourd'hui, dans toutes les panoplies guerrières de la planète.

Seul inconvénient, sans doute, cette bombe-là prépare la guerre, et dans des conditions qui, pour être nouvelles, sont parfaitement effroyables.

Les armes nucléaires stratégiques, de par l'ampleur des dégâts qu'elles seraient susceptibles d'engendrer, par les destructions massives qu'elles impliquent, sont typiquement les armes du refus de la bataille. La disproportion est telle, entre

l'enjeu et le risque, que toute comparaison échappe au domaine du rationnel. La dissuasion, c'est le refus de la guerre. Et notamment, si les socialistes français ont adopté le principe de la maîtrise en état des forces nucléaires, c'est d'abord parce qu'ils estiment que cette capacité de dissuasion indépendante est en mesure d'empêcher un conflit en Europe, dont les superpuissances détermineraient la portée et l'ampleur.

Tout au contraire, la bombe à radiations renforcées cherche à contourner la doctrine de la dissuasion.

(*) Membre (P.S.) de l'Assemblée communautaire européenne et conseiller socialiste de Paris.

LE DÉCLIN DE LA DISSUASION

par PIERRE DABEZIES (*)

LORSQUE M. Sam Cohen s'interroge sur la conformité de la bombe à neutrons aux principes capitalistes communistes ou chrétiens, sans doute soulève-t-il un problème essentiel. Plus terre à terre, mais aussi plus concrète, est la question que pose le même jour M. Jean-Marie Daillet, président de la commission de défense de l'U.D.F. : pourquoi priver a priori notre pays d'un outil de défense pareil ?

Rappelons les récents propos de M. Michel Debré (le Monde du 1^{er} avril) : cette arme n'ayant pas plus qu'à être considérée d'un point de vue moral, « la France peut s'en doter, mais ce n'est pas une priorité ». Jugement du Normand : l'homme qui sait qu'il regardera de son budget et de nos options stratégiques nécessaires limitées l'avenir de notre défense implique des choix plus ou moins drastiques, reléguant la bombe à neutrons sur l'échelle des priorités, n'est-ce pas en fait la condamner ?

L'analyse de l'ancien premier ministre rejoint, il est vrai, d'autres analyses. Ainsi, dans la revue *Défense nationale* de janvier 1980, celle du colonel Guy Lewin, conscient d'un côté que cette « munition » terme gaulois — est propre à valoriser notre corps de bataille en optimisant notamment le coup d'arrêt qu'il est éventuellement chargé de donner, mais conscient aussi qu'il ne s'agit pas d'une panacée : un véritable barrage

antichar suppose non seulement des armes par milliers, mais un environnement de forces et de soutiens classiques tel que l'économie de moyens invoquée par ses partisans risque d'être illusoire. On peut même se demander si — théoriquement — une défense de ce type n'a pas vocation à devenir tout simplement exclusive.

Reserves financières donc, aggraves des réserves tactiques : négligeables au-delà de 2.000 mètres, les effets neutroniques sont d'une portée militaire réduite, ce qui ne supprime pas, en revanche, dans une zone urbanisée comme l'Europe de l'Ouest, leur danger pour les populations civiles. M. Sam Cohen n'est-il pas le premier à souligner que « l'arme à rayonnement renforcé » peut tout aussi bien favoriser l'offensive et, à ce titre, servir les Soviétiques ? Sans compter que ces derniers, échappant à l'entrée de jeu l'adversaire prêt, avec ses neutrons, à franchir le seuil nucléaire, n'auront aucune raison d'hésiter à employer, conformément à leur doctrine, leurs armes atomiques tactiques, en détruisant à l'emporte-pièce tout ce qui leur sera opposé. Il ne manque pas de commentateurs pour suggérer qu'un barrage pour barrage — mieux vaut faire usage de gaz incapacitants ou d'armes précises à guidage électronique, les uns et les autres ayant au moins la mérite de rester en deçà du seuil létal.

Un même travers

Miracle ou mythe ? L'argument avancé, au départ, pour justifier la mise en place d'une ligne de défense neutronique, c'est le caractère atomique, le côté « ligne Maginot » de la dissuasion nucléaire stratégique. Or, précisément, le remède tombe dans le même travers, puisqu'il ne répond qu'à une seule hypothèse : une attaque frontale et massive de blindés que la plupart des spécialistes s'accordent à considérer comme aussi peu probable que possible !

Consulter que la bombe à neutrons est discutée d'un point de vue technique est insuffisant. Il faut encore mesurer son insertion dans notre système stratégique, celui-ci n'étant pas un hobby, une fantaisie, à telle enseigne qu'après

avoir quelque peu hésité l'actuel président de la République, qui ne paraissait guère lui être favorable, l'a, pour l'essentiel, conservé.

Dans ce système de dissuasion du faible au fort, où nos moyens sont forcément limités et où il n'est pas question de livrer une véritable « bataille » à l'ennemi perdu et, à l'heure atomique, catastrophique, le problème n'est pas d'être fasciné par le moindre « gadget » en prétendant disposer de « toute la gamme des armes ». Le problème est budgétier : de se souvenir qu'il existe un vieux principe d'« économie des forces », stratégiquement d'empêcher la guerre, et politiquement d'être assez autonome pour ne pas se laisser conduire là où l'on ne veut pas aller.

Un glissement

Autant dire qu'on n'est guère rassuré ! Le dispositif neutronique prôné par M. Cohen et M. Marc Geneste, dans la ligne des théoriciens de Livermore et de Los Alamos, a pour conséquence l'abandon du « test », du coup d'arrêt significatif ou significatif, de la liaison essentielle et intime entre l'emploi de l'arme nucléaire tactique et la dissuasion stratégique, pour le seul profit d'une bataille qu'on veut précisément éviter. Ce glissement, ou cette rupture, que nul ne nie, s'il s'agit, d'un côté, à l'encontre de la « réponse flexible », en l'encrant, en l'ossifiant par la constitution d'un mode de résistance, vont en revanche exactement dans le sens de l'évolution de la stratégie américaine qui — pour éviter l'escalade au sommet, entre les deux grands — s'efforce de reconstituer les conditions d'une bataille dont l'Europe sortira libre peut-être, mais morte.

La bombe à neutrons concourt donc à ce relatif « déclin de la dissuasion » — né de la conjonction de la peur de l'escalade, du progrès technologique — notamment de celui de la précision des missiles, source de la stratégie « anti-forces » — et de la marche soviétique vers la parité qui, prenant à contrepied la doctrine américaine, obère partiellement les règles du jeu dissuasif.

Jusqu'à admettre ! Voilà donc le combat ravivé, les frontières entre le classique et le nucléaire, la tactique et la stratégie, les systèmes centraux et les systèmes locaux, en passe de disparaître ; voilà, comme Jacques Isnard le signalait (le Monde du 10 avril 1978), « la dissuasion démythifiée », la guerre nucléaire banalisée, le contrôle politique du seul atome voué à être hypothétique, le champ de forces déstabilisé. Est-il excessif de dire que ce n'est ni conforme à notre stratégie ni conforme à nos intérêts ?

Empoqués par leur élan, les tenants de la « bombe à neutrons » en arrivent, en définitive, à négliger la perspective d'ensemble. Le général Gallio souligne, il est vrai, dans l'*Adieu aux armées*, le caractère déterminant des novations intervenues dans la nature des armes, telles que ces dernières ne sont plus nécessairement à la remorque des concepts militaires qu'elles tendent parfois, désormais, à modeler.

Il se peut donc que l'« arme à rayonnement renforcé » soit bonne pour l'Amérique, soucieuse à la fois d'éviter l'escalade, de rassurer les

alliés et de retirer un certain nombre d'armes nucléaires tactiques du théâtre continental. Le problème français est différent. Notre stratégie correspond à un « projet politique » spécifique : l'indépendance du pays.

Tout en abandonnant cette stratégie, ou de résister de la dissuasion, on ne peut qu'un système dont rien ne démontre la validité, mieux vaut s'assurer qu'on n'altère pas l'essentiel. Or c'est précisément ce que l'on peut redouter. Non seulement, en élevant la bombe à neutrons à un rang prioritaire, on met en cause pour raisons budgétaires l'outil nucléaire stratégique qui nous assure incontestablement une certaine liberté d'action politique et militaire, mais — dans ce cas, comme dans tous les cas où il s'agit de bataille et de déploiements massifs — on s'engage dans la voie inévitable d'une planification étroite, et, pour tout dire, d'une intégration renforcée au sein de l'OTAN.

Nouvelle version du Pont de la rivière Kwaï : sans même parler de « complexe militaro-industriel », ou « miliburo-administratif », on comprend que certains éléments, portés par la passion de l'innovation, la satisfaction de la réussite et l'élan du progrès à tout prix, en viennent à considérer comme une fin en soi leur découverte, prônant son application sans considération de l'objectif global qu'elle est censée servir. De même en est-il de certains militaires qui, cherchant, instinctivement, à échapper au carcan de la dissuasion — révent de coups d'arrêt, de coups au but, d'actions concrètes, sinon de grandes chevauchées. Comment s'étonner que les uns et les autres prêtent une oreille complaisante aux sirènes de règles ou de renouveau ?

Ces sirènes ne manquent pas. Non seulement du fait de l'érosion de l'idée de « non-bataille », accentuée peut-être par les possibilités nouvelles qu'offre l'électronique, mais — étrangement — du fait aussi du « consensus » inattendu qui s'est établi en France sur notre retrait de l'OTAN et notre système de défense actuel. Consensus relatif, puisqu'il ou là les motivations diffèrent... consensus partiel, mais consensus quand même qui force, du même coup, à avancer masqués les nostalgiques de l'atlantisme comme les partisans d'une Europe une tout de suite et à tout prix, conscients que le verrou de l'intégration est précisément notre défense nucléaire stratégique. Est-ce pour rien qu'à Strasbourg, dès la première semaine, certains députés européens ont essayé d'étendre leur compétence aux problèmes d'armement et de défense ?

Il s'agit donc d'imposer pas à pas le changement, qu'il revienne à un nouvel alignement dans l'OTAN ou se pare de nouvelles tactiques, sans affronter le désordre. Beaucoup, d'ailleurs, sont du parti du président et ne peuvent s'affirmer contre la doctrine officielle.

En attendant, toute de pouvoir aborder le problème sous l'angle politique et d'oser trop en faire sur le plan stratégique, sinon pour passer, sans nuance, notre « liberté de décision » au filtre du danger soviétique, on use du levier technique. La bombe à neutrons, les armes nouvelles, les forces classiques, les engins nucléaires tactiques... tout est bon pour suggérer le « mythe de la dissuasion » et « la carrière accélérée des armes nucléaires stratégiques, même si l'on ne va pas jusqu'à les juger dépassées ou inutiles ». Bref, tout comme on s'efforce d'ignorer la réalité, de ridiculiser — via sa stratégie — la politique gauloise en parlant de « bombinisme », on s'efforce aujourd'hui, de façon positive, de jeter le doute dans les esprits.

Bombe à neutrons ou bombinisme, les auteurs sont souvent les mêmes : de moi qu'est la bombe, je le dirai qui tu es !

(1) Editions Albin Michel, 1978.

UNE ARME TROP TENTANTE

par DOMINIQUE HALEVY (*)

LIMITÉ à ce qui importe, c'est-à-dire aux réalités militaires, l'intrépide exposé de M. Samuel Cohen sur la bombe à neutrons nous indique que :

a) Cette arme aurait l'avantage, dans une opération de conquête, de respecter l'essentiel des biens matériels dont il s'agit de prendre possession (à l'exception des troupes humaines et domestiques qui seraient « neutralisées », ce discret euphémisme désignant ici la mort par irradiation) ;

b) Cette arme aurait le mérite, dans une situation défensive rapprochée, de permettre à une population supposée enterrée de nettoyer sans risques le sol national de ses envahisseurs en mouvement à la surface. D'où il s'ensuivrait que, sur de précis périmètres-frontières vidés de toute vie civile, pourrait s'étendre, aux instants propices, un rideau de mort clouant sur place l'envahisseur.

S'il s'agit de riposter à une agression, les cas de figure varient selon que l'attaqué dispose ou non d'armes atomiques, selon le type

d'agression auquel il doit faire face (atomique, bactériologique, chimique, neutronique, conventionnelle), selon la réponse qu'il lui donne, et selon la riposte que cette réponse entraîne du côté de l'agresseur.

L'arme neutronique offrant les mêmes services que les armes bactériologiques ou chimiques, avec, si ce qu'on en dit est vrai, de bien meilleures précisions et sécurité d'emploi, on peut s'en tenir aux trois éventualités : atomique classique (A ou H), conventionnelle et neutronique (N).

1) Si l'attaqué dispose d'armes atomiques A et H, ou A-H-N, et qu'il est pourtant l'objet d'une agression, c'est que la dissuasion n'a pas fonctionné : l'agresseur a pris le risque d'une riposte nucléaire et a calculé, à tort ou à raison, qu'elle ne se produirait pas. Ou bien cette riposte se produit, et on entre en apocalypses. Ou bien elle ne se produit pas, chacun gardant au vu de sa main les ordres de suicide mutuel, et l'affrontement reste conventionnel, avec d'excellentes chances pour l'agresseur (qui, sinon, ne s'y serait pas risqué).

La bataille acceptée

Bien entendu — c'est dans la logique élémentaire de la dissuasion — le pays agresseur avait pourtant assuré l'agresseur potentiel qu'il riposterait par armes A ou H à toute attaque, même conventionnelle, et à plus forte raison neutronique ou comprenant le recours à des têtes neutroniques.

Mais si l'agresseur est informé que le pays agresseur dispose, dans son éventail de riposte, d'armes N, il sera autorisé à spéculer que ce pays sera tenté de différer une riposte A ou H sur le territoire de l'agresseur (pas crainte du tout-d'un rebond de bête) au profit d'une défense N du type que varie M. Samuel Cohen. Que ce pays sera donc tenté d'accepter la bataille.

En rendant plus crédible l'acceptation de la bataille, la possession d'armes à neutrons affaiblit l'efficacité de la dissuasion.

Il va de soi que si le malheureux pays agresseur désespérant de résister conventionnellement, laisse le premier usage, le plus limité possible, puisque au-dessus de son propre territoire ou d'un territoire innocent et intermédiaire, d'armes à neutrons, l'envahisseur ne se gênera pas pour s'engouffrer à grande échelle dans le système désormais accepté : et ce serait l'occasion de vérifier l'efficacité de la stratégie des taupinières antineutroniques et la qualité chrétienne du conflit (M. Samuel Cohen, quant à lui, n'est pas près de manquer d'air).

A moins que l'agresseur, en guise d'avertissement ponctuel, ne passe immédiatement au cran A ou H. L'arme N aura servi de passerelle entre les armes conventionnelles et les armes atomiques « classiques ».

En proposant un atome d'emploi, la possession de l'arme à neutrons compromet ou dilue l'atome de dissuasion.

Il est rigoureusement prévisible que le recours réel, dans un affrontement armé, aux armes à neutrons, déboucherait fatalement sur le recours réel, pour et par celui qui aurait le dessous, aux armes atomiques dites de dissuasion : le tabou atomique une fois transgressé, il n'y aurait plus de différence de nature, mais de type d'efficacité.

2) L'attaqué ne dispose pas d'armes A, H ou N : c'est le Vietnam ou c'est l'Afghanistan. Évitant

le recours interdit, parce que mettant en jeu une réaction planétaire, aux armes A ou H, mais évitant aussi la « neutralisation » neutronique de l'ensemble du peuple attaqué (génocide par voyant, qu'en ce qui concerne l'assaut de procéder au nettoyage efficace et discret des zones de résistance ?

La rumeur du forfait ira vite, et elle ira loin. Mais quel de plus qu'une atypique horreur ? Les Américains ont pratiqué la guerre chimique contre le Vietnam et il y a de forts indices que l'armée soviétique traite par les gaz les villages et zones rebelles d'Afghanistan. On s'indigne, on proteste (peu : nous avons tant d'autres soucis), on dément. Quel de plus ? Qu'en serait-il l'outil de solution finale d'une guerre à neutrons ? Peuples et gouvernements trembleraient-ils à celui qui aura osé. Déclencheraient-ils pour autant l'holocauste atomique général ?

L'arme à rayonnement neutronique est une arme d'emploi si tentante qu'elle doit être interdite.

La question qui précède mérite encore plus d'être posée s'il s'agit d'une guerre interne à un pays, d'un massacre perpétré, à l'intérieur de frontières nationales, par un de ces tyrans à demi fous (Somoza, Bokassa, etc.) comme en s'écrivent le pouvoir, secondé par une petite équipe sans complexus comme en s'écrivent les alliés du pouvoir, réglant son compte, par le rayonnement neutronique, à une révolution, inutile de mettre à feu, ruines et sang ses propres villes, comme au Nicaragua, pour mater un peuple révolté. La mort atomique par irradiation fera le nécessaire. Le principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui, autrement dit, si souvent, crime de non-assistance à peuples en danger, brillera, ce jour-là, dans tout son éclat. Rien de plus.

Et qu'on ne nous dise pas que jamais on ne laissera l'arme nucléaire dans les mains d'un Somoza ou d'un Bokassa. Hélas, vous connaissez ? Staline, vous connaissez ? L'avenir, vous connaissez ?

L'arme neutronique n'est à mettre dans les mains d'aucun chef d'Etat.

(*) Militant du désarmement.

FINLANDE

naturellement votre

la Laponie
légendaire
et le cap
du bout du monde
le Cap Nord

circuits de
8 et 9 jours
à partir de
5340 F

Reservations
Votre Agent de Voyages ou
Non
Adresse
Document
Brochure

FINNAIR

11 rue Aubert
75006 Paris

Le Monde

LES CONSÉQUENCES

M. Carter respecte le
qui ont amené M. Van

M. Carter respecte le... qui ont amené M. Van... (Text continues with details about international relations and policy decisions.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

Le week-end en France... (Text continues with a section on the weekend in France.)

مكتبة الأمل

Le Monde

étranger

LES CONSÉQUENCES DE L'ÉCHEC DU RAID AMÉRICAIN EN IRAN

M. Carter respecte les « questions de principe » qui ont amené M. Vance à donner sa démission

De notre correspondante

New-York — M. Cyrus Vance est allé lundi 29 avril prendre congé du président Carter. La Maison Blanche a rendu public les deux lettres que le président et le secrétaire d'Etat ont échangées. Celle de M. Vance est datée du 21 avril : le chef de la diplomatie américaine annonçait qu'il ne pouvait plus donner son accord à la politique de la Maison Blanche.

« Je sais combien vous avez pesé votre décision d'intervenir en Iran », écrit M. Vance. J'aimerais pouvoir vous donner mon appui, mais pour les raisons dont nous avons déjà discuté, cela m'est impossible. La lettre du président, datée du 28 avril, indique que M. Carter a accepté « avec regret » la démission de son secrétaire d'Etat. « Je sais que tout ceci est pour vous une question de principe », écrit M. Carter, et je respecte les raisons que vous avez exposées dans votre lettre. Un peu plus tard, le porte-parole du président, M. Jody Powell, devait déclarer aux journalistes : « M. Vance a eu une étonnante de principe honorable avec le président ».

M. WARREN CHRISTOPHER SECRÉTAIRE D'ÉTAT PAR INTÉRIM

M. Warren Christopher est né le 27 octobre 1925, à Scranton, bourgade du Dakota du Nord. Durant la grande dépression, sa famille s'établit en Californie, et M. Christopher fait ses études de droit à l'université Stanford. En 1949, il est admis au barreau de Californie. L'année suivante, il se retrouve à Washington, parmi les assistants du juge à la Cour suprême, William Douglas, champion de toutes les causes libérales. En 1951, il retourne en Californie pour devenir l'associé d'un des plus importants cabinets d'avocats conseils aux États-Unis, M. Ramsey Clark, ministre de la Justice du président Johnson (et fils d'un ancien juge à la Cour suprême), rappelle à ses côtés en 1967. C'est à cette époque qu'il fait la connaissance de M. Cyrus Vance, alors sous-secrétaire à la Défense. Il quitte la capitale fédérale à l'arrivée de l'administration républicaine de M. Richard Nixon, et n'y revient qu'en 1977 à la demande de M. Vance, qui en fait le numéro deux du département d'Etat.

En cette qualité, M. Christopher s'est acquitté de missions délicates tant à l'étranger qu'au Congrès, où il contribue entre autres à faire ratifier le traité sur le canal de Panama. En janvier 1980, il vint à Paris expliquer les réactions américaines à l'insurrection de l'Afghanistan. D'un tempérament peut-être plus combatif que M. Vance, il avait joué un rôle grandissant au département d'Etat. La fermeté de ses positions lui valut récemment sur le même longeur d'onde que la Maison Blanche. En mars dernier, M. Brzezinski déclara qu'il pourrait faire un excellent successeur de M. Vance, qui, rappelle-t-on, n'avait pas l'intention de conserver ses fonctions pendant un éventuel second mandat de M. Carter.

En fin de matinée, le secrétaire d'Etat a lu un bref communiqué dans lequel il refusait d'expliquer les raisons pour lesquelles il s'était opposé au raid du commando en Iran. Son porte-parole, M. Hollings Carter, a précisé que M. Vance était opposé à la mission de sauvetage en Iran, mais pas à sa conception. Il a ajouté, mettant provisoirement fin à des rumeurs d'onde que la Maison Blanche, qu'il n'avait lui-même pas l'intention de quitter son poste dans un avenir immédiat.

Le président Carter a chargé l'adjoint de M. Vance, M. Warren Christopher, d'expédier les affaires courantes en attendant la nomination du nouveau secrétaire d'Etat. Les noms de quatre personnalités sont proposés pour succéder à M. Vance : M. Warren Christopher lui-même, qui offrirait le grand avantage de ne pas devoir repasser devant la commission des affaires étrangères du Sénat, puisqu'il est déjà en poste ; M. Sol Linowitz, le conseiller du président pour négociation égypto-Israélienne ; M. Lloyd Cutler, conseiller juridique du président, qui a joué un rôle important dans la campagne pour le boycottage des Jeux de Mos-

cou ; enfin M. Brzezinski, conseiller pour les questions de sécurité, qui a assuré dans le passé qu'il n'était pas candidat au poste de secrétaire d'Etat, mais dont la rivalité avec M. Vance est à l'origine directe de la démission de ce dernier.

Un week-end en Floride

Il apparaît de plus en plus probable que M. Vance s'est rendu à démissionner au retour d'un long week-end en Floride lorsqu'il a appris que le conseil national de sécurité s'était réuni le 11 avril, au lendemain de son départ, pour décider de lancer un raid en Iran. Chacun savait que M. Vance était hostile à toute intervention armée. M. Warren Christopher, qui assistait à la réunion du conseil, n'aurait pas prévenu M. Vance, persuadé qu'il était déjà au courant.

L'opération est apparue à beaucoup comme particulièrement inopportune en raison de la détérioration de la situation interne en Iran. Mais le Pentagone aurait conseillé au président d'agir avant que le très chaud été iranien ne soit suivi de complications encore les problèmes logistiques.

Les réactions du Congrès à la démission de M. Vance ont été dans l'ensemble peu amènes pour l'administration. Les sénateurs et les représentants ont été unanimes à saluer le professionnalisme du secrétaire d'Etat et sa courtoisie. M. Vance avait en effet pris l'habitude d'informer presque quotidiennement les dirigeants du Congrès de l'évolution de la crise iranienne et avait rétabli entre les deux institutions des relations amicales.

Le président de la Chambre des représentants, M. O'Neill, a déclaré que le secrétaire d'Etat avait acquis le respect des leaders du Congrès et des ministres des affaires étrangères du monde entier. « Le choix de son successeur sera, pour le monde, le signe que la politique étrangère américaine sera à nouveau fondée sur la diplomatie du bon sens, ou bien sur les affrontements hâtifs », a dit le sénateur démocrate George McGovern, tandis que le sénateur Jackson a estimé que cette affaire mettait directement en cause la crédibilité de la politique étrangère des États-Unis. Quant à l'ancien secrétaire d'Etat, M. William Rogers, il juge qu'elle illustre le fait que, pendant trois ans, on n'avait jamais bien su qui de M. Vance, Brzezinski, Carter ou Young dirigeait la diplomatie américaine.

Deux heures sur le sol iranien

Dans la journée, le président Carter a adressé au Congrès son rapport sur le raid en Iran, un texte de deux pages et demi qui a été lu par un secrétaire de la Chambre des représentants devant un auditoire plus que silencieux. Il est vrai que le document ne contenait aucune indication nouvelle sur les raisons qui avaient fait échouer la mission. « L'échec de l'opération serait dangereux », écrit M. Carter. Mais nous étions tous convaincus que, lorsque la phase du sauvetage proprement dite serait en train, elle aurait de grandes chances de réussir. La mission dans laquelle nous nous sommes engagés était d'ordre humanitaire. Elle n'était pas dirigée contre l'Iran ni contre le peuple iranien. Elle n'a d'ailleurs provoqué aucune perte de côté iranien.

Le président précise que les six C-130 et les huit hélicoptères américains sont entrés dans l'espace aérien iranien à 10 heures et demi, heure de Washington, le 24 avril, et que les appareils se sont posés entre 3 heures et 4 heures de l'après-midi dans cette partie du désert distante de Téhéran de 350 kilomètres. « A aucun moment, nos forces n'ont rencontré d'éléments des forces armées iraniennes. Nous pensons, en fait, poursuit le rapport, qu'aucune force militaire iranienne ne se trouvait dans la région et que les autorités n'ont appris la présence des forces armées des États-Unis qu'après qu'elles eurent quitté le pays. Comme il était prévu, aucun combat n'a eu lieu pendant cette phase de notre mission, la seule qui ait été réalisée ».

Peu après son entrevue avec M. Vance, M. Carter, accompagné du secrétaire à la Défense, M. Harold Brown, est parti pour la première fois depuis la prise d'otages à Téhéran, de la région de Washington pour se rendre au Texas. Il a passé quelques instants au chevet des blessés rapatriés d'Iran qui sont hospitalisés

à la base militaire de Lackland, près de San-Antonio, où le chah avait été lui-même soigné avant son départ pour Panama. Quelles que soient les réserves que les Américains expriment en public ou en privé sur l'opération manquée de la semaine dernière, il ne semble pas pour l'instant

Les réactions sont, pour des raisons diverses favorables à l'ancien secrétaire d'Etat

La démission de M. Vance, annoncée officiellement lundi 29 avril et qui était attendue depuis la veille, suscite de nombreuses réactions à travers le monde, généralement flatteuses pour l'ancien secrétaire d'Etat. La télévision soviétique a présenté, lundi, M. Vance comme un « homme d'Etat réaliste » qui « essayait de ralentir le glissement de Washington vers une position antisoviétique belliqueuse ».

La télévision soviétique, nous câble notre correspondant, nous maintenant l'ancien chef de la diplomatie américaine de toutes les vertus, estimant qu'il était « partisan d'une ratification rapide du traité SALT 2 et du maintien de la détente » et « opposé à la vente d'équipement militaire à la Chine, à l'implantation de nouvelles colonies juives en Cisjordanie occupée et aux actions aventuristes en Iran ».

En Israël, l'éditorialiste de Maariv affirme que cette démission est « de mauvais augure » pour l'Etat hébreu, tandis que notre correspondant, la quotidien précise que M. Vance avait souvent réussi à freiner les états de ceux qui, au département d'Etat, considéraient Israël comme un « fardeau ». M. Begin ainsi que le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, ont adressé des messages à Washington faisant part de leurs regrets après l'annonce du départ de M. Vance, et M. Moshe Dayan a affirmé que celui-ci s'était toujours montré un « parfait gentleman ».

Les hommages se sont également multipliés lundi à Luxembourg, au sommet européen, rapporte notre envoyé spécial Maurice Delarue. Le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, M. Genscher, et son collègue britannique, lord Carrington, lui ont exprimé leur sympathie. Mme Thatcher a déclaré au cours de sa conférence de presse que « c'était un homme avec qui il était

que cet échec ait nui à la popularité de M. Carter. Un sondage réalisé samedi par la chaîne de télévision N.B.C. et l'Agence Associated Press indique que 65 % des personnes interrogées approuvent le raid en Iran. Les deux tiers regretteraient seulement qu'une telle initiative n'ait pas été prise plus tôt.

NICOLE BERNHEIM.

délicieux de discuter ». M. François-Poncet a fait savoir qu'il le tenait de sa technologie, ces officiers avaient du mal à accepter l'idée que les Français avaient pu prendre avant de risques dans une opération qui leur paraissait avoir été improvisée avec de petits moyens relevant, comme l'entre eux l'a souligné en privé, du « système D » ou de la « potion magique du Gaulois d'Alsace ».

Sur l'instant, cette visite avait été considérée par les légionnaires comme un hommage rendu à leur savoir-faire par des experts. Désormais, elle témoigne d'une certaine inaptitude des états-majors américains à concevoir les modalités d'une action impliquant, par la force des choses, des moyens rustiques ou chichement mesurés.

Car, au-delà de l'anecdote, le son de ces officiers révèle un état d'esprit outre-Atlantique qui s'explique pas tout, peut-être aujourd'hui permet de comprendre en partie les raisons de l'échec en Iran du commando des légionnaires. Mais, prédisant, parce qu'elle a aussi cette puissance, l'armée américaine ne va peut-être pas spontanément aux solutions les plus simples, les méthodes techniques les plus robustes ou aux scénarios les moins raffinés.

La puissance militaire américaine reste impressionnante, et si sa crédibilité est entamée, il serait imprudent d'en déduire que l'armée des États-Unis peut être défitée sans danger. Mais, prédisant, parce qu'elle a aussi cette puissance, l'armée américaine ne va peut-être pas spontanément aux solutions les plus simples, les méthodes techniques les plus robustes ou aux scénarios les moins raffinés.

En refusant, à tort ou à raison, des risques, les responsables américains ont préféré la sécurité et ils sont restés fidèles à une conception du coup de main préconisée à l'extrême et mobilisant les moyens d'intervention les plus lourds, en particulier le couple « avion-hélicoptère » sur lequel les spécialistes sont divisés en la circonstance. Car, il est à expliquer l'insupportable : le choix de la base de Tabas. A moins que le commando « Lumière bleue » n'ait été l'élément précurseur d'un corps expéditionnaire plus « musclé » pour lequel il fallait réserver une base arrière en plein désert et qui, en fin de compte, ne serait pas intervenu, la nécessité d'une école à Tabas se dissout. Les Américains ont choisi d'installer, en profitant de la piste en dur désaffectée de Tabas, une base aérienne intermédiaire pour permettre à leurs hélicoptères de se ravitailler auprès des C-130 d'accompagnement.

C'était le dispositif le plus vulnérable et, du même coup, le moins gardien ou une erreur de conception de l'état-major.

Une telle tactique était-elle la moins adaptée ? Rien n'est moins sûr. Certes, la nuit commande de ne pas tenter le ravitaillement en vol, toujours périlleux, entre l'hélicoptère et son avion-citerne. Mais les performances du RH-53 et le fait que certains hélicoptères — à vide à l'aller dans la perspective d'un retour avec les otages libérés — pouvaient eux-mêmes transporter le carburant nécessaire aux autres, ne permettaient-elles pas de se dispenser du C-130 ravitailleur pendant la première phase de l'opération ? Après tout, d'autres armées dans le monde font appel à cette technique : des Fums français, partis du Lac (Var) pour la Tunisie lors des derniers événements de Gafsa, ont franchi d'une traite la Méditerranée avec leurs pleins internes de carburant.

Une autre solution aurait pu consister à déterminer dans le désert, au préalable, des stocks largables de kérosène auprès desquels les hélicoptères, d'un point de ravitaillement à l'autre, se seraient alimentés durant leur vol à basse altitude.

Au retour de Téhéran, et la chasse iranienne avait pris l'air, la couverture de l'opération était alors du ressort, par exemple, du porte-avions *Nimitz*.

Il est probable que les tenants d'une expédition « à l'Asiatique » et les partisans d'une intervention « à l'américaine » dissuadèrent longtemps encore des avantages et des inconvénients d'un scénario qui sera disséqué par toutes les écoles de guerre.

JACQUES ISNARD.

Précipitation, fausse manœuvre ou erreur tactique ?

Quelque temps après l'opération « Bonifé » de mai 1978 sur Kolwezi, des officiers d'état-major américains sont venus en France enquêter auprès de la légion étrangère pour connaître, par le détail, l'organisation du parachutage de six cent cinquante légionnaires du 2^e REP au Shaba, s'étonnant de la légèreté technique d'un tel coup de main et de l'insouciance — ou de l'audace — de ses promoteurs.

Cadres d'une armée riche appartenant à un pays qui garde une foi inébranlable en la réussite de sa technologie, ces officiers avaient du mal à accepter l'idée que les Français avaient pu prendre avant de risques dans une opération qui leur paraissait avoir été improvisée avec de petits moyens relevant, comme l'entre eux l'a souligné en privé, du « système D » ou de la « potion magique du Gaulois d'Alsace ».

Sur l'instant, cette visite avait été considérée par les légionnaires comme un hommage rendu à leur savoir-faire par des experts. Désormais, elle témoigne d'une certaine inaptitude des états-majors américains à concevoir les modalités d'une action impliquant, par la force des choses, des moyens rustiques ou chichement mesurés.

Car, au-delà de l'anecdote, le son de ces officiers révèle un état d'esprit outre-Atlantique qui s'explique pas tout, peut-être aujourd'hui permet de comprendre en partie les raisons de l'échec en Iran du commando des légionnaires. Mais, prédisant, parce qu'elle a aussi cette puissance, l'armée américaine ne va peut-être pas spontanément aux solutions les plus simples, les méthodes techniques les plus robustes ou aux scénarios les moins raffinés.

La puissance militaire américaine reste impressionnante, et si sa crédibilité est entamée, il serait imprudent d'en déduire que l'armée des États-Unis peut être défitée sans danger. Mais, prédisant, parce qu'elle a aussi cette puissance, l'armée américaine ne va peut-être pas spontanément aux solutions les plus simples, les méthodes techniques les plus robustes ou aux scénarios les moins raffinés.

En refusant, à tort ou à raison, des risques, les responsables américains ont préféré la sécurité et ils sont restés fidèles à une conception du coup de main préconisée à l'extrême et mobilisant les moyens d'intervention les plus lourds, en particulier le couple « avion-hélicoptère » sur lequel les spécialistes sont divisés en la circonstance. Car, il est à expliquer l'insupportable : le choix de la base de Tabas. A moins que le commando « Lumière bleue » n'ait été l'élément précurseur d'un corps expéditionnaire plus « musclé » pour lequel il fallait réserver une base arrière en plein désert et qui, en fin de compte, ne serait pas intervenu, la nécessité d'une école à Tabas se dissout. Les Américains ont choisi d'installer, en profitant de la piste en dur désaffectée de Tabas, une base aérienne intermédiaire pour permettre à leurs hélicoptères de se ravitailler auprès des C-130 d'accompagnement.

C'était le dispositif le plus vulnérable et, du même coup, le moins gardien ou une erreur de conception de l'état-major.

Une telle tactique était-elle la moins adaptée ? Rien n'est moins sûr. Certes, la nuit commande de ne pas tenter le ravitaillement en vol, toujours périlleux, entre l'hélicoptère et son avion-citerne. Mais les performances du RH-53 et le fait que certains hélicoptères — à vide à l'aller dans la perspective d'un retour avec les otages libérés — pouvaient eux-mêmes transporter le carburant nécessaire aux autres, ne permettaient-elles pas de se dispenser du C-130 ravitailleur pendant la première phase de l'opération ? Après tout, d'autres armées dans le monde font appel à cette technique : des Fums français, partis du Lac (Var) pour la Tunisie lors des derniers événements de Gafsa, ont franchi d'une traite la Méditerranée avec leurs pleins internes de carburant.

Une autre solution aurait pu consister à déterminer dans le désert, au préalable, des stocks largables de kérosène auprès desquels les hélicoptères, d'un point de ravitaillement à l'autre, se seraient alimentés durant leur vol à basse altitude.

Au retour de Téhéran, et la chasse iranienne avait pris l'air, la couverture de l'opération était alors du ressort, par exemple, du porte-avions *Nimitz*.

Il est probable que les tenants d'une expédition « à l'Asiatique » et les partisans d'une intervention « à l'américaine » dissuadèrent longtemps encore des avantages et des inconvénients d'un scénario qui sera disséqué par toutes les écoles de guerre.

JACQUES ISNARD.

Collection DU MONDE ENTIER

Plus de 1.000 titres et de 300 Auteurs de 38 Pays.



Parutions d'avril 1980

Vicente ALEIXANDRE Ombre du Paradis 1939-1943

Poèmes. Traduit de l'espagnol par Roger Noël-Mayer et Claude Couffon. Introduction de Roger Noël-Mayer.

Ilya KONSTANTINOVSKI Le seider de Varsovie

Récit. Traduit du russe par Daria Olivier.

Yordan RADITCHKOV Les cours obscures

Récit. Traduit du bulgare par Lilyana Petrova-Boinay, Charles Boinay et Raymond Albeck.

Per Olof SUNDMAN Ce pays est une grande île

Roman. Traduit du suédois par Monique d'Argentré-Rask.

Iouri TRIFONOV Le reflet du brasier

Récit. Traduit du russe par Lily Denis.

Gallimard

LES CONSÉQUENCES DE L'ÉCHEC

Les Iraniens attribuent les attentats à la bombe de Téhéran à des « agents des États-Unis »

Téhéran. — On n'avait pu encore, ce mardi matin 29 avril, établir le bilan définitif de l'attentat à l'explosif qui a endeuillé Téhéran la veille (nos dernières éditions du 29 avril). Il était 17 h. 30 et la place d'Imam Khomeiny où se trouve la poste principale de la capitale grouillait comme d'ordinaire d'une foule dense lorsque une bombe placée sous une automobile garée dans la rue a explosé, provoquant la mort de quatre personnes et blessant plus de 100 autres. Les débris de la voiture ont été projetés à plus de 100 mètres. Les débris de la voiture ont été projetés à plus de 100 mètres. Les débris de la voiture ont été projetés à plus de 100 mètres.

De notre envoyé spécial

Pourtant un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, M. Mir Salih, devait indiquer dans une interview télévisée que ce groupe ne s'était manifesté d'aucune manière jusqu'à présent, et qu'il était totalement inconnu des services de police.

Une « monnaie d'échange »

Indécise

Ainsi, déjà ouvertement accusé de « faiblesse » suite qu'il eut fait part de son intention de restituer « sans condition » aux États-Unis les otages américains, le président iranien a été contraint de se rétracter. Les déclarations de M. Bani Sadr ont été prises à partie par l'organe des intégristes religieux, *« République islamique »*. Pour ce journal, « il ne saurait être question » de rendre leurs morts aux Américains sans exiger d'eux quelques contreparties.

DES RÉACTIONS

M. Georges Marchais a déclaré lundi 29 avril que « rien ne s'est fait » à l'égard de l'attentat de Téhéran. Le secrétaire général du P.C.F. a poursuivi le secrétaire général du P.C.F., mais ce n'est pas à coup de commettre qu'on règle un tel problème. Sa solution ne peut être que politique.

Le bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) a affirmé lundi 29 avril que « ce n'est pas la vie des otages qui préoccupe Carter, Giscard d'Estaing et les autres gouvernements impérialistes européens, c'est la révolution iranienne ». Dans un communiqué, la L.C.R. ajoute que « l'impérialisme s'efforce d'habituer l'opinion publique à l'idée d'une intervention contre-révolutionnaire en Iran » et demande que la propagande impérialiste qui vise à recevoir en France le secours de François Mitterrand.

M. Dominique Gallet, président du club Gaullisme et Prospective, secrétaire général de l'Institut France-Tiers-Monde, a déclaré dimanche 27 avril : « Les

sans préciser toutefois à quelle personnalité songait le gouvernement iranien, mais on a noté l'arrivée, à Téhéran, dans la soirée du 27 avril, en provenance de Rome, de Mgr Capucci, dont le nom avait été prononcé avec insistance peu de temps auparavant.

Le haut commandement militaire est pris à partie à propos de la facilité « inadmissible » avec laquelle les avions et les hélicoptères américains ont pu tromper la surveillance des radars iraniens et pénétrer très loin à l'intérieur du territoire national sans être jamais repérés.

La tension s'aggrave en Cisjordanie ou des incidents ont fait quatre blessés à Ramallah

(De notre correspondant.) Jérusalem. — De nouveaux incidents violents se sont produits, le lundi 29 avril, à Ramallah, et ont encore aggravé la tension persistante en Cisjordanie depuis près d'un an. Quatre Arabes ont été blessés au cours d'un affrontement avec des militaires israéliens. L'un des manifestants a été atteint par une balle. Une dizaine de personnes ont été arrêtées. La manifestation a commencé spontanément pour répondre à l'action d'un groupe d'activistes israéliens appartenant à la « Ligue de défense juive dirigée par le rabbin Meïr Kahane. Quelques instants plus tôt, ce groupe avait réussi à pénétrer dans le centre de Ramallah pour distribuer des tracts approuvés les représailles commises dans cette ville, la semaine précédente, par un commando de colons israéliens qui avait systématiquement endommagé une centaine de voitures et de nombreux magasins. Il s'agissait d'une riposte à l'attaque à coups de pierres de plusieurs véhicules israéliens (le Monde du 25 avril). Il n'en fallait pas plus pour provoquer la colère des habitants de Ramallah. Mais, de surcroît, les partisans du rabbin Kahane — après avoir blessé les militants du mouvement extrémiste Gush Emunim passant pour des modérés — ont repris un de leurs thèmes favoris en invitant les Palestiniens à évacuer la Cisjordanie afin de rendre ce territoire au peuple juif. Le rabbin Kahane, qui s'est souvent distingué par de tels actes de provocation en Israël comme aux États-Unis, a été incarcéré à plusieurs reprises ou interdit de séjour dans les territoires occupés. Cette fois encore, il a été interpellé aux côtés de Ramallah, puis relâché, mais ses disciples ont refusé de déjouer la surveillance du service d'ordre. — F. G.

Le revers subi n'a pas découragé les partisans de la manière forte à Washington

(Suite de la première page.)

Les parlementaires de droite ne se situent pas forcément dans le camp des va-t-en-guerre, comme l'ont démontré le sénateur Jackson et le député Barry Goldwater, qui préchent tout deux la prudence.

Les Américains, comme les Iraniens, sont en proie à une forte poussée de fièvre nationaliste. Si, au cours de la semaine dernière, ils voyaient sur le petit écran des foules vociférant insultes et menaces, ils ont vu, dans la nuit du 28 au 29 avril, leur président, lacerer ou brûler leur drapeau national. Tout un chacun se sentait humilié. L'angoisse qu'exprime un père, les sanglots d'une mère devant les caméras de la télévision ont provoqué une opinion qui, en revanche, ignore à peu près tout des souffrances qu'ont endurées des dizaines de milliers de familles iraniennes sous le régime du chah, que les États-Unis ont soutenu pendant une trentaine d'années.

Rares sont ceux qui s'évertuent à expliquer les événements de Téhéran, de crainte de paraître les justifier : la prise d'otages, détachée de son contexte, est dès lors perçue généralement non pas comme un problème politique aux ramifications multiples, mais comme un « crime gratuit », inexplicable autrement que par le « fanatisme » d'une élite d'extrême droite, d'une élite que certains agissements, comme l'exhibition des corps des militaires américains tués lors du récent raid, ont de plus en plus accusés de mépris pour la vie humaine, persuadés de son bon droit, choqués et outragés, criant vengeance, souhaite que l'on réponde à la violence par la violence.

Les partisans de la manière forte ont, de toute évidence, à l'heure actuelle le vent en poupe. Comme en Iran, les « modérés » — ceux qui souhaitent résoudre le problème des otages par la conciliation et non par la confrontation — se sentent en retrait. La démission de M. Cyrus Vance en est l'illustration la plus spectaculaire. L'ancien secrétaire d'État, pourtant la patience et la persévérance. Mais comment convaincre une opinion en proie à l'indignation, de se résigner à la détention prolongée des otages ?

Ses adversaires ont la partie belle. Les arguments développés en public ou au cours d'entrevues privées avec des journalistes par des membres du Congrès, par des députés de l'Assemblée nationale, par des membres du parti républicain, ont été repris et amplifiés par les médias. Les partisans de la manière forte ont, de toute évidence, à l'heure actuelle le vent en poupe. Comme en Iran, les « modérés » — ceux qui souhaitent résoudre le problème des otages par la conciliation et non par la confrontation — se sentent en retrait. La démission de M. Cyrus Vance en est l'illustration la plus spectaculaire. L'ancien secrétaire d'État, pourtant la patience et la persévérance. Mais comment convaincre une opinion en proie à l'indignation, de se résigner à la détention prolongée des otages ?

LA TENSION S'AGGRAVE EN CISJORDANIE OU DES INCIDENTS ONT FAIT QUATRE BLESSÉS À RAMALLAH

(De notre correspondant.) Jérusalem. — De nouveaux incidents violents se sont produits, le lundi 29 avril, à Ramallah, et ont encore aggravé la tension persistante en Cisjordanie depuis près d'un an. Quatre Arabes ont été blessés au cours d'un affrontement avec des militaires israéliens. L'un des manifestants a été atteint par une balle. Une dizaine de personnes ont été arrêtées. La manifestation a commencé spontanément pour répondre à l'action d'un groupe d'activistes israéliens appartenant à la « Ligue de défense juive dirigée par le rabbin Meïr Kahane. Quelques instants plus tôt, ce groupe avait réussi à pénétrer dans le centre de Ramallah pour distribuer des tracts approuvés les représailles commises dans cette ville, la semaine précédente, par un commando de colons israéliens qui avait systématiquement endommagé une centaine de voitures et de nombreux magasins. Il s'agissait d'une riposte à l'attaque à coups de pierres de plusieurs véhicules israéliens (le Monde du 25 avril). Il n'en fallait pas plus pour provoquer la colère des habitants de Ramallah. Mais, de surcroît, les partisans du rabbin Kahane — après avoir blessé les militants du mouvement extrémiste Gush Emunim passant pour des modérés — ont repris un de leurs thèmes favoris en invitant les Palestiniens à évacuer la Cisjordanie afin de rendre ce territoire au peuple juif. Le rabbin Kahane, qui s'est souvent distingué par de tels actes de provocation en Israël comme aux États-Unis, a été incarcéré à plusieurs reprises ou interdit de séjour dans les territoires occupés. Cette fois encore, il a été interpellé aux côtés de Ramallah, puis relâché, mais ses disciples ont refusé de déjouer la surveillance du service d'ordre. — F. G.

« L'Iran glisse vers l'U.R.S.S. »

« La prise d'otages constitue un rude coup porté à notre crédibilité dans l'ensemble du tiers-monde, nous disant un haut responsable. Nombre de gouvernements amis, au Moyen-Orient, par exemple, nous reprochent d'avoir été incapables de défendre l'un de nos alliés les plus fidèles, le chah, et ils assurent qu'ils ne nous feront plus confiance l'année prochaine. Nous devons nous relever, et dès que nous lancerons Khomeiny, l'indignation qu'il nous inflige remet en cause jusqu'au rôle mondial qui est le nôtre et complice nos relations avec nos alliés occidentaux. »

« L'Iran glisse vers l'U.R.S.S. »

« Céder à Khomeiny, nous disant pour sa part un général du Pentagone, c'est ouvrir la voie à des capitulations en chaîne dans d'autres pays devant le terrorisme et le chaos. »

Rares sont ceux qui, dans l'administration, se montrent disposés à tenir compte des griefs et des revendications de Téhéran. Il n'est pas question d'admettre les « crimes » commis par les États-Unis en Iran, encore moins de favoriser l'extradition du chah. Même le projet de compromis élaboré par M. Sean Mac Bride, l'ancien chef de la diplomatie irlandaise, qui prévoit la libération préalable des otages en échange de la création, sous l'égide de l'ONU, d'un tribunal mixte Nuremberg pour juger le chah et

absentia est considéré ici comme « totalement inacceptable ». « Ce serait un précédent trop dangereux pour une foule de chefs d'État du tiers-monde », explique-t-on au département d'État.

Au-delà des intérêts nationaux américains, c'est le sort de l'Occident qui se joue sur les sables du golfe Persique. M. Brzezinski, en particulier, se déclare gravement préoccupé par l'impact de la crise iranienne sur les rapports de forces entre l'Est et l'Ouest. « Le conflit persistant entre Téhéran et Washington, explique-t-il, n'empêche pas l'Iran de détourner l'attention de l'Union soviétique, d'exploiter à son profit la baisse du prestige des États-Unis, notamment dans les pays producteurs d'hydrocarbures. Le potentiel de subversion des Soviétiques, selon lui, a atteint la cote d'alerte en Iran. La République islamique, en pleine décomposition, « fragmentée sur ses franges et polarisée politiquement à l'intérieur », favorise l'essor des forces de gauche et « glisse » insensiblement dans la zone d'influence de l'U.R.S.S. La radicalisation, qui va de pair avec l'anarchie prévalant, est en train de « frayer la voie aux Soviétiques vers les mers chaudes ». « Le problème réel de la stratégie mondiale de l'Occident dans son ensemble », insiste le principal conseiller du président Carter, avant d'ajouter : « Le bouclier des communistes, pour nous, l'Iran, la Turquie, le Pakistan jusqu'à un certain point et l'Afghanistan, comme États-tampons, est désormais criblé de trous. »

En finir avec un régime « non viable »

Tout compte fait, l'option militaire ne semble pas être la plus réaliste, affirme-t-il, mais elle deviendrait indispensable « si les sanctions économiques et diplomatiques (à l'efficacité desquelles on ne croit qu'à moitié), devaient se révéler stériles ». Tout éventuel d'actions guerrières sont envisagées, du minage des ports de la République islamique jusqu'à l'envoi de troupes dans le territoire, en passant par le blocus naval. Des mesures destinées à « injecter » rapidement des forces d'intervention dans la région ont été arrêtées : des commandos politico-militaires sont en cours avec les pays concernés.

« La révolution iranienne est un fait accompli, que nous admettons, déclarent les officiels américains. Nous ne pouvons tolérer un régime qui menace l'Occident. Une éventuelle action militaire aurait donc comme objectif d'en finir avec un régime « non viable » d'ailleurs pas viable. » On pèse

Les Neuf réaffirment « leur solidarité avec le gouvernement et le peuple des États-Unis »

Le conseil européen a publié lundi soir 28 avril, à Luxembourg, la déclaration suivante sur la situation internationale :

« Les chefs d'État et de gouvernement et les ministres des affaires étrangères ont examiné la situation internationale. Ils ont exprimé leur grave préoccupation devant l'évolution des événements récents, notamment en Afghanistan, Iran et au Moyen-Orient. Ils ont estimé que ces événements exigent plus que jamais que les États membres de la Communauté européenne manifestent leur cohésion. »

Le conseil européen a constaté avec une profonde inquiétude que les forces militaires soviétiques n'ont pas été retirées de l'Afghanistan en dépit de la condamnation de la communauté internationale exprimée par l'Assemblée générale des Nations unies et malgré les demandes répétées des Neuf, de la conférence islamique et des pays de l'Association des États de l'Asie du Sud-Est.

Le conseil européen réaffirme que, de l'avis des Neuf, une telle situation n'est pas acceptable. L'Assemblée générale des Nations unies pourrait être trouvée dans une formule permettant à l'Afghanistan de se tenir à l'écart de la compétition des puissances et de revenir à sa position traditionnelle d'État neutre et non aligné. Respectueux du droit du peuple afghan de déterminer librement son propre avenir, ils estiment que, à cette fin, les grandes puissances et les États voisins de l'Afghanistan devraient prendre l'engagement de respecter la souveraineté et l'intégrité de l'Afghanistan, de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures et de s'interdire toute forme de présence ou d'association militaire avec lui.

Le rôle des pays islamiques et non alignés

« Les Neuf sont prêts à apporter leur appui, en accord avec les pays amis, à toute initiative visant à promouvoir une telle solution, en soulignant que leur proposition n'a rien de rigide ni d'exclusif. À cet égard, ils esti-

ment les possibilités d'action des forces hostiles à l'Union soviétique, on cite des noms : « our assets », (nos atouts) disent, sans complaisance des responsables. On s'oppose même aux chances d'un coup d'État, et sur les conséquences qu'aurait la brusque disparition du fondateur de la République islamique.

Et si tous ces projets et ces espoirs devaient se solder par des résultats diamétralement autres que ceux escomptés ? Les membres militaires ne vont-ils pas rassembler le peuple iranien autour de ses dirigeants, favoriser la gauche, sans oublier les milices armées, pour provoquer des troubles dans les pays voisins producteurs de pétrole, voire aussi ouvrir la voie à une confrontation Est-Ouest ?

Ceux qui partagent l'opinion de M. Brzezinski considèrent que ces risques sont réels, mais ils soutiennent en revanche que le danger de leur concrétisation serait plus grand si les États-Unis devaient se résigner à la passivité : « Nous devons apprendre à choisir le moment mal, tirer la leçon du passé », répètent-ils, se référant aux succès remportés par Moscou en Éthiopie, en Angola et ailleurs, précisément parce que Washington s'était abstenu de réagir.

Certains évoquent à ce propos l'« esprit mitchiois » pour stigmatiser en privé l'attitude capitaliste de gouvernements européens qui, à les en croire, et surtout leur inertie par des propos grandiloquents et creux. De toute évidence, les sanctions arrêtées par les Neuf et surtout leur opposition à une action militaire concertée ont en quelque sorte épuisé un certain nombre de personnalités, militaires et politiques, notamment à la Maison Blanche. Il n'en va pas de même parmi les responsables du département d'État qui se réfèrent volontiers à « Sarajevo », l'incident fortuit qui, dans un contexte international tendu, déclencha la première guerre mondiale.

« L'U.R.S.S. adopte une attitude prudente et ne s'oppose pas véritablement à la réaction militaire que nous viendrions à lancer », nous assure un officier de haut rang. « En tout cas, ajoute-t-il, il est certain que les mêmes de dialogue pour éviter une confrontation militaire. »

Qu'advient-il, de part et d'autre, on estimait que des « intérêts cruciaux » étaient en jeu, aucune concession n'est possible. Mais, répond le militaire californien, les conditions de la troisième guerre mondiale seraient réunies. »

ERIC ROULEAU.

DU RAID AMÉRICAIN

Les Cosc

Il y a eu un raid américain, pour le dire en abrégé, mais les détails de ce raid sont encore très incertains. On sait cependant que les Américains ont lancé une opération de grande envergure, visant à détruire des installations militaires iraniennes. Les Américains ont lancé une opération de grande envergure, visant à détruire des installations militaires iraniennes. Les Américains ont lancé une opération de grande envergure, visant à détruire des installations militaires iraniennes.

La réaction iranienne

Une maison pour construire comme une maison

Une maison pour construire comme une maison

Une maison pour construire comme une maison

Une maison pour construire comme une maison

Une maison pour construire comme une maison

SEQUENCES DE L'ÉCHEC
 e n'a pas découragé les partisans
 la manière forte à Washington

DU RAID AMÉRICAIN EN IRAN

Les Cosaques et le Saint-Esprit

(Suite de la page 1.)

Il va de soi que si le commando était parvenu à ses fins, M. Carter serait le grand homme du moment. Sa réélection ne ferait pas de doute, et l'indignation de la nation, contre les autres ferait long feu. Mais le fait est qu'il a échoué, que l'échec le laisse passablement désarmé. Quel qu'en dise M. Brzezinski, une nouvelle opération visant directement les otages est impossible, puisque les voilà dispersés.

Les sanctions économiques, avant même le raid manqué, étaient, de l'avis de U.S. News, « essentiellement symboliques », le commerce irano-américain étant « largement écopé ». Pour croire qu'on pourrait faire céder l'imam en le menaçant de ne pas lui acheter de pétrole, alors que les Soviétiques et leurs alliés ne demandent qu'à lui en acheter, il faudrait être aussi naïf que ce noble polonais qui, pour punir sa femme de son infidélité n'avait rien trouvé de mieux que de se faire châtrer.

Les Etats-Unis n'ont donc devant eux, pour reprendre le vocabulaire qu'ils affectionnent, qu'un choix limité d'options :

1) M. Carter peut choisir de couvrir la tête, en attendant des jours meilleurs. Dans ce cas, il aurait aussi vite fait de suivre l'exemple de M. Johnson en 1968 et d'annoncer qu'il ne se représente pas à la Maison Blanche. Mais celle-ci n'est pas seule, en cause. Les grands fauves qui gouvernent à Moscou, à Pékin, à Téhéran, au Proche-Orient et en d'autres lieux ne manqueraient pas de tirer, chacun à sa manière, les leçons de la faiblesse américaine. L'Europe, qui commence à avoir peur du grand méchant

loup, serait d'autant plus tentée de s'entendre avec lui qu'il lui sourit de toutes ses dents.

2) Il peut, et tout indique qu'il y songe fortement, recourir à nouveau à la force. Diverses idées ont été lancées, qui vont du blocage ou du minage des ports à la destruction de la raffinerie d'Abadan, ou encore à l'occupation de l'île de Kharg où sont situés, à 40 kilomètres de la côte, les terminaux des oléoducs iraniens. Opérations bien dangereuses : la vie des otages est en jeu, le pétrole risque de brûler d'un bout à l'autre de l'Orient, les Soviétiques seraient tous les prétextes pour s'en mêler, les Etats-Unis se mettraient tout le tiers-monde à dos, et leurs alliés les supplieraient d'arrêter les fraks. Au bout de huit jours, on se retrouverait devant la fameuse alternative : apocalypse ou retraite honteuse dont les deux super-puissances se sont juré, depuis la fin de la crise des fusées de Cuba, d'éviter le renouvellement. Les mêmes qui aujourd'hui poussent le président à agir seraient peut-être les premiers, à ce moment-là, à lui demander de retirer ses billes.

La tentation isolationniste

3) Une autre tentation, comporterait moins de risques à court terme, serait assurée de rencontrer l'approbation enthousiaste de M. Brejnev et de quelques autres et renouvellerait avec une tradition séculaire : le repli sur soi, sur la « forteresse Amérique », en un mot l'isolationnisme. M. Carter n'aurait pas à beaucoup forcer son talent pour dire à ses concitoyens que finalement les interventions des Etats-Unis à l'extérieur ne leur ont valu que des déboires et que leurs prétendus alliés se sont comportés

dans les affaires récentes en conformité avec les règles les plus éprouvées de l'égoïsme sacré. Si l'on ajoute que les armes fabriquées dans le pays disposent leur permission de ne pas se faire trop de souci quant à l'impunité du territoire national, et que la grande majorité des Américains, à la veille du raid de vendredi, se déclaraient plus préoccupés par la récession, l'inflation ou le chômage que par les défis extérieurs, on peut admettre que cette tentation sera forte. D'autant plus qu'en tournant le dos aussi manifestement à l'interventionnisme, M. Carter pourrait battre quelque *mea culpa* sur la poitrine de ses prédécesseurs, y compris en ce qui concerne l'Iran, et — qui sait — obtenir ainsi en prime la restitution des otages. Cela dit, il ne faudrait pas que les Américains s'imaginent, s'ils suivent cette voie, qu'ils vont vivre dans le paradis à l'abri des tempêtes du vieux monde que George Washington avait légué à son peuple. Leur prospérité est trop liée à l'exploitation du reste de la planète pour qu'ils aient beaucoup de chance de la préserver longtemps. N'est pas la Suisse qui veut.

4) La dernière voie ouverte à M. Carter n'est pas la plus facile, mais c'est la seule qui débouche sur un avenir viable. Elle consiste à s'adresser, en accord, pour une fois, avec les autres, aux dirigeants de l'Est pour examiner avec eux les moyens de substituer à la logique de l'affrontement permanent qui domine les relations internationales celle de la recherche d'un ordre mondial stable basé sur la réduction progressive des inégalités entre les nations. Ce qui suppose, entre autres, un accord sur la production et la répartition des principaux produits de base, sur le financement de la recherche et

des investissements nécessaires, sur la stabilisation des prix, et donc de la ou des monnaies en quoi ils sont exprimés.

L'idée fait des progrès. Elle n'est plus le monopole des rêveurs de gauche et de quelques ecclésiastiques égarés dans le développement. La commission Brandt lui a donné ses lettres de noblesse et il est significatif qu'un conservateur comme Edward Heath se soit engagé à fond dans cette aventure au même titre que les socialistes Olof Palme ou Edgard Pisani. Mais il n'y a plus beaucoup de temps à perdre si l'on veut empêcher les énormes nuages qui s'amoncellent à l'horizon de soumettre l'humanité au troisième déluge du siècle. Il faut mettre le marché en mains aux Soviétiques.

Les difficultés des Soviétiques

C'est une erreur que de les imaginer sous la forme d'un nouveau rouleau compresseur, manœuvré par des gens à l'appétit insatiable, qui n'auraient d'autre idée que de se soumettre la terre entière. En fait, ils ont des tas d'ennuis, et ils en sont bien conscients. Les populations de leurs protectorats européens, dans leur grande majorité, n'ont d'autre ambition que de vivre mieux et se contentent de l'idéologie. Celles de l'U.R.S.S. elle-même mettent un point d'honneur à se fatiguer de moins en moins. Résultat : la diminution générale de la productivité, des objectifs de planification qu'il faut réviser sans cesse en baisse, un endettement énorme — 65 milliards de dollars — et, pour couronner le tout, des difficultés énergétiques croissantes à l'extérieur, la course aux armements, la collusion sino-américaine, la vitrine cubaine qui appelle un sérieux ravalement, le Vietnam et le Cambodge qui orient famine,

l'Afghanistan, l'Erythrée et l'Ogaden qui mettent une mauvaise volonté évidente à se laisser normaliser. Et puis, last but not least, l'affaire des Jeux olympiques, affront direct à l'immense orgueil soviétique.

Dans tout cela il n'y a qu'une chose, on a déjà eu l'occasion de le dire, qui marche vraiment : c'est l'armée, enfant chéri du régime, qui affecte à son équipement et à la prospérité de ses personnels trois fois la proportion du produit national dont elle bénéficie dans nos pays de démocratie libérale. Rien d'étonnant à ce qu'elle fasse sentir lourdement sa présence, et qu'on soit facilement enclin à utiliser ses services alors que le camp occidental se trouve, pour le moment, notamment sur le plan des armes conventionnelles, dans un état d'infériorité manifeste.

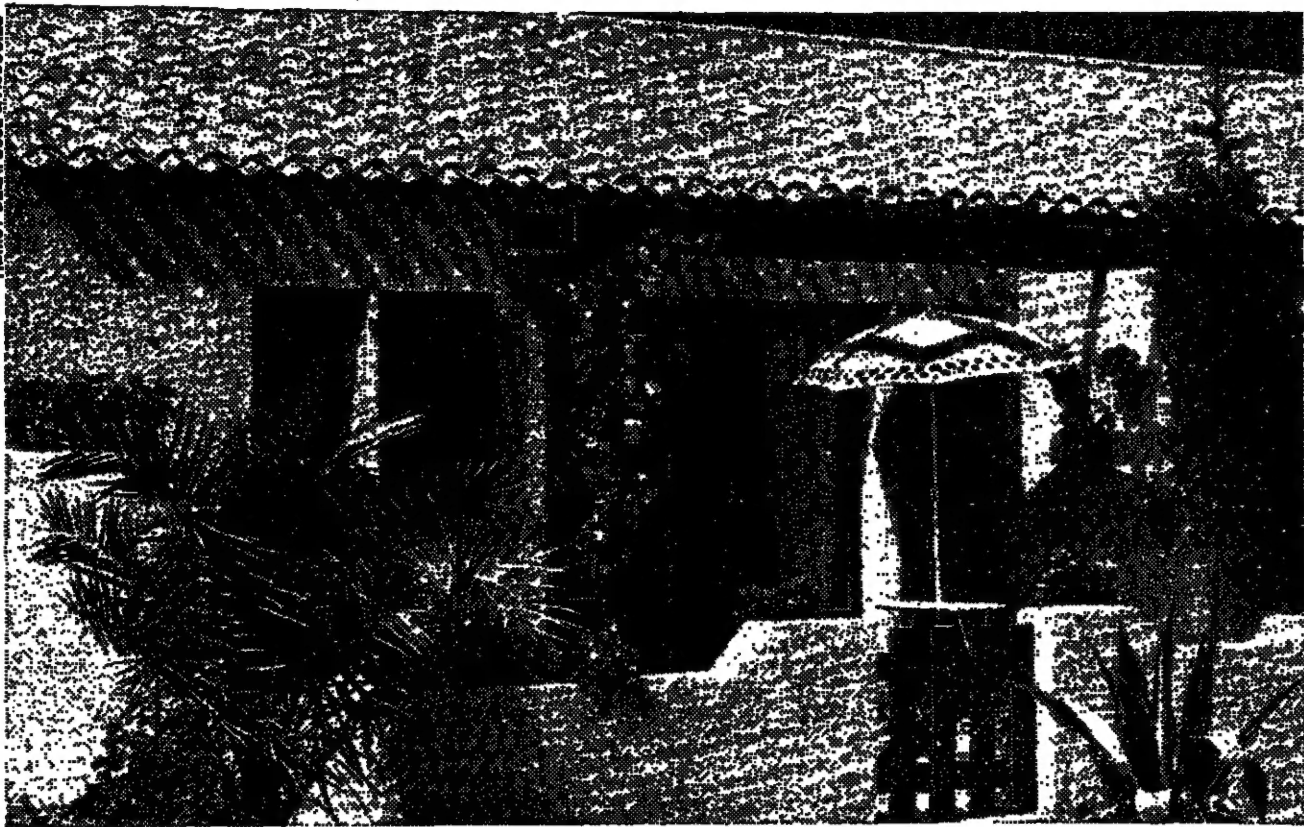
Il est possible que les dirigeants soviétiques aient décidé d'exploiter à fond cet avantage. Dans ce cas, les Allemands auraient quelque raison de répondre « oui » à 60 %, comme ils viennent de le faire, à un sondage sur la possibilité d'une prochaine guerre mondiale. Mais rien ne le prouve encore. L'histoire, des rapports Est-Ouest, depuis la guerre, est bien davantage celle de malentendus en chaîne, de peurs qui s'ajoutent, d'une mauvaise communication entre les Grands que d'une volonté délibérée d'affrontement. Le temps n'est pas si loin, après tout, où un Khrush-

chev déclarait, après avoir mis durement à l'épreuve les nerfs des Occidentaux à propos de Berlin : « J'ai été métallurgiste dans ma jeunesse, je sais comment m'y prendre pour faire refroidir un métal chauffé à blanc ».

Au début de ce siècle, le polémiste catholique Léon Bloy « attendait les Cosaques et le Saint-Esprit ». Avant de nous résigner à voir déferler les Cosaques, il ne serait peut-être pas inutile d'essayer de mettre à profit les dons que le Saint-Esprit est supposé dispenser — la sagesse, la force, le conseil, l'intelligence, et quelques autres — pour examiner sérieusement avec les Soviétiques les moyens d'arrêter la montée des périls. Gageons que si l'on parvenait à un accord avec eux, ils se feraient un plaisir d'intervenir auprès du patriarche de Qom pour le convaincre de rendre la liberté aux otages.

Même pour le Cambodge et l'Afghanistan, dans une atmosphère de détente recouvrée, il ne devrait pas être impossible de trouver des solutions : qui croyait, six mois seulement avant sa signature, qu'on allait conclure ce traité d'Etat qui libérerait l'Autriche, pour la première fois depuis 1938, de la présence de troupes étrangères, et dont on va fêter, le 15 mai prochain, le vingt-cinquième anniversaire ? Notre assistance financière, les céréales, la technologie, les J.O. et les Salt, les Etats-Unis et leurs alliés ne manquent tout de même pas d'outils. Encore faut-il, évidemment, vouloir et savoir les jouer.

ANDRÉ FONTAINE.



Une maison pour les vacances construite comme une maison pour y vivre tout le temps.

Au bord de la Méditerranée et au pied des Pyrénées, vous pouvez encore trouver à acheter une résidence secondaire pour passer vos vacances à la mer. Dans les sites remarquables de Cap d'Agde, Port Barcarès ou de Saint-Cyprien, Résidences & Loisirs vous propose des maisons de 130.000 à 261.000 F, terrain compris, valeur Mars 1980, prix ferme et définitif à la réservation.

Résidences & Loisirs, c'est une création du premier bâtisseur européen, le Groupe Maison Familiale. Cela signifie tout simplement qu'avant de construire votre

maison, nous avons déjà construit plus de 80.000 résidences principales en France, dont certaines ont plus de trente ans. Cette expérience de la construction, vous la retrouverez dans chaque détail de votre maison. Pour bâtir à Cap d'Agde, à Port Barcarès ou à Saint-Cyprien, nous utilisons les mêmes techniques, les mêmes

matériaux, nous mettons le même soin que pour construire une maison où l'on doit résider toute l'année.

C'est une garantie que peu de constructeurs de résidences secondaires peuvent vous offrir. Et pour un prix qui, comme vous le voyez, est aussi compétitif que ceux de nos concurrents.

Pour obtenir des renseignements complets sur nos programmes à Cap d'Agde, Port Barcarès ou Saint-Cyprien, remplissez, découpez et renvoyez ce bon à Résidences & Loisirs, 24, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

MONTELLER O

CAP D'AGDE O

PORT BARCARES O

SAINT-CYPIRIEN O

PORT VENDRES O

PERPIGNAN O

RESERVATION

Afin de mieux vous conseiller, nous vous demandons :

- de nous indiquer entre Cap d'Agde, Port Barcarès et Saint-Cyprien, le site qui vous intéresse :

Cap d'Agde ☐ Port Barcarès ☐ Saint-Cyprien ☐

(Cocher la préférence)

- de nous indiquer, sans aucun engagement de votre part, le prix que vous ne souhaitez pas dépasser :

130 à 180.000 F ☐ 180 à 200.000 F ☐ 200 à 261.000 F ☐

Nous vous enverrons gratuitement notre documentation sur nos programmes et leur environnement.

Nom, prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____

Ce coupon est à renvoyer sous enveloppe affranchie à Résidences & Loisirs, 24, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Résidences & Loisirs

DU GROUPE MAISON FAMILIALE

Le plus grand choix de marques de Paris.

Les plus larges facilités de crédit.

Venez visiter notre exposition sur 5 étages entièrement rénovés. Neuf et occasion. Location - vente - achat. Réparation - accord - transport.

hamm

Le piano... et toute la musique

135-139, rue de Rennes - Paris 75006 - Tél. : 544.38.68

Parking près gare Montparnasse

INFORMATIQUE ET INFORMATION

Dans notre édition du vendredi 25 avril 1980 il fallait lire l'avant-dernier paragraphe de la façon suivante :

La presse, qu'elle soit écrite ou audiovisuelle, a toutes les libertés, et nul ne songe à s'en plaindre puisque c'est là la première des garanties démocratiques, mais il lui reste un devoir qui est d'informer, et force est de reconnaître, que, en ce qui concerne l'informatique, l'information, pour l'essentiel, reste à faire, et, pour ce qui est mal fait, à défaire.

1455: l'imprimerie. 1980: la Vidéo-Culture?



SONY

Video-Culture

Orly sud / Barcelone

14 vols

IBERIA

par semaine

tous les jours : 13 h 35 ou 19 h 20

PROCHE-ORIENT

L'Irak a pris la place qu'occupait l'Iran dans le commerce extérieur de l'Europe et du Japon

Pétrole, usines clés en main, Mirage et radars, centrales nucléaires... Que ce soit pour les approvisionnements pétroliers ou les contrats industriels et militaires, l'Irak a pris en quelque sorte depuis deux ans la place qu'occupait l'Iran dans le commerce extérieur de l'Europe, et notamment de la France et du Japon.

L'Irak joue aujourd'hui un rôle majeur dans les approvisionnements pétroliers de la France, comme de l'Europe et du Japon. Au fil des ans, les achats de brut n'ont cessé de progresser, parallèlement à la montée en puissance de la production irakienne. Celle-ci atteint 3,5 millions de barils/jour (178 millions de tonnes par an) et aurait même été encore augmentée pour compenser la baisse iranienne. La France a acheté pour la période allant du 1^{er} mars 1979 au 31 février 1980, 34,9 millions de tonnes de brut irakien, soit 30,3 % du total de ses importations pétrolières. Les envois ont débuté de la Méditerranée (le brut est transporté par pipe-line) sont de plus en plus importants, alors que ceux effectués à partir des ports irakiens du golfe Persique ont légèrement diminué.

Devenu le second fournisseur de pétrole de la France, derrière l'Arabie Saoudite (34,5 %), l'Irak constitue également un important débouché pour l'industrie française civile et militaire.

En 1978, l'Irak avait acheté pour 540 millions de dollars (2 237 milliards de francs) de biens civils à la France, ce qui en faisait son troisième fournisseur, derrière l'Allemagne fédérale (600 millions de dollars) et le Japon (1 milliard de dollars). Ce rang a été maintenu en 1979, où les exportations civiles françaises ont augmenté de près de 50 % pour atteindre 3,38 milliards de francs. La même année, l'industrie a engrangé pour 8 milliards de francs de commandes avec le contrat pour le nouvel aéroport de Bagdad qui représente à lui seul 3,7 milliards de francs.

Depuis le début de 1980, plusieurs contrats d'importance moyenne ont été signés, notamment par la société d'ingénierie Technip (1 milliard de francs). Les industriels français espèrent obtenir d'autres marchés au cours des prochains mois. Plusieurs dossiers seront évoqués les 29 et 30 avril à Paris lors de la réunion de la commission mixte France-Irakienne. Ainsi, le groupe Thomson négoce la fourniture d'un complexe de production de matériaux électroniques (usines, formation de personnel, transferts de technologie). Pour le contrat d'une valeur totale de 6 milliards de francs, il est en compétition avec la firme britannique Vlessey.

Les ventes d'armes

Cette forte croissance des ventes civiles françaises ne compense pas, loin de là, la seule augmentation des prix du pétrole. En 1979, par le simple jeu de la hausse des prix des bruts et de l'achat de 5 millions de tonnes supplémentaires, la valeur des importations irakiennes a augmenté de 50 %, passant de 947 à 1437 milliards de francs. C'est dire que ce déficit ne cesse de se creuser. Phénomène similaire pour les autres pays occidentaux, surtout le Japon, le premier fournisseur, mais aussi premier client de l'Irak — et l'Italie. Seule la R.F.A. a une balance mieux équilibrée, car elle achète peu de brut à l'Irak. L'Italie, et surtout la France, combinent une partie de leur déficit commercial apparent grâce

aux ventes d'armes. L'Irak, en effet, depuis quelques années, une active politique d'équipement de ses forces armées. Dotées surtout, il y a quelques années, de matériel soviétique (l'U.R.S.S. lui avait livré pour 1,5 milliard de dollars entre 1973 et 1978), elles sont de plus en plus tournées vers l'Occident. Les commandes passées à la France pour les années 1977 et 1978 auraient représenté 8 milliards de francs.

L'Irak, qui avait déjà commandé en 1977 treize Mirage « F-1 » (les livraisons ont commencé au début de 1980), a signé, en fin de 1979, un nouveau contrat pour vingt-quatre appareils. A cela s'ajoute l'achat de missiles à la SNIAS et à Matra et d'hélicoptères lourds. Sans parler des systèmes de navigation aérienne et de divers autres matériels. Des négociations sont en cours pour la fourniture de plusieurs exemplaires du nouvel avion de Dassault, le Mirage 2000, et de plusieurs dizaines de navires de guerre de toutes classes. Pour ce dernier marché, qui représenterait à lui seul un montant de 7 milliards de francs, la France est en compétition avec l'Italie.

On ne peut évoquer les relations entre l'Irak et la France sans parler du nucléaire. Depuis longtemps, les autorités irakiennes souhaitent se doter d'une centrale nucléaire. A l'origine, elles auraient voulu du « graphite-gaz ». Or, cette technologie d'origine française a été abandonnée depuis dix ans au profit de la filière américaine « PWR ». Des le début de la conférence de Paris, le régime irakien a fait savoir qu'il ne se passerait pas de la reconnaissance de la République saoudite. « Je crois que cette réunion sera la dernière, car les membres du Front de libération ont voté ces résolutions dans tant d'enthousiasme, d'impulsions, de légèreté de falsifications, et de supercherie que, pour peu qu'on se respecte on ne peut pas la suivre, on ne pourra pas son temps dans l'analyse, l'interprétation ou même la lecture de ces résolutions. Je n'ai plus rien à ajouter ».

En fait, le souverain avait tout de même quelque chose à ajouter. Dès le début de la conférence de presse, il avait répondu sur le fond aux confusions de Tripoli, en donnant tout d'abord un résumé de la situation, qui ressemble à une absolue conditionnelle. « Je crois personnellement, a-t-il dit, que le président

L'Irak a également commandé à la France, dans le cadre de l'accord de coopération nucléaire signé en 1975 entre les deux pays, un réacteur de recherche de 70 MW. Baptisé Osirak, il utilise de l'uranium enrichi à plus de 90 % et est donc directement utilisable à des fins militaires. La livraison d'Osirak a été retardée à la suite d'un sabotage, en avril 1978, à La Seyne (Var). D'aucuns ont vu dans ce sabotage, toujours inexplicable, le main des services secrets israéliens. Toujours est-il que le réacteur sera livré à la fin de l'année, et que la France fournira en même temps la première charge d'Osirak sous la forme d'uranium enrichi à 93 %. Paris a obtenu un nouveau procédé mis au point par le C.R.A. Ce sujet devrait être une nouvelle fois abordé au cours de la réunion de la commission mixte.

Ce rapide tour d'horizon du fait nucléaire irakien serait incomplet si l'on n'y ajoutait le récent achat à l'Italie d'un laboratoire de recherche et de développement dans les manipulations de matériaux hautement radioactifs, et l'accord de coopération nucléaire conclu avec le Brésil, qui, à lui, a accès aux technologies allemandes.

Certes, l'Irak est signataire du traité de non-prolifération nucléaire et Osirak sera placé sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il reste que tout se passe comme si le gouvernement irakien cherchait à se doter des moyens et des technologies civiles nucléaires les plus aptes à lui donner un armement atomique. Face, bien sûr, à Israël, mais aussi à son voisin iranien avec qui les relations ne cessent de se dégrader.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Hassan II : nous devons libérer les Palestiniens de leur engagement en faveur d'une solution globale

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II, en modifiant la position officielle du Maroc sur le Proche-Orient, a créé à Rabat un effet de surprise.

S'adressant lundi 28 avril à des journalistes arabes invités en son palais de la Skhirat, à 40 kilomètres au sud de Rabat, il a d'abord répliqué aux décisions de la conférence de Tripoli, du « Front de la libération » en faveur de la reconnaissance de la République saoudite. « Je crois que cette réunion sera la dernière, car les membres du Front de libération ont voté ces résolutions dans tant d'enthousiasme, d'impulsions, de légèreté de falsifications, et de supercherie que, pour peu qu'on se respecte on ne peut pas la suivre, on ne pourra pas son temps dans l'analyse, l'interprétation ou même la lecture de ces résolutions. Je n'ai plus rien à ajouter ».

En fait, le souverain avait tout de même quelque chose à ajouter. Dès le début de la conférence de presse, il avait répondu sur le fond aux confusions de Tripoli, en donnant tout d'abord un résumé de la situation, qui ressemble à une absolue conditionnelle. « Je crois personnellement, a-t-il dit, que le président

Sadate peut en rester là, car en tant qu'égyptien il attend la plupart des objectifs qu'il s'était fixés à travers sa politique de paix sur Israël. Le Sinaï lui a été rendu, il a engendré la paix de pétrole et le canal de Suez a enfin été rouvert. A sa place, je ne saurais émettre en me contentant des objectifs atteints ». Mais, il a lancé une petite bombe en affirmant sans ambiguïté : « Lorsque j'ai rencontré le roi Khalid et Hassan et lorsque j'ai reçu le Roi d'Abou al Adh (il y a les conseils en disant : si vous voulez l'aide du Maroc et de certains pays arabes, il faut se adresser à ces pays. Car nous devons libérer les Palestiniens de leur engagement en ce qui concerne une solution globale. En effet, les Palestiniens subordonnent la solution de leur problème à la Cisjordanie, à la bande de Gaza, qui sont aux relations avec les Jordaniens, ils n'arriveront jamais à résoudre même le quart de leur problème. Les Palestiniens doivent se libérer des résolutions du sommet de Rabat (de 1974) qui excluent toute solution unilatérale (...). Je crois que le jour arrivera où l'on permettra aux Palestiniens de décider leur problème sans rester tributaires des questions du Golan ou des relations jordano-palestiniennes ».

Qu'est-ce à dire ? Certains espèrent, vont jusqu'à voir une invitation aux Palestiniens à négocier directement avec leurs adversaires israéliens au lieu de continuer, comme en leur faveur, d'une solution globale et en l'unité arabe. Jusqu'à présent, en tout cas, le roi Hassan II n'avait jamais pris « position » nettement pour un « fractionnement » du problème du Proche-Orient. Au contraire, lorsqu'il était encore allié récemment à Paris, il s'était déclaré très largement d'accord avec la position française sur le Proche-Orient, qui, on le sait, est soumise d'abord d'une solution globale (le Monde daté 30-31 mars). De là à penser qu'il abandonne à leur sort Syriens et Jordaniens, il n'y a qu'un pas, que beaucoup franchissent en faisant remarquer que l'attitude du roi Hussein de Jordanie, en ce qui concerne le Sahara occidental, a été presqu'entièrement satisfaisante, pour le Maroc, que celle de Damas.

A propos du Sahara, le roi s'est contenté de dire : « Je reste optimiste, et je continue à réaffirmer que je déplorais tous ces efforts pour que l'année 1980 soit une année de paix pour le Sahara marocain ».

ROLAND DELCOUR.

(1) Khalid et Hassan ont un des dirigeants palestiniens les plus influents. Le roi avait rencontré à Paris, Abou al Adh dirigeant la délégation palestinienne qui est venue récemment à Rabat expliquer que les décisions de Tripoli n'engagent pas l'O.L.P. (le Monde du 25 avril).

AMÉRIQUES

Nicaragua

Les relations se tendent entre les dirigeants sandinistes et les partis non marxistes

Le gouvernement a décidé, lundi 28 avril, de lever l'état d'urgence en vigueur depuis la chute du général Somoza le 19 juillet 1979. M. Sergio Ramirez, membre de la junte, a expliqué que ces décisions visaient à instaurer un climat de confiance nécessaire à la reconstruction de l'économie nationale. Cette nouvelle a surpris car, il y a quelques jours seulement, le gouvernement avait décidé de prolonger l'état d'urgence jusqu'en avril 1981.

Le gouvernement a confirmé, d'autre part, la décision de remplacer les deux membres de la junte qui ont récemment démissionné.

Managua. — Environ vingt-cinq mille personnes ont participé, samedi 26 avril, sur la place de la Révolution, à une « manifestation de masse » convoquée par le Front sandiniste pour soutenir l'action du gouvernement révolutionnaire abrogé par le récent départ de deux membres modérés de la Junte de reconstruction nationale. Cette dernière, qui est théoriquement l'organe suprême de l'Etat bien que la réalité du pouvoir appartienne davantage au Front sandiniste et à l'armée, est désormais réduite à trois personnes.

La démission de Mme Violeta Chamorro, veuve du directeur du quotidien conservateur la *Presencia*, dont l'assassinat, en janvier 1978, avait donné le signal de la révolte de tout un peuple contre le régime somoziste, n'a pas généré outre mesure le gouvernement révolutionnaire. Mme Chamorro a pris soin d'indiquer qu'elle quittait ses fonctions « pour des raisons de santé » et qu'elle gardait entière confiance aux dirigeants actuels. Elle a réaffirmé sa position en recevant chez elle, vendredi, un groupe de journalistes étrangers. Allongée sur une chaise longue, l'air exténué, elle s'est contentée d'écouter les questions trop précises, y compris celles concernant l'avenir de la *Presencia*, qui n'a pas paru depuis une semaine en raison d'un conflit opposant les actionnaires aux journalistes et aux ouvriers.

En revanche, M. Alfonso Robelo, l'autre démissionnaire, un entrepreneur prospère, âgé de quarante et ans, multiplie les déclarations sur le sens de sa décision et fait l'objet de critiques croissantes, voire d'injures, de la part des dirigeants sandinistes. Le ton a été donné au cours du meeting de samedi par un des trois membres restants de la Junte, M. Sergio Ramirez, qui a fustigé l'attitude de « l'ingénieur Robelo » qu'un des héros de la guerre de libération, le commandant Eden Pastora (le commandant « Zéro »), a qualifié pour sa part d'« hypocrite » et de « lâche ». La foule des manifestants était plus directe encore : les cris de « Robelo se va ! » ont été entendus à de nombreuses reprises, et une caricature affichée sur une pancarte, en tête de la manifestation, représentait l'intéressé prêt à s'envoler pour Miami.

Les dirigeants sandinistes s'efforcent de minimiser les conséquences de cette démission. Au cours d'une conférence de presse, M. Ramirez a insisté à plusieurs reprises sur le fait que celle-ci ne signifiait nullement le constat de décès du système d'économie mixte qui figure dans le programme de gouvernement rendu public peu avant la chute de Somoza et que l'existence du secteur privé dans le Nicaragua de demain n'était pas menacée.

Ce n'est pourtant pas une inépuisable de cet ordre qui est à l'origine du geste de M. Robelo. Celui-ci s'en est expliqué dans la lettre de démission qu'il a fait parvenir à ses collègues de la Junte. Il estime, dans ce texte, qu'il « est brisé des éléments essentiels sur lesquels était fondée notre unité, qui fut le facteur déterminant de notre victoire sur la dictature, et que des modifications décisives de notre programme gouvernemental ont eu lieu sans le consensus indispensable ».

De l'alliance à la subordination

M. Robelo fait allusion au chapitre 3 de ce programme portant sur l'organisation du futur Conseil d'Etat chargé d'élaborer un projet de loi électorale et un « avant-projet de Constitution ». Il y était écrit que le Conseil comporterait trente-trois membres, dont treize désignés par le Front sandiniste ou des organisations proches de celui-ci. Or, la direction du Front a fait savoir, de façon assez abrupte que le Conseil comporterait finalement quarante-sept membres, dont vingt-quatre sandinistes. L'entrepreneur normalement en fonctions le 4 mai, jour anniversaire de la chute historique d'Augusto Cesar Sandino, le père de la révolution actuelle, de remettre en 1927, ses armées aux troupes d'occupation nord-américaines.

« Avec treize sandinistes sur trente-trois, il s'agit d'une alliance. Avec vingt-quatre sur quarante-sept, soit 53 %, c'est de la subordination », explique M. Robelo qui est le

Mme Violeta Chamorro et M. Alfonso Robelo, ainsi que la réorganisation de certains secteurs de l'administration. Cependant, après la démission de ce dernier, les relations se tendent entre les dirigeants sandinistes et les partis non marxistes.

Les autorités sandinistes ont, également, promulgué une loi destinée à protéger les citoyens contre les décisions arbitraires de l'administration. Aux termes de celle-ci, les Nicaraguayens pourront s'adresser aux tribunaux pour s'opposer à des prises de contrôle de propriétés par l'Etat.

De notre envoyé spécial

fondateur d'un petit parti, le Mouvement démocratique nicaraguayen (M.D.N.), lequel garde droit à un siège dans le conseil. La démissionnaire est bien décidée à ce que ce siège ne soit occupé par un représentant du M.D.N. et invite les autres formations politiques et organisations qui doivent remplir les vingt-deux places restantes à faire de même.

L'attitude de ces dernières était encore incertaine dimanche 27 avril à Managua. Il semble que la hiérarchie catholique, en particulier, ne soit pas favorable à la présence — d'un représentant de l'Eglise. Mgr Miguel Obando Bravo, archevêque de Managua, qui rentre de Rome où il a été reçu par le pape, aurait des conseils stricts en ce sens, mais certaines associations de prêtres ont fait savoir qu'elles avaient d'autres vues. L'autre inconnue — de taille — est la position du Conseil supérieur de l'entreprise privée, le COSEP, qui dispose théoriquement de six sièges. Un refus de sa part aurait sans nul doute de très graves conséquences. Les conversations entre la Junte et le COSEP se poursuivent.

La politique de la chaise vide

Les dirigeants des autres partis concernés sont hésitants. Le parti social chrétien serait plutôt favorable à la politique de la chaise vide. « Les sandinistes ont décidé aussi : nous pensons qu'ils n'ont pas le droit », explique M. Roger Miranda Gomez, ancien président de cette formation où il est désormais chargé des relations internationales. Il cite, à ce propos, la phrase célèbre de Sandino : « Le Nicaragua ne doit pas être la propriété exclusive d'un seul groupe ou parti ».

Les dirigeants sandinistes ont été véritablement surpris par la démission de M. Robelo et surtout par l'ampleur des réactions qu'elle a suscitées dans les partis traditionnels, les milieux d'affaires et chez les petits commerçants. Le fondateur du M.D.N., a réussi à frapper l'opinion malgré l'absence de la *Presencia*, et la direction de la télévision officielle (les radios privées ont, en revanche, exposé assez largement ses griefs contre le Front, mais il n'est pas capable de rassembler autour de lui la poussière de formations modérées qu'inquiète l'orientation de plus en plus radicale du régime.

Car c'est, en définitive, au-delà du problème de la composition du Conseil d'Etat, le type de société du Nicaragua de demain qui est en cause. Tranquillément assis à son bureau de chef d'entreprise, entouré de ses diplomates encadrés d'ingénieurs chimistes délivrés par des universités américaines, M. Robelo laisse parler son cœur : « En ce moment, la « conscientisation » et la politisation passent avant la production. Il y a toujours deux heures de livres pour étudier Léningrad ou Staline ou la conscience révolutionnaire, un document du travail quotidien. D'autre part, je ne suis pas contre la campagne d'alphabétisation en elle-même, mais je proteste contre l'utilisation à cette occasion de fonds gouvernementaux à des fins de propagande pour le compte d'un seul parti, le Front sandiniste... Tout cela se rapproche d'un régime totalitaire. Nous n'avons pas combattu, je n'ai pas été en prison sous Somoza pour cela mais pour un système démocratique, sur le modèle du Costa-Rica ou de Cuba, pas sur le modèle du Cuba ».

Le fondateur du M.D.N. fait état d'inquiétudes plus concrètes encore : « Deux techniciens cubains sont venus dans mon bureau avec des ordres écrits du ministre de l'Intérieur pour vérifier si des miroirs n'y étaient pas posés. J'étais abasourdi. Sommes-ils venus chercher des miroirs ou en mettre ? Ce sont les Cubains qui font marcher le central téléphonique de Managua... L'U.R.S.S. vient d'acheter pour son ambassade un bâtiment qui peut abriter trois cents personnes. Pour quoi faire ? ».

Les responsables sandinistes reposent avec un haussement d'épaules les accusations de M. Robelo et de ses amis. Il y a environ mille cinq cents Cubains dans les campagnes, des médecins, des

Le tour pris par la « révolution » traduit l'allergie du système

Le tour pris par la « révolution » traduit l'allergie du système. Les dirigeants sandinistes ont, également, promulgué une loi destinée à protéger les citoyens contre les décisions arbitraires de l'administration. Aux termes de celle-ci, les Nicaraguayens pourront s'adresser aux tribunaux pour s'opposer à des prises de contrôle de propriétés par l'Etat.

Le tour pris par la « révolution » traduit l'allergie du système. Les dirigeants sandinistes ont, également, promulgué une loi destinée à protéger les citoyens contre les décisions arbitraires de l'administration. Aux termes de celle-ci, les Nicaraguayens pourront s'adresser aux tribunaux pour s'opposer à des prises de contrôle de propriétés par l'Etat.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Cuba

LES AUTORITÉS DE MIAMI S'ATTENDENT A L'ARRIVÉE DE DEUX CENT CINQUANTE MILLE REFUGIÉS

Le tempête dans le détroit de Floride a empêché depuis dimanche 27 avril tout départ de réfugiés du port cubain de Mariel, où mille-cinq-cent-cinquante-deux navires attendent de reprendre la mer.

Une demi-douzaine de bateaux charriés ont été retrouvés par les garde-côtes américains, qui ont dû prendre en remorque ce vingtaine d'embarcations jusqu'à Key-West. En coopération avec des patrouilles cubaines, ils ont tenté, sans succès, de retrouver un bateau avec deux cents personnes à bord qui avait lancé un appel de détresse.

Les quelque six cent cinquante personnes parvenues dimanche matin aux Etats-Unis avant la tempête ont porté à trois mille cinq cents le nombre des Cubains arrivés en huit jours. Les autorités de Miami s'attendent, après le retour au calme, à des arrivées massives et envisagent que jusqu'à deux cent cinquante mille Cubains puissent alors débarquer.

Un officier des services de l'immigration a affirmé que parmi les réfugiés se trouvaient désormais d'anciens prisonniers ou persécution d'hôpitaux psychiatriques.

Enfin, quatre-vingt-seize réfugiés devaient quitter Cuba par avion mardi à destination du Costa-Rica. Ce nouveau contingent portera à huit cent soixante-cinq le nombre de réfugiés cubains à San-José. — (A.F.P.)

Bresil

Deux cent quinze personnes ont été assassinées par l'Escadron de la mort, dans la banlieue de Rio-de-Janeiro, en février et mars derniers, a indiqué, lundi 28 avril, le quotidien de Rio Ultima Hora.

Chili

Un policier a été tué, le lundi 28 avril, alors qu'il était en faction devant le monument érigé à Santiago en souvenir du coup d'Etat du 11 septembre 1973. — (A.F.P.)

Jean-Edern Hallier UN BARBARE EN ASIE DU SUD-EST



Vous talents, toute fois, tous fantasmes de notre époque, Jean-Edern Hallier. « Ce n'est pas une grande œuvre », s'exclame-t-il. Qu'en sait-il ? Qu'il se taise et qu'on le lise, et ce vieux journaliste adoubera ! Roger Théron

حکومت الاصل

se tendent entre les dirigeants...
et les partis non marxistes

الجزيرة الجزائرية

AFRIQUE

Algérie

Le tour pris par la « revendication culturelle berbère » traduit l'allergie du système politique à toute contestation

De notre envoyé spécial

Alger. — Encore un peu, on nous jurerait haut et fort que tout cela ne fut qu'un fâcheux pailleur, un accès de fièvre, un accident de parcours. Bref, beaucoup de bruit pour rien. Trois jours de bataille rangée, à 100 kilomètres d'Alger, au cœur d'une Kabylie revêche et frondeuse; un feu roulant de pamphlets acerbés pour débâcher de « vils comploteurs », à l'abri d'une France nostalgique de djebels à jamais perdus. Et soudain, plus un mot.

Le conseil des ministres — le premier depuis les troubles de Tizi-Ouzou — s'est bien réuni dimanche. Mais c'était pour entendre le ministre de l'Intérieur, retour des régions du Sud, le ministre de la Santé, retour de Chine, pour étudier, avec le ministre de l'Énergie, les projets de coopération en Tunisie, et discuter, sur le rapport des autorités compétentes, des dispositions prises afin d'assurer « un approvisionnement continu et organisé des marchés ».

Pardon ! Le premier ministre a présenté une communication sur les « événements de Tizi-Ouzou ». Deux lignes dans *El Moudjahid*, la veille encore, consacraient manchette, éditeurs et double page à la dénonciation du « complot de l'étranger ». Cette fois, l'affaire est close, le dossier bouclé. A quel bon s'étendre sur un spasme passager ?

C'est vrai, le calme règne à Tizi-Ouzou. Les menaces d'une nouvelle grève pour lundi n'étaient que vaines rumeurs. La ville retrouve peu à peu sa banlieue provinciale et s'habitue pour un temps, aux uniformes qui prolifèrent plus qu'à l'ordinaire. A Alger, on l'on parlait aussi de grève à la faculté centrale, nul ne s'est agité. A peine quelques discussions animées sur les marchés et les trottoirs voisins. Au mur d'enceinte, les militants du syndicat de l'enseignement supérieur ont affiché un tract long de huit feuillets, qu'on parcourt d'un oeil, sans trop s'arrêter. Le texte, pourtant, a d'évidence été longuement travaillé, chaque terme soigneusement pesé, le tout finement balancé : on prêche vigilance et fermeté contre « l'impérialisme, la réaction et ses complots », mais on s'inquiète aussi d'une répression trop indisciplinée, et l'on s'aventure même à décrier dans « l'étranger » et les « pratiques antidémocratiques » certaines des « causes profondes » des troubles qui ont éclaté.

Laborieux compromis au terme d'un débat où nombre d'enseignants kabyles ont fait valoir leur point de vue et leur force obligeant ainsi la direction à composer ? Adroite tentative, au prix d'une ouverture mesurée, de récupérer l'essentiel des contestataires en isolant les seuls « pyromanes » ? Sans doute. Mais le fait est que l'affaire est close, les hésitations sont les ambiguïtés et les hésitations dont le pouvoir lui-même a fait preuve face à une « crise » qu'il a semblé malhabile à gérer.

On ne s'est pas fait faute, en haut lieu, d'admettre pour les fusillades des évènements de Tizi-Ouzou que l'on n'aurait pas su à temps prendre le vent et jouer de sonnette habile. On a, en fait, éprouvé, à Alger même, maintes difficultés pour appréhender et caractériser la situation actuelle en Kabylie, tantôt mésestimée et présentée comme un simple dévoiement, un ras-le-bol surabondant, tantôt gonflée à l'extrême pour mieux démontrer l'ampleur, les sombres visées et la

perfidie du « complot ». Ces explications, successivement avancées, bien que peu compatibles, ne reflètent-elles pas surtout quelques réelles contradictions qui traversent l'appareil dirigeant du parti et de l'Etat ? On comprendrait mieux, dès lors, l'empressement manifesté, une fois l'ordre rétabli, pour classer l'affaire, au moins publiquement. Mais le silence de rigueur ne saurait, par miracle, régler le conflit : tout juste peut-il aider, à l'éluder. « Comme d'habitude », paraissent déjà quelques jeunes technocrates plutôt las de voir les « dossiers » se refermer à peine entrouverts, et les questions plus ou moins brûlantes toujours remises « plus tard ».

Il est incontestable que la grève des Kabyles, éclatant en pleine rue comme il y a peu, la grève à l'extrême opposé des arabisants, ne peut qu'aggraver les contradictions latentes accumulées ces derniers mois. Depuis la mort de Boumedienne, on ne décide plus rien, aucun problème n'est véritablement tranché », explique, à demi résigné, ce cadre supérieur d'une des grandes sociétés nationales. On a vite fait, à Alger, d'étiqueter tel ou tel clan dans le petit monde de l'appareil dirigeant. Des « plutôt progressistes » aux « plutôt tièdes », en passant par des ambassadeurs classés « plus ou moins radicaux », toutes les nuances sont à la disposition des stratèges de Café du Commerce, curieux du moindre murmure dans les allées confondues et les antichambres calfeutrées du pouvoir.

Un mépris frondeur

L'absence de pluralisme institué pousse, en fait, à l'existence de « lobbies », souvent hétéroclites et changeants. L'animisme entretenu par le parti unique, au nom du mythe du « Front », rend difficile — malgré certaines ouvertures — l'exposé public des contradictions. Celles-ci ont donc naturellement tendance à s'exprimer à l'aveugle dans les allées confondues ou de querelles linguistiques et culturelles. Tout reste cependant permis, à condition de bien se tenir dans le cadre des institutions existantes, contrôlées et chapeautées par le parti.

Voilà ce que certains, ces derniers temps, paraissent avoir faiblement osé dire. Et les étudiants des filières arabisantes, issus de milieux modestes et inquiets du manque de débouchés, n'ont pas demandé à l'Union nationale des jeunes Algériens (UNJA) — institution ad hoc — la permission de protester. Aujourd'hui, les Kabyles dédaignent de la même façon les rails officiels, s'en vont de « comités anti-répression » ou « comités de coordination populaire », dire leur fait aux gens du parti, vider leurs locaux et brûler leurs voitures. Plus que le désordre, c'est en fin de compte leur mépris frondeur des institutions officielles qui leur sera, aux uns comme aux autres, le plus violemment reproché.

Ignorer sciemment le parti et ses organisations de masse est un crime contre le système. Dans les deux cas, l'Etat, par la voix du président de la République, affirme pareillement déceler « la main de l'étranger ». Mais, la rébellion des étudiants kabyles, jugée sans doute plus menaçante, suscite un raidissement plus net encore. « N'a-t-on pas, note ainsi un commentateur arabisant, l'habitude d'un peu trop de place à des critiques qui se révèlent aujourd'hui combat sorte un vainqueur. Je m'insure, a-t-il conclu, en faveur d'une solution militaire. »

Tchad

Le président Goukouni Oueddei affirme qu'il avait lui-même demandé le retrait des troupes françaises

Le président du Tchad M. Goukouni Oueddei a déclaré lundi 28 avril à Lagos, où il assiste au premier sommet économique de l'O.U.A., qu'il avait lui-même demandé le retrait des troupes françaises de N'Djamena. Il a déclaré que ce retrait avait été négocié la semaine dernière avec M. Martin Kirsch, conseiller du président Giscard d'Estaing pour les affaires africaines.

« Nous avons discuté ce retrait, estimant qu'il était dans l'intérêt des deux parties, et parce qu'il préserverait l'indispensable coopération entre les deux pays », a déclaré le président tchadien. « Le gouvernement français, a-t-il précisé, a été déclaré dans le passé qu'il était prêt à retirer ses forces le jour où le gouvernement tchadien en ferait la demande. Or, les citoyens français n'ont quitté le Tchad que cette semaine, et nous n'avons pas d'effet concret », a-t-il dit.

« A mon avis, il n'est pas souhaitable d'envoyer une force inter-africaine au Tchad, pour le moment », a ajouté M. Goukouni Oueddei. « La seule solution qui pourrait sauver le peuple tchadien, c'est que de ce

combat sorte un vainqueur. Je m'insure, a-t-il conclu, en faveur d'une solution militaire. »

La décision de la France de retirer ses troupes du Tchad a été bien accueillie à Lagos, nous signale notre envoyé spécial. La plupart des Etats participants au sommet de l'O.U.A. étaient en effet hostiles à la prolongation de cette présence.

Sur le terrain, l'évacuation du matériel lourd et des stocks de l'armée française a commencé lundi. Aucun personnel civil ou militaire n'a encore été évacué. On estime à Paris qu'il faudra trois semaines pour effectuer le retrait des troupes françaises, dont l'assale de transit serait l'Ivryville.

D'autre part, une Française, Mme Ginette Motte a été tuée dimanche par l'explosion d'un obus qui frappe sa maison de plein fouet. Mme Motte, femme d'un entrepreneur en construction, était restée avec sa famille dans sa maison, située dans la zone contrôlée par les forces armées du Nord de M. Hissène Habré, malgré les conseils de départ donnés par les services consulaires français. — (A.F.P., Reuters)

d'hui non seulement stériles mais encore dangereuses pour l'unité du pays et l'option socialiste ?... »

Pour les Kabyles — et d'autres aussi — l'avertissement est clair : « Les partisans d'une arabisation radicale veulent profiter de la situation et reprendre l'offensive », explique, inquiet, un jeune fonctionnaire de Tizi-Ouzou. Ils cherchent à nous discréditer en nous faisant passer pour des pions de la France en Algérie... »

Les attaques, en effet, n'ont pas manqué contre tous ceux qui, rebelles ou rétifs à une arabisation accélérée, se voient maintenant bien vite assimilés aux tenants du « parti français ». On s'étonne d'abord — non sans raison — de la soudaine bienveillance qu'une certaine presse manifeste à Paris pour le « plein épanouissement de la culture populaire » après plus d'un siècle de colonisation au cours duquel l'on s'est soulevé comme d'un signe de la langue et des traditions des « indigènes ». Et d'y voir, sans plus attendre, la meilleure preuve que le mouvement kabyle se nourrit surtout de la carte du berbérisme pour tenter de remettre pied en Algérie », affirme El Moudjahid. En fait, ajoute le quotidien, le peuple algérien est « génétiquement homogène, tout entier un mélange de sang berbère et arabe », l'islam a y a-t-il joué le rôle de catalyseur et d'unificateur du peuple.

Ici se noue l'étroite relation entre langue et religion, dont les partisans les plus radicaux de l'arabisation font leur cheval de bataille. L'Algérie a ses inté-

gristes, et ils se font désormais pressants. Etroitements surveillés par Boumedienne, foncièrement hostile à ces gens « qui revêtent la djellaba de l'arabisation ou s'abritent derrière le paravent de la religion pour saboter la révolution », ils ont, depuis sa mort, relevé la tête. N'a-t-on pas vu, en janvier, à El-Oued (Sud-Constantinois) des collégiens arabisants, au cours d'une manifestation, mettre à sac les bistrot et moles-ter les prostituées ? Encore marginaux, ils entendent aujourd'hui profiter des réactions de rejet qu'ils provoquent, ici ou là, la révolte kabyle pour marquer des points.

Les « vieux démons » se réveillent-ils, comme le craignent certains éditorialistes ? Il est évident que les contestataires kabyles ne se sont, ces derniers jours, pas fait que des amis. « Ils agitent leur singularité, clame un étudiant d'Alger. Et bien, ça va leur retomber sur le nez. Car leur singularité, c'est surtout celle des privilèges. Ils tiennent tout ici, des ministères aux baux maures, du petit commerce aux meilleurs postes dans les grandes sociétés nationales. Tout ce qu'il leur faut, c'est une nuit du 4 août ! » Et de dauber sur la « prétendue culture berbère » : à peine quinze cents mots, quelques poèmes, pas d'alphabet « Un dialecte », un poète. Ils n'ont même pas de théâtre... »

Feut-être. Mais Mouloud Mammeri, hier présenté comme le « mauvais génie des pyromanes », chanteur tranquille de l'âme kabyle, n'est-il pas arrivé largement en tête d'un sondage sur les auteurs favoris des Algériens. Un sondage publié, l'un de ces jours d'émotion par *Revolution Africaine*, organe central du F.L.N.

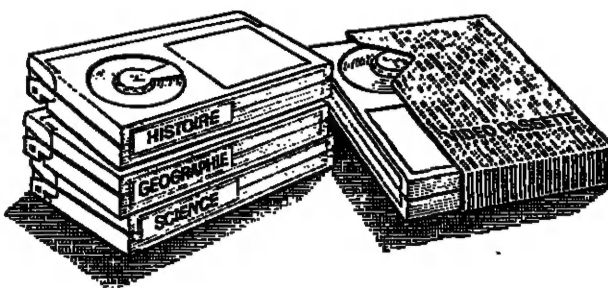
DOMINIQUE POUCHIN.

Orly sud / Madrid

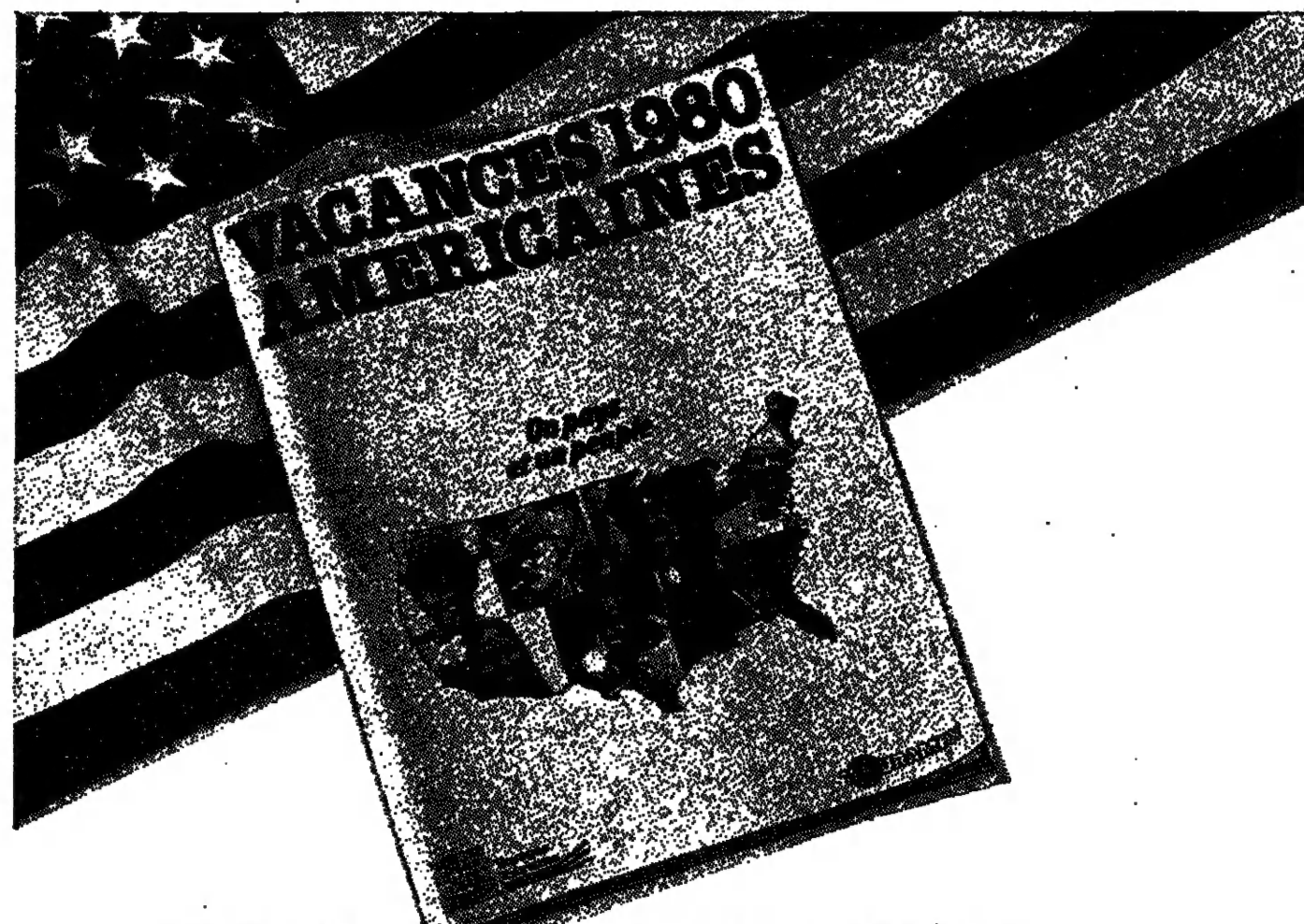
21 vols
IBERIA
par semaine

départ tous les jours :
10 h 40 • 14 h 30 • 20 h 10

Les enfants de vos enfants
apprendront-ils
encore dans les livres ?



SONY
Video-Culture



U.S. PASSPORT

Demandez la brochure qui vous ouvre l'Amérique.

Qui connaît mieux l'Amérique qu'American Express ? Dans la brochure « Vacances Américaines 80 », vous trouverez toutes les propositions pour découvrir les U.S.A., des plus classiques aux plus insolites.

La meilleure manière de sillonner l'Amérique, au volant de votre voiture de location. Exemple : votre américaine pendant une semaine, 1.600 km gratuits inclus, pour 518 francs.

C'est le complément indispensable de la location de voiture. Exemple : 10 nuits à 2 dans les hôtels « Holiday Inn » pour 1.600 francs.

Une solution jeune, moderne, typiquement américaine. Exemple : un motorhome pour 5 adultes pendant une semaine de 2.305 à 3.285 francs.

Circuits accompagnés. Pour vivre au plus près des beautés de l'Amérique avec la sécurité, le confort et un guide parlant français. Découvrez l'Ouest, le Grand Tour ou le Sud des U.S.A. à partir de 2.085 francs.



11 rue Scribe 75440 - Paris Cedex 09.
Lic. 4

Séjours libres dans les villes. A vous San Francisco, Miami, Las Vegas, Los Angeles, New Orleans ou New York ! Votre chambre y est retenue dans un bon hôtel pour 3 nuits, à partir de 232 francs.

« Service 800 » 24h sur 24. En partant avec Vacances Américaines, vous bénéficiez partout aux U.S.A. d'une assistance téléphonique gratuite - 24h sur 24, un conseiller voyages parlant français vous aidera à résoudre les difficultés que vous pourriez rencontrer sur place.

VOS VACANCES AMÉRICAINES: GO!

Pour obtenir vite votre brochure, remplissez et retournez ce bon à: American Express, Vacances Américaines, Melle B. Jeandet, 11 rue Scribe 75440 - Paris Cedex 09.

☐ Je désire recevoir la brochure « Vacances Américaines 80 »

M. Mlle Mlle: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Cagney & M...

Lic. 4

EUROPE

DEUX LIVRES SUR L'UNION SOVIÉTIQUE

« A l'ombre des héros »

(Suite de la première page.)

Ils observent aussi les mœurs sans cesse en alerte pour une occasion à ne pas manquer d'une distribution chaotique et secouée à la fois, l'inlassable attente dans les queues rouissantes à chaque arrosage, et le rapporteur aussi l'héroïsme désespéré des contestataires, bravant, pour des raisons morales, la persécution dont ils ont l'expérience, sans illusion sur l'écho prochain qu'ils peuvent attendre.

On retrouve dans ce livre une population attachante qu'on ne pourrait se défendre d'aimer (mais pourquoi voudrait-on s'en défendre ?), mais qui ne pratique pas à grande échelle la fibre du héros : en ayant terminé leur livre-album, on se sent non seulement mieux informé, mais encore plus équilibré soi-même dans un jugement qui doit savoir toujours faire la part des choses. Voici un immense pays sur lequel n'est pas opéré, avec leur spontanéité irremplaçable, les mécanismes d'initiation individuelle libérés en Europe occidentale par l'âge des Lumières, le dix-huitième siècle, dont sont nés également la Révolution française et le capitalisme flamboyant, avec ses cruautés, mais aussi ses performances.

Pourt-être ce mouvement avait-il fait commencer d'opérer dans la Russie des tsars, au début du siècle, mais sans doute trop tard, car il est un temps pour chaque chose, et à la veille de la première guerre mondiale il était trop tard pour faire encore ce que les autres avaient accompli au siècle précédent, de la manière et dans l'esprit où ils l'avaient fait. Tous jours cependant, dans la pauvreté de ce pays, contrastant avec le dénuement des motifs et la nudité d'une campagne moins que frugale, s'est élevée la lueur des investissements collectifs, que le guide de Leningrad, fier du passé impérial, nous montre comme pour mieux faire apparaître la parenté qui va des tsars aux gouvernants bolcheviques.

La médiocrité des rémunérations

A partir de là furent affrontés le défi de maintenir un immense empire contre les forces centrifuges et contre les inévitables convoitises extérieures : l'absence systématique, traditionnelle, constante, entretenue et cultivée de l'ingrédient qui constitue la liberté de contestation (investissement magnétique et irremplaçable, mais une gêne) ; et aussi la « faiblesse calculée », comme le disent si bien nos auteurs, d'une population au rendement médiocre dans un système décevant.

De là, la compression de niveau de vie, bien inférieur à notre SMIC, qui débouche à tout calcul sérieux le coût en peine humaine des efforts accomplis. Ce niveau de vie est compensé par la garantie de l'emploi et un salaire social (tourisme, logement quasi gratuits, retraite) qui n'est ni abondant ni négligeable, mais déconnecte la rémunération du fait global de l'initiative et de l'effort réels des travailleurs : tout cela confirme la médiocrité des rémunérations, suscitant à la fois le double mépris, le système D et la « bougeoisie » dans l'emploi, pour ceux qui peuvent. Nos auteurs relèvent le rôle véritable des syndicats de répartition, d'aménagement, d'amélioration et aussi d'entraînement, d'encadrement... Avec cela, les Soviétiques peuvent « passer instantanément de la récitation des préceptes socialistes déblatérés avec conviction (en effet !) à l'exercice inédit d'activités mercantiles qui devraient être inavouables (mais il faut bien vivre !).

Tout cela est enregistré avec une clairvoyance qui n'est ni hostile ni méchanceté, même si elle doit être à tort ressentie comme telle par ceux qui ne conçoivent d'autre amitié que celle du panégyrique.

La dictature permet la concentration des investissements collectifs, non plus cette fois pour la splendeur des tsars et de leurs trésors, mais pour la magnificence des monuments collectifs, et surtout pour la projection précipitée dans la modernité et la puissance militaire. Les immenses investissements ont fait la puissance militaire, l'expansion économique réelle, mais aussi la médiocrité du niveau atteint — qui s'accompagne aujourd'hui d'un rayonnement moral très affaibli. Parce qu'une « accélération de l'histoire » sans précédent a été ainsi vécue et voulue, il y a, dans le résultat, les caractéristiques entremêlées de la puissance et des ambitions industrielles, sinon post-industrielles, et la persistance d'adhésion au tiers-monde. « Même si en soixante ans d'abnégation, cette nation s'est élevée au rang de super-grand monde, il reste quelque chose de ses origines (...). On peut voir dans l'attachement des Soviétiques aux chiffres de la production industrielle, les records en tous genres, la défiance adolescente aux critères de la seconde révolution industrielle », disent très bien nos auteurs, qui soulignent le caractère excessif du pari pour le « tout-industriel ». Même pour l'aménagement de la campagne, c'est le modèle du béton et non celui du bois qui prévaut, même s'il est celui qui s'accorde le moins au paysage.

Le paradoxe de la seconde puissance militaire

Ainsi s'explique le paradoxe d'une puissance militaire qui est au moins la seconde du monde (jamais la Russie de toujours n'a été militairement aussi redoutable que lorsqu'elle est devenue l'U.R.S.S. de Brejnev) et la crise du prestige moral conjuguée avec le retard économique persistant (qui oserait aujourd'hui évoquer sans sourire le temps après tout pas si éloigné où Khrouchtchev promettait de rattraper l'Amérique en quinze ans et de la dépasser ?).

Immense pays d'avenir, certes, qui aura une très grande place dans l'avenir de l'humanité, et ce serait folie que de vouloir l'ignorer ou seulement la lui refuser. En tout cas, la réalisation de l'imitation dans des pays plus favorisés par l'histoire serait, elle, négative et doit donc être empêchée par le refus des citoyens d'émulation éclairée.

La-bas, en tout cas, entre cette puissance et ce dénuement, cette « ambition démesurée » et cette inépuisable profonde et muette, et inquiète dans le même homme, et même, en premier lieu, chez les dirigeants, il y a quelque chose d'instable. « Mais cela, dit-on, a toujours été ainsi, et en particulier depuis des dizaines d'années. Pourquoi l'après-Brejnev serait-il différent ? »

La-bas, en tout cas, entre cette puissance et ce dénuement, cette « ambition démesurée » et cette inépuisable profonde et muette, et inquiète dans le même homme, et même, en premier lieu, chez les dirigeants, il y a quelque chose d'instable. « Mais cela, dit-on, a toujours été ainsi, et en particulier depuis des dizaines d'années. Pourquoi l'après-Brejnev serait-il différent ? »

« Les Hommes doubles », d'Alexandre Dimov

De notre correspondant

Moscou. — Après les études historiques-idéologiques, les digressions savantes sur la construction de la société socialiste, les analyses de kramlinoïlogie, l'U.R.S.S. se révèle peu à peu dans sa quotidienneté. Hedrick Smith avait posé sur les Soviétiques le regard du journaliste américain : Nina et Jean Kehayan avaient apporté le témoignage d'étrangers vivant au milieu des Russes (1), dans les *Hommes doubles*. Alexandre Dimov raconte la vie de tous les jours en U.R.S.S. telle qu'elle est vécue par un citoyen du pays. Né à Moscou alors que la guerre se terminait, il s'est réfugié en France à la fin de l'année dernière après avoir exercé plusieurs métiers (ouvrier, chauffeur, employé de théâtre, journaliste à la télévision) et fréquenté des milieux très divers.

Cette chronique de la vie quotidienne passe sans transition d'une usine d'alimentation aux bas-fonds d'une gare moscovite où se croisent loubards de banlieue et prostituées, de la plage de Koutbel sur la mer Noire pour intellectuels privilégiés à un cinéma clandestin où se projettent de mauvaises copies piratées des grands films occidentaux interdits au commun des mortels, des boutiques de bouquinistes où se négocient à prix d'or les classiques introuvables au tarif officiel au garage privé d'un bécoteur qui double son salaire en réparant des voitures avec les pièces volées dans son usine.

Nous sommes loin des éditeurs triomphants de la Pravda, des ouvriers de choc et des trajectoires modèles, des taux de croissance mirabolants, des statistiques officielles des défilés du 1^{er} mai et des slogans écolés sur l'« unité indiscutable du parti et du peuple ».

Le tableau que présente Alexandre Dimov n'est pas l'envers de la réalité officielle qui pendant des décennies a tenu lieu de vérité sur l'U.R.S.S. parce que celle-ci s'impose d'abord aux touristes pressés et à l'observateur aveuglé par sa face cachée. L'U.R.S.S. des bilans « globalement positifs » ne se superpose pas à un « océan » qu'elle essaierait de masquer. Elle apparaît aussi à la vie quotidienne. Elle la quille et elle la détermine, ne serait-ce que parce qu'elle occupe une place limitant beaucoup plus l'espace libre dans lequel l'homme soviétique peut se mouvoir. L'énormité de la marge qui sépare la propagande de la réalité vécue participe aussi de cette réalité et la façonne ; cause et manifesta-

tion d'une sorte de schizophrénie sociale.

La vie soviétique n'a pas un envers et un endroit. Comme dans la bande de Moebius, on passe insensiblement d'un côté à l'autre, sans franchir de bord. Dans l'usine d'alimentation où Dimov a fait un bref passage, tout le monde vole — « L'ouvrier vole l'état ? Mais la propagande soviétique nous apprend que l'état c'est l'ouvrier : celui-ci ne saurait donc se voler lui-même », pour revendre les meilleures produits. La direction est au contraire mais tout le monde profite du trafic. Pour se couvrir, « elle organise de temps en temps des sinistres réunions de dénonciation, se bornant parfois à marquer d'une croix sur le rapport : travail de renforcement de la moralité socialiste bien rempli ».

Dès le jardin d'enfant

L'idée fondamentale de Dimov rappelle l'« Avenir radieux » de Zinoviev (2). Le titre du livre l'exprime clairement. Bien que pour l'auteur l'expérience de l'U.R.S.S. ne puisse être expliquée par la logique, le « doublement » de l'homme soviétique paraît bien en être la clé. Non que le Russe soit, comme on le pense souvent à l'Ouest, un personnage à double face : « Il est dissocié. Il se désagrège entre le oui et le non. Il jure entre les flammes du mensonge et les flammes de la vérité, il s'entortille dans les ficelles emmêlées et pourries du compromis. Il a une double vie. (L'âme morcelée gémit.) Dès le jardin d'enfant, le paragon commence à se doubler. » Il apprend quand il faut parler et quand il faut se taire, et ce qu'il faut dire, quoi qu'il en passe. Il dissimule ceux secrets et ceux dont il doit se méfier. Il connaît les règles qu'il faut respecter pour obtenir le feuillet rouge de l'enfant d'Octobre qui lui donnera des avantages sur ses camarades et lui ouvrira une carrière de petit chef.

Les mots de Dimov sont durs pour caractériser une société où coexistent des arrivistes et une majorité silencieuse, mais où tout le monde accepte les compromis sous le nom de « il faut bien vivre » : patience, lâcheté, alcoolisme, souffrance, tristesse, cynisme d'une espèce spécifique qui « a mariné dans le désespoir », d'une classe dirigeante ou d'un régime politique extérieur à une masse d'opprimés (bien que cet aspect ne doive pas être oublié), qu'une victime de multiples oppressions parcellaires, de multiples petites privations atomisées où il est lui-même, tour à tour et à la fois, victime et bourreau, opprimé et oppresseur. Etre marginal, dissident, contestataire, c'est avoir le courage de refuser cette hiérarchie de pouvoirs médiocres et de satisfactions sordides, où l'on doit au mieux se contenter de quelques « petites victoires de liberté ». Quand l'intellectuel occidental demande, la voix irritée, pourquoi ce système continue à être supporté malgré tout ce qui en est dit, il ne sait rien à répondre, avec Alexandre Dimov, l'écart des mains en signe d'impuissance. Je me souviens d'une expérience incommunicable. Son livre éclaire un peu l'énigme.

années de compromis, de dissimulation, d'efforts pour appartenir à un réseau de services économiques parallèles sans ruines.

Car tout ce qui ne se trouve pas dans les magasins ou par les voies officielles peut être obtenu au marché noir dans un système complexe de relations compensatoires, largement fondé sur le troc. On y obtient aussi bien des livres, des médicaments rares, des bijoux occidentaux, des bons de vacances des permis de conduire, des disques de qualité qu'un kilo de caviar, des robinets de salle de bains ou des pièces détachées pour la voiture. Encore faut-il avoir quelque chose à donner en échange, pas nécessairement à la personne qui possède directement ce qui vous intéresse, mais à un intermédiaire. L'essentiel est de ne pas perdre ce que l'on ose à peine appeler des « privilèges » tant ils concernent des choses banales. Plus on s'élève dans la hiérarchie sociale, plus les « valeurs d'échange » dont on dispose sont importantes ; dans cette optique on est prêt à se grimper les uns sur les autres pour arriver le plus vite à la manœuvre.

La vision de Dimov est sobre et absurde ; subjective sans doute, outre certains détails. La terreur sans faille du régime stalinien a disparu. Les systèmes de contrôle ont été maintenus : permis de résidence, passeports intérieurs (à ne pas confondre avec le passeport international qui donne le droit de voyage à l'étranger et qui doit être rendu aux autorités à chaque retour), livrets de travail ainsi que les systèmes de surveillance à l'usine, l'école, au bureau ou dans l'immeuble.

La répression

n'explique pas tout

La répression pourtant n'explique pas tout. Des réformes ? « De quelles réformes peut-il être question dans un pays traversé de part en part par une violence double, répond Dimov. L'homme soviétique accepterait-il — lui qui ne croit plus en rien ni personne — de se résigner à des changements ? Mais à l'écart, qu'il a mis en place des anti-systèmes qui tournent malgré les grincements et les craquements ? » L'homme soviétique moyen est assailli tout un régime, dit encore Alexandre Dimov, mais c'est moins une victime du « système », d'une classe dirigeante ou d'un régime politique extérieur à une masse d'opprimés (bien que cet aspect ne doive pas être oublié), qu'une victime de multiples oppressions parcellaires, de multiples petites privations atomisées où il est lui-même, tour à tour et à la fois, victime et bourreau, opprimé et oppresseur. Etre marginal, dissident, contestataire, c'est avoir le courage de refuser cette hiérarchie de pouvoirs médiocres et de satisfactions sordides, où l'on doit au mieux se contenter de quelques « petites victoires de liberté ». Quand l'intellectuel occidental demande, la voix irritée, pourquoi ce système continue à être supporté malgré tout ce qui en est dit, il ne sait rien à répondre, avec Alexandre Dimov, l'écart des mains en signe d'impuissance. Je me souviens d'une expérience incommunicable. Son livre éclaire un peu l'énigme.


L'ANIEL VERNET.

★ Alexandre Dimov : Les Hommes doubles — La vie quotidienne en Union soviétique. Traduit du russe par Florence Bonaldi. Ed. Jean-Claude Lattès, environ 65 F.

PARIS-BANGKOK

4250 F

ALLER-RETOUR



© 1980 UAC Geoffrey - all rights reserved.

LE PRIX LE MOINS CHER SUR VOLS RÉGULIERS QUOTIDIENS.

A partir du 1^{er} mai, pour partir en Thaïlande, Air France et Thai International vous proposent un tarif «visite» vers Bangkok : 4250 F aller-retour. Pour ce prix, vous partez de Paris quand vous voulez (il y a 9 départs par semaine) et vous revenez à Paris après un séjour de 7 à 45 jours, à la date de votre choix. Vous voyagez sur un vol régulier en B 747 et vous bénéficiez du service normal de la Classe économique. Même si vous partez pour l'aventure, ces avantages valent bien que vous réfléchissiez un peu.

Renseignez-vous sur les conditions de vente et d'application dans les agences Air France et Thai International ou chez votre Agent de voyages.




Voile en TUNISIE

Stage d'initiation ou de perfectionnement (15 j.) 2195 F tout compris
Pension complète en juin ou septembre

jsf 261.53.21. Demander Clément.



DUCAL

EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ

GAPELOU

SPECIALISTE DU CONVERTIBLE

Réputé pour leurs robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (titres : 0,65, 0,80, 1,20 et 1,40). Matériaux : bois, laque ou polyester. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

37 rue de la République - PARIS 11^e
Métro Parmentier - Paris 11^e
Tél. 357.46.35

Equitation en TUNISIE

Stage d'initiation ou de perfectionnement (15 j.) 2195 F tout compris
Pension complète en juin ou septembre

jsf 261.53.21. Demander Clément.

Les participants à la conférence l'organisation d'une réunion

Pays-Bas

Les squatters menacent de perturber l'installation de la reine Beatrix

Les participants à la conférence l'organisation d'une réunion...

Salvador

La situation dans le Salvador...

Espagne

Un bilan critique de la situation en Espagne...

Grande-Bretagne

Un bilan critique de la situation en Grande-Bretagne...

France

Un bilan critique de la situation en France...

Allemagne

Un bilan critique de la situation en Allemagne...

Italie

Un bilan critique de la situation en Italie...

Autriche

Un bilan critique de la situation en Autriche...

Belgique

Un bilan critique de la situation en Belgique...

Grèce

Un bilan critique de la situation en Grèce...

Portugal

Un bilan critique de la situation en Portugal...

Irlande

Un bilan critique de la situation en Irlande...

Irlande

Un bilan critique de la situation en Irlande...

Grèce

Un bilan critique de la situation en Grèce...

Portugal

Un bilan critique de la situation en Portugal...

Belgique

Un bilan critique de la situation en Belgique...

France

Un bilan critique de la situation en France...

Allemagne

Un bilan critique de la situation en Allemagne...

Grande-Bretagne

Un bilan critique de la situation en Grande-Bretagne...

Espagne

Un bilan critique de la situation en Espagne...

Salvador

Un bilan critique de la situation en Salvador...

Pays-Bas

Un bilan critique de la situation en Pays-Bas...

سكزانت الاصل

Les participants à la conférence communiste de Paris envisagent l'organisation d'une réunion élargie à d'autres courants

La rencontre de vingt-deux P.C. européens, organisée à Paris par le P.C.F. et le parti ouvrier unifié polonais, devait se terminer, mardi 29 avril en milieu de journée, par l'adoption d'un appel invitant d'autres forces politiques — socialistes, sociales-démocrates et chrétiennes — à s'associer aux communistes pour la défense de la paix, et par une conférence de presse et une réception offerte à l'hôtel Marmarin par M. Georges Marchais.

La première journée de la conférence, lundi, a été consacrée aux interventions de dix-huit représentants des P.C. participants et à la rédaction, en commission, du document final, dont le projet avait été soumis préalablement aux partis invités.

Le discours de M. Boris Ponomarev, membre du secrétariat du comité central du P.C. soviétique, a consisté en un exposé rigoureux de la thèse soviétique, selon laquelle la politique des Etats-Unis constitue une grave menace pour la paix dans le monde et, tout particulièrement, en Europe. Il s'agit donc de faire pression sur les gouvernements européens pour qu'ils prennent leurs distances vis-à-vis de Washington et recherchent, dans le dialogue avec Moscou, les conditions du maintien de la paix sur le continent. M. Ponomarev a souligné, à l'adresse des P.C. qui avaient refusé de participer à cette rencontre, qu'il existe pas de troisième voie entre les positions défendues par les pays du pacte de Varsovie, qui soutiennent pour la paix, et celles de l'O.T.A.N., qui la met en péril.

Cette affirmation constitue la

base commune d'accord entre les partis représentés à la rencontre de Paris. Les divergences portent sur la mise en œuvre de la politique d'alliances préconisée par les Soviétiques pour rallier à leurs thèses les forces autres que communistes et l'opinion. M. Ponomarev a réaffirmé l'intérêt que portent les dirigeants soviétiques aux positions prises par l'Union nationale socialiste. Sur ce point, l'intervention de M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du P.C.F., a été défensive. Le représentant français a tenté de démontrer que la politique suivie par son parti n'entrave pas la recherche d'accord avec d'autres courants politiques et de représentants d'autres tendances politiques, semble aller dans le sens de ce que souhaitent les Soviétiques. Elle permettrait de donner à l'appel qui devait être lancé mardi, un débouché concret.

La proposition, faite au cours de la rencontre, d'une réunion qui pourrait rassembler, à Helsinki, les communistes et les représentants d'autres tendances politiques, semble aller dans le sens de ce que souhaitent les Soviétiques. Elle permettrait de donner à l'appel qui devait être lancé mardi, un débouché concret.

Pays-Bas

Les squatters menacent de perturber l'intronisation de la reine Beatrix

La reine Juliana des Pays-Bas abdiquera mercredi 30 avril en faveur de sa fille Beatrix, princesse héritière présomptive. L'abdication et l'intronisation doivent donner lieu à plusieurs cérémonies, au Palais Royal et à la Nieuwekerk, en présence des membres de nombreuses familles royales et princières d'Europe. La reine Juliana devait prononcer, ce mardi soir, à la télévision néerlandaise, un dernier discours en tant que souveraine.

Les autorités redoutent que le mouvement des squatters, qui a pris récemment une grande importance à Amsterdam, ne parvienne à organiser des manifestations à l'occasion du couronnement, comme il l'a annoncé pour protester contre la pénurie de logements que l'on observe dans la principale ville des Pays-Bas.

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — « Geen woning, geen kromming » (« pas de logements, pas de courbement »). C'est le dernier slogan à la mode à Amsterdam, celui que les organisations de squatters peignent sur les murs et impriment sur leurs tracts. « Organisations » n'est pas un vain mot : en cette terre de démocratie vigilante, même les squatters ont, si l'on ose dire, pignon sur rue.

On ne saurait, du côté officiel, les accuser de cacher leurs intentions : ils ont au contraire annoncé qu'ils troubleraient le déroulement de l'intronisation de la reine Beatrix, pour protester contre la situation de logement à Amsterdam. (Le Monde du 9 avril). Quelques jours plus tard, il est vrai, ils adoptaient une tactique un peu différente, avec la même absence de dissimulation : nous profiterons de la mobilisation policière dans le quartier où auront lieu les cérémonies, pour occuper des centaines de logements vides en d'autres points de la ville.

La police prend ces menaces fort au sérieux, et ne cache guère son appréhension. Mercredi 30 avril, ce sont quelques milliers de policiers qui seront mobilisés pour le service d'ordre, à l'intérieur du périmètre où se dérouleront les cérémonies, comme dans d'autres quartiers.

Si la grande majorité des Néerlandais paraît réprover la forme que les squatters donnent

à leur protestation, celle-ci trouve cependant un certain écho à Amsterdam du fait de la pénurie de logements à des prix abordables. Les conditions à remplir pour pouvoir occuper de tels logements, en particulier le plafond de salaire, sont en effet draconiennes, et les loyers pratiqués sur le marché libre sont très élevés. Plus de cinquante mille personnes sont ainsi inscrites sur les listes d'attente de la municipalité d'Amsterdam, sans espoir de se voir attribuer rapidement un appartement qu'elles demandent. La contestation de cette ancienne des squatters fait d'autre part frapper l'opinion par des opérations spectaculaires et souvent pleines d'imagination.

Toutefois, la population paraît se préparer à fêter l'avènement de la nouvelle reine plutôt qu'à lui faire grise mine. Amsterdam est pavée aux couleurs nationales, auxquelles se mêle souvent l'orange, bien entendu, de la maison des Pays-Bas. D'innombrables portraits du nouveau couple royal voisinent, aux devantures des magasins, avec ceux de la reine Juliana, à laquelle les journaux et de nombreux hommes politiques ont rendu hommage lorsqu'elle a annoncé son intention d'abdiquer en faveur de sa fille.

BERNARD BRIGOLEUX.

M. Gremetz : l'activité propre du P.C.F. crée les conditions favorables au plus large rassemblement.

L'intervention de M. Gremetz a été consacrée à l'action du P.C.F. en faveur de la paix et aux relations entre les partis communistes et les représentants d'autres tendances politiques. C'est notre action pour le renforcement des relations de la France et de l'Union soviétique, nous le déclarons, qui est la base commune d'accord entre nous deux peuples, pour la signature d'un traité assurant leur sécurité mutuelle, qui oblige les gouvernements français et soviétique à poursuivre le dialogue et la coopération avec l'O.R.S.S.

Evocant les initiatives prises par le P.C.F. contre l'installation de nouvelles missiles nucléaires américains en Europe, M. Gremetz a déclaré : « L'activité propre de notre parti, sa contribution à l'exploration et à l'action, non seulement ne saurait être opposée à la souhaitable action commune, mais au contraire crée les conditions favorables au plus large rassemblement de toutes les forces qui entendent contribuer dans le respect mutuel et l'égalité à l'action pour des objectifs définis. »

M. Gremetz a justifié la forme de la rencontre organisée par son parti et le parti polonais. « Nous estimons, a-t-il dit, que, quelle que soit la dénomination de la stratégie commune à tous les partis, il est absolument exclu, il paraît opportun de rechercher des formes nouvelles de rencontre, des formes plus vivantes, plus souples, plus efficaces, ce qui doit permettre une discussion approfondie, franche et directe des problèmes de la rencontre, débouchant sur l'action (...). Il est conforme au style de rapports que nous souhaitons voir établis de respecter strictement la décision souveraine de chaque parti de participer ou non à une rencontre comme celle-ci. »

Le représentant français a insisté sur le fait que le parti communiste français n'a pas d'ambition de « chef de file » et qu'il n'a pas l'intention d'organiser à Helsinki une « rencontre » réunissant les partis communistes et d'autres courants.

trois signataires de la charte 77 font appel à M. Marchais

Trois signataires de la Charte 77, MM. Vaclav Havel, Jiri Dienstbier et Vaclav Benda, ont adressé de leur prison de Hermanice un message à M. Georges Marchais. Ils demandent au secrétaire général du P.C.F. d'intervenir, à l'occasion de la réunion de Paris, des P.C. européens, en faveur des prisonniers politiques tchécoslovaques condamnés pour délit d'opinion. De son côté, le Comité de défense des libertés en Tchécoslovaquie (créé en janvier sous la présidence d'Arthur London) a rendu lundi 29 avril une lettre à la délégation tchécoslovaque à cette conférence demandant aux autorités de Prague de décréter une amnistie générale à l'occasion du 35^e anniversaire de la libération du pays.

« L'ancien général soviétique Piotr Grigorenko, dont les Mémoires viennent de paraître aux éditions de la Renaissance, et qui fut détenu pendant soixante-dix-sept mois, surtout en asile psychiatrique, pour avoir défendu les Tatars de Crimée, a annoncé lundi 29 avril une conférence de presse à Paris. Il a lancé un appel aux gouvernements occidentaux afin qu'ils « exigent », à la prochaine conférence de Madrid sur l'application de l'Acte final d'Helsinki, la libération de tous les détenus politiques dans le monde ».

Amnesty International publie un nouveau rapport sur les prisonniers d'opinion en U.R.S.S.

Le philologue Vladimir Poréche, membre d'un séminaire orthodoxe non officiel, a été condamné récemment, à Léningrad, à cinq ans de prison et trois ans de rélegation pour « propagande antisoviétique ». Cinq autres personnes ont été condamnées à des peines allant d'un an et demi à quatre ans et demi de prison.

A Kaliningrad, le géophysicien Yossef Diadkine a été arrêté et inculpé, vendredi 25 avril, d'activités antisoviétiques. Au cours d'une perquisition à son domicile, le K.G.B. a saisi le brouillon d'un article consacré à l'évaluation du nombre de victimes de la « terreur rouge », au début de la révolution.

A Moscou, le même jour, la police a perquisitionné au domicile de Vladimir Kormer et saisi divers manuscrits, une machine à écrire et des œuvres des poètes Anna Akhmatova et Marina Tsvetaeva. M. Kormer est l'auteur du roman « La Taupe de l'histoire », publié en France en 1979.

A Londres, Amnesty International vient de publier un nouveau rapport sur l'O.R.S.S.

Londres (A.F.P.). — Les autorités soviétiques utilisent la laim, le travail forcé et des drogues dangereuses pour punir les dissidents emprisonnés, selon un rapport publié, mardi 29 avril à Londres, par Amnesty International. Ce texte de deux cents pages intitulé « Prisonniers politiques en U.R.S.S. : leur traitement et leur condition indique que depuis la publication en 1975 d'un premier rapport plus de quatre cents personnes s'étaient ajoutées à la mi-1979 aux détenus déjà recensés, ou avaient vu leurs droits restreints (1).

Cette nouvelle édition souligne, en outre, « les abus de la psychiatrie appliquée à des fins de répression politique » et analyse la loi telle qu'elle est appliquée aux « non-conformistes ». L'organisation estime également qu'un nombre important de prisonniers politiques n'est pas connu, car la réalité des faits est « voilée par les censeurs officiels, le secret et la menace de représailles contre ceux qui parlent contre l'emprisonnement politiques ».

Parmi les sanctions appliquées, les plus courantes demeurent le camp de travail, la prison, l'hôpital psychiatrique — où les détenus disposent de moins de droits que leurs camarades emprisonnés — la rélegation en Union soviétique ou l'interdiction de séjour. Le droit d'expression et d'association n'existe que pour approuver le point de vue officiel, indique encore l'organisation. C'est ainsi qu'on a pu punir ceux qui critiquent la politique officielle, essayent de défendre les droits d'autrui, se sont plaints aux autorités de problèmes individuels, ont tenu des réunions religieuses non autorisées, essayé de quitter le pays, ou même, ainsi que ce fut le cas des Tatars de Crimée, essayé de rejoindre la terre natale.

Amnesty International ajoute que la loi est fréquemment violée lors du déroulement des procès. Par exemple, selon le texte contre « la

propagande et l'agitation antisoviétique », des preuves doivent être apportées que l'accusé a agi avec l'intention de « miner » le système, ou saisi qu'il répandait des « mensonges diffamatoires ». Dans les faits, le texte est ignoré et la cour condamne la seule expression d'opinion. L'organisation a ajouté et leur condition indique que depuis la publication en 1975 d'un premier rapport plus de quatre cents personnes s'étaient ajoutées à la mi-1979 aux détenus déjà recensés, ou avaient vu leurs droits restreints (1).

Le rapport examine, en outre, les souffrances physiques consécutives aux privations imposées aux détenus. Les détenus en camp de travail sont fréquemment victimes d'accidents mal soignés qui ont pour cause aussi bien le régime alimentaire que les critères de rentabilité qui leur sont imposés.

Enfin le pire, estime l'organisation, demeure l'interminable psychiatrie. Les accusés sont arrachés directement de leur lieu de travail pour être internés, dans bien des cas sans avoir vu un psychiatre. Selon la loi, la « maladie mentale » n'est pas suffisante pour nécessiter l'isolement, le « malade » devant, en outre, être « dangereux pour lui-même ou les autres ». Néanmoins, les experts n'hésitent pas à substituer à ce critère leur propre définition de la schizophrénie : le délire étant alors caractérisé par « un agissement antisoviétique ».

Une fois hospitalisés dans des établissements placés sous l'autorité directe du ministère de l'Intérieur les « malades » sont traités avec des drogues puissantes aux effets dangereux et victimes de coups — parfois mortels — administrés par le personnel tant médical qu'administratif.

(1) La version française paraîtra le 7 mai sous le titre « Les Prisonniers d'opinion en U.R.S.S. » aux éditions Maresme, 34, avenue Marceau, 75008 Paris.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

• LA TROISIEME PHASE DE LA REFORME AGRAIRE lancée le 6 mars 1980 par le gouvernement a été achevée lundi 28 avril au village de Jalisco. Gutierrez, membre de la Junta, a annoncé la nationalisation de toutes les propriétés non cultivées de moins de 100 hectares.

Espagne

• UN GARDE CIVIL ET UN TERRORISTE ont été tués lundi à Oyarzun (province de Guipuzcoa), au cours d'un attentat contre un autobus. (A.F.P.)

Grande-Bretagne

• UN RESSORTISSANT LIBYEN a été inculpé lundi 28 avril du meurtre de M. Mahmoud Abdu Nafa, juriste libyen exilé en Grande-Bretagne, qui a été tué le 25 avril à Londres. La police britannique recherche d'autre part trois « libyens » qui seraient chargés par le colonel Kadhafi de supprimer ses opposants en Europe.

Italie

• UN DES PRINCIPAUX CHEFS TERRORISTES, CORRADO ALUNNI, a été grièvement blessé au cours d'un échange de coups de feu avec les forces de l'ordre. Il avait pu auparavant s'échapper du quartier de haute sécurité de la prison de Milan, dans un groupe de seize détenus. Dix ont été repris hors de la prison. — (Corresp.)

Liban

• UNE DELEGATION DU C.D.S. AU LIBAN, conduite par M. Béchir el-Sabeh, vice-président de l'Assemblée nationale, président délégué du Centre des démocrates sociaux, une délégation du C.D.S. se rend au Liban du 30 avril au 4 mai à l'invitation de l'Union chrétienne libanaise. Elle doit rencontrer le président de la République libanaise et de nombreuses personnalités, tant musulmanes que chrétiennes.

Mauritanie

• M. OULID MOUKENASS, TENU EN MAURITANIE, a été libéré par le gouvernement mauritanien. M. Haridi Ould Moukennas, ministre des affaires étrangères de Mauritanie, de juillet 1968 jusqu'au renversement du président Moktar Ould Daddah en juillet 1978, se voit refuser l'autorisation de sortir de son pays pour aller subir à Paris des examens médicaux auxquels le confinement en état de santé critique, apprend-on de bonne source.

Népal

• LE GOUVERNEMENT NEPALAIS a reconnu l'Organisation de libération de la Palestine comme son représentant du peuple palestinien, a annoncé le ministre irakien des affaires étrangères, M. Hamed Alwan, en présence de son homologue népalais, à l'issue d'une visite officielle à Katmandou le 28 avril.

Pakistan

• LE CHEF DE L'ETAT, LE GENERAL ZIA UL HAQ,

effectuera une visite officielle en Chine, du 2 au 9 mai, et se rendra ensuite en Corée du Nord, a-t-il été annoncé, le 28 avril, à Pékin. — (Reuter.)

• M. MURTAZA ALI BHUTTO, l'un des fils de l'ancien premier ministre de l'Inde, a annoncé lundi 28 avril une conférence de presse à Kaboul pour tenter de former un front des forces de gauche afghanes et pakistanaïses, a annoncé le 28 avril l'agence indienne Press Trust of India.

• LE COMITE POLITIQUE CONSULTATIF DU PACTE DE VARSOVIE, qui regroupe les chefs des Etats membres du pacte, se réunira à la mi-mai, à Varsovie, a annoncé lundi 28 avril la télévision soviétique. — (A.F.P.)

OKOK
DE
TOUR

Nouveau
Tour - nous

DUCAU
CAPELOU

Equitation
TUNSE
201.53.71

DU NOUVEAU SOUS LE SOLEIL.

Les grands voyages se ressemblent tous. Hors des routards solitaires ou des hordes en charters, point de salut. Voilà pourquoi nous avons créé Club Espace Voyages. Pour que tout soit nouveau sous le soleil. Nouveau : les endroits les plus beaux aux prix les plus bas. Nous sommes allés choisir, et négocier sur place. Nouveau : des vols sur lignes régulières aux meilleurs tarifs. Nous sommes allés voir aussi les compagnies aériennes. Nouveau : le soleil sans catalogue. Nous avons filmé votre voyage tel que vous le vivez. Venez le découvrir sur écran TV et circuit vidéo, à Club Espace Voyages.

Exemples :
Hôtel 9 jours, El Ranch, Hôtel 10 cat. sup. Paris-Paris, 4500F
Bali, 10 jours, Hôtel 10 cat. sup. Paris-Paris, 6300F
CLUB ESPACE VOYAGES.
5 bis rue de Suez, 75009 Paris.
Tél. 742.42.24.
De 9 h à 19 h. Métro Madeleine.

IBERIA
Orly sud / Madrid
3 vols quotidiens
10 h 40 • 14 h 30 • 20 h 10
Orly sud / Barcelone
2 vols quotidiens
13 h 35 ou 19 h 20
tout l'été un pont aérien
France/Espagne

A quoi ressembleront les prochains prix littéraires ?

SONY
Video-Culture
St-Honoré Diamond
5, rue du Fb St-Honoré
75008 Paris - 261-01-10
JOAILLIER-CREATEUR

La philosophie politique du général de Gaulle

de concevoir hardiment qu'à ce titre, le général du Gaule demeure l'un des plus exceptionnels philosophes de notre histoire et aussi de l'histoire contemporaine. Dans une salle remplie d'universitaires, c'était agitée la cape rouge du torse. Aussitôt, l'un cita Platon, l'autre Aristote. Au fil des exposés, voici le général ancré dans la légion des prophètes. Quelqu'un le situe dans la ligne de Machiavel. Son voisin l'oppose à Emmanuel Kant. Des autres surmenés tournoient soudain comme des fantômes dans le jardin de Colombe : Kierkegaard, Spengler, Bergson, Péguy, Merleau, Proudhon, Mounier, Bernanos, etc.

Et Maurras ? Une communication du professeur F.-G. Dreyfus, de Strasbourg, signala loyalement son influence. Pour les autres, ils s'empres-sèrent de fuir cette compromis-sion. Un orateur prétendit rapprocher Charles de Gaulle de... Mao Tse-tung ! Dans l'une des polémiques furieuses les plus in-excusables contre les résistants, le fondateur de l'Action française avait encore de leur chef dit : « Nous avons témoigné, jadis et naguère, assez d'intérêt à ce que nos idées perdurent avant de justifier et de fort... » (1) Preuve d'une connais-sance, d'une ancienne estime réci-proques.

gagne à ce tardif mariage. Pour M. Boudot, « le nom de de Gaulle ne lui pas détesté » dans la Sorbonne de 1968, mais « décapé » : une génération tumultueuse attendait simplement de lui « qu'il rencontre la jeunesse de France ». Écoutons plutôt M. Gaston Palewski évoquer en termes simples, émouvants, l'officier presque inconnu qu'il recevait dans son appartement de la rue Bonaparte, avant 1939.

Il appartenait à M. Michel Debré de conclure par une méditation sur le souvenir, la pensée, l'œuvre de Charles de Gaulle. « Le général a été un réaliste, un nationaliste et un chef autoritaire, affirme-t-il. Mais par ses réactions spontanées devant les événements et au-delà par son effort de compréhension des temps présents, il a ouvert une voie qui a fait de lui, et tout naturellement, un porteur d'expérience, un humaniste, un héros d'aspirations à la fois personnelles et populaires. »

G. C.

(1) *La seule France*, Lyon, 1941.

« SOCIALISME ET JUDAÏSME »

L'association Socialisme et Judaïsme (1) fondé par plusieurs membres du P.S. (le Monde des 24 et 25 avril) se fixe pour buts de « faire ressortir les convergences qui existent entre le judaïsme et les idéaux du socialisme démocratique, d'affirmer la spécificité des juifs de France, telle que l'histoire, une mémoire collective, la participation à la vie nationale l'ont forgée; cette spécificité s'exprimant aussi par le lien qui unit les juifs français à l'Etat d'Israël... ».

« Notre association, déclare l'un de ses dirigeants, M. Maurice Benassayag, membre du P.S. aura pour souci de faciliter et d'appuyer toutes actions qui faciliteraient l'établissement d'une paix durable au Proche-Orient. Si le peuple palestinien doit légitimement trouver son expression dans un Etat souverain, il ne saurait se constituer contre l'existence de l'Etat d'Israël. »

(1) Secrétariat : Mlle Aline Franck, B.P. 249 75 180 Paris Cedex 04. Parmi les premières adhésions, on note celles de MM. Robert Badinter, Roger Hanin, Dreyfus-Schmidt, Serge Moutet, Pierre Schapira et Mme Shapira.

■ **M. Didier Barzani**, président du parti radical, député U.D.F. de Paris, a déclaré, jeudi 28 avril, au cours de son intervention à l'Assemblée nationale : « **J'ai compris que l'électorat juif de France éprouve des sentiments d'abandon, d'inquiétude, de peine, et que, par conséquent, il envisage de traduire ces sentiments par une protestation de caractères électorat. Mais si la politique de la majorité ne satisfait pas une partie de celle-ci — et en particulier le parti radical, je suis toutsois obligé de constater que n'y a pas de clarté du côté de l'opposition. L'ambiguïté est : dans tous les sens. »**

« De Gaulle nous appartient à nous aussi universitaires » avait juré le matin même le professeur Pierre Boudot. L'avenir dira seul ce qu'il

RECIT

**Voici un livre
d'aujourd'hui**

On peut être une femme d'aujourd'hui avec la volonté, la force des êtres vraiment libres, et avoir le courage des femmes de toujours, des mères de toujours.

Une femme, cette femme - cette mère - va mener une longue guerre de sept ans pour sauver son enfant.

Deux héros dans cette histoire : la mère et l'enfant. L'une voulait faire vivre et l'autre voulait vivre. Deux héros pour une victoire.

Une histoire d'amour, du plus grand amour, racontée sur le ton qui est celui de notre temps.



ROBERT LAFFONT

"Moi, il me semble qu'à la Défense, on devrait trouver tout comme au centre de Paris... des boutiques, des petits magasins, des grands aussi..."

**A la Défense, Serete Aménagement
prépare Les Quatre Temps.**

Plus qu'un centre. Un centre-ville.

Serete Aménagement 63, rue La Boétie 75008 Paris. 225.71.56

vous connaissez l'épargne-logement
découvrez

L'ÉPARGNE RÉSIDENTE SECONDAIRE

18 mois
c'est le temps minimum d'attente

9.5%

c'est le taux de votre prêt principal résidence secondaire

90%
c'est la part de crédit dont vous disposez
avec un prêt complet

acquisition, construction, travaux

100



90%
c'est la part de crédit dont vous pouvez disposer
avec un prêt complémentaire
acquisition, construction, travaux

Banque de la hénin
16, rue de la Ville l'Évêque 75008 PARIS Tél. (1) 260.35.15

Director

RESSE

NOM— ADRESS

TÉL _____ désire recevoir une documentation
sur l'épargne résidence
secondaire LMB

**PARIS
COLOMBO
2950F**



nouvelles frontières

Ne vous serrez pas la ceinture.



Tarifs 50*

Paris-Nice :	141 ^F
Paris-Mulhouse :	65 ^F
Paris-Montpellier :	110 ^F
Paris-Rouen :	20 ^F
Paris-La Baule :	63 ^F
Bordeaux-Marseille :	90 ^F

Profitez des tarifs 50.

Le train c'est moins cher. Jugez vous-même.

* Ces prix sont des allers simples en 2^e classe avec 50 % de réduction. Ils sont valables dans les conditions suivantes :

- vous voyagez en famille, trois personnes au moins, et vous avez une carte "Famille" (gratuite et valable 5 ans). Dès la deuxième personne, vous bénéficiez de ces prix en périodes bleue et blanche, 346 jours par an;

- vous voyagez tous les deux ensemble et vous avez une carte "Couple" (gratuite et valable 5 ans). L'un d'entre vous bénéficie de ces prix en période bleue, 250 jours par an;
- vous êtes titulaire d'une carte "Vermeil 50". Vous bénéficiez de ces prix en période bleue.

Il suffit de bien choisir ses dates. Demandez le calendrier 50 dans les gares et agences de voyages.

Voyagez mieux en période bleue.



Le Monde

TÉMOIGNAGE

Violences anticomunistes à Paris

Paris, 29 avril. Les violences anticomunistes ont continué à se manifester à Paris, mardi 29 avril, dans le quartier de la Bastille. Des groupes de jeunes ont été vus se rassemblant dans les rues, brandissant des drapeaux et chantant des slogans. Ils ont été dispersés par la police. Des blessés ont été transportés à l'hôpital. Les autorités ont condamné ces actes de violence et ont promis de prendre des mesures pour assurer la sécurité des citoyens.

A OSLO

Débat sur le consensus

Oslo, 29 avril. Un débat a eu lieu à Oslo, mardi 29 avril, sur le consensus. Les participants ont discuté des implications politiques et sociales du consensus. Ils ont souligné l'importance de maintenir le dialogue et de trouver des solutions pacifiques aux problèmes. Le débat a été animé et a permis d'éclaircir de nombreux points.

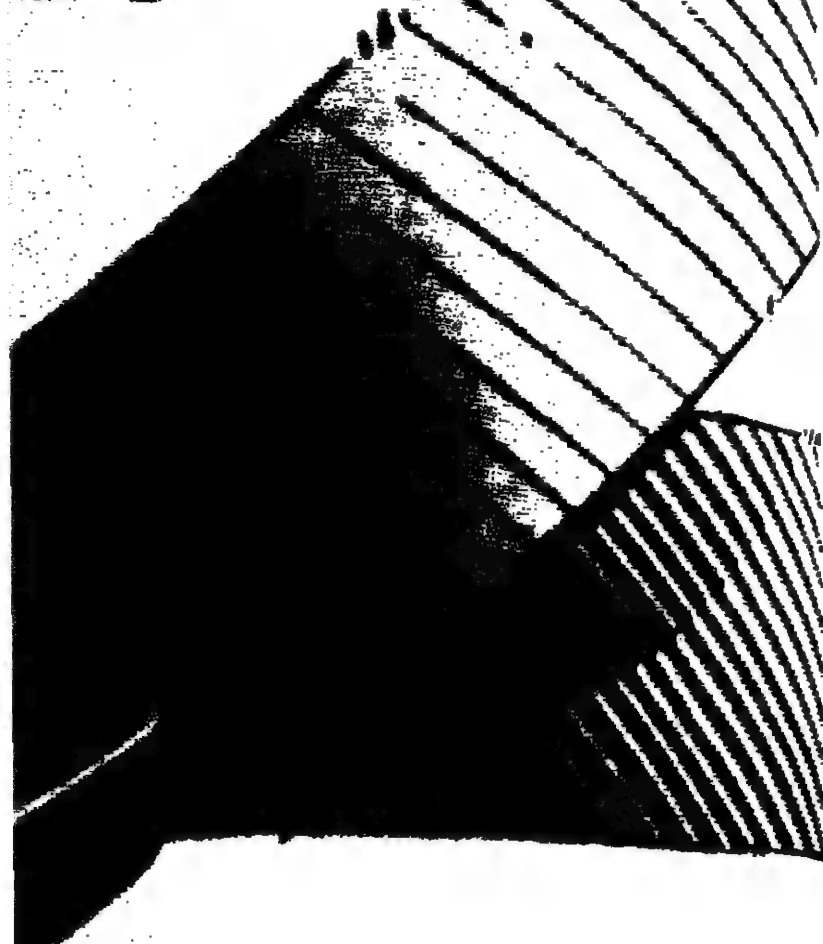
Le débat a été animé par le professeur [nom], qui a souligné l'importance de maintenir le dialogue et de trouver des solutions pacifiques aux problèmes. Les participants ont souligné l'importance de maintenir le dialogue et de trouver des solutions pacifiques aux problèmes.

**"Ce n'est pas normal
quartier comme la
manque d'animation
les bureaux sont fe.
Ça devrait continuer
à vivre, il faudrait
cinémas, des spect**

**A la Défense, Paris Ar
prépare les
Plus qu'un**

مكتبة الامن الاصل

Nez pas



Tarifs 50

Nice: 141

Mulhouse: 65

Montpellier: 110

Rouen: 20

La Baule: 63

Marseille: 90

SNCF

سؤال الالام

Le Monde

société

LE MONDE — Mercredi 30 avril 1980 — Page 13

TÉMOIGNAGE

Violences anticomunistes à Paris

Un lecteur de Paris, qui nous demande de préserver son anonymat, nous adresse le témoignage suivant : « J'ai été le témoin, dimanche 27 avril, d'un fait qui illustre de façon inquiétante la détermination et l'agressivité de certains éléments fascistes. »

Il y a 30 ans, comme chaque semaine quelques militants communistes (environ quatre) vendent l'Humanité - Dimanche et distribuent des tracts devant un supermarché du boulevard de Grenelle et de la rue du Commerce. Les tracts relatent l'agression dont ils ont été victimes la semaine dernière de la part d'éléments fascistes.

A quelques pas de là, un peu plus bas dans la rue du Commerce, se tiennent deux groupes d'une trentaine de fascistes, armés d'une arme de la Motte-Piquet. Soudain, l'un de ces groupes s'avance, insulte les militants communistes, bousculade, les tracts sont déchirés, les militants frappés. Un meneur exhorte la foule à l'aide d'un porte-voix : « Communistes assassins... Les gens, silencieux, regardent.

À bout d'un quart d'heure, un car de police se présente, quatre agents en descendant, armés de manchettes en bois, et se dirigent

vers le supermarché en essayant de disperser l'attroupement, deux fascistes qui commencent à faire le coup de poing sont interpellés. C'est alors que tous les groupes se rejoignent, encerclent les agents, les frappent violemment. La foule est stupéfaite, elle ne bouge pas.

Les fascistes tiennent bon, l'intervient alors et l'aide à évacuer vers une pharmacie toute proche l'un des gardiens de la paix s'efforce de les séparer et qui sera dirigé par le SAMU à l'hôpital. Ce n'est que dix minutes après l'évacuation qu'arriveront de modestes renforts, pour constater les dégâts.

La préfecture de police dénonce de ces faits une version totalement différente. Selon cette version, si des incidents se sont bien produits rue du Commerce, dimanche matin 27 avril, ils ont été provoqués par une bande de jeunes voyous qui agressaient les passants. Au cours de leur intervention, deux policiers ont été frappés et blessés légèrement par les jeunes gens. Plusieurs tentatives ont été effectuées et deux jeunes hommes, âgés respectivement de dix-neuf ans et de vingt et un ans, ont été inculpés de coups et blessures volontaires à agents de la force publique et mis à la disposition du parquet le lundi 28 avril.

A OSLO

Débat sur le consensus

A l'initiative de la Division des droits de l'homme et de la paix de l'UNESCO vient de se tenir une réunion consacrée au Consensus (le Monde du 10 mars) : dix pays, dont la France, participaient à ce débat riche et stimulant.

Mot-clé à valeurs multiples, selon les champs auxquels il s'applique, le consensus a principalement aujourd'hui une vocation internationale : à la fois inspiration et procédure propres à dégager de larges convergences sur des problèmes engageant la vie des peuples, il peut s'offrir comme la solution de la dernière chance.

A l'échelle des Etats, le consensus n'est pas de se diversifier, selon leur régime politique ou leur degré de développement. Tous les témoignages recueillis sont passionnants : entre autres, celui des écrivains africains, où le « palabre » est la forme ancestrale du consensus ; celui de l'Espagne, où se recherche

petite à permis de réconcilier les deux motifs d'une part, d'inspiration et d'opération d'un régime autoritaire et centraliste vers une synthèse démocratique entre l'autonomie des provinces et l'unité de la nation ; celui encore de la Yougoslavie, où le consensus, présent à tous les degrés de la pyramide, est le moteur véritable de la coexistence.

Trois conclusions à retenir : le consensus est un esprit que la confiance anime ; il est une éthique et un code qui se doit d'être clair ; rien d'autre n'est d'un « consensus ». Il est, enfin, une pédagogie : nous savons cela, nous autres Français chez qui l'esprit de participation, soufflé à travers les orages de 68, s'est vite enlaidi dans une spécieuse bonace, faite de toute préparation morale, sociale, culturelle. Le consensus ? Une enquête difficile et constamment menacée. — G. A.

● « Police, science, technologie et droits de l'homme ». — Sur ce thème, à partir du 29 avril et jusqu'au 9 mai, ont lieu, au bâtiment annexe de l'UNESCO, les journées du séminaire d'enseignement supérieur. Une conférence de M. le bâtonnier Fétit a lieu le mercredi 30 avril, à 10 h. 45, sur le sujet suivant : « La recherche de la preuve basée sur des données scientifiques fait-elle obstacle au respect des droits de l'homme ? »

● Bâtiment annexe de l'UNESCO, salle 12, 31, rue François-Bonville, 75013 Paris.

● Un soutien financier pour le foyer protestant de Paris. —

Après l'attentat commis le 19 avril au foyer de l'Association des étudiants protestants de Paris, 46, rue de Valenciennes, plusieurs associations et de nombreuses personnalités viennent de créer un collectif des amis de Valenciennes 46, qui lance un appel à un soutien financier pour aider à la remise en état des locaux. Le texte de l'appel déclare notamment : « Ayant pu, à des titres divers, bénéficier de l'hospitalité de cette maison et apprécier qu'il existe encore des lieux de libre parole, nous affirmons notre soutien et notre sympathie à tous ceux qui l'animent. »

● A.R.P.F., 46, rue de Valenciennes, 75013 Paris. O.C.P. Paris (85-50 2). Mention : « Attentat du 19 avril. »

UN COLLOQUE DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE A MARSEILLE

« La défense bâillonnée »

Marseille. — Après le droit social et le droit de la consommation, le Syndicat des avocats de France organisait les 26 et 27 avril à Marseille un colloque consacré à la défense pénale. Un choix que M^{re} Sixte Ugolini, du barreau de Marseille, a justifié en estimant que « la défense est de plus en plus bâillonnée », et que les interventions portant notamment sur la détention provisoire et le secret de l'instruction sont venues souligner.

La détention provisoire prend des proportions inquiétantes. Le nombre des prévenus — personnes détenues avant leur jugement — a augmenté de 30 % de 1970 à 1979, alors que, au cours de la même période, la population pénale s'est accrue de 14 %. Les raisons de ce phénomène, explique M^{re} Jean-Luc Rivroie, du barreau de Nanterre, tiennent à la façon dont les magistrats font appliquer la loi.

Le code de procédure pénale prévoit que la détention provisoire est impossible lorsque la peine encourue est inférieure à deux ans d'emprisonnement. Cette disposition, souligne M^{re} Rivroie, permet d'incarcérer à tort près d'un tiers de la population car la peine encourue n'est pas toujours celle qui luit sur le fronton de la condamnation.

En théorie, la détention provisoire ne peut être ordonnée qu'en cas de danger pour la société ou pour la personne, ou si elle est le seul moyen de garantir l'application de la loi.

De notre envoyé spécial

compable d'un vol mineur. Question : quel motif pousserait un citoyen à se rendre coupable d'un tel délit ?

L'infirmité des avocats face à la toute-puissance du juge a été évoquée par M^{re} Yann Chouquet, du barreau de Nantes, récemment condamné pour « délit d'obstruction » après les incidents de Plogoff. En principe, ce secret est absolu, mais une circulaire de 1979 précise qu'il doit être appliqué avec discernement à l'égard de la presse et qu'il peut être enlevé par la police ou les magistrats pour les besoins de l'enquête, notamment lorsqu'il faut faire appel à des témoins. De même, le procureur de la République peut-il publier un communiqué lorsqu'il estime utile « de rectifier des erreurs pouvant figurer dans les journaux » ?

Une position inconfortable

En réalité, explique M^{re} Rivroie, il est possible d'échapper à la détention provisoire. Il faut pour cela « avoir quarante ans, un casier judiciaire vierge, être propriétaire de son appartement, travailler depuis vingt ans chez le même employeur, être père de trois enfants » et s'être rendu

A l'issue de leurs travaux, les cent dix participants ont décidé une campagne nationale pour obtenir l'égalité des droits entre la défense et l'accusation pendant l'instruction. Ils ont aussi décidé de solliciter le soutien des avocats de province pour obtenir la suppression des portiques de détection installés dans les prisons de la banlieue parisienne.

M^{re} Henri Leclerc, du barreau de Paris, lorsqu'il faut demander l'annulation d'erreurs de procédure, dont une loi de 1978 (article 802 du code de procédure pénale) précise qu'elle ne peut être prononcée qu'à l'initiative du procureur. Autrement dit, cette annulation n'est pas automatique. Elle est soumise au bon vouloir du magistrat, qui apprécie s'il y a lieu ou non de la décider, à charge pour l'avocat de prouver que son client est innocent.

La pratique des tribunaux est ainsi inquiétante encore. N'a-t-on pas vu récemment une cour d'appel extorquer une acquiescence irrégulière en affirmant que les inculpés, « manifestement de mauvaise foi », auraient de toute manière ni le recel du butin d'un hold-up découvert chez eux par la justice, ni les enlèvement ?

Ce respect pointilleux des règles peut donner à tort, estime M^{re} Leclerc, « le combat pour le respect des formes est un combat pour la défense des libertés ». Face à l'extension des droits de la défense, l'avocat doit « frapper systématiquement toutes les violations » de la loi, avec ce risque, néanmoins, de retarder la mise en liberté de l'inculpé et de « salir » le magistrat dont il dénonce les irrégularités. Ce n'est pas l'une des moindres contradictions de l'efficacité, basée parfois à se prévaloir de ses droits et de ceux de son client, ou plutôt de ceux qui leur restent.

BERTRAND LE GENDRE.

Faits et jugements

Seission chez les juristes démocrates.

Trois membres de l'Association française des juristes démocrates (A.F.J.D.) — qui groupe environ trois cents avocats, universitaires et chercheurs — viennent d'adresser une lettre de démission collective au bureau de cette association. Ils ont décidé de fonder un autre groupe, Libres juristes (2), qui, à l'initiative d'indépendants de tout parti, pourra œuvrer véritablement pour la défense et le développement des libertés publiques et individuelles.

On compte beaucoup de communistes parmi les juristes démocrates, indique M^{re} Jean-Michel Brunschwig, l'un des fondateurs des Libres juristes. Depuis la rupture de l'union de la gauche et le durcissement de la ligne communiste, les relations étaient devenues plus difficiles. L'intervention soviétique en Afghanistan, la situation s'est aggravée.

Le 28 janvier, la majorité des membres de l'Association française des juristes démocrates, réunie en conseil, a condamné cette intervention. Mais la minorité obtenait que son point de vue figure dans le communiqué final. Trois personnes condamnant l'intervention soviétique mais l'attitude américaine. Sept autres refusaient de se prononcer sur l'action soviétique. La majorité d'entre nous avait accepté que nos différences soient énoncées, précise M^{re} Nuri Albaladejo, membre du secrétariat de l'Association.

sociation des juristes démocrates. Je ne comprends pas pourquoi on innoque maintenant cette affaire comme motif de la scission.

(1) 13, rue Nicolo, 75013 Paris.
(2) 17, rue Alphonse-de-Muillart, 75017 Paris.

Les Q.S.R. et le non-droit.

L'un des avocats de Charles Bauer, M^{re} Francis Teigen, a saisi, lundi 28 avril, le tribunal administratif de Paris d'une requête en référé afin de « connaître les motifs du placement » de son client « dans un quartier spécial et de voir communiquer le règlement qui régit ses conditions de détention ». Charles Bauer, devenu bénéficiaire d'une libération conditionnelle en 1971, a, en effet, été arrêté le 6 novembre 1979, pour complicité avec Jacques Mésrine, et aussitôt placé en quartier de sécurité renforcée à Fleury-Mérogis (Essonne), puis à la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne). Le mémoire ampliatif déposé par M^{re} Teigen souligne, notamment, le fait que les décisions de placement des détenus en Q.S.R. semblent échapper à un « contrôle juridictionnel » dans le cas d'une détention provisoire. Le mémoire indique : « Ainsi, une partie non négligeable de l'incarcération carcérale est, à l'heure actuelle, dans une zone de non-droit. » Dans son mémoire en défense, la chancellerie indique, entre autres, que le règlement des Q.S.R. est affiché dans les cellules.

L'ordonnance sera rendue dans quelques jours.

Les usagers de la carte orange perdent leur procès contre la S.N.C.F.

La chambre des requêtes du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Pierre Drai, a rejeté, par un jugement rendu le lundi 28 avril, les demandes formées devant elle par les trois mille quatre cent vingt-deux usagers de la carte orange qui estimaient avoir droit à un remboursement partiel par la S.N.C.F. du prix forfaitaire de ce titre mensuel de transport, en raison d'une grève des cheminots qui avait perturbé le trafic de leurs lignes habituelles entre le 14 et le 18 janvier dernier (le Monde du 16 avril).

Le jugement, fondé sur la possibilité qu'offre la carte orange d'utiliser « non seulement les services de la S.N.C.F., mais aussi ceux de la R.A.T.P. et des lignes agréées par elle », a estimé dans ces conditions qu'il incombait à chacun des titulaires du titre de transport de se dérouter pendant le 14 et le 18 janvier 1979, s'il avait eu à sa disposition un autre moyen de transport que le chemin de fer et, d'autre part, qu'il n'avait pas à se voir reconnaître des moyens auxquels lui donnait droit son titre, pas plus que les transports de remplacement mis alors à sa disposition par la S.N.C.F.

Pour le tribunal aucun d'eux, n'ayant rapporté cette preuve ni justifié qu'il n'aurait pu utiliser la carte orange pour un autre moyen de transport, ne peut prétendre à un remboursement partiel.

Quant à la façon dont cette preuve de non-utilisation aurait pu être rapportée, le jugement semble à l'origine en indiquant que les usagers auraient pu, par exemple, déposer leur coupon dans la gare où ils ont l'habitude de venir prendre leur train.

On notera enfin que la plainte du Comité d'usagers des transports en commun de la région parisienne (CUTCRP), qui était lui aussi demandeur, a été déclarée irrecevable, cette association de défense des consommateurs n'ayant pas reçu l'agrément prévu par la loi du 27 décembre 1973, auquel est subordonné pour ce type d'association le droit d'agir en justice. Le Comité a d'ores et déjà annoncé son intention d'interjeter appel d'un jugement qui, selon lui, « ne règle rien ».

"Ce n'est pas normal qu'un quartier comme la Défense manque d'animation dès que les bureaux sont fermés. Ça devrait continuer à vivre, il faudrait des cinémas, des spectacles..."

A la Défense, Serete Aménagement prépare Les Quatre Temps. Plus qu'un centre. Un centre-ville. Serete Aménagement, 63, rue La Boétie 75008 Paris. 225.71.56

83.000 F DE MOINS SUR VOTRE DEUX PIÈCES.

Cette diminution considérable de votre investissement (169.000 F au lieu de 252.000 F, soit 33 % environ), est rendue possible par la location de votre appartement, pendant 9 ans, à une société de gestion qui le meublera.

Pas d'apport personnel et pendant 9 ans : 6 semaines de vacances par an à Cap d'Agde ; les services de la résidence ; aucune charge à payer ; échange avec d'autres stations à la mer et à la montagne.

*Prix d'un deux pièces 4/5 personnes avec terrasse et jardin.

Cap d'Agde

Bon pour une documentation gratuite à retourner à l'adresse ci-dessous

Nom _____ Profession _____ Adresse _____ Tél. _____

105, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 263.10.64

CP 001

... de l'Union...
... de la solidarité des étudiants...

Un colloque du Club de l'Horloge

ÉGALITARISME ET LIBERTÉ

L'éducation, cette « première partie de la politique », et aussi « la deuxième », et aussi « la troisième », comme le pensait Michelet, aurait-elle en train de redevenir une préoccupation majeure dans notre pays ? Déjà, dans les années qui suivirent 1968, les responsables politiques y cherchèrent les raisons d'une explosion qui venait de nourrir leur épouvante. L'intérêt rebondit. L'école s'entrouvrait-elle à ce point aujourd'hui qu'elle inquiète à nouveau avec urgence ? En tout cas, le Club de l'Horloge (1) avait, depuis plusieurs mois, choisi le thème du colloque, réuni à Paris, le samedi 28 avril, dernier jour d'une semaine marquée par les manifestations visibles d'une crise de l'enseignement public.

Pour les animateurs du Club de l'Horloge, qui, nous ont tout assimilé avec la nouvelle droite, se définissent comme de « nouveaux républicains », le péril est aux portes de la cité. La malaise enseignant ? « Même si on se le crée soi-même, comme le disent certains », confie M. Eugène Bernat, député U.D.F. du Finistère, et secrétaire national chargé de l'enseignement au parti républicain, il n'en reste pas moins une réalité. Le recrutement massif opéré dans les années 60 au détriment de la qualité n'y est pas étranger à ses yeux.

M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du Club de l'Horloge voit, pour sa part, l'origine « du désen-

chaînement » dans la constatation que la suppression des filières dans l'enseignement secondaire, mise en œuvre « sous la pression des forces dominantes de l'éducation nationale » (« les syndicats d'obédience socialiste ») n'a pas obtenu les résultats qu'ils en attendaient.

Pouvoir et fidélités

Du côté des parents, ce n'est pas mieux. Les votes, décrit M. Barrot, déposés du « pouvoir » dont ils ont disposé pendant longtemps, de choisir entre deux systèmes scolaires, puis, depuis la loi Debré d'aide à l'enseignement privé, en 1959, les différences entre le public et le privé se sont atténuées. La liberté des parents n'est plus qu'un leurre. D'ailleurs les valeurs qui véhiculaient les deux enseignements — le sens de l'effort, la sanction du mérite individuel, le goût du travail, le sens civique, l'ardeur patriotique... — sont menacées et contestées au sein même du système éducatif, au dire du président du Club de l'Horloge, M. Yvan Blot, membre du comité central du R.P.R., chef de cabinet de M. Bernard Pons, le secrétaire général de ce mouvement. « L'égalitarisme, estime-t-il, heurte de front l'idéologie du mérite individuel issu de la révolution française. L'idéologie de la lutte des classes a effacé par ailleurs le sens civique et le patriotisme en opposant les citoyens entre eux. »

Il est donc grand temps que cesse le divorce entre le monde culturel et le monde politique. L'éducation nationale doit retrouver son « devoir suprême » de former des citoyens. Car, comme en 1789, l'autorité de l'Etat se heurte à de grandes féodalités : intelligentes, syndicales, politiques, et technocratiques font souvent primer leurs points de vue sur celui du pouvoir directement issu du suffrage universel. Le Club de l'Horloge a préparé une proposition de loi d'orientation sur l'enseignement de l'histoire qui devrait être « renforcé autour de l'histoire de France et dans un cadre chronologique ». Il demande que les parlementaires se saisissent, à nouveau, du problème du contenu même de l'éducation.

Parmi les propositions qu'il formule pour transformer l'enseignement, il place en premier lieu le libre choix par les parents de l'établissement scolaire à l'intérieur même de l'enseignement public. « Les parents devraient ainsi d'un poids réel et non symbolique sur les méthodes et le contenu de l'enseignement délivré à leurs enfants. » La Club de l'Horloge compte assez de dirigeants et d'amis au sein des cabinets ministériels pour que ses idées fassent leur chemin. Loin des « féodalités », des politiques et des technocrates ?

CHARLES VIAL

(1) Club de l'Horloge, 34, rue de Montessuy, 75007 Paris.

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION » SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Ne l'a-t-on assez dit ? Nos enfants n'apprennent plus l'histoire ! Plus : quand ils l'apprennent, ils ne savent plus rien. « Aux armes, etc. » Cela, c'est ce que ne cessent de répéter certains parents qui feuilletent les livres d'images appelés nouveaux manuels d'histoire ; ou certains professeurs déconcertés par les études « diachroniques » et les « plongées ponctuelles » ; ou encore les hommes politiques attachés au patrimoine national ou au sens de l'histoire.

Cette campagne multiple, diffuse, le Monde de l'éducation du mois de mai (1) s'efforce d'en dévoiler les raisons. A l'occasion d'une enquête dans les classes et auprès des enseignants, Edwy Plenel constate qu'il existe effectivement un malaise dans l'enseignement de l'histoire, qui tient moins aux circulaires ministérielles et aux programmes qu'à la place assignée aujourd'hui à l'histoire dans notre enseignement.

Discipline « utilitaire » dans les débuts de la III^e République, à une époque où les instituteurs étaient chargés de former des citoyens acquis à l'idéal laïc et républicain, l'histoire n'a plus aujourd'hui de fonction bien précise à l'école. Elle a « perdu son âme ».

Mais elle n'en a pas pour autant perdu sa place dans l'emploi du temps. L'enquête du Monde de l'éducation montre que la moitié des instituteurs font encore régulièrement leur « leçon » d'histoire et que, dans le second degré, les cours tra-

ditionnels avec accumulation de faits et de dates ont la vie dure, malgré les transformations de la population scolaire, moins « brève » que naguère.

Les enfants d'aujourd'hui sont-ils plus canotiers que ceux d'hier ? Les sottises empruntées aux différentes générations d'écoliers montrent bien qu'il n'en est rien. La « réforme Haby » n'est pas seule responsable des « perles » historiques relevées au fil des copies, non plus que l'histoire « en miettes » offerte par la télévision. L'enquête du Monde de l'éducation montre que c'est l'introduction de nouvelles méthodes — inspirées notamment de l'école des Annales — sans aucune préparation des enseignants, qui a jeté le trouble : l'enseignement de l'histoire à grandes enjambées n'est pas forcément plus facile que la chronologie détaillée. Et l'analyse de documents suppose une formation pédagogique que les enseignants n'ont pratiquement pas aujourd'hui.

Pour que les professeurs de la vieille école renouent à des méthodes qui rebutent aujourd'hui les élèves, il faut un vrai recyclage. Et, pour que les « jeunes Turcs » ne se noient pas dans la « nouvelle histoire » — aux et leurs élèves, — il leur faut une formation sérieuse. Sinon, c'est la « reconversion manquée » à laquelle on assiste aujourd'hui dans les écoles, collèges et lycées.

(1) Le Monde de l'éducation, 7 P. mai 1980.

école des cadres
du commerce et des affaires économiques
92, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. 747.06.40-41

Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte
reconnu par l'Etat.

Depuis 27 ans, formation de cadres opérationnels en 3 ans
d'études concrètes dispensées par des méthodes actives.

Admission : exclusivement aux concours d'entrée.
(8 centres d'examen Paris et Province).

Spécialisations : marketing - gestion des PME -
commerce international - gestion financière - organisation
informatique.

Options : DECS [expert-comptable] - bilingue
français-anglais - français-arabe - informatique.

Enseignement post-EdC : Dallas - Londres.

concours d'entrée
obligatoire : 3-4 Juin.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

R 60
le chariot
à l'extraordinaire
stabilité latérale

Agences :
PARIS-SUD Tél. 207.37.04
PARIS-NORD Tél. 202.80.88

STILL

Se perfectionner, se préparer
la langue est possible
en suivant

LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC
cours avec explication en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCM
8, rue de Belfort - 75008 Paris

R 43
une gamme complète
de chariots thermiques

Agences :
PARIS-SUD Tél. 207.37.04
PARIS-NORD Tél. 202.80.88

STILL

ANGLETERRE
3 formules

BRITISH EUROPEAN CENTRE
5, rue Richemont, 75008 Paris Tél. 206.18.14

M : _____ Rue : _____
Code postal : _____ Ville : _____

souhaitez recevoir votre brochure BEC

adultes étudiants élèves

R 50
le chariot 3 roues
le plus vendu au monde

Agences :
PARIS-SUD Tél. 207.37.04
PARIS-NORD Tél. 202.80.88

STILL

Collection PILOTE

le reflet de la
bande dessinée
d'aujourd'hui



Buzzelli
L'AGNONE
C'est toute
la bande dessinée
en tant que genre qui
s'enrichit et se libère
avec les fantasmes
de Guido Buzzelli



Druillet Picotto
**FIRAZ
ET LA
VILLE FLEUR**
le lyrisme fantastique
de Druillet
et le délire baroque
de Picotto

DARGAUD ÉDITEUR
CHEZ VOTRE LIBRAIRE

STAGES D'ANGLAIS

Sessions intensives : du 2 au 27 juin 1980,
60 heures à raison de 3 heures par jour.

Renseignements et inscriptions : Université de Paris-VIII, Service
Formation Permanente, route de la Tournelle, 75571 Paris Cedex 12
Tél. : 374-92-26 ou 374-12-50, poste 389.

Jeunes gens... et après le BAC ?

Préparez en deux ans l'Ecole spéciale militaire
de SAINT-CYR et devenez OFFICIER
de l'armée de Terre !
DES CLASSES PRÉPARATOIRES DANS TOUTE
LA FRANCE !

Concours Lettres :
PARIS : Lycée Henri-IV, 23, rue Clovis, 75007 Paris.
Tél. 329.90.50.
NANCY : Lycée Poincaré, 2, rue de la Visitation,
54000 Nancy. Tél. (83) 35.30.86.
TOULON : Lycée Dumont-d'Urville, B.P. 226, 83000 Toulon.
Tél. (94) 41.00.90.
AUTUN : Collège militaire, 71406 Autun. Tél. (85) 52.23.25.

Concours Sciences :
BORDEAUX : Lycée Montaigne, cours Victor-Hugo,
33000 Bordeaux. Tél. (56) 91.10.10.
STRASBOURG : Lycée Kléber, place de Bordeaux,
67000 Strasbourg. Tél. (88) 36.04.65.
LE MANS : Collège militaire, 72017 Le Mans.
Tél. (43) 84.65.55.

Concours Lettres et Sciences :
AIX-EN-PROVENCE : Collège militaire,
13017 Aix-en-Provence. Tél. (91) 62.58.90.
SAINT-CYR : Collège militaire, 78210 Saint-Cyr.
Tél. 460.81.90.
LA FLECHE : Prytanée militaire, 72200 La Flèche.
Tél. (43) 94.03.96.

* Réservés en priorité aux fils de militaires et de fonctionnaires.

INSCRIVEZ-VOUS !
Avant le 1^{er} juin, auprès de l'établissement de votre choix.

RENSEIGNEZ-VOUS !
Après de ces établissements.
Au Commandement des écoles de l'armée de Terre,
37, bd du Port-Royal, 75013 Paris. Tél. 555.95.20,
postes : 43171, 43193.

Malgré la hausse, il existe encore chez M.P. de très belles alliances diamant à moins de 5000 F.

Diamants de placement
purs à la loupe 10 fois
(Quelques exemples)

Poids en carat	Couleur	Prix T.T.C.
0.51	Blanc extra + F	29 400 F
0.60	Blanc extra G	29 900 F
0.76	Blanc except. E	67 900 F
0.95	Blanc except. E	112 800 F

Documentation gratuite M sur demande

MP
Joaillier-Conseil
Tél. 260.31.44
8 pl. de la Madeleine
86 rue de Rivoli
138 rue La Fayette

"Avec tout le monde qu'il y a
à la Défense, on devrait
trouver plus de boutiques
pour s'habiller, des noms
connus, des grands de la mode..."

À la Défense, Serete Aménagement
prépare Les Quatre Temps.
Plus qu'un centre. Un centre-ville.
Serete Aménagement, 63, rue La Boétie 75008 Paris. 225.71.58

RELIGION

Le voyage de Jean-Paul II en Afrique

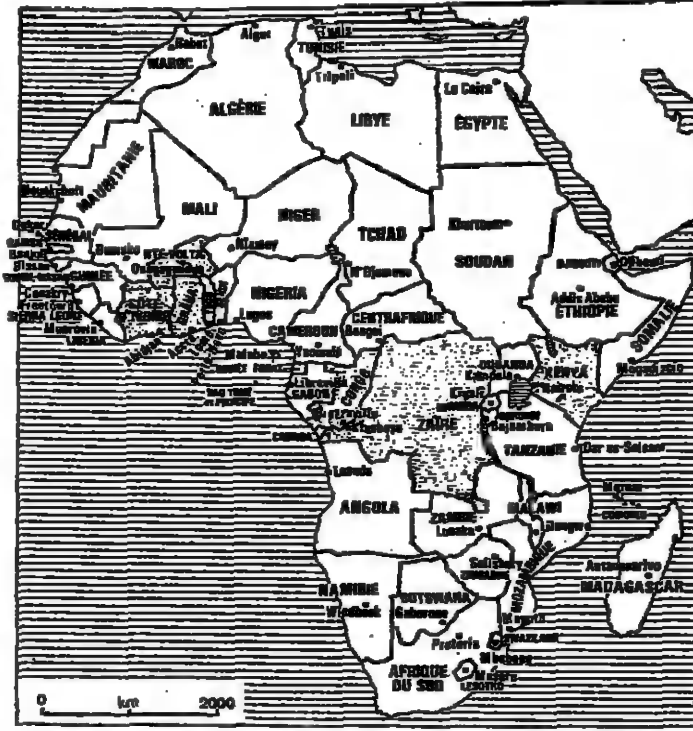
par ALAIN WOODROW

I. — « JE SUIS NOIRE, MAIS BELLE ! »

« Nigrité, sed formosa ! » : ce mot, qui désigne la beauté de la femme africaine, est au début du Canticum des cantiques — « Je suis noire, mais belle ! » — est comme l'annonce d'un destin. « Nigrité, sed formosa ! » : ce mot, qui désigne la beauté de la femme africaine, est au début du Canticum des cantiques — « Je suis noire, mais belle ! » — est comme l'annonce d'un destin.

Les six pays africains que Jean-Paul II doit visiter, du vendredi 2 au lundi 12 mai — le Zaïre, le Congo, le Kenya, la Haute-Volta et la Côte-d'Ivoire, — sont tous dans la zone intertropicale, sous les tropiques, par leur taille, leur situation économique et politique, et surtout par la place qu'y occupe l'Eglise catholique. Au total, on compte cinquante millions de catholiques, soit 12 % de la population du continent africain.

représentent, respectivement, 45 % et 37 % de la population, alors que la proportion dans les quatre autres n'est que de 18 %, 13 %, 7 % et 12 %. Le Kenya et le Ghana sont anglophones, alors que les autres sont francophones. Le Zaïre et la Haute-Volta connaissent un régime militaire, le Congo un régime marxiste, et les trois autres, le Kenya, le Ghana et la Côte-d'Ivoire, sont des Républiques. Le pape aura ainsi un échantillon de la véritable mosaïque que constituent les États du continent africain.



Les six pays dans lesquels se rendra Jean-Paul II sont en gris.

Des conditions de vie difficiles
A cet élatement ethnique s'ajoute un autre frein à l'unité africaine : l'instabilité politique. Une étude publiée par Pro mundi vitz sur « Les catholiques et la politique africaine » constate : « Entre 1960 et 1962, la moitié des quarante-quatre ex-colonies groupées au sein de l'Organisation de l'unité africaine ont obtenu leur indépendance. Depuis cette époque, les forces armées de l'Afrique indépendante ont effectué seize interventions de grande envergure dans les affaires intérieures de leur pays. Dès avant 1975, cela a eu pour conséquence l'accession au pouvoir de quinze régimes militaires et l'impopularité croissante du rôle des militaires sur la scène nationale. Il est évident que, malgré le fait qu'entrent en ligne des soldats militaires, les phénomènes ont été et sont de plus en plus d'ordre politique (1) ».

Et puis, les catholiques, qui représentent quelque 12 % de la population totale de l'Afrique, sont loin d'avoir trouvé l'unité d'action des Latino-Américains, par exemple, qui ont créé un conseil des évêques nationaux, le CELAM. En Afrique, au contraire, les évêques ne sont pas tous d'accord sur la nécessité d'une telle coordination de leurs efforts. Au contraire, ils ont une attitude plus réservée. Pour certains, la libération vise moins une oppression politique qu'une oppression économique. Ils ont une attitude plus réservée. Pour certains, la libération vise moins une oppression politique qu'une oppression économique.

En refusant les valeurs positives de la culture africaine, le pape a visité à Kampala en 1968, Paul VI, adressant un symposium des évêques, à l'occasion de la fête de la Pentecôte, un message de réconciliation et de l'Eglise à la culture africaine. « Si vous voulez épurer les péchés possibles du pluralisme religieux, a dit le pape, et, par conséquent, vous débarrasser de votre profession chrétienne une espèce de folklorisme local, ou bien de racisme exclusiviste ou de tribalisme égoïste, ou encore de séparatismes arbitraires, vous pouvez demeurer sincèrement africains, même dans votre interprétation de la vie chrétienne ; vous pouvez apporter à l'Eglise catholique la contribution précieuse et originale de la « négritude » dans l'heure de l'histoire, elle a particulièrement besoin. »

blanche, celui d'avoir sapé le système social traditionnel, en introduisant dans la vie des familles et des communautés un individualisme occidental étranger au communisme africain. En Tanzanie, le président Nyerere, socialiste et catholique, a mis en place une forme d'organisation communautaire qui correspond parfaitement à la mentalité africaine, et qui semble avoir influencé l'Eglise catholique. La formation systématique de petites communautés chrétiennes devrait être la clé des priorités pastorales des années qui viennent, a proclamé en 1970 les évêques d'Afrique de l'Est réunis à Nairobi. Et la même idée a été exprimée ensuite par les évêques de Tanzanie (1971), du Kenya et du Soudan (1973), etc.

Des adultes responsables
En définitive, les catholiques africains demandent à être traités en adultes responsables. Moins de l'adulte responsable, ils ne veulent pas couper le cordon ombilical avec les Eglises mères, comme il fut tenté en 1960, lors de la création de l'Organisation mondiale des Eglises africaines, ou encore de l'Organisation mondiale des Eglises africaines, ou encore de l'Organisation mondiale des Eglises africaines.

SPORTS

JEUX OLYMPIQUES

La Fédération française de tir se prononce pour le boycottage

Après la Fédération française des sports équestres, la Fédération française de tir a pris, à son tour, position contre la participation des tireurs français aux Jeux olympiques de Moscou (1). Dans un communiqué, publié lundi 28 avril, la F.F.T. indique que « le comité directeur de la Fédération française de tir, réuni à Paris, a décidé de boycotter les Jeux olympiques de Moscou ».

Le 26 avril, a mandaté son président, M. Pierre-Etienne Guyot, pour prendre position contre la participation de la France aux Jeux olympiques lors de la réunion des présidents des fédérations olympiques du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), le mardi 13 mai.

aux Jeux olympiques, manifestation culturelle sportive capitale, et rencontre irremplaçable entre les hommes et les peuples, qui contribue directement à la détente et à la paix. Avec le mouvement sportif français unanime, il se prononce pour que les Jeux olympiques se tiennent normalement à Moscou, et que soit ainsi sauvegardé le caractère universel du mouvement sportif mondial.

« Consciences » muettes

Samedi 28 avril, une équipe sud-américaine de rugby, les Jaguars, formés pour une bonne part de joueurs argentins, a été battue (24-0) à Johannesburg par la célèbre équipe sud-africaine des Springboks. Le résultat du match n'a donné lieu qu'à quelques télégrammes. Il n'a, en tout cas, provoqué aucune réaction. Il y a encore quelques mois une telle rencontre, dans le contexte de la préparation des Jeux de Moscou, aurait été considérée comme inacceptable, et l'Union soviétique, comme au demeurant bon nombre de pays africains, aurait demandé, exigé, le boycott des pays coupables d'entretenir des liens sportifs avec « le régime raciste de Pretoria ».

Aujourd'hui, retour de bâton, le retourisme vise d'autres cibles, d'autres causes. C'est l'offensive boomerang. Et l'Union soviétique, après avoir utilisé, en 1975, la victime, l'Afrique du Sud, a été chassée des pensées, l'actualité est en Afghanistan. Imagine-t-on, par exemple, que la France

VOILE

Les tentatives contre le record de la traversée de l'Atlantique ont échoué

Les trois voiliers, qui s'attaquaient au record de la traversée de l'Atlantique, vieux de soixante-quatre ans, viennent de subir des échecs marqués. En mai 1905, le trois-mâts goélette « Atlantic » avait traversé l'Océan des Etats-Unis à l'Anglaisse (cap Léopard) en 12 jours 4 heures 1 min. 14 sec. Depuis lors, malgré d'innombrables tentatives, personne n'a pu mieux faire que le capitaine Charlie Barr et les cinq marins professionnels du grand voilier en acier de 57 mètres de long.

Le vendredi 4 avril, à 15 heures, heure française, le trimaran de 16 mètres Kouszaki et le monocoque de 21 mètres Cardo-france ont quitté New-York. Le premier chavira vingt-cinq heures plus tard ; une heure après ce naufrage, Eugène Rigaudi, Gilles Gahinet et Eric Duchesne sont repartis par un cargo japonais. Leur bateau, porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc, puis remorqué par l'escorteur Forbin. Ces trois hommes ont eu beaucoup de chance. Sous la conduite de Thierry Machereu, Cardo-france, avec quinze hommes à bord, effectuait la traversée en dix-sept jours, dix-huit minutes. Paré quelques jours après, ce deuxième bateau, le monocoque Fernande, aux mains de Pierre English, franchit l'Océan en quinze jours, vingt-deux heures, quarante-deux minutes, trente-cinq secondes.

Une fois encore on constate que le record d'Atlantic est très difficile à battre : il a été établi par un voilier rapide et bien équipé, qui a disposé en outre de circonstances très favorables. Les deux premières conditions sont relativement faciles à réunir ; la troisième est très aléatoire.

D'autres tentatives auront lieu dans un avenir rapproché. Plusieurs navigateurs américains, qui vont gagner l'Europe pour prendre le départ de la sixième Transatlantique en solitaire, dont le 7 juin à Plymouth, profiteront de cette occasion pour se mesurer avec le légendaire capitaine Charlie Barr. Un multi-

RUGBY

UN TOURNOI DES PROVINCES DE FRANCE

Tirant les leçons des échecs du XV de France lors du dernier Tournoi des Cinq Nations, le comité directeur de la Fédération française de rugby (F.F.R.) vient de modifier le calendrier de la prochaine saison. Celle-ci débutera le 19 août, soit un mois plus tôt que la saison dernière, et, contrairement aux années précédentes, des matches seront disputés les jours de fête.

Le nouveau calendrier permettra d'organiser un tournoi des provinces de France entre le Sud-Ouest, la Gascogne, le Centre-Sud et le Languedoc-Roussillon au mois de décembre afin de sélectionner un groupe de jeunes joueurs qui prépareront le Tournoi des Cinq Nations.

Les cancers

La majorité ne bénéficie pas

Le cancer est la cause du décès n°1 en France. Il tue chaque année 150 000 personnes. La majorité de ces victimes ne bénéficie pas des progrès de la médecine anticancéreuse. Les traitements anticancéreux sont coûteux et souvent inefficaces. La majorité des patients ne bénéficie pas des progrès de la médecine anticancéreuse. Les traitements anticancéreux sont coûteux et souvent inefficaces.

Le cancer est la cause du décès n°1 en France. Il tue chaque année 150 000 personnes. La majorité de ces victimes ne bénéficie pas des progrès de la médecine anticancéreuse. Les traitements anticancéreux sont coûteux et souvent inefficaces. La majorité des patients ne bénéficie pas des progrès de la médecine anticancéreuse. Les traitements anticancéreux sont coûteux et souvent inefficaces.

Le Monde

MEDECINE

Les cancers du sein

La majorité des malades ne bénéficient pas du traitement adéquat

Espoir et réalités

par le professeur MICHEL BOIRON et le docteur ANDRÉ GORINS (*)

Dans tous les pays occidentaux, le cancer du sein est le plus fréquent et le plus meurtrier des cancers féminins. Chez les femmes d'âge moyen (entre cinquante et cinquante-cinq ans), un décès sur cinq lui est imputable et sa fréquence ne cesse de croître avec l'âge, à tel point qu'à quatre-vingt-cinq ans le risque dépasse 12 %.

Les chances de guérison d'une femme atteinte d'une telle tumeur dépendent largement de la précocité du diagnostic : elles sont deux fois plus grandes pour une tumeur débutante et localisée que pour une lésion connaissant ne serait-ce qu'un début de diffusion ganglionnaire. C'est dire l'importance majeure du dépistage clinique systématique, auquel devraient être sensibilisés tous les praticiens, et de l'emploi de méthodes modernes plus précises (radiographies mammaires de sécurité notamment) chez les femmes qui présentent un risque particulier.

Jusqu'à des temps récents, le traitement d'un cancer du sein reposait essentiellement sur une chirurgie mutilante, complétée parfois de radiothérapie et de tentatives d'action hormonale (castration) variées. Les enquêtes exhaustives aux Etats-Unis ont montré que, de 1955 à 1975, aucun progrès n'avait pu être enregistré dans le taux moyen de survie des patientes ainsi traitées.

Ces taux sont évalués sur cinq et dix ans, et l'on ne pourra donc mesurer avant un long délai l'incidence des progrès enregistrés ces dernières années, lesquels concernent essentiellement l'établissement de nouveaux concepts et de stratégies thérapeutiques définies relevant de multiples disciplines.

Après d'interminables polémiques, un consensus s'est enfin établi pour condamner les ablations mutilantes et trop souvent invalidantes qui furent si longtemps de règle. On peut déplorer qu'en dépit de ce consensus, un certain nombre de chirurgiens mal informés pratiquent encore trop fréquemment de telles opérations qui devraient être réservées à des cas exceptionnels.

La physiologie du sein dépend étroitement de l'équilibre hormonal. Des découvertes récentes concernant tant l'identification, dans les tumeurs, de récepteurs hormonaux, de récepteurs prouvant l'hormono-dépendance que la synthèse d'anti-hormones autorisant une intervention thérapeutique affinée. Cette double acquisition permet, à la fois, d'identifier les patientes susceptibles de bénéficier d'un traitement hormonal, et de conduire ce traitement sans qu'il implique de nouvelles mutilations ou des perturbations hormonales importantes.

Encore faut-il que, lors de chaque biopsie ou excrèse, la mesure de ces récepteurs soit entreprise sur les tissus ainsi prélevés. Ce qui est, hélas ! loin d'être le cas, en dépit des indications si importantes qu'apporte cette mesure, non seulement pour guider la thérapeutique, mais pour prévoir l'évolution de la maladie.

Le traitement des cancers du sein a bénéficié également des progrès accomplis dans la découverte et dans le maniement de drogues détruisant les cellules malignes. Une quinzaine de substances au moins se sont révélées capables d'entraîner une régression des cellules, et ce sont des combinaisons de ces produits que l'on utilise aujourd'hui. Leur toxicité plus ou moins marquée exige que leur prescription soit faite à bon escient et leur application surveillée par des équipes compétentes. Le recul n'est, en effet, pas encore suffisant pour pouvoir juger de leurs indications exactes, et leur efficacité — indiscutable dans certains cas — doit être évaluée systématiquement en fonction de leurs inconvénients.

La multiplicité et la complexité de ces démarches thérapeutiques successives ou simultanées expliquent qu'elles exigent la collaboration étroite d'une véritable équipe de spécialistes, comportant des gynécologues ou endocrinologues très avertis des problèmes hormonaux liés à la cancérologie mammaire, des biologistes à même de conduire les dosages des récepteurs présents dans le sein atteint, des anatomo-pathologistes, des chirurgiens rompus aux techniques de chirurgie plastique permettant d'éviter toute mutilation inutile, des radiothérapeutes et des chimiothérapeutes à même de proposer et d'harmoniser les bienfaits respectifs des rayons et des drogues dans les cas précis qui leur sont soumis.

La diversité des situations qui peuvent se présenter, tant en raison du degré d'évolution de la tumeur que de sa nature, de ses liens hormonaux, et de l'âge de la patiente, le caractère encore trop récent pour qu'il soit parfaitement codifié de certaines entreprises thérapeutiques justifiant l'impossibilité d'établir un modèle-type universel de traitement des tumeurs mammaires.

Chaque cas est singulier, et une stratégie appropriée, individuelle, doit lui être appliquée par un collectif médical.

Cet idéal est malheureusement loin d'être atteint, et, en dépit d'initiatives d'autant plus remarquables qu'elles sont isolées, la grande majorité des femmes atteintes d'un cancer du sein ne bénéficient ni des bienfaits d'un dépistage précoce, ni des ressources actuelles de la thérapeutique : elles se voient même appliquer des traitements tantôt inutilement mutilants, tantôt toxiques, et tantôt inappropriés à leur état, traitements qui amoindrissent considérablement leurs chances de survie.

Le bilan des connaissances actuelles et des acquisitions de cette dernière décennie sur le cancer mammaire, que vient de publier une célèbre revue médicale américaine, conclut — qu'il est devenu totalement inacceptable qu'un spécialiste, si qualifié soit-il, entreprenne le traitement d'une patiente sans avoir auparavant, et d'emblée, consulté tous les autres spécialistes concernés (1). Le vedettariat auquel s'adonnent ici ou là un certain nombre de cancérologues, si compétents soient-ils, a, sur ce point, gravement induit en erreur le public et le corps médical, qui croient dès lors et abusivement à leur omniscience.

Un effort considérable s'impose pour que les malades puissent bénéficier sans retard des acquisitions thérapeutiques, pour que le corps médical en soit donc largement informé, pour que cessent des pratiques parfois scandaleuses et pour que soient améliorées et réorganisées les conditions trop souvent intolérables dans lesquelles sont accueillies ou hébergées celles qui souffrent de ces affections malignes, entre autres épuisantes.

Les cancers du sein ne constituent qu'un exemple, mais non un exemple isolé. Les errements, par insuffisance ou par défaut d'information de thérapeutes qui se croient omniscients dans la prise en charge de diverses autres tumeurs (celles de la prostate notamment), ne sont pas tolérables et nécessitent une intervention énergique des pouvoirs publics.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE

(1) New England Journal of Medicine, janvier 1980. « Cancer du sein : la dernière décennie ».

UNE Française sur dix a présenté ou présentera un cancer du sein : chaque année, « plus de vingt-cinq mille cas déplorés », plus de dix mille décès.

Dans tous les pays développés, la fréquence du cancer du sein augmente. En France, le seuil des trente mille nouveaux cas par an sera franchi au cours de la présente décennie.

Chez l'animal, en particulier la souris, on connaît bien les facteurs qui provoquent le cancer mammaire : constitution génétique, incitations hormonales, virus spécifiques qui agissent d'ailleurs en synergie. Chez la femme, on est en droit de suspecter les mêmes mécanismes, mais malheureusement aucun facteur causal n'a encore été mis en évidence avec une absolue certitude.

Le rôle du terrain génétique est hautement probable et les femmes atteintes de cancer du sein ont souvent un membre de la famille (grand-mère, mère, tante, sœur) antérieurement touchée ; mais les facteurs responsables ne sont pas connus.

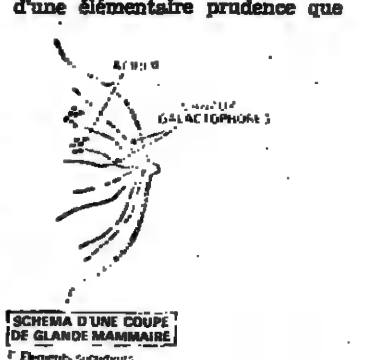
Le rôle des déséquilibres hormonaux est possible, notamment au niveau de la balance œstrogènes-progestatifs, à la fois dans un état pré-cancéreux, la masse, et dans le cancer. Mais ce déséquilibre est loin d'être démontré. Il nous paraît toutefois d'une élémentaire prudence que

La conséquence de ces incertitudes et de ces ignorances est qu'il n'est pas encore possible de prévenir l'apparition du cancer du sein en en supprimant ou en contrebalçant l'une des causes.

Le sein est une glande composée de cellules sécrétrices et de canaux excréteurs qui aboutissent au mamelon. Elle est richement irriguée, artères, veines et lymphatiques. Ces derniers se drainent vers des relais ganglionnaires au niveau de l'aisselle, du creux sus-claviculaire et du médiastin (voir le schéma).

Le cancer naît en un point varié de la glande, à partir d'une cellule. Il se développe généralement de façon extrêmement lente et, à ce stade, sous une forme absolument non décelable à l'examen du médecin. On a calculé que, pour atteindre la taille du plus petit nodule décelable (1 centimètre de diamètre, 1 gramme de tissu cancéreux, un milliard de cellules), il faut cinq, dix et même quinze ans d'évolution.

Que se passe-t-il pendant cette longue vie cachée ? Y a-t-il croissance continue ou par à-coups ? Certains cancers peuvent-ils disparaître ? Quels sont les facteurs promoteurs ou inhibiteurs ? Nous n'en savons rien, mais il



les femmes recevant un traitement par hormones sexuelles (œstrogénothérapie à la ménopause, pilule contraceptive) soient soumises à un examen préalable des seins et à une surveillance ultérieure régulière.

Quant au virus spécifique, maintes fois suspecté, parfois vu au microscope électronique, il n'a toujours pas été isolé.

Ajoutons comme facteurs favorisant l'exercice de graisses animales et d'hydrates de carbone (sucres) et l'obésité, surtout chez la femme de plus de cinquante ans. A l'inverse, le rôle des substances chimiques et des pollutions est douteux.

serait très important de reconnaître le cancer à ce stade, et nous verrons que la radiographie du sein le permet parfois.

Dès lors que le cancer va émerger au stade de la tumeur palpable, l'évolution spontanée va être, au contraire, plus rapide : augmentation du volume de la tumeur, envahissement des ganglions satellites de l'aisselle, migration à distance des cellules cancéreuses (ou métastases). C'est ce processus que s'efforce de bloquer la thérapeutique.

Dix pour cent seulement des cancers vus pour la première fois en France sont au stade de petite

Au moment où a lieu à Monaco un congrès international qui fait le point des acquisitions les plus récentes sur le cancer du sein — le plus meurtrier dans tout le monde occidental — on ne peut que déplorer l'insuffisante diffusion de progrès thérapeutiques réels, mais dont l'application exige la coopération d'équipes multidisciplinaires. Des « centres des maladies du sein » doivent être créés d'urgence à cette fin, selon le modèle que décrivent ici les professeurs Boiron et Gorins, afin que les patientes ne se voient pas scandalusement privées de chances de survie.

tumeur (entre 1 et 3 cm). La majorité mesurent 3, 5, 7 centimètres et les ganglions axillaires sont souvent envahis.

Le retard au dépistage explique en grande partie les résultats encore incomplets du traitement et son caractère parfois mutilant. En effet, toutes les statistiques concordent pour affirmer que plus le cancer est traité tôt, plus grandes sont les chances que les ganglions soient indemnes, moins mutilant sera le traitement, et plus fréquente sera la guérison.

Le dépistage précoce suppose l'éducation des femmes, l'éducation des médecins, une stratégie sûre.

● **Educations des femmes :** n'importe quel trouble en relation avec le sein : douleur cyclique ou non, nodule, écoulement par le mamelon, ride cutané, asymétrie mammaire est un appel à consulter sans délai le généraliste ou le gynécologue. L'auto-examen large, ment diffusé auprès du public, est une bonne méthode, mais il serait dangereux de lui faire confiance absolument : la palpation des seins n'est pas un examen facile pour le médecin et a fortiori pour les femmes.

● **Educations des médecins :** l'examen des seins doit faire partie intégrante de leur examen clinique de routine, et les médecins doivent être rompus à sa pratique (malade assise puis allongée, palpation soignée, exploration de l'aisselle, etc.) et à ses difficultés.

● **Stratégie sûre :** sans nier la valeur de l'auto-examen, « il n'est qu'une stratégie sûre » : toute femme de plus de trente-cinq ans doit subir, une fois par an, un examen gynécologique qui permettra tout à la fois de faire des frottis vaginaux pour le dépistage précoce du cancer du col utérin et d'examiner les seins. Cet examen est pratiqué au cabinet du généraliste, chez le gynécologue, mais aussi dans les centres médicaux d'entreprise, les consultations de Sécurité sociale, les consultations hospitalières. Il comporte un examen clinique et une radiographie des seins ou mammographie. L'intérêt de la mammographie est énorme : elle permet de dépister des cancers alors même qu'il n'y a encore aucune tumeur palpable. Son rendement est remarquable : elle découvre huit cancers sur mille femmes apparemment saines. Son inconvénient — depuis que l'on emploie des écrans épais et des films ultra-sensibles — est certain, puisque l'on ne dépasse pas 0,1 rad par examen.

Deux catégories

A la suite de cet examen les femmes se rangent en deux catégories :

— « **Risque** » : la surveillance médicale doit être très étroite (examen clinique semestriel, mammographie à la demande) ;

— **Population générale** : l'examen clinique annuel suffit, avec une mammographie de départ. Cette dernière peut être répétée sans risque à intervalles raisonnables.

Ce schéma simple de dépistage n'est malheureusement pas encore réalisé en France à grande échelle, comme il l'est aux Etats-Unis. Le ministère de la Santé devrait mettre en place un dépistage de masse (clinique et radiographique) afin d'évaluer le prix de revient d'un effort de prévention qui pourrait, à l'avenir, toucher une part importante de la population.

Fort heureusement, beaucoup de femmes qui consultent leur médecin pour une anomalie au niveau des seins ne présentent pas de cancer mais des lésions

benignes. Afin d'informer ou d'affirmer le cancer dans des délais brefs, on dispose d'une série d'examen bien au point et performants : mammographies, ponction-cytologie à l'aiguille fine, ponction-biopsie à l'aide de trocars spéciaux ; l'ultrasonographie, la thermographie sont parfois utiles.

Il est encore fréquent de voir tous ces examens faits dans un ordre dispersé, par des équipes différentes de spécialistes, ce qui fait perdre un temps précieux et accroît l'inquiétude de la patiente. Au contraire, le recours à des centres spécialisés où tous les spécialistes nécessaires travaillent ensemble et dans un même lieu permet d'informer ou d'affirmer le cancer en une semaine.

La guérison du cancer du sein dépend non seulement d'un dépistage précoce, mais d'une stratégie rigoureuse du traitement tenant compte de la double maladie que représente ce cancer :

● Une maladie locale ou régionale, la tumeur éventuellement compliquée d'envahissement ganglionnaire satellite ;

● Une maladie générale parfois associée, avec migration de cellules cancéreuses dans différents organes. Ces métastases peuvent rester latentes pendant des mois et des années avant de s'extérioriser.

(Lire la suite page 19.)

HORMONES ET TUMEURS

LE SEIN est dépendant de trois hormones :

1) Œstrogènes (ou folliculine) : action proliférative sur le tissu mammaire, particulièrement les canaux galactophores ;

2) Progestérone : développe les canaux galactophores. Effet inhibiteur vis-à-vis des œstrogènes ;

3) Prolactine : hormone hypophysaire de la montée laiteuse et de la sécrétion lactée après l'accouchement.

LE CANCER DU SEIN

Les hormones peuvent jouer un rôle excitateur ou réinhibiteur.

— Un cancer déjà présent peut subir un accroissement lors d'une thérapie par les œstrogènes, non contrôlée ;

— Inversement, la castration peut avoir un effet favorable ;

— Les œstrogénostatiques (pilules anticonceptionnelles) n'augmentent pas la fréquence du cancer du sein.

LES RECEPTEURS HORMONAUX

Ils sont présents et mesurables dans deux tiers des cas des tumeurs cancéreuses du sein.

Il existe des récepteurs à l'œstrogène, à la progestérone, à la prolactine. D'où la possibilité de manipulations hormonales thérapeutiques destinées à mettre « hors circuit » ces récepteurs et à bloquer la croissance tumorale.

LES FACTEURS DE RISQUES

Femmes de plus de trente ans avec :

1) Antécédents familiaux de cancer du sein (mère, sœur...) ;

2) Ménopause tardive ;

3) Naissance tardive du premier enfant (après trente-cinq ans) ;

4) Premières règles précoces et ménopause tardive ;

5) Obésité.

L'association de deux ou plusieurs facteurs augmente le risque.

Le « risque » signifie une surveillance plus fréquente de la part du médecin, et doit provoquer la castration et non l'inquiétude et la cancérophobie.

MASTERS & JOHNSON
les perspectives sexuelles

Il n'y a, bien entendu, aucune relation entre la sexualité et la santé !

Réactions et comportements sont-ils les mêmes ? Les réponses, parfois inattendues, apportées par cette première étude scientifique sur ces questions aideront à comprendre les problèmes et les pulsions sexuelles, à débarrasser des zones obscures par la peur et les tabous culturels, et à traiter les troubles, avec bien chez les hommes que chez les hétérosexuels.

MASTERS & JOHNSON

Manuel de thérapeutique neurologique

Les troubles neurologiques dans la pratique médicale quotidienne

MEDSI

81, rue Falguère 75015 PARIS - TEL. 320.14.21

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Les cancers du sein

ESPOIR ET RÉALITÉS

(Suite de la page 17.)

Il y a donc deux types de traitement :

1. Les traitements à visée locale. Dirigés contre la tumeur et ses ganglions, ce sont la chirurgie et la radiothérapie. Ils sont les premiers à être mis en route.

2. Les traitements à visée générale. Ce sont la chimiothérapie et l'hormonothérapie (l'immuno-thérapie n'a pas fait ses preuves). Si la migration des cellules cancéreuses (métastases) est évidente, ils sont la principale ressource. Mais ils s'emploient aussi dans les cas, de loin les plus nombreux, où il n'y a pas de métastases évidentes : car il n'est pas exclu — surtout si les ganglions sont envahis — qu'il existe déjà des « micrométastases » indétectables à l'examen clinique.

C'est dans ce but d'éradiquer ces micrométastases qu'il faut toujours faire une chimiothérapie complémentaire, de durée variable, six semaines ou dix-huit mois dans les cancers du sein opérés et irradiés, accompagnée d'un envahissement ganglionnaire. Si les ganglions sont indemnes, cette exigence est moins absolue, encore que nous considérons comme prudent, surtout chez les femmes avant la ménopause, de faire une chimiothérapie. L'hormonothérapie n'a d'intérêt que si le cancer est hormono-dépendant, c'est-à-dire si les cellules cancéreuses possèdent des récepteurs pour les œstrogènes et la progestérone. Ces cas représentent environ les deux tiers des cancers du sein et s'observent surtout après la ménopause. L'hormonothérapie, généralement par substances antiœstrogéniques, est prescrite seule ou en association avec la chimiothérapie.

Si nous avons de multiples preuves de l'efficacité de la chimiothérapie, et dans une moindre mesure de l'hormonothérapie, tout n'est pas simple pour autant. La chimiothérapie est parfois mal supportée, une perte temporaire de cheveux peut s'observer avec certaines substances, le traitement complémentaire peut être psychologiquement mal accepté par des femmes qui se croient définitivement guéries après ablation de la tumeur.

La radiothérapie est très souvent associée à la chirurgie. C'est ainsi que, en cas de petites tumeurs (T1), nous pratiquons d'abord une tumorectomie, avec prélèvement ganglionnaire mammaire externe (par une petite incision dans l'aisselle) ; puis une curiethérapie (irradiation très localisée et très forte) par fils d'iridium, les guides destinés à recevoir les fils étant posés, au cours de l'intervention, sur les berges de la tumorectomie ; enfin, une cobaltothérapie

sur la zone mammaire et éventuellement sur l'aisselle.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

La radiothérapie est également utilisée dans les cas de métastases ganglionnaires.

Les composites, des matériaux stratégiques qui trouvent des applications civiles

Dans de nombreux domaines du développement scientifique et technique, la recherche et les applications sont littéralement « tirées en avant » par les besoins militaires : l'électronique et l'information en sont des exemples bien connus.

Les missiles stratégiques sont soumis à des contraintes de conception extrêmement sévères : les éléments qui les composent doivent, dans toute la mesure du possible, être résistants, protecteurs et légers. Résistants, compte tenu des efforts mécaniques auxquels ils sont soumis ; protecteurs aussi bien contre les importants flux thermiques (projetiles par la propulsion du missile, par le frottement de l'air lors de la « rentrée » dans l'atmosphère, ou par l'explosion des charges nucléaires portées par les missiles antissiles de l'adversaire) que contre des champs électromagnétiques importants (contre-mesures, explosions nucléaires).

Ces deux impératifs, et celui de la légèreté, ont peu à peu fait reculer l'emploi des métaux dans la construction des missiles balistiques. Un propulseur moderne se compose de plus en plus d'éléments composites (par exemple les attaches de fixation du propulseur au corps du missile, quelques éléments au niveau du col de la tuyère) qui devraient prochainement pouvoir disparaître à leur tour. Ces éléments structurels, comme les protections thermiques, et d'autres, peuvent aujourd'hui être construits en matériaux composites.

Ce mouvement est très net aux États-Unis. La France, qui applique un programme nucléaire militaire indépendant, n'y échappe évidemment pas : ainsi les besoins stratégiques nationaux ont-ils conduit deux sociétés françaises à déve-

lopper des compétences parmi les toutes premières au monde dans un domaine qui devrait, dans les années à venir, largement déboucher dans les applications civiles : celui des matériaux composites à hautes performances.

Sous ce terme générique on peut rassembler toute une série de produits généralement constitués d'une âme fibreuse noyée dans un liant : l'âme est le plus souvent une fibre (synthétique, de carbone, de silice, de bore) ; le liant peut être, on le verra, du carbone encore ; il est plus généralement une résine synthétique.

À la suite des programmes stratégiques, deux sociétés françaises, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) et la Société européenne de propulsion (SEP), ont développé des techniques et des procédés de fabrication de composites qu'elles cherchent aujourd'hui à transférer à des applications civiles.

La SNIAS a signé, au début de 1978, avec l'Institut français du pétrole (I.F.P.) une convention de collaboration qui a été rendue publique il y a quelques semaines. Cette convention vise à étudier l'application des matériaux composites à l'exploitation des hydrocarbures en mer. Le problème du poids est très important sur les plates-formes pétrolières, et l'idée est de remplacer autant que faire se peut les tubes métalliques destinés au forage ou à la production par des tubes en composites.

pour protéger le matériel de l'oxydation par l'air, on prévoit l'utilisation pour fabriquer des caissons de verre ou de corps de pompe. Des applications existent déjà ou sont en cours de développement en aéronautique (parties de vol, certaines pièces de moteur, freins à disque), en automobile (arbres de transmission).

Plusieurs dizaines de milliers de valves cardiaques artificielles en carbone sont déjà implantées chez des malades. Le carbone étant parfaitement bien toléré par l'organisme, les applications biomédicales paraissent prometteuses. La SEP développe et expérimente des prothèses osseuses (prothèse de la hanche, prothèse du genou pour laquelle n'existe pas actuellement de solution satisfaisante, « visserie » pour les chirurgiens) qui ont l'avantage, sur les prothèses de métal, d'avoir une souplesse plus grande et plus voisine de celle de l'os, des ligaments artificiels. Elle étudie la réalisation de petits vaisseaux artificiels en tissu de carbone. Dans tous ces cas, un grand avantage du carbone sur les autres matériaux utilisables est son caractère poreux qui permet la « colonisation » de la prothèse par les tissus vivants.

Des activités « de pointe »

Ce tour d'horizon rapide montre bien la variété des applications possibles des composites (1). Pour l'essentiel, il s'agit encore d'activités « de pointe » justifiant l'usage de matériaux performants, mais coûteux. La production française des « carbone-carbone », par exemple, ne dépasse pas un petit nombre de tonnes, et l'âme des matériaux en carbone est encore réalisée, à la main. On peut cependant penser que le développement des applications et, paradoxalement peut-être, la mise au point de produits

XAVIER WIEGER.

DES TECHNIQUES ENCORE CHERES

L'énergie solaire au service de l'industrie

À l'heure où l'habitat s'équipe en matériel solaire pour la production d'eau chaude sanitaire, le chauffage des locaux et des piscines, on peut se demander si certains besoins en chaleur de l'industrie ne pourraient être satisfaits par voie solaire et contribuer ainsi à réduire la facture pétrolière. Les applications les plus prometteuses paraissent pouvoir se faire dans l'agro-alimentaire, dans certaines industries de transformation et, peut-être plus tard, dans l'industrie pétrolière pour la récupération assistée des hydrocarbures. Des opérations de déminéralisation sont au point d'être tentées, mais souffrent-elles de la même énergie chère, aléatoire et gourmande en investissements ?

Sur les 190 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep) que la France consomme chaque année, une part importante — plus de 40 % — est absorbée par la production de chaleur à des températures inférieures à 300 degrés. Habitat et industrie sont les consommateurs naturels de ces calories dont le Commissariat à l'énergie solaire (Comes) et d'autres organismes publics voudraient bien voir une partie produite par voie solaire.

Des équipements existent, des prototypes fonctionnent, et l'on peut envisager, sans trop attendre, des applications. Leur avènement présentera d'autant plus d'intérêt que 40 % de la demande en chaleur de l'industrie requiert des calories dans cette gamme de température. Pour les plus basses, celles qui ne dépassent pas 100 degrés, les capteurs plans mis au point pour l'habitat offrent une solution, moyennant quelques aménagements. Leur rendement est modeste, mais des sociétés comme Berrin ou Mazda songent à suivre l'exemple japonais en étudiant des capteurs sous vide qui entraîneront des pertes thermiques réduites et fonctionneront jusqu'à 130 degrés.

Au-dessus, mais pas au-delà de 300 degrés, c'est le secteur réservé des capteurs à concentration. Un domaine riche de possibilités pour le solaire, puisque les deux tiers de l'énergie consommée par l'industrie pour produire de la chaleur le sont dans cette tranche de température. Selon la nature des besoins, on peut alors répondre soit par l'installation de capteurs à faible concentration (5 à 30) pour aller jusqu'à 250 degrés, soit par celle de capteurs à forte concentration (environ 200) pour les températures plus élevées.

Les premiers capteurs par le C.N.R.S. et la société Berrin, focalisant, grâce à des miroirs cylindro-paraboliques, les rayons du soleil sur un tube creux dans lequel circule le fluide caloporteur à réchauffer. Des matériaux de ce type équipent la centrale solaire de moyenne puissance en Corse. Les seconds, plus performants mais aussi plus chers, se composent d'un miroir en forme de bol sphérique ou parabolique qui réfléchit le rayonnement solaire non plus sur un tube mais sur une chaudière.

Différents prototypes de ces capteurs à forte concentration ont été développés par le C.N.R.S. : Pélicles et les capteurs Thak (technique héliostatique du kilowatt), que le C.N.R.S. espère voir un jour fabriquer en série. À cette fin, un appel d'offres a été lancé par le Comes aux industriels à la fin de l'année dernière. Une huitaine d'entre eux y ont répondu, et trois seraient au point d'être sélectionnés pour la réalisation de deux Thak chacun.

Ce n'est qu'après essais, si les lenteurs administratives ne retardent pas le commandement de ces six premiers capteurs, qu'une série industrielle d'une trentaine d'unités pourrait être lancée au cours de l'été prochain. Ce matériel servirait à une « opération de démonstration d'engorgement » consistant, par exemple, dans la construction, près de Perpignan, d'un système de production de chaleur pour une distillerie.

Une trentaine de capteurs Thak seraient utilisés. Rien n'est encore joué à ce jour pour ce projet que les Communautés européennes pourraient financer à 40 %. Si ne débouchait pas, il serait toujours possible de se rabattre sur l'installation d'un système de séchage de poutrelles produites par une usine de béton ou sur la réalisation d'un procédé permettant la récupération assistée du pétrole.

D'autre part, il est prévu de réaliser en Corse, sur le site de la centrale de moyenne puissance, une petite boucle — cinq à six Thak — qui permettrait de mieux apprécier la notion de champ de capteur et les problèmes de régulation que cela peut poser.

Enfin, il est possible que soit construite une boucle d'une dizaine de capteurs baptisée Thak-2, dans laquelle le fluide caloporteur actuel — du glythol — serait remplacé par de l'eau, beaucoup moins chère. Ces différentes opérations suffiront-elles à convaincre les industriels de la nécessité de recourir à l'énergie solaire ? Certes, c'est dans le

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Une grande épreuve qu'il faut dédramatiser

Le cancer du sein est — pour les femmes — une grande épreuve physique et morale : angélique au moment du diagnostic, surtout si les examens sont négatifs dans le temps et mal coordonnés : désorientation du fait de la prise en charge par plusieurs spécialistes (le chirurgien, le radiothérapeute, le chimiothérapeute) au moment du traitement ; mutilation du sein parfois, avec toutes ses conséquences physiques (pas toujours bien compensées par les prothèses) et psychologiques ; complications rares mais possibles des irradiations : chimiothérapie parfois mal supportée ; et d'une façon générale, appréhension diffuse — même si elle ne s'exprime pas — pour l'avenir.

Mais l'avenir verra la « dédramatisation » de cette situation. Le dépistage ultraprécis permettra une thérapeutique conservatrice, préservant la forme du sein tout en assurant la sécurité de l'exérèse. On note déjà le recours de plus en plus fréquent

aux tumorectomies, une tendance à la réduction des champs d'irradiation. Cette thérapeutique plus focalisée est moins mutilante et moins génératrice d'accidents. Quant à la chimiothérapie, elle évoluera probablement elle aussi, surtout si les progrès de la recherche permettent un jour de mieux comprendre pourquoi et comment les cellules quittent la tumeur pour réaliser des micrométastases.

Il nous paraît important, dans cette optique, que les spécialistes intéressés par les maladies du sein — gynécologues, radiologistes, médecins, radiothérapeutes, chirurgiens — travaillent en commun. De tels centres permettent la prise en charge des femmes dans les meilleures conditions et nous paraissent les plus aptes à répondre à la double exigence : précocité du diagnostic, rigueur du traitement, qui garantissent la guérison.

Professeur MICHEL BOIRON.

Docteur ANDRÉ GORINS.



AUX BAHAMAS
c'est toujours l'été!


Camino vous propose
3 départs garantis chaque semaine.
durée des séjours au choix
(du long week-end aux vraies vacances)
grand éventail d'hôtels :
(du Tourisme au Grand Luxe)

de 2990 F* à 5280 F* selon hôtels et dates choisies
(pour une semaine Paris/Paris transport, transferts et hôtel)
nouveau : garantie des prix. En cas de paiement total à l'inscription, exonération des hausses ultérieures.

sous renseignements et documentation chez votre agent de voyages ou
CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier
75017 Paris - tél. 755.77.90 - 380.55.58

*prix révisibles en fonction des hausses carburant.

Camino AIR BAHAMA



PHIRAMA 80

12^e BIENNALE
(EXPOSITION et CONFÉRENCES)

EQUIPEMENT DE LABORATOIRES
ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE
CONTROLE ET REGULATION

6/9 MAI 1980
MARSEILLE-PARC CHANOT

Renseignements / Invitations :
PHIRAMA - FOIRE DE MARSEILLE
PARC CHANOT - 13266 MARSEILLE CEDEX 2
TEL. (91) 76.16.00

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

A TOULOUSE

Premier colloque national du comité français du télescope spatial

Le comité français du télescope spatial vient d'organiser au centre spatial de Toulouse, à l'initiative de l'observatoire du pic du Midi et sous les auspices du CNES et de l'Institut national d'astronomie et de géophysique, son premier colloque national sur les applications de la photométrie bidimensionnelle à l'astrophysique. Ce colloque réunit une centaine de spécialistes.

Les rapports ont rappelé que la navette spatiale américaine, à la fin de 1983, mettra en orbite un télescope de 2,4 mètres. La communauté scientifique nationale se prépare donc à utiliser un instrument qui dominera toute l'astronomie optique jusqu'à la fin du vingtième siècle. On sait qu'une grande partie du rayonnement est absorbé par l'atmosphère, notamment les ultraviolets. L'astronomie est aussi responsable d'une autre limitation importante : la turbulence crée un flou de l'image ne permettant pas de distinguer des détails très fins. Hors de l'atmosphère, le télescope spatial atteindra sa résolution (1) théorique et permettra de voir cent fois plus de détails dans les images. Il sera donc possible de détecter des objets cent fois plus faibles qui sont noyés dans la lumière diffuse de la voûte céleste, de résoudre des objets qui apparaissent actuellement comme un seul point, de distinguer des nuages indiciaires de distance dans des galaxies lointaines, d'étudier la

De notre correspondant régional

structure des noyaux de quasars ou de galaxies actives, qui sont le siège d'une émission d'énergie fabuleuse selon des mécanismes inconnus.

On espère ainsi parvenir à détecter les trous noirs et améliorer les théories d'évolution de l'univers.

Plusieurs années à l'avance

La mise en orbite du télescope peut interférer si fortement les autres recherches entreprises en astronomie qu'il faut dès maintenant préparer les programmes d'observation. L'enjeu est tel que l'on s'attend à une demande de temps d'observation par des astronomes du monde entier qui dépassera de cent fois les possibilités offertes par un télescope fonctionnant pourtant de façon continue, sans être pour autant tributaire d'aléas météorologiques. Face à une telle concurrence, les meilleurs programmes seront seuls acceptés. Les astronomes français ont donc décidé de se préparer plusieurs années à l'avance.

Les organisateurs du colloque national du télescope spatial ont aussi annoncé que l'astronomie optique va connaître un grand essor à Toulouse. L'ancien observatoire sera transféré sur le campus scientifique universitaire de Rangueil et la décentralisation d'équipes d'astronomes nipols et

parisiens va porter l'effectif de cet institut toulousain à soixante-dix personnes en octobre 1981. La vocation principale de cet observatoire sera de préparer sur le nouveau télescope de 2 mètres du pic du Midi des programmes d'imagerie à très haute résolution spatiale pour le télescope spatial. Le pic du Midi est l'un des meilleurs sites du monde pour la finesse des images.

Le télescope de 2 mètres de diamètre va être doté d'un instrument optique très performant, semblable à celui du télescope spatial. L'observatoire vient de s'illustrer très récemment par une grande première (le Monde daté 9-10 mars), où la qualité exceptionnelle des images a été mise à profit pour confirmer l'existence d'anneaux lointains de la planète Saturne. Bientôt Toulouse aura une vocation nationale pour l'imagerie à très haute résolution.

LEO PALACIO.

(1) La nature ondulatoire de la lumière entraîne que l'image d'un point lumineux dans un instrument optique n'est pas un point, mais une tache. Cette tache, dite « tache d'Airy », a une largeur qui dépend de la longueur d'onde de la lumière et du diamètre de l'objectif. On ne peut distinguer deux points que si la tache d'un point est plus petite que la tache de l'autre. Plus le diamètre de l'objectif est grand, plus la tache est petite et plus on peut distinguer de points. La résolution d'un instrument optique est donc inversement proportionnelle à son diamètre.

LIVRE

Révolution de la science et permanence du réel

Au cours des trente dernières années, une mutation s'est produite à la croisée de l'histoire des sciences, de l'épistémologie et de la sociologie des sciences. On la connaît peu en France. Ses racines ont couronné nos frontières et remontent au second Wittgenstein, celui de la quête inquiète des « investigations », puis aux grandes traitées de Karl Popper, avant de faire surface dans les années 60. A ce moment, paraît aux Etats-Unis la *Révolution copernicienne*, de Thomas Kühn, livre admirable et limpide, prêté à une étude plus large des révolutions scientifiques et des périodes de « fonctionnement normal » de la science qui les séparent. Vers la même époque, Ilya Lakatos remet en doute simultanément les démonstrations, les preuves et les réfutations des mathématiciens, dans une célèbre étude consacrée aux polyèdres euclidiens. Dans plusieurs ouvrages, enfin, Paul Feyerabend, anarchiste étonnant, repousse l'idée même de méthode dans les sciences exactes.

Ces hommes, venus d'horizons très divers (Kühn est physicien, Popper, philosophe recouvert du cercle de Vienne, Lakatos a été vice-ministre de la culture dans la Hongrie d'avant 1956), ont en commun de repenser radicalement les termes usuels de la science : qu'est-ce qu'une évidence ? peut-on réfuter une théorie qui évolue et digère ses réfutations ? qu'est-ce qu'une observation ?

Avec la publication de *Révolution de la science et permanence du réel*, Paul Schauer introduit ces débats sur la scène française, sans être toutefois convaincu par ses nouveautés. Malgré Gaston Bachelard et Alexandre Koyré, la tradition française est assez peu disposée à recevoir une vision relative du progrès. Les dernières leçons du positivisme ayant été remplacées par les lumières du matérialisme historique, d'Auguste Comte à Louis Althusser, l'idée de progrès offre aux philosophes une prise commode sur le phénomène scientifique. Les Français ont, en outre, gardé le goût d'une histoire des sciences qui ressemble au catalogue de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne : au lieu du prix du vélo, figurent le nom de l'inventeur et la date de l'invention ; plus le prix est élevé, plus le progrès est manifeste.

L'essai de Paul Schauer navigue donc entre les contestataires anglo-saxons et la tradition française dont l'œil reste fixé sur la ligne bleue du progrès scientifique. Côté anglo-saxon radical, tous les grands noms sont au rendez-vous : nous voici rassurés et Dieu sait si nous étions affamés. Côté catalogue, celui de la modernité des sciences constituées ou informées, Paul Schauer nous sert aussi bien : voici Hegel, Thom, Lénine, Foucault, Lévi-Strauss, Copernic, Newton, Saussure, Morin, Mao Dze-dong, Mao Luan, Xenakis, Einstein. Nous aurions tort de nous plain-

dre. Quelle performance d'exposer à la fois les structures mémes de Bourbaki, la théorie de la valeur chez Marx, la relativité restreinte, la mécanique quantique, l'origine des langues, les grammaires génératives, la biologie moléculaire, la topologie différentielle, la psychologie génétique ! Prévert fait signe d'arrêter.

De ce parcours éblouissant, Paul Schauer retient une certaine idée du développement des sciences. Il y a la montée irrésistible des structures, de leur langage, et l'apparition d'une morphologie qui colle le tout. Platonicien, même s'il s'en défend, il admet alors, contre les iconoclastes anglo-saxons, maints concepts tranchants : aux révolutions de Kühn, il oppose ses « dérégulations », contre la révolution copernicienne, il brandit « Super-Copernic » (sic), et il défend un superlangage de la science, la « logomathique ». Les choses se gâtent un peu à la fin de l'ouvrage : pris d'un accès de mégalomanie, Super-Schauer réconcilie la théorie de la relativité et la mécanique de Newton, modifie la mécanique quantique, et fait quelques audacieuses propositions mathématiques. Mais on aurait tort de lui en vouloir : l'aveugement de la science est plus d'un, celle de l'espérance, celle d'ailleurs sans doute.

HERVE LE BRAS.

* *Révolution de la science et permanence du réel*, P. Schauer, PUF (coll. « Critiques »), 356 pages, 22 F.

Le nouveau centre hyperbare de la marine à Toulon

Le nouveau centre hyperbare de la marine nationale construit dans l'enceinte de l'arsenal maritime de Toulon et mis à la disposition du GEMER (1), a été inauguré le 22 avril par l'amiral Jean Accary, préfet maritime de la III^e région.

Les capacités de cet ensemble, qui comporte trois « systèmes » de plongée profonde en caissons, le placent au premier rang européen. Dans le monde, deux pays seulement sont équipés d'installations comparables, mais non pas similaires : un centre américain dispose de caissons d'un volume plus important, et l'un des « systèmes » canadiens permet des plongées fictives jusqu'à 1 700 mètres, alors que le nouvel ensemble de Toulon permet de réaliser des recherches fondamentales, recherche appliquée et entraînement des plongeurs. Dès lors, un classement entre les trois « premiers » de la classe devient assez vain.

La notion de compétition apparaît surtout dans la mesure

où le public a pris conscience d'une prépondérance française lors du record de plongée réelle établi en eau libre par les plongeurs de la COMEX et du GEMER (2) dans 501 mètres en octobre 1977. Le commandant du GEMER, le capitaine Salmon-Legaigneur, a d'ailleurs saisi au passage l'opportunité de l'industrialisation et des établissements privés français spécialisés. Très éloignés de la « recordité », les enjeux réels de la course aux profondeurs sont maintenant mieux connus, même si la distinction demeure la règle quant aux objectifs militaires, la « guerre des mines » notamment. L'enjeu majeur reste la recherche pétrolière et un enjeu secondaire les applications de la médecine hyperbare, qui est actuellement en plein développement. A Toulon, fait-il remarquer un responsable du GEMER, la caractéristique de l'exploration est précisément d'amener la découverte de possibilités inconnues, et dans ce domaine nous n'en sommes qu'aux premiers pas.

Un outil à la fois monumental et sophistiqué

Que faut-il attendre de ce nouvel outil à la fois monumental et sophistiqué ? L'ensemble du nouveau centre couvre 1 300 mètres carrés. Il réunit les caissons de plongée fictive, les moyens de stockage des gaz respiratoires à base d'hélium (600 mètres cubes) et les locaux scientifiques et de contrôles médicaux. Le grand hall, desservi par un pont roulant de 5 tonnes, abrite les trois « systèmes » de plongée fictive conçus sur un schéma identique. Sphères ou cylindres communicants sont répartis en sas d'accès, caissons de séjour et « plicines » où peuvent évoluer les plongeurs.

Le système 500 mètres, plus orienté vers l'entraînement des plongeurs et l'évaluation des équipements, comporte un habitat pour quatre personnes et une cuve en eau de grandes dimensions capable de recréer les conditions rencontrées sur le fond. Le système 1 000 mètres, de taille plus réduite (deux plongeurs peuvent y prendre place), est plus spécialement destiné à l'expérimentation physiologique de plongées fictives très profondes. Le système 1 500 mètres est utilisé pour les recherches sur l'animal, en général des porcs ou des moutons.

Chacun des éléments est équipé en fonction de sa destination, y compris des équipements sanitaires pour les deux premiers systèmes. Des circuits de régénération et de régulation permettent de maintenir les différents paramètres physico-chimiques de l'atmosphère des caissons secs, tels qu'humidité, hygrométrie, température, etc. Le mélange respiratoire fait l'objet de recherches permanentes soumises à l'expérimentation. Ces recherches sont d'une extrême complexité.

On sait que les premiers troubles neurologiques apparaissent vers 300 mètres (si atmosphère) ; à partir de certaines pressions, le dosage à base d'hélium actuellement utilisé devient trop « lourd » pour l'appareil respiratoire. On songe, mais c'est là une démarche encore futuriste, à un mélange respiratoire à l'hydrogène.

Deux laboratoires d'électrophysiologie reçoivent tous les paramètres recueillis sur les plongeurs au cours des opérations d'entraînement et d'expérimentation dans les systèmes 500 et 1 000. Un laboratoire d'analyse des gaz respiratoires permet le contrôle permanent des « ambiances » des caissons et la fabrication des mélanges respiratoires. Enfin, la surveillance des plongeurs à l'intérieur des caissons est assurée par un circuit de télévision.

A partir des données ainsi recueillies au cours des plongées fictives, il sera possible de porter toujours plus avant la « pénétration sous la mer » dont la première étape fut, à Toulon, une plongée fictive à 350 mètres en avril 1961. Depuis dix-neuf ans, l'équipement et la recherche n'ont pas cessé de mobiliser ingénieurs et chercheurs des disciplines les plus diverses, physiciens, chimistes, biologistes, médecins, etc. La conception et l'étude des matériels du nouveau centre sont confiées, dès 1975, au C.E.R.T.S.M. (3) dont les bâtiments jouxtent, au sein de la D.C.A.N. (4), ceux du GEMER lui-même, complétés par le CEPTIMER (5). Le C.E.R.T.S.M. a contribué, pour sa part, à l'étude de l'adaptation de l'homme au milieu océanique. C'est un échange permanent d'informations entre ces organismes concepteurs et expérimentateurs qui a permis la réalisation de ce nouvel outil des plongées profondes. Seul le système 1 500, destiné à l'expérimentation animale, est encore en cours d'achèvement.

JEAN RAMBAUD.

(1) GEMER : Groupe d'intervention sous la mer.

(2) C.E.R.T.S.M. : Centre d'études et de recherches techniques sous-marines.

(3) D.C.A.N. : Direction des constructions et armées navales.

(4) CEPTIMER : Centre d'études pratiques d'intervention sous la mer.

(5) C.E.R.S. : Centre d'études et de recherches bio-physiologiques appliquées à la marine.

«Je la reprendrai, c'est sûr»

Propos authentique d'un passager.

Lufthansa

DANS LA PRESSE HEB

Sarrire : proc

Après lui, qui ?

Après lui, qui ?

Après lui, qui ?

صكزامن الاصل

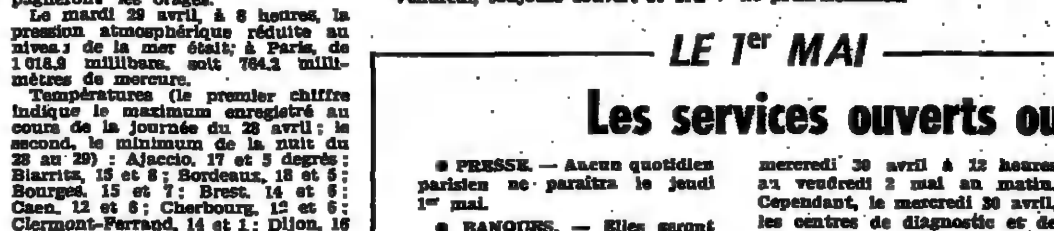
Toute en soie

(CROQUIS DE MARCO.)

NATHALIE MONT-SERVAN.

MERCREDI 30 AVRIL

PRÉVISIONS POUR LE 30 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



★ Renseignements auprès de M. Antoine de Gomberville, éditeur de Vincennes, pavillon X, 93000 Vincennes. Tél. : 394-11-55, poste 2413.

PROBLEME N° 2 661

Verticalement:
1. Digression. — 2. Ome; Ce;
Jo. — 3. Narcotiques. — 4. Nue;
Tonus. — 5. ED. Iule. — 6. En-
der; Béret. — 7. Sbirre; Ita. —
8. Lettres; Al. — 9. Feu; Son;
Pie.

GUY-BROUTY.

UN DECRET

■ **Modifiant l'article R 516-32** du code du travail et les articles 15 et 24 du décret du 33 novembre 1979 et relatif à la mise en œuvre des dispositions concernant la formation de référents des conseils d'ouvriers.

■ **Accroissant une remise générale de 2 %** sur les affranchissements du tarif général réalisés à la machine à affranchir afin d'améliorer le taux de pénétration des lettres recommandées, sur les lettres recommandées, sur les lettres recommandées.

Les services ouverts ou fermés

LE JOUR DES ARTS

MATÉRIAU ET

...in Cineser der
...der
...der
...der

[illegible]

Tandis qu'il
Le...
de Nende-
marche

compte en tant que
pour l'apprentissage
ou contraire de l'absence
l'apprentissage des services de la

4110000 152 (000)
 A. Fontana
 2400000 24 (000)
 2400000 24 (000)
 2400000 24 (000)
 2400000 24 (000)
 2400000 24 (000)

...the ...
...the ...
...the ...

[illegible]

... to ...
... of ...
... of ...
... of ...
... of ...

SECRET

Une enquête portant sur le public du Salon de la Sécurité vient d'être réalisée par la recherche du ministère de la culture et de la communication. Selon cette enquête, effectuée sur des échantillons de quatre mille visiteurs, musées, expositions, festivals, manifestations, 10 millions deux cent mille visiteurs par an, est surtout fréquentée par un public jeune et étranger : un visiteur sur deux a moins de trente ans, un sur trois moins de vingt ans, et plus de 70 % sont étrangers. Les cinq pays qui fournissent le plus grand nombre de visiteurs sont, dans l'ordre : les États-Unis (28 %), l'Allemagne fédérale (12 %), l'Angleterre (9 %), le Japon (8 %) et le Canada (5 %). Quant aux visiteurs français (30 %), ils viennent en majorité de la région parisienne (65 %) de Paris et de la petite ou de la grande couronne.

L'été des centres culturels de rencontres.

■ M. Guy Hermon, député communiste de la Bouches-du-Rhône, est responsable de la section des Intellectuels, de la culture et de l'éducation du P.C.F. Il lance un appel aux artistes, aux professionnels de l'activité culturelle, aux associations, aux comités d'entreprise, aux syndicats, aux élus et aux collectivités locales : « Il faut enrayer le processus de dégradation de toute l'activité culturelle, sociale et éducative. Hermon qui affirme que le budget prévu par le gouvernement pour 1981 accuse une diminution de 30 à 35 % des crédits d'équipement de l'action culturelle, appelle à la mobilisation de tous pour la réduction des subventions de fonctionnement.

On ne trouve que, à ce moment, niertres galeries d'art parisiennes exposent des sculptures contemporaines. La coïncidence est trop grande pour qu'on ne le souligne.

Commençons par les autres.

André, Don Flavín et Don Judd, dont quelques pièces récentes ont été achetées par le musée (1) n'apportent rien de très nouveau par rapport à ce que l'on a vu de ces trois figures du mouvement américain. Les sculptures de leur formalisme réduites à l'essentiel, touchées sur une vie de surface par une luxue de matériaux et de couleurs, ne nous offrent que des applications, qu'on imagine passer sur un mur pressé par les peintres Van der Rohe, marie l'architecture et la sculpture, ou sur un tableau, la simple toile galvanisée; il ne nous apporte aucune laide la production iconographique de ses contemporains, mais, par la simplicité de leurs profils, la perfection de leur assemblage. On a beau chercher, on ne trouve rien qui

bronzes, lourds, manipulés des espèces de Vénus primitives bien en fesses, qu'on pense aussi à des poupées caoutchouc produites en série — pour être vendues à un prix dérisoire — un touché à tort, bourré d'huile qu'il abandonne aussi vite qu'il lance, en dilatait. Ce manque de maîtrise technique des années 60, et surtout jeune génération semble attentive, peut passer pour une nouveauté, mais les artistes, bien qu'il ait été au début de l'expérience des lignes, n'ont pas l'expérience qui ne consiste pas à se débarrasser consciencieusement d'éléments historiques massés pour réinventer dans une pureté envahissante.

Il y a des démarches très peu communes, et c'est ce qu'il faut oublier sa sculpture, c'est à geste instinctif et premier, c'est à modeler et découvrir pour l'œuvre, c'est à découvrir, à l'essentiellement taillée, des sacs de remplis de sable, des chaises plâtres pliés, des bouts de chaux, des

fant dire qu'ce mélange
dud-froid bien tempéré produit
petits effets, sur l'espace du
cheur, physiquement sollicité,
ciement, avec goût.
seconde étape : du nouveau
Paris, avec Harry Flom-
(?), un drôle d'anglais planté
pas assez de pipes : à
spection sous le main bien
une table soit pleine de petits

« MATÉRIAU ET INVENTION » à l'IRCAM

Comme le cycle de l'IRCAM consacré l'an dernier au "Temps musical" (le Monde des 21 février et 2 mars), les six ateliers sur "Matériaux et invention musicale" présentés par Pierre Boulez ont rassemblé une nombreuse assistance au Théâtre d'Orsay. Marie Perle, Jean-Claude Risset, Jacques Lecoq, Jean-Claude Vannier, sous l'Ensemble intertemporel sous les directions de Peter Dinkels et Boulez lui-même ? Sans doute, encore que les "œuvres de référence" ne se renouvellent plus depuis le Domaine musical. "Étude pour piano, guitare et basse" de Pierre-François Dangeles. "Première Cantate" de Webern. "Relat-Multiples, Kontakte"; mais surtout présence de Boulez dont la parole sobre, les

de nous pédagogues et les idées
classiques du porteur de la
parole vital sont qu'il n'est
qui exerce toujours son empire...
Le dialectique du matériel et
l'absence de la spiritualité
certain qu'à moment où la musique
cherche à se tailler de nouveaux
matériaux du côté de l'électronique
et de la science, la musique
Boulez montre que les attitudes
fondamentales restent les mêmes
et que la musique n'est pas
« On bien on prend le matériel

comme un donné qu'on laisse venir pour l'apprivoiser, on bien on contraindre on cherche à lui appliquer une forme d'organisation », pense préablement, à laquelle il réagit, bien ou mal.

Ainsi Berio donne Chémus y (c'est-à-dire « voyelles ») toutes les dispositions « vocales » de l'ordinateur dans le système « C de G. di Gugino, c'est-à-dire qu'il le fait dialoguer avec un « code de clarté », en utilisant des « filtres digitaux programmés pour produire des résonances sociales » ; le son de la clarté est ainsi « transformé en la clarté » (en temps réel) en équivalents vocaux ; un rôle de toujours de Berio l'« alchimiste » Elías, l'ordinateur « test » est encore réajusté dans la transmission, qui poissent dans la salle, ne sont ni très riches ni coûteux, mais, en tout cas, ils le sont, et la clarté constamment replays sur elle-même en phrases langousses et résonnantes, en trépidations de la clarté, et de la clarté sous les doigts de l'excellent Michael Armon, sont du meilleur

gens. Dans Différences (1958) pour peindre ensemble et bande magnétique, on admire au contraire comment d'embles il avait su « approprier » la bande et réaliser cette dialectique de son instrumentel avec le langage écrit, en arrivant à l'identique ou transformé, pour écrire une œuvre où les instruments se dépayseient, se trombaient, s'élevaient de leurs conditions et se joignaient à ceux qui leur donnaient image ectoplasmique et passaient sans cesse de la terre ferme à des territoires fantasmagiques !

AVANT de York EGGER symbolisait la seconde attitude définie par Boulez : celle de l'écriture musicale (après vingt-cinq instruments), où la bande se réalisait par un ordinateur qui utilisait

à pleins bras les « notes » de la bande. Mais ce qu'expliquait Jean-François Bédard, dans une analyse de la musique d'Orff, Dionysie plutôt démônique. Mais ses arguments valaient, comme valent et instruisent les articles que le Monde de la musique de ce mois de mai propose en une étude consacrée aux maîtres chanteurs d'Adolf Hitler.

Le dossier est varié, sinon assés une introduction à la recherche musicale de deuxième guerre, tout à fait de circonstance en ces mois où, par Afghanistan et Iran interposés...

Le quatrième Festival international du théâtre se tiendra à Nanjing du 14 au 26 août. Quand il a été fondé par Jack Lang, en 1983, il réunissait des troupes universitaires, puis il est devenu le paradis des marginaux engagés dans les mouvements de contestation et des révolutions théâtrales. Sans oublier les Bread and Puppet, les Campesinos, Bob Wilson, seraient restés plus longtemps inconnus, non seulement chez nous mais

Aujourd'hui, les pratiques théâtrales ne peuvent plus répondre aux critères de la « marginalité » : elle porte sur des recherches de matériaux inédits, de lieux, de techniques nouvelles, et son développement trop coûteux pour l'entretien d'un théâtre public, n'assure pas entre dans des circuits parfois officiels, en tout cas reconnus, et ont continué leur développement. Les formes et les lieux de leur art se différencient plus par leur appartenance ou leur non appartenance à une institution n'ailleurs (de motifs en motifs) à une discipline limitée. Musique, cinéma, vidéo, théâtre, sont devenus, ensemble,

Le quatorzième Festival de Nancy cherche à rendre compte de cette diversité dans un grand nombre de lieux — parti pris imposé par l'absence de salles convenablement aménagées et qui lui seraient affectées d'une façon permanente. Il faudrait donc encore courir d'un endroit à l'autre, mais les troupes donnent une moyenne de huit représentations chaque semaine.

Les deux grands pôles du programme sont, du 15 au 23 mars, un spectacle d'André Engel, donné à l'aube sur un chantier : *Prométhée*. Et du 23 au 26, Pina Bausch, avec son *Macbeth*, plus *Café Müller*, qu'elle danse elle-même.

Signe des temps, les femmes en solo sont nombreuses : la Folonaise, la Danseuse (à partir du 16), les Allemandes Otrud Henningsen (à partir du 17) et

et qu'elle a
1980 me subvi
du ministèr
le communica

M Les habille
Français cre
credi 30 avril.
à l'appel de son
tous à appren
d'un ministre
gation égale.

Un projet retardé par la guerre de six jours

Franco Zeffirelli montera «Aïda» aux Pyramides en 19

Le Caire. — Franco Zeffirelli n'est pas rancoeur. Son film *Le monde est à nous* a été l'un des plus populaires de l'année, et il a permis à Zeffirelli, « cette année en Égypte, malgré un vil succès populaire, à cause des menaces de quelques extrémistes islamiques. Le grand metteur en scène italien s'est passé outre. » Ce qui est d'autant plus étrange que la situation du royaume de nu se : monder Adela devant les grandes pyramides de Gizeh. » Aux yeux de Zeffirelli, qui a déjà mis en scène avec succès à Milan, en 1965, une Adela encore présentée à l'heure actuelle, « l'Égypte est un pays merveilleusement étoilé de la vallée du Nil et les monuments immortels des pharaons peuvent permettre à l'opéra de Verdi de donner toute sa plus royale, sans les menaces de l'islamisme. » Le public très varié ayant le centre tous les prix de places.

Le thème de l'opéra de Verdi n'est-il pas égyptien et Le Caire n'a-t-il pas eu, jusqu'à l'incendie de son opéra, y a moins de dix ans, nombreux amateurs de bel canto ?

La guerre de six jours a dû fit échouer le projet, mais, paix venue, Zeffirelli a proposé d'acheter aux responsables égyptiens qui tiennent de la main le destin de leur pays, le droit de présenter devant leur public, à l'occasion d'un festival, le premier Festival international des pyramides qui, sans doute, bénéficiera de l'écluse de la disparition au Proche

Dès 1987, en prévision du centenaire de l'ouverture du canal de Suez (à l'occasion de laquelle, en 1869, l'œuvre fut commandée au peintre italien Giovanni Battista Tiepolo, qui avait déjà réalisé la khédive Ismail d'Égypte, mais ne put être jouée), Franco Zeffirelli avait exposé aux Égyptiens cette idée de mettre en scène aux pyramides une *Aïda* comme on s'en

DE LA MUSIQUE

Leurs du III^e Reich

On se souvient de comment « ça » avait pu commencer, quand on n'est pas fasciné par « ça » : à Vienne comme à Paris, les prix flambent sur le marché des disques et souvenirs d'opéra, les programmes de répertoires des hymnes au Führer. La musique, d'ailleurs, n'aurait rien à voir avec la politique. Oui, beaucoup de grands compositeurs et interprètes furent indignes collaborateurs, oui, les plus grands furent de se taire. Mais Toscanini, qui seigneurisait l'opéra, avait commencé par plaider la cause d'Hitler. Il quitta le Festival de Bayreuth à grand fracas : Mme Winifred Wagner n'aurait rien à se proposer sans sa participation. Elle régnera sur « les arts » de l'époque.

A Paris, les Vichyssois, en revanche, pour ne pas parler des occupants, avaient la trouille face aux zézous », dont le « swing » est mentionné dans deux juges-nègres. On ne se perd pas : Django Reinhardt, Stéphane Grappelli, Alti Campello. Ralus du pas de l'ole et du Halli Halli de ces colverts en chemise brune, à qui l'on avait répété que Bach, Mozart, Beethoven seraient recommandés. » p. 2. — M. L. S.

THE BEAT AU PALACE

Toujours le ska

Ceux qui ont néé aux succès
succès des Specials, de Madness et
du Selecter n'ont pas pu s'empêcher
de danser sur les pulsations du Beat, le
dimanche 27 avril au Palace. La salle
était comble pour ce groupe anglais
qui n'a enregistré que deux 45 sous et
dont on connaît à peine le nom.
Tous ceux qui vivent au rythme du ska,
recouverts des couleurs noires et blanches
de rasta, sont ceux qui ont obtenu

Le *Beau Sexe* terrible. Et s'il devait s'écrouler, ce serait à cause de la décadence de la culture de faire dans, une venue que les années 1970 avaient perdue et maintenant tout à coup grâce au *Beau Sexe*. Les gens imposent si le *Beau Sexe* est un phénomène de mode, si tous ces gens se sont défaits et l'absence par réflexion, l'absence de la culture de la culture. Au cas où, l'absence ne veut pas dire chose, le *Beau Sexe* et l'électricité passent. Le plus incroyable, c'est de voir à quel point tous ces groupes, qui sont nés à y a six mois, possèdent une sensibilité et la scène. Au bout de quelques, ce ne sont ni plus ni moins que des groupes de rock, qui ont des choses qui sont bien (ils le sont) ou même ne pèse en aucun façon sur la balance.

Lis comme les autres sa belle anglaise Two-Tones, les musiciens du Beat s'échappent pas à la règle du stax, ils sont turbulents, mouls sur leurs racines, pas pacifistes. Ils sont peut-être aussi : quatre blancs, deux noirs, un mexicain, une brune et trois Noirs (chasse, musique et barrière). The Beat est une douzaine le groupe de genre qui se rapproche le plus du reggae, grâce à Ranking Roger, notamment, ce tonnerre incroyable qui pratique le walk-over à la manière jamaïcaine. Et bien, si y a Sana, ce saxophoniste quinquagenaire, qui, après tout le long du concert ne sautonne, envoie ses riffs colorés, et qui, à la fin, The Beat se reviennent de bonne grâce, et se font applaudir pour leurs efforts, toute de nouveaux mais contents, ceux qu'il avait déjà inspirés. On écrie au bel et personnel s'en va l'intention de s'arrêter de danser.

CINÉMA

**« LE CIMETIÈRE
DE LA MORALE »
de Kinji Fukasaku**

Des mégagrammes japonais composés du générique *kyôka*, c'est-à-dire sommes az courbe de la violence nous se la quiteront plus. Insuper d'un fait divers authentique, l'élément de celle d'un jeune frondeur, solitaire, se trouve à la fin de la lettre contre la société et contre l'individu à qui elle appartient. Cela se passe dans les années 38, alors que le Japon réalisait de ses conquis, et que, par conséquent, le développement économique, se développait dans des groupes de hors-la-loi, que l'on appelait les « Yakuza » et qui, comme les *mafias* italiennes, s'abolissent qu'à leurs propres lois et à leur code de l'honneur.

Agé aujourd'hui de cinquante ans, Kiyaki Fukasaku est considéré comme le plus grand spécialiste des films de « Yakuza » du Japon. Il a écrit et réalisé (7), qui constituent une page de ce milieu « japonais très particulière. Avec « la Gensèteia » de 1949, il a été le premier à représenter un des six thèmes familiaux du « Yakuza » rebelle, assésé d'absolu, considéré par tous comme un « chieftain » et qui ne trouvaient que dans la violence une solution à ses problèmes.

[illegible]

JEAN DE BARONCELLI.

(1) Cf. *Cinéma d'aujourd'hui*, « Le cinéma japonais » (Pierre Lherminier

■ Cinq tableaux volés au mal dernier dans un appartement de Madrid ont été récupérés par la police espagnole au moment où ils allaient être expédiés à des acheteurs étrangers. Il s'agit de deux Goya (le portrait du prince Isidore et une vierge), d'une nature morte de Zorbaran et de deux peintures de Juan de Toléda.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	87,00
IMMOBILIER	14,00	16,40
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCARREES	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

(et départements d'Outre Mer)

Un organisme français de coopération recherche pour une Ecole d'ingénieurs du bâtiment près d'ALGER

INGENIEURS OU UNIVERSITAIRES

pour l'enseignement de :

- Mathématiques (DEA souhaité)
- Physique (DEA souhaité)
- Mécanique des fluides
- Résistance des matériaux
- Construction générale
- Structures (CHERAP ou ISBA souhaité)
- Techniques de construction (expérience chantier exigée, connaissances R.D. et informatique)
- Travaux pratiques RDM, mécanique des fluides, électrotechnique (AM de préférence avec expérience laboratoire ou service entretien en entreprise).

Les candidats doivent posséder une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, l'expérience de l'enseignement est souhaitée.

Les contrats, établis par le Ministère Français des AFFAIRES ETRANGERES, sont de 2 ans renouvelables.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. et d'une photo doivent être adressées à :

quaternaire éducation
34, rue de Liège - 75008 PARIS

qui est chargé de la sélection des candidats.

INTERPRETES DE LANGUE ARABE

Organisation des Nations Unies

Un examen d'aptitude aux fonctions d'interprète de langue arabe aura lieu en juin 1980 à New-York et à Genève, ainsi que dans d'autres centres, en fonction des candidatures reçues. Les candidats qui auront réussi à cet examen et fait l'objet d'une recommandation seront nommés initialement à des postes vacants à New-York et à Genève. Ils pourront par la suite être appelés à exercer dans d'autres lieux d'affectation en Afrique, en Amérique latine, en Asie et en Europe. Les candidats doivent avoir l'un des diplômes suivants : une licence en langues, une maîtrise en langues, une licence en langues et une excellente connaissance de l'anglais ou du français. Ils devront être diplômés d'une université ou d'un établissement équivalent et avoir fait la preuve qu'ils sont aptes à interpréter de l'anglais ou du français en arabe et de l'arabe en anglais ou en français. Ils doivent compter 20 jours d'expérience en tant qu'interprètes de conférence et seront payés d'un montant forfaitaire. Les candidats dont la combinaison aura été recommandée seront recrutés pour pourvoir des postes vacants ; ils percevront un traitement annuel brut de 19.000 dollars auxquels viendront s'ajouter une indemnité de poste (minimum net de 6.886 dollars pour New-York et de 19.531 dollars pour Genève) ainsi que, le cas échéant, des prestations familiales.

Des renseignements complémentaires ainsi que les formulaires de candidature peuvent être obtenus en s'adressant à :

Centre d'Information des Nations Unies
4 et 6, avenue de Saxe,
75700 Paris.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 16 mai 1980.

AFRIQUE CENTRALE

FRANCOPHONIE

filiale d'un très important groupe français d'édition recherche son

CHEF COMPTABLE

professionnel confirmé, doué d'une large autonomie. Il sera plus particulièrement chargé de l'application et du contrôle des méthodes de travail des comptabilités des différentes sociétés du groupe.

Une expérience préalable en milieu africain est largement souhaitée.

Ad. lettre de candidature sous réf. 294
BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche 75008 PARIS

Société d'ingénierie informatique

recherche pour l'AFRIQUE

INGENIEURS INFORMATIENS

Haut Niveau

Expérimentés, ils devront assurer des missions de conseil couvrant les domaines de l'informatique de gestion, des systèmes, des méthodes et de la formation.

L'intérêt de ces missions devrait motiver des candidats diplômés ayant une volonté réelle de transmettre leur savoir-faire à des équipes déjà très qualifiées.

Conditions de détachement intéressantes, salaire versé en France, avantages fiscaux, logement et voiture assurés.

Envoyer CV et prétentions sous réf. 79078/1 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

DOW CHEMICAL EUROPE S.A. is a large and successful international Chemical Company. We operate 52 sales offices and 25 manufacturing sites throughout Europe, Africa and the Middle East. Our product mix ranges from plastics, base and specialty chemicals to agricultural and pharmaceutical goods.

Our Technical Service and Development Center in Horgen near Zurich, Switzerland, has an opening for a

CHEMIST CHEMICAL ENGINEER in the field of PAPER COATING

As a member of the paper latex technical service and development group, you will be responsible for product development and customer service to the European paper industry.

Creativity is required in solving technical problems and in the translation of industry needs into new products. The ability to maintain close liaison with other functions, such as research, marketing, sales and manufacturing, is essential. Among the tools at your disposal are a well-equipped laboratory including a versatile high-speed pilot coater.

We require :

- A degree in Chemistry or Chemical Engineering ;
- A minimum of two years of industrial experience preferably in the field of paper coating ;
- Age between 26 and 32 years ;
- Knowledge of English, other major European languages are an asset ;
- Willingness to travel ;
- Creative, dynamic personality.

We offer :

- Training on the job ;
- Career opportunities based on your performance ;
- Progressive employment conditions ;
- A stimulating working environment in a young team.

If you are interested in this challenging job, please call or write to us for an application form.



DOW CHEMICAL EUROPE S.A.
Mr. R.M. Caljaeb Leland, E. Doanstrasse 3
CH-8181 Horgen/Switzerland
TEL. 01/728 21 11.

Jeune Ingénieur de Production

La SIFA est un Groupe Français dont 10 filiales sont implantées en Afrique Noire. Elle est spécialisée dans la production industrielle en grande série d'objets jetables.

La plupart des unités sont des sociétés de fabrication d'allumettes, de 50 à 300 personnes assurant l'approvisionnement d'un pays et parfois même exportant. Une diversification, à partir de cette activité de base, concerne les piles électriques.

La SIFA souhaite embaucher un Jeune Ingénieur diplômé d'une école de type Arts et Métiers ou ENSI de mécanique ayant une première expérience en production ou même débutant.

Après mise en contact, il aura responsabilité sur la fabrication de l'une des filiales. Puis à moyen terme, il évoluera vers une direction technique de sociétés africaines.

Ultérieurement une continuité professionnelle peut déboucher sur une direction d'Entreprise en Afrique ou en Europe.

Cette situation offre une perspective de stabilité professionnelle due à la diversité des implantations et les avantages matériels inhérents à l'expatriation.

Envoyer CV, explicite sous référence SIFA à :

CETAGEP 30, Av. Amiral Lemonnier
75160 MARLY LE ROI

Environnement Européen

Pour BRUXELLES et LUXEMBOURG

Recherches disponibles rapidement

Analystes Programmeurs

Confirmés COBOL - ICL 2904

Anglais indispensable

Tél. 225.12.46 ou 358.27.00

ingénieur mécanicien-électricien

La Compagnie Minière d'AKOUTA est une

Société Nigéro-Française exploitant et concentrant du minerai d'uranium issu d'un gisement situé dans le Nord du Pays. Elle cherche pour seconder le Chef du Service stellers généraux énergies UN INGENIEUR diplômé ayant 30 ans au moins et 5 ans environ d'expérience en entreprise dans l'industrie lourde.

Le contrat proposé est assorti des avantages et des garanties liés à l'expatriation. L'organisation du site favorise la vie en famille et la scolarisation des enfants jusqu'en fin de 3ème.

Ecrire avec CV explicite sous réf. CK/IME à :

CETAGEP 30, Av. Amiral Lemonnier 75160 MARLY LE ROI

SCHLUMBERGER

recherche pour

BASES D'EXPLORATION

PETROLIERE

EN LIBYE

MÉCANICIEN

CONFIRMÉ

pour participer à l'entretien et à la réparation d'une flotte de véhicules spécialisés.

CONDITIONS DE TRAVAIL :

- Salaire intéressant ;
- Emploi stable ;
- Régime de récupérations en France avec voyages payés.

QUALIFICATIONS

DEMANDEES :

- CAP mécanique automobile minimum ;
- Très bonnes connaissances des véhicules légers et camions avec moteur Diesel et essence ;
- Permis V.L. et P.L. obligatoires.

La position est ouverte de préférence à des candidats jeunes et actifs désirant faire une carrière.

Des possibilités de formation sur ce matériel spécialisé sont offertes à notre personnel.

Ecrire avec C.V. très détaillé incluant expérience, professionnelle, qualifications, nationalité, 30 rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

Important Groupe Agro-Alimentaire

Leader Mondial dans sa spécialité, recherche Dans le cadre de son développement à l'

ETRANGER

(Afrique Francophone, Brésil)

adjoins de direction technique

Les candidats, âgés de 30 ans minimum, devront être titulaires d'un diplôme INGENIEUR ENSAM ou équivalent, posséder une solide expérience en fabrication, gestion de la production, entretien, commandement des hommes, ainsi qu'une pratique courante d'une langue étrangère (Anglais, Portugais, de préférence).

Disposant de réelles responsabilités opérationnelles, les candidats retenus pourront se voir proposer un véritable plan de carrière, qui devra nécessairement s'appuyer sur un séjour de plusieurs années à l'étranger. Ils bénéficieront de tous les avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 3610 à J.G.M. Conseil - 2, avenue du Maréchal Foch - 92260 FONTENAY-AUX-ROSES.

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

cherche pour sa filiale en

ESPAGNE

(Provinces d'Aragon)

UN

CHEF DE PRODUCTION

Ce poste conviendrait à un

INGENIEUR

- possédant une bonne expérience de la fabrication dans le domaine de la Construction mécanique
- capable de mener à bien la réorganisation de la production
- parlant couramment Espagnol.

Avant son départ en ESPAGNE un stage sera organisé dans une Usine Française du groupe.

Envoyer CV et prétentions à

No 56.388 Contasse Publicité,

20, avenue de l'Opéra 75040

Paris Cedex 01 qui transmettra

PRÉFECTURE DE LA MARTINIQUE

recrute un :

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

inter-administration

- Ingénieur informatique ou équivalent ;
- Minimum 35 ans ;
- Solide expérience informatique, et possible connaissance matériel O.I.I. - TRS ;
- Sans des responsabilités et des contacts avec les utilisateurs.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions pour le 1 mai 1980, à M. Castelnau, sous-directeur de l'Organisation et de l'Informatique, Ministère de l'Intérieur - 2, place des Galvannes, PARIS-8.

Renseignements : 260-33-35, poste 3774.

PECHINEY UGINE KUHLMANN

recherche

pour AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTEUR COMMERCIAL

de ses filiales industrielles dans le domaine Bâtiment, produits plats et produits liés.

Formation technique de base et compétence en menuiserie métallique indispensables.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Le poste sera basé à ABIDJAN.

Adresser lettre manuscrite et CV, sous référence 284 à

BAILLY CONSEIL

40, avenue Hoche - 75008 PARIS

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

RADIO AUSTRALIE

SERVICE FRANCAIS

recherche

pour Melbourne (Australie)

PRÉSENTATRICE RADIO

traductrice anglais-français

Age 23-25 ans

Contrat de travail de 3 ans

Ecrire avec C.V. à Controller,

Radio Australia, Box 428 G,

S.P.O. Melbourne, Victoria,

Australie. Rép. 0611 14-5-1980.

emploi international

Cette classification permet aux

sociétés nationales ou internationales

de faire publier pour leur siège ou leurs

établissements situés hors de France

leurs appels d'offres d'emploi.

HYPOTHESES SUR JESUS

V. MESSORI

avec conseils de la direction

management d'un ouvrage

écrit et illustré

pour la diffusion

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

de la culture

OFFRES D'EMPLOI		ANNONCES ENCAISSÉES	
La ligne	La ligne T.C.	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	DEMANDES D'EMPLOI	33,00
IMMOBILIER	14,00	DEMANDES D'EMPLOI	33,00
AUTOMOBILES	39,00	IMMOBILIER	8,00
AGENDA	39,00	AUTOMOBILES	25,00
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	AGENDA	25,00
	123,48		29,40

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LE DIRECTEUR INDUSTRIEL

d'une Société Française Textile Maille (1400 personnes) désire assurer sa succession dans les meilleures conditions de mise en place.

La Société, un des leaders du sous-vêtement, compte également, parmi ses fabrications, une ligne de produits « Très Haut de Gamme » et une collection de hommes automobiles.

L'ensemble industriel, totalement intégré, est réparti en quatre usines, dont une à l'étranger, ce qui implique pour le candidat une compétence industrielle de premier plan et une connaissance expérimentale sur le terrain de toutes les techniques de l'industrie de la Maille.

Le candidat, 35 ans minimum, Ingénieur de bon niveau, aura exercé, durant plusieurs années, des fonctions analogues.

Une compréhension très large des problèmes humains, une autorité naturelle, lui permettront d'assurer sans heurt, mais avec rigueur et fermeté, ses responsabilités de commandement et de formation motivantes de l'encadrement.

Résidence dans un logement de fonction, à : BOMILLY-SUR-SEINE (Aube).

Les C.V. manuscrits (avec photo) étudiés par l'Equipe de Direction qui garantit le secret absolu, sont à adresser à :

M. le Directeur du Personnel,
DUPRE S.A.R.L.

Boite Postale 1 — 10101 BOMILLY-SUR-SEINE.

To complete its new Research and Development electronic team in Saint Etienne, Dowell Schlumberger is now seeking an

ELECTRONICS PROJECT ENGINEER

who will be responsible for the development of microprocessors systems for use in signal data processing.

The successful candidate will be involved in all aspects of hardware, firmware, design and verification, using development systems.

The profile required is :

- a university degree in electronics or a related subject
- a minimum of two years experience in the industrial application of systems design in real time processing
- fluent English

The expansion of the company offers extremely attractive career prospects to the right person.

Salary and other benefits are at a highly competitive level.

Send letter of application with CV, photo and current remuneration to

The Recruiting Manager
DOWELL SCHLUMBERGER
8, rue Bellini
75782 Paris Cedex 16

DOWELL Schlumberger

sal

Groupe SLIGOS

recherche pour son activité paribasienne Nan

JEUNE INGÉNIEUR

pour assister le Directeur du Département

Il se verra confier comme premières tâches :

- l'optimisation des schémas,
- le calcul informatique des prix de revient,
- l'élaboration des devis.

Son poste évoluera rapidement vers la prise en charge des relations avec clients et fournisseurs et la gestion des nouveaux produits du département.

Sortie avec curriculum vitae et photo à :

S.A.T.I. — Groupe SLIGOS — « La Giraudière », 37100 CHAMBRAY-LES-TOURNAIS.

LILLE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ (500 personnes)

filiale du premier groupe français et européen dans sa spécialité, recherche un

ingénieur entretien et travaux neufs

Placé sous l'autorité du Directeur de Production, il est le hiérarchique de 60 personnes réparties dans les sections électricité force motrice, mécanique, bureau de dessin, ayant chacune à leur tête un responsable.

Il a en charge :

- les budgets pièces de rechange,
- les études de matériels neufs et l'évolution des matériels,
- les interventions de dépannage,
- le suivi de l'entretien préventif existant.

Le poste est proposé à un Ingénieur ARTS et MÉTIERS, ICAM, FONDAMENTALEMENT DE FORMATION ET D'EXPERIENCE MECANIQUE.

Rémunération sur 13 mois + logement de fonction assuré dans la métropole lilloise.

Ecrire avec CV à G. STIKER, sous référence 3259 B, à

BOSSARD SELECTION
Centre Vaubans 201 rue Colbert
59800 - LILLE - Tél (20) 54.06.37

ORES MEMBRE SYNTET

CADRE COMMERCIAL

H.E.C. - ESSEC - E.S.C.

Nous sommes une SOCIÉTÉ FRANÇAISE fabriquant des produits de grande consommation, filiale d'un groupe connu, utilisant des méthodes modernes de gestion.

Notre croissance forte et régulière au cours des dernières années (+ 30 % l'an, C.A. : 130 millions de francs, 300 personnes) nous amène à renforcer notre direction commerciale.

L'homme que nous recherchons est un homme d'action diplômé d'une grande école.

Il aura, et possédera, une première expérience dans une fonction commerciale ou marketing. Il est apte au commandement et à la mise de la créativité et de l'innovation.

Il assurera à court terme des responsabilités importantes dans la direction et l'animation d'un service commercial et d'un réseau de ventes.

Perspectives d'avenir intéressantes, liées à l'expansion de la société et du groupe.

Lieu de travail : Grande ville de Bourgogne.

Env. C.V., photo et prêt, sous le n° 54816 M à : Régie-Presse, 55 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

UN INGÉNIEUR ANALYSTE DEBUTANT

FORMATION : MIAGE ou diplômé d'une Ecole d'Ingénieur préparant à la fonction informatique

- Il devra devenir rapidement opérationnel sur IBM S/34 pour prendre en charge l'analyse d'un secteur d'information sous le contrôle d'un Chef de Projet.
- Il devra ou récapituler les programmes et les procédures en en décrivant.
- Il participera à la maintenance de l'existant.

La rémunération est motivante.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à/ré. 3535 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

emploi régional

JEUNE GESTIONNAIRE DE PROGRAMMES INFORMATIQUES

de promotion universitaire à diplôme national d'Informatique

Le candidat (25 ans maximum) doit posséder une maîtrise de l'informatique, une expérience professionnelle de programmation, une bonne maîtrise de la gestion de bases de données, une bonne maîtrise de la gestion de fichiers, une bonne maîtrise de la gestion de la documentation.

Le poste est proposé à un jeune diplômé d'une grande école d'Informatique.

Env. C.V., photo et prétentions à/ré. 3535 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

CAPTOR

NANTES

THOMSON-CSF

CENTRE ELECTRONIQUE DE BREST

1) TROIS INGÉNIEURS ELECTRONICIENS CONFIRMÉS

2) Des INGÉNIEURS ELECTRONICIENS DÉBUTANTS

ASTER BOUTILLON

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Notre société recherche un collaborateur commercial expérimenté, capable de développer les ventes de nos produits.

Env. C.V., photo et prétentions à/ré. 3535 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Ingénieurs d'études

Service Ingénierie interne

LABORATOIRES LAROCHE

- Niveau : ingénieur diplômé
- Expérience : 3 ans d'expérience
- Spécialité : mécanique
- Rémunération : intéressante

Env. C.V., photo et prétentions à/ré. 3535 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'envoyer l'obligation de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de renvoyer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DSM France

Nous sommes la filiale française de l'un des groupes chimiques européens les plus importants.

DSM est implanté dans le monde entier avec des unités en Europe et en Amérique, produisant des engrais, des polymères, des matières premières pour fibres synthétiques et des produits spéciaux et est spécialisé dans la vente des matières plastiques.

Un de nos ingénieurs de vente ayant été promu.

Le Chef de l'Agence RHONE-ALPES recherche pour l'assistance :

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

PROFIL SOUHAITÉ :

- Expérience d'au moins 3 ans dans la vente de matières plastiques, engineering.
- Bonne connaissance de l'industrie de la transformation.
- Maîtrise de l'Anglais.
- Age : 35 ans minimum.

Pour nous rejoindre, il faut vouloir faire une carrière au sein d'une équipe commerciale jeune et soudeuse dans une entreprise exigeante mais pour qui les motifs formation, persévérance et promotion interne ont une signification.

Prévoir d'envoyer votre curriculum vitae avec photo récente et rémunération actuelle à :

DSM FRANCE
AGENCE DE LYON, 115, bd Masséna - LYON (69).

STE DES HYPERMAGASINS BRETONS MORLAIX

UNE ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU

ayant quelques connaissances travaux administratifs sur ordinateur.

Ce poste est un poste à responsabilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : Ste des Hypermagasins Bretons - Mr Windels 21, rue Auber - 75009 Paris

USINE D'ELECTRONIQUE REGION GRENOBLOISE

DIRECTEUR DE PRODUCTION

INGÉNIEUR de formation (Arts et Métiers, Centrale)

Expérience de plusieurs années en gestion de production et fabrication (si possible dans le domaine Electronique).

ANGLOIS INDISPENSABLE

Rattaché au Directeur de l'Unité, il aura la responsabilité de la coordination technique entre les Services Industriels (Mécanique, Méthodes, Achats) et la Fabrication.

- Bon organisateur.
- Soucieux des relations sociales.

Niveau d'appointement : 150 000 F annuels.

Envoyer candidature sous réf. N° 98.528 à : CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MERLIN GERIN

GRENOBLE recherche

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

DIPLOME GRANDE ECOLE

Possédant de sérieuses connaissances en micro-processeurs (mise en œuvre et programmation) pour poste d'ASSURANCE QUALITE.

Désigné à superviser études et réalisations de systèmes complexes de haute sécurité en techniques programmées.

Convient à ingénieur ayant 3 à 5 ans de pratique.

Ecrire à MERLIN GERIN
D.F.C. - Réf. GDL 104
38050 GRENOBLE.

Nous sommes une société industrielle en pleine expansion, nous recherchons :

Chef Comptable

Cadre ayant au moins 5 ans d'expérience (entreprise, cabinet expertise comptable).

Il aura la responsabilité de la comptabilité informatisée, C.E. et bilans trimestriels, budgets à préparer, etc.

D.E.C.S. complet ou équivalent.

Notions allemand ou anglais appréciées.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions sous réf. 1594 à : Mme A. GARRET - 11 rue Mauvoisin 44200 NANTES

Ingénieur électronicien

Strasbourg

rattachée au Groupe CGE, est leader en France sur le marché de la téléphonie privée. Elle est spécialisée dans les systèmes de communication conçus autour de micro-processeurs et qui évoluent vers des applications télématiques et bureautiques.

Elle recherche un Acheteur-Négociateur qui aura la responsabilité de traiter tous les marchés de composants électroniques, à court et long terme. Cette fonction implique des contacts de très haut niveau avec les plus grands fournisseurs américains, japonais, anglo-saxons, allemands etc.

Ce poste convient à un ingénieur électronicien, âgé de 30 ans environ, parlant parfaitement l'anglais, ayant une expérience technique de quelques années dans le domaine des composants ou une expérience commerciale, ventes ou achats.

Basé à Strasbourg il aura des déplacements en France et à l'étranger.

Bonnes perspectives de carrière dans une entreprise en pleine évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé ss référence 11590/M, mentionnant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES - Téléphone 772.31.32

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

AUDIT INTERNE

Dépendant du directeur financier, il sera chargé d'évaluer les opérations comptables, financières et autres en vue de mesurer l'efficacité des moyens de contrôle à la disposition de la direction financière et de recommander les procédures appropriées.

La candidate doit avoir une expérience d'au moins trois ans acquise dans l'un des huit plus importants cabinets anglo-saxons d'expertise comptable.

CE POSTE EST A POURVOIR A MARSEILLE

Adresser C.V. manuscrit et photo à :
n° 19.568 M, RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ RÉGION THONVILLE

C.A. : 750 MILLIONS

recherche

CADRE COMPTABLE

TRES HAUT NIVEAU

Pour prendre en charge l'ensemble de la comptabilité générale et analytique.

Connaissances fiscales indispensables particulièrement en taxes d'affaires.

Ecrire à REGIE-PRESSE sous le n° T 01946 M à : 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

Un DIRECTEUR pour son Département

ENTREPRISE GÉNÉRALE

Le postulant, issu d'une grande Ecole d'Ingénieurs, devra avoir exercé les fonctions de Directeur d'Agence Bâtiment, Constructions Industrielles ou T.P.

Il aura une grande expérience des problèmes techniques, administratifs, financiers et commerciaux de la Profession.

Candidature manuscrite, C.V. et photo à adresser Régie-Presse (n° 63), 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

طكا من الاصل

offres d'emploi offres d'emploi

SOPAD - NESTLÉ

recherche pour le Département Installations de son Siège Social à COURBEVOIE un

INGÉNIEUR

pour participer aux études et réalisations d'installations électriques (S.T., M.T., Mesures Contrôle-Commande) dans le cadre de projets industriels. Ce poste, qui comporte des déplacements de courte durée en province, conviendrait à un (e) jeune diplômé (e).

E.S.E., I.E.G., A.M., etc.

débutant ou ayant une première expérience. Il ouvre des possibilités d'évolution ultérieures.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à SOPAD - Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer - 92411 COURBEVOIE - CEDEX.

Cincom Systems

Le professionnel des systèmes de gestion de base de données et de télétraitement

RECHERCHE :

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés de l'enseignement supérieur et ayant plusieurs années d'expérience pratique des matériels et logiciels IBM, des SGBD et des systèmes de télétraitement. La connaissance des applications informatiques est un atout important. Ces postes sont à pourvoir à Paris. Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

UN INGÉNIEUR

spécialiste CII-HB niveau 66, très bonne connaissance GCOS, GEMAP indispensable et connaissance TDS, IDS appréciées. Ce poste est à pourvoir à Paris.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Diplômés de l'enseignement supérieur ayant une très bonne expérience des applications informatiques et des systèmes DB/DC.

Rémunération importante, promotion basée sur les résultats. SGBD TOTAL est disponible sur plus de 25 matériels différents et constitue avec quelque 3 000 utilisateurs le SGBD le plus utilisé à travers le monde.

Envoyez CV manuscrit, photo et préférences à : CINCOM SYSTEMS 1107 des Marins 208, rue Raymond-Losserand 75680 PARIS CEDEX 14 - Tél. : 545.67.79

THOMSON-CSF TELEPHONE

NOTRE DIVISION TELEPHONIE PRIVEE DEVELOPPE SES SYSTEMES TELEMATIQUES ET VOUS PROPOSE AU SEIN DE SON DEPARTEMENT D'ETUDES ET D'INDUSTRIALISATION DES POSTES :

d'ingénieurs matériels et logiciels

réf. DVI 801 Ils seront chargés de concevoir dans le domaine de la télématique, des terminaux et des systèmes pour les marchés métropole et export.

Les candidats retenus seront diplômés de l'enseignement supérieur ENST, ESE, ENSI et posséderont une expérience dans les domaines suivants : électronique, logique et analogique, informatique, matériels, microprocesseurs. En raison de nombreux échanges techniques avec l'étranger, une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

de techniciens électroniciens niveau IV et V

réf. DVI 802 Titulaires d'un BTS, DUT ou niveau équivalent. Ils seront chargés des essais et de la mise au point de produits télématiques utilisant des microprocesseurs. Les candidats posséderont une expérience en microélectronique, logique, analogique et microprocesseurs.

Les possibilités de carrière sont liées au fort taux de croissance de notre division et aux capacités des titulaires à assurer des responsabilités élevées. Vous adressez votre C.V., détaillé et préférences en indiquant la référence des postes choisis à Y. KREMER - THOMSON-CSF TELEPHONE - 146, bd de Valmy - 92700 COLOMBES. Les candidatures des ingénieurs et techniciens débutants seront examinées également.

SOCIETE FRANCAISE, LEADER DANS SA BRANCHE

recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR en chimie analytique et/ou électrochimie

pour son laboratoire proche banlieue Ouest de Paris. Le candidat, dégagé des obligations militaires, titulaire d'un DUT, a, si possible, une expérience des méthodes instrumentales.

Après période de formation, le titulaire sera chargé sous la responsabilité d'un ingénieur, d'études et de travaux de laboratoire dans le domaine des revêtements métalliques et de l'analyse des produits alimentaires. Anglais technique nécessaire.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et préférences sous référence 2484 à Madame LAMY qui transmettra.



35, rue du Rocher 75008 PARIS

emplois régionaux

emplois régionaux

JEUNE GESTIONNAIRE DE PROGRAMMES IMMOBILIERS

Nous sommes une Société de promotion immobilière à vocation nationale. Pour faire face à notre développement sur le littoral méditerranéen, nous nous installons à ADX EN PROVENCE. Nous recherchons un candidat (28 ans environ) qui, après une première expérience de l'immobilier, souhaite maintenant prendre des responsabilités et assurer la gestion complète de programmes. Notre rythme d'expansion vous offrira de larges possibilités de promotion. Formation supérieure (H.E.C., ESC, Sciences ECO...). Résidence : ADX EN PROVENCE - Sahara : 70.000 F + Merced d'envoyer CV manuscrit et photo sous réf. 218/80 à : L.S. CONSEIL 34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE CEDEX 2.



NANTES PARIS LYON MARSEILLE

SAPHYMO - STEL

Filiale THOMSON-CSF

Activités Electrothermie Centre de Grenoble

Ingénieur électronicien

si possible ayant deux ou trois ans d'expérience en études, chargé d'animer une équipe pour développer des onduleurs de puissance.

Ecrire avec CV détaillé, photo et préférences à Madame JAULIN 29 avenue Carnot 91301 - MASSY

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

recherche

INGENIEURS

SORTANT DES GRANDES ECOLES

Libérés des obligations militaires, pour pré-embauche à l'ENSPM (géophysique, scolarité 1980-81) Aptitudes à l'expatriation.

Envoyer C.V., photo sous référence 56022 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas - Tour 12-04 - 64000 PAU.

Soc. de Prestations de Services CAMBRAI (250 personnes)

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

20 ans minimum. Connaissances : ESC-EDHEC-DECS C.V. + photo + préférences. ECR. n° 8053, « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, Paris Cedex 09

Importante Société produisant des matériaux modernes pour l'éclairage et l'automatisation, à STRASBOURG, recherche

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

portant bien l'allemand ou l'anglais. 2 ans d'expérience labo recherche et développement.

FORMATION : ENSE-ENSC (Maîtrise chimie et similaire) et spécialisation : EAMP - IPC (Mécanismes, polymères, caoutchouc).

MISSION : Etudes et développement nouveaux produits pour l'isolation thermique, acoustique, etc.

Possibilités d'avancer. Poste stable à larges initiatives. Adr. C.V. détaillé s/réf. 900 à SELETEC Conseil en Recrutement 67009 STRASBOURG CEDEX.

CONSTRUCTEUR D'EQUIPEMENT POUR

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

recherche pour centre

BRETAGNE

CHEF D'ATELIER

(50 personnes)

Connaissances chaudronnerie inox exigées.

Expérience direction d'atelier indispensable pour coordonner fabrication diversifiée. Sans de commandement. Situation évolutive dans société en développement.

Adressez C.V. manuscrit avec photo et préférences à S.J.F.P. 8, place de Colombie 33100 RENNES.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR D'EQUIPEMENTS PRIORITAIRES INDUSTRIELS, 400 pers., en expansion, grande ville universitaire de l'Est, recherche

INGÉNIEUR

CHARGÉ D'AFFAIRES

AM-ENSI-NSA ou similaire

3 à 5 ans d'expérience : Travaux réels en génie chimique, pétrochimie, alimentaire, installations frigorifiques ou thermiques. Connaissances mécaniques des fluides, thermique ou froid.

Anglais ou allemand parlé couramment indispensable.

MISSION : Réaliser des installations frigorifiques industrielles : calculs d'échanges thermiques, choix des composants, contrôle de budget, coordination études, achats, montage.

Déplacement de courte durée. France et étranger. Adres. C.V. détaillé, sous réf. 896 à SELETEC Conseil en Recrutement 67009 STRASBOURG CEDEX.

TELECOMMUNICATIONS

recherche

BORDEAUX

DE BASES DE DONNEES

de format. sup., 2 ans exp. min. S/RB 14 avec IDS-2. Env. C.V. détaillé à DAAT 31, route de Pauliac, 33200 Mérignac. Réf. M. Carraz Tél. : (56) 96-96-30.

CENTRE COMPTABILITE FISCALITE AGRICOLE

recrute de suite

CADRE RESPONSABLE

(Unitaire D.E.C.S.)

C.V. manuscrit et préférences à C.E.C.O.G.E.F.I. S.P. 18 26000 Châteauneuf-Cedex.

SELETEC Conseil en Recrutement 67009 STRASBOURG CEDEX.

ECOLE D'INGENIEURS LYON

recherche

JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT

ou quelques années d'expérience motivée par la métallurgie pour laboratoire matériaux et conduite travaux expérimentaux, enseignement, expertise. C.V. détaillé, sous réf. « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, Paris Cedex 09

IMPORTANTE BONNETERIE Région Sud-Est, rech.

Ingénieur débutant. Bilingue de préférence. Env. C.V. photo, préférences à 15540 CONTESSÉ Publiée 20, av. Opéra, PARIS-16.

STATION « LES KARELLIS » Station Coopérative Nivernaise recherche :

RESPONSABLE ANIMATION

— Solide expérience dans le domaine de l'animation et de la gestion acquise à des postes de responsabilité d'équipements touristiques, — Connaissance adéquate du tourisme associatif, — Expérience souhaitée de la vie en montagne. Adressez C.V. et préférences avant le 15 mai 1980 à : Station « Les Karellis » 73300 St-Jean-de-Maurienne.

1) TROIS INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS CONFIRMÉS

Ayant plusieurs années d'expérience dans les domaines suivants :

- traitement du signal
- et/ou
- radar (antennes, hyperfréquences, émission).

2) Des INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS débutants

Diplômés d'une grande école.

Pour travaux d'études et de développement dans les domaines ci-dessus.

Les candidats sont priés d'adresser C.V., photo et préférences au service du Personnel THOMSON-CSF, route du Conquet, 29200 BREST.

ASTER-BOUTILLON

GRUPE SCHLUMBERGER

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Il sera responsable des ventes de matériel de distribution de carburant sur la Région RHONE-ALPES. Ce poste, basé à LYON, conviendrait en particulier à un candidat ayant quelques années d'expérience commerciale ; des connaissances en électromécanique seraient souhaitées. Une évolution rapide au sein du Groupe est assurée pour les collaborateurs performants.

Votre candidature, avec C.V., lettre manuscrite, photo et préférences, sera reçue par la Direction du Personnel VOLUCOMPTEURS ASTER-BOUTILLON 4, rue Fabia - 69732 LYON CEDEX.

Ingénieurs d'études

Service Ingénierie usine

LABORATOIRES LAROCETTE

- Niveau : ingénieur diplômé (INSA, ICAM, AM...), 3 ans d'expérience en milieu industriel ou en bureau d'ingénierie mécanique.
- Anglais souhaitable.
- Promotion et rémunération intéressantes.
- Tous avantages sociaux.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à : LABORATOIRES LAROCETTE, 3, rue du Champs-de-Gare-Armas, 69655 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOI	La Seine	La Seine T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	108,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	26,00	28,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REIMS **Lanson** FRANCE
MAISON FONDÉE EN 1760

Une des plus importantes maisons de Champagne faisant partie d'un groupe international recherche dans le cadre de l'expansion de son département exportation

un chef de secteur pour l'Europe

Véritable ambassadeur de notre Société, il travaillera en relation étroite avec nos distributeurs à l'étranger, en priorité sur l'Allemagne Fédérale, les Pays-Bas, la Suisse et l'Autriche.

Rattaché à notre Direction Export à Reims, il contribuera à la définition de la politique commerciale de la Société et sera responsable de la gestion complète de son secteur.

En outre, il lui appartiendra d'animer et de développer les ventes. Pour y parvenir, il se verra confier le recrutement de nouveaux agents. Il sera également chargé du suivi et du contrôle des budgets publicitaires.

Profil : une formation grande école de commerce ou équivalente et un goût prononcé pour les relations humaines à tous les niveaux ; une connaissance de l'allemand absolument parfaite et si possible la pratique de l'anglais ; une grande disponibilité.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous la référence O 145, à Champagne Lanson, Direction du Personnel - Boîte Postale 163 - 51056 Reims Cedex.

PRIME

recherche dans le cadre du lancement et de l'expansion rapide de ses nouveaux produits "Bureautiques"

Ingénieur support Bureautique

pour prendre en main l'adaptation française, le support avant-vente et après-vente du produit logiciel Bureautique PRIME. Cette fonction, pouvant évoluer vers une fonction de Chef de Produit, demande une bonne connaissance des applications bureautiques, du langage FORTRAN, de logiciels d'exploitation avancés.

Assistante de clientèle réf. 0149

pour prendre en main l'assistance avant-vente des démonstrations, la formation des utilisateurs. Cette fonction demande une bonne expérience de l'utilisation d'un système de traitement de texte à poste d'un constructeur spécialiste.

Pour ces deux postes, la connaissance de la langue anglaise serait grandement appréciée. Envoyer C.V. avec photo et prétentions en précisant la référence du poste, à : PRIME INFORMATIQUE S.A., 33, rue Fernand-Foresti 92150 Suresnes Tel : 772.91.17.

PRIME

CADRE DE VENTE emballages plastiques

La filiale d'un Groupe International, banlieue Sud-Est de Paris, spécialisée dans la fabrication et la vente d'emballages plastiques pour les industries cosmétiques, pharmaceutiques et produits industriels recherche un CADRE DE VENTE désireux de s'intégrer dans une petite équipe commerciale, pour d'une part assurer le suivi d'une clientèle existante, d'autre part développer de nouvelles lignes de produits.

Le candidat retenu devra avoir une bonne expérience de la vente de produits de types industriels. La connaissance de l'anglais sera appréciée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, sous réf. 922A/AL, A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

GÉRANT DE PATRIMOINE

CLASSE VII minimum

recherché par BANQUE PARISIENNE

Ce poste s'adresse à un cadre ayant une expérience pratique de l'analyse financière, des titres, de la bourse française et étrangère ainsi que des placements diversifiés.

Env. lettre man. + C.V. + photo à O.C.E.P., m. la réf. 702 M, 66, r. de la Chaussée d'Antin 75008 Paris.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Centre de Traitement des Opérations Bancaires situé à Paris

INGENIEURS ANALYSTES

• Ils participeront aux études et à la réalisation de nouveaux projets dans le domaine des instruments de paiements nationaux et internationaux.
• Ecole d'ingénieur ou Maîtrise d'informatique et quelques années d'expérience.
• Expérience Télétransmission souhaitée pour l'un des postes.

Adresser C.V., photo, salaire et prét. sous réf. 58 à CNCA Recrutement Carrières Cedex 25 - 75208 Paris Bruns

IMPORTANTE SOCIETE PARIS (15°)

recherche pour son SERVICE ETUDES

INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour conception et développement d'équipements de télécontrôle industriel. Expérience 3 à 5 ans de logiciel (microprocesseur en temps réel) et/ou de matériel (analogique, digital). Etudes postes à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. et prétentions à n° 289 PUBLI G.E., 27, Faubourg Montmartre, Paris (9°), qui transmettra.

MOTOBECANE

recherche pour SON BUREAU D'ETUDES

JEUNES INGENIEURS ET INGENIEURS CONFIRMES

INTERESSEES PAR LE 3-BOUES

— Diplômés des grandes écoles ;
— Expérience moteurs souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions à MOTOBECANE Service du Personnel, S.P. 202 93502 PANTIN CEDEX

Henkel France

1 MILLIARD C.A.

filiale d'un des premiers groupes chimiques européens recherche pour sa division Comptabilités Finances

CREDIT MANAGER

Il dirigera les services comptabilité fournisseurs et comptabilité clients, et assistera les acheteurs et les commerciaux dans leurs négociations sur les conditions de paiement et de crédit auprès des fournisseurs et des clients.

Ce poste conviendrait à un cadre confirmé, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC ou équivalent), ayant 5 ans minimum d'expérience dans une fonction analogue.

La connaissance de l'allemand est un atout.

Ecrire sous référence 2055 M HENKEL FRANCE, Direction des Relations Humaines, B.P. 111 - 94250 GENTILLY.

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION

développant ses activités de coopération industrielle avec ses partenaires d'Europe et des Etats-Unis

recherche pour l'une de ses unités BANLIEUE SUD DE PARIS

JEUNES INGENIEURS MECANICIENS

Chargés de coordonner les méthodes de fabrication avec les bureaux d'études, de définir et mettre au point des techniques ultra-modernes d'usinage.

PROFIL : ingénieurs diplômés d'une grande école (ECP, Mines, A.M.,...), débutants ou première expérience professionnelle, motivés par la fabrication.

INGENIEURS MAINTENANCE MACHINES OUTILS A COMMANDE NUMERIQUE

Chargés d'assurer le support technique d'un important parc de machines outils à commande numérique (environ 140 MOCN).

PROFIL : ingénieurs diplômés d'une grande école ayant de solides connaissances en électronique, des compétences en mécanique et hydraulique.

Ces postes ouvrent de larges possibilités d'évolution de carrière au sein d'une Société en forte expansion.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser sous le No 56166, à CONTEXTE PUBLICTE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Un Groupe International souhaite renforcer les compétences informatiques de son implantation en France et recrute pour cela un Jeune Ingénieur Informaticien

CONSEILLER INTERNE EN INFORMATIQUE

Il assume une très large mission de développement et d'applications et intervient sur tous les problèmes informatiques de l'entreprise :

— Promotion de l'informatique interne à partir des développements technologiques et des applications réalisées par les autres unités du Groupe.

— Participation aux études pour les parties informatiques des projets confiés à nos consultants.

Ce poste intéresse un débutant bien formé à l'informatique ou ayant une première expérience en SSC Polyvalent (ou pouvant le devenir rapidement) il est attiré par des activités très diversifiées et par des contacts étroits avec les utilisateurs dans l'entreprise.

Ce recrutement a été confié à :

GROUPE

ETHNOS

Recrutement et Orientation de Personnel -

9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris, qui recevra les candidatures sous la réf. 76.930 M.

INGENIEURS CONFIRMES INGENIEURS DEBUTANTS

- Logiciels temps réel
- Télétraitement
- Micro, mini ou grands systèmes
- Systèmes de gestion informatique
- Calculs scientifiques
- Outils logiciels de base

INTERESSES PAR EMPLOI A

PARIS - RENNES - TOULOUSE - LANNION

Dans une société à forte croissance proposant :

- Activités variées sur une gamme importante de projets (télécommunications, satellites, vidéo, bureautique...)
- Plan de formation interne
- Promotion fonction des capacités.

Ecrire avec C.V. et photo à CAP SOGETI LOGICIEL - 5, rue Louis Lejeune - 92128 MONTRouGE CEDEX

CAP SOGETI LOGICIEL

Division TELEMATIQUE

Ingénieurs technico-commerciaux

Nous recherchons de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur informatique, (maîtrise, MIAGE, écoles d'ingénieurs) souhaitant faire carrière chez un leader de l'industrie informatique.

Vous serez intégrés dans des équipes dynamiques où nous vous confierons la double responsabilité de support à la vente et d'assistance auprès de notre clientèle.

La formation que nous assurons, vous permettra d'acquérir l'expérience nécessaire à votre évolution au sein de la Campagne et de progresser rapidement dans la connaissance de votre profession.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Nous avons un programme annuel de recrutement. Il vous est donc possible de prendre contact avec nous dès à présent ou dans quelques mois afin que nous discutions de notre éventuelle collaboration - même si vous n'achevez votre formation qu'à la fin de cette année universitaire.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
Albert NAHMAS
S.A. BURROUGHS
202, Quai de Clugny
92110 CLICHY.

Burroughs

CONSEILLER REGIONAL DE GESTION:

POUR AIDER NOS CONCESSIONNAIRES A MIEUX GERER LEUR PME

De formation commerciale supérieure (ESC, EDHEC, etc...) option finances-compta (DECS ou équivalence) vous avez une très nette sympathie pour la gestion de PME.

Et puis, parce que vous savez que la vraie carrière passe forcément par le terrain, vous êtes prêt à vous impliquer auprès de nos concessionnaires, à vivre dans une métropole régionale pour assister un de nos directeurs régionaux. Dans une fonction que nous régionalisons et développons.

Conseiller en gestion, vous interviendrez directement auprès de notre solide réseau de concessionnaires indépendants : amélioration des systèmes de gestion, conseil sur la planification et le contrôle budgétaire, aide à la mise en place de systèmes automatisés, évaluation des risques financiers...

Vos interlocuteurs ? Le gérant de la concession, son chef comptable et administratif, mais aussi la direction régionale que vous conseillerez pour tout problème de gestion et de développement du réseau.

Bien sûr, vous assurerez la gestion du budget commercial de la région et le contrôle de son affectation.

Vous avez déjà une première expérience pratique ? Cela vous aidera dans cette mission. Au sein d'un groupe multinational.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 2365 à rscg carrières - 64, rue la Boétie - 75008 PARIS.

Un des premiers Groupes français d'Assurances recherche des

CHARGES D'ETUDES EN ORGANISATION

Intégrés dans un département jeune et en pleine expansion, les candidats retenus réaliseront des missions d'études et de conseil en organisation pour les différents départements de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (ingénieurs, école de commerce, de gestion, sciences-eco).

Les postes sont situés à Paris; l'un d'eux nécessitera des déplacements en Province.

Envoyer C.V., photo et rémunération souhaitée sous No 55.587 CONTEXTE PUBLICTE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

ONNEL

Contrôleur de gestion

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Directeur administratif et financier

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	87,00
IMMOBILIER	14,00	18,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	128,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	25,40
AUTOMOBILES	25,00	25,40
AGENDA	25,00	25,40

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi



LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS (PARIS A)
ISSY-LES-MOULINEAUX
recrute pour sa
DIVISION RESEAUX DISTRIBUTIONS-SERVICES
Département réseaux à valeur ajoutée, des

INGENIEURS

de haut niveau : UNIVERSITAIRE, ou GRANDE-ECOLE

Postes à pourvoir :

- CHEF de son EQUIPE RESEAUX de communication de l'écrit (plusieurs années d'expérience en architecture de réseaux sont indispensables).
- Plusieurs INGENIEURS pour participer à la définition de réseaux télématiques : vidéotex, téléx, annuaire électronique, radio-mobilité (une expérience professionnelle en électronique, télé-informatique et réseaux est hautement souhaitée).

Anglais indispensable.

Adressez CV détaillé et prétentions au CNET - Centre Paris A.
Division RDS
38/40, avenue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.



Division Télécommunications


DOCUMENTALISTE ELECTRONICIER (NE)

Formation demandée : B.T.S. - D.U.T.
électronique ou assistante d'ingénieurs Niveau IV ou V

Expérience souhaitée dans le matériel télécommunication radio.
Connaissances de la documentation automatique (base de données) appréciées.
Les débutants peuvent adresser également leur candidature.

Anglais nécessaire

Adr. C.V. photo et prétentions à J.-P. GALLAIS,
14, rue du Fossé-Blanc - 92231 GENNEVILLIERS.



INTERNATIONAL FASHION DIRECTOR PARIS
WOOL - A NATURAL LEADER

An important element of the world wide merchandising and advertising programmes of the International Wool Secretariat is the projection of wool as a fashionable fibre. We are looking for a senior executive for our Fashion Office in Paris who can maintain and develop our international fashion and publicity services, highlighting the importance of wool to the women's ready-to-wear industry, trade and consumers.

You will contribute to our authoritative marketing influence by the identification, analysis and distribution of fashion trends favourable to wool in the volatile women's ready-to-wear markets of the world. As part of our Headquarters marketing team, you will be able to call on a wide range of our own sophisticated colour, design and styling resources. The job complex, involving international contact with fashion houses, textile industries, retailers and communication media.

You must therefore be able to travel far and often. Fluency in English and French is essential, as is wide experience of the diverse elements of fashion and its influence on the women's ready-to-wear industry and international retailing.

An excellent salary and a car is offered, together with other significant benefits. Salary progress will be related to job performance and statutory requirements.

Candidates (approximately age 35-45) should write in English with full details to :

Mr. T.B. Altham
International Wool Secretariat
Wool House
Carlton Gardens
London SW1T 5AN.

Applications should be marked "Private and Confidential" and will be treated in the strictest confidence.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE D'ETUDES ET DE CONSTRUCTION DE CHAUDIERES POUR CENTRALES THERMIQUES ET NUCLEAIRES situées à VALLEY (78)

recherche

2 INGENIEURS

A.M. OU EQUIVALENT

Le premier poste (SF 1) :


- pour conception et calculs de machines tournantes (matériel lourd).

Le deuxième poste (SF 2) :

- pour suivi de conception et calculs de bâtiments métalliques industriels ;
- déplacements à l'étranger.

- Expérience de plusieurs années en bureau d'études exigée.
- Anglais courant indispensable.
- Motives d'indépendance souhaitées.

Adressez C.V. détaillé et prétentions sous référence 2.779 M (SF 1) ou (SF 2) à SWERDLOV, R.P. 209, 75044 PARIS CEDEX 06, qui transmettra.



IBM

pour développer son département :
CENTRE EUROPEEN D'INFORMATIONS EN TEMPS REEL des

Analystes Programmeurs

Assembleurs IBM 370-PL1

Écrire avec C.V. et prétentions sous réf. AS 4/80 à SG 2 - groupe OPTER, 12, AVENUE VION-WITCOMB - 75016 PARIS.



Division TELECOMMUNICATIONS

CADRES DE GESTION COMPTABLE

Formation ESSEC - Sciences Po - Sup de Co - Maîtrise Sciences éco.

Les candidats retenus seront affectés dans les services comptables puis après un passage de quelques années dirigés, s'ils le souhaitent, dans des postes de

contrôle de gestion

Une première expérience comptable d'audit est souhaitable.

Adressez C.V., photo et prétentions à J.P. GALLAIS - 16, rue du Fossé Blanc 92231 GENNEVILLIERS.

Nous sommes une Société de Services en génie mécanique. Nos ingénieurs appliquent aux problèmes industriels, leur compétence en mécanique des solides continus.

Pour renforcer notre potentiel, nous recherchons des

Ingénieurs en mécanique de la rupture

possédant une expérience concrète et un goût pour l'animation et le travail en équipe.

Lieu de travail : région Parisienne.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 3000 à nos carrières 64 rue la Boétie 75008 PARIS.



MAISON Bruno-Petit

VENDRE ET FAIRE CARRIÈRE

VENDRE, est-ce pour vous une vocation, un choix, un hasard ?

L'important est que vous réussissiez

Vous aimez ces moments d'intense satisfaction à chaque nouveau contrat signé

La variété des contacts et l'autonomie dans votre travail sont des éléments qui vous sont indispensables.

Un seul cependant :

vous vous intéressez sur votre avenir

GROUPE A L'ÉCHELON NATIONAL

Nous vous apportons une réponse et une chance : celle de valoriser votre compétence commerciale en conduisant votre carrière

Vous n'avez pas seulement à négocier des contrats auprès d'une clientèle sélectionnée, mais aussi de maîtriser pleinement toutes les étapes préalables à l'acte de vente

Nous vous offrons :

- une formation complète ;
- une rémunération attractive liée aux résultats (fixe important + commissions) ;
- un soutien publicitaire important.

Vous voulez nous rejoindre :

Départements : 95 - 94 - 77 - Nord, présentes-vous le mercredi 30 avril 1980, à 10 heures précises. LES MAISONS BRUNO-PETIT Centre Commercial Meaux-Beaumont, 77100 MEAUX.

GROUPE FRANCAIS MECANIQUE DE PRECISION
RECHERCHE POUR SON SIEGE SOCIAL PARIS

Rédacteur Technique Information Interne

Au sein d'une petite équipe chargée d'animer les communications internes, il aura pour tâche de participer :

- A la réalisation des supports d'information destinés au personnel (sélection de thèmes, recueil d'informations, rédaction d'articles - principalement à caractère technique, industriel et professionnel - pour le journal d'entreprise et divers bulletins et brochures) ;
- Aux actions menées en matière de communication, en liaison avec les unités locales (exposés, projections, etc.) ;
- A la mise en place (conception, élaboration) d'actions ou supports nouveaux de communication.

Le candidat recherché devra être diplômé de l'enseignement supérieur scientifique ou technique, avoir la pratique des langues et techniques de la communication, notamment dans le domaine de la vulgarisation scientifique, être doté d'un esprit créatif et d'une bonne aptitude à l'animation. Anglais parlé indispensable.

Adressez lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 56120, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



SESA

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, recherche

deux ingénieurs informaticiens formateurs

ayant plusieurs années d'expérience de réalisation de logiciel. Ils devront organiser et animer des stages de formation à l'informatique de longue durée pour des ingénieurs débutants.

Envoyer C.V. sous réf. 136 à SESA, Direction du Personnel, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS Leader dans l'exportation de biens industriels recherche pour son Siège Social à PARIS

ASSISTANT AU RESPONSABLE DE LA PLANIFICATION FINANCIERE A MOYEN TERME

Chargé du plan de financement à moyen terme et des études financières prévisionnelles.

Le candidat retenu sera diplômé d'une Grande Ecole Administrative ou de gestion, aura une première expérience de la gestion financière d'une grande société.

Notre groupe connaît une forte expansion sur les marchés mondiaux. Les perspectives d'avenir sont importantes pour candidats à fort potentiel.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature, comprenant lettre, C.V., photo et prétentions sous le no 56165 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société de renommée internationale dans son secteur d'activité recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Ce poste pourrait convenir à un programmeur confirmé, ayant déjà 2 à 3 ans de pratiques en COBOL orientée de préférence vers des problèmes de gestion de production.

Il travaillera en liaison directe avec les utilisateurs sur IBM 370/148 VM/CMS.

Développements prévus à terme sur informatique décentralisée.

Lieu de travail : Proche banlieue Sud-Est (Métro).

Horaires souples.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prétentions n° 56214 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. 75.

SOGEK - Un groupe multinational de Sociétés d'Engineering et de construction opérant au Moyen-Orient, en Europe et aux U.S.A. crée deux postes d'

ingénieurs « contrôle qualité » mécanicien

chargé de la conception des procédures de contrôle qualité et de l'évaluation des sous-traitants dans les domaines suivants : production d'énergie, désignation et pétrochimie. La connaissance des tests non-destructifs et des normes anglaises et allemandes est nécessaire.

électricien

chargé de l'inspection et du contrôle d'unités et d'équipements industriels (pétrochimie, production d'énergie) tels que : transformateurs, alternateurs, moteurs, commutateurs, consoles de contrôle. Une expérience des bancs d'essai dans un de ces domaines au moins sera indispensable pour assurer la mise au point des procédures de contrôle de qualité et l'évaluation des prestations des sous-traitants (selon les normes anglo-saxonnes).

Ces deux postes s'adressent à des candidats très expérimentés, prêts à voyager et maîtrisant le langage anglais.

Adressez votre candidature, avec CV, photo et prétentions à :

SOGEK - EMPLOYMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL
15/25, bd de l'Amiral Bruix
75016 PARIS.



PROFESSEES

... d'enseignement ...

... de langues ...

... de lettres ...

... de sciences ...

... de mathématiques ...

... de physique ...

... de chimie ...

... de biologie ...

... de géographie ...

... d'histoire ...

... d'art ...

... de musique ...

... de danse ...

... de sport ...

... de théâtre ...

... de cinéma ...

... de télévision ...

... de radio ...

... de presse ...

... de publicité ...

... de marketing ...

... de gestion ...

... de comptabilité ...

... de droit ...

... de médecine ...

... de pharmacie ...

... de vétérinaire ...

... d'agriculture ...

... de pêche ...

... de foresterie ...

... de minéralogie ...

... de géologie ...

... de météorologie ...

... d'océanographie ...

... de cosmologie ...

... de physique ...

... de chimie ...

... de biologie ...

... de médecine ...

... de pharmacie ...

... de vétérinaire ...

... d'agriculture ...

... de pêche ...

... de foresterie ...

... de minéralogie ...

... de géologie ...

... de météorologie ...

... d'océanographie ...

... de cosmologie ...

chef comptable

... de gestion ...

... de comptabilité ...

... de droit ...

... de médecine ...

... de pharmacie ...

... de vétérinaire ...

... d'agriculture ...

... de pêche ...

... de foresterie ...

... de minéralogie ...

... de géologie ...

... de météorologie ...

... d'océanographie ...

... de cosmologie ...

ingénieurs electriciens

... de génie électrique ...

... de mécanique ...

... de chimie ...

... de biologie ...

... de médecine ...

... de pharmacie ...

... de vétérinaire ...

... d'agriculture ...

... de pêche ...

... de foresterie ...

... de minéralogie ...

... de géologie ...

... de météorologie ...

... d'océanographie ...

... de cosmologie ...

ingénieurs electriciens

... de génie électrique ...

... de mécanique ...

... de chimie ...

... de biologie ...

... de médecine ...

... de pharmacie ...

... de vétérinaire ...

... d'agriculture ...

... de pêche ...

... de foresterie ...

... de minéralogie ...

... de géologie ...

... de météorologie ...

... d'océanographie ...

... de cosmologie ...

chef comptable

... de gestion ...

... de comptabilité ...

... de droit ...

... de médecine ...

... de pharmacie ...

... de vétérinaire ...

... d'agriculture ...

... de pêche ...

... de foresterie ...

... de minéralogie ...

... de géologie ...

... de météorologie ...

... d'océanographie ...

... de cosmologie ...

Le Monde

équipement

TROIS RÉGIONS A LA RECHERCHE DE LEUR ÉQUILIBRE

NORD-PAS-DE-CALAIS : on peut encore croire au textile

De notre correspondant

Lille. — Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, que préside M. Pierre Mauroy (P.S.), a siégé le mardi 28 avril à Tournai, puis à Roubaix, pour étudier le dossier du textile. Comme il le fit avant naguère pour la sidérurgie à Valenciennes, puis pour le secteur agro-alimentaire à Saint-Omer, les conseillers pouvaient leur périple décentralisateur : bientôt l'assemblée se déplacera à Boulogne-sur-Mer (la pêche), puis à Lens (le charbon).

Ces journées, en général bien préparées, pour lesquelles une documentation solide est rassemblée, sont sans doute instructives, mais elles débouchent difficilement sur des propositions concrètes ou ramènent sur une volonté régionale unanimement exprimée. Il en fut ainsi le mardi 28 avril. Les élus ont pu, le matin, à la mairie de Tournai, entendre les analyses des responsables des syndicats ouvriers, des syndicats patronaux et des chambres de commerce.

Depuis 1984, le textile régional perd chaque année plus de 4 000 emplois ; en cinq ans, la production a régressé de 15 % ; la concentration a entraîné la disparition de nombreuses entreprises, tandis que des groupes de dimension internationale se développent (D.M.C., La Lainière, Agache-Willoz). Les résultats de ces mouvements de fond ont été en moins de dix ans : 33 000 licenciements dans le secteur Roubaix-Tournai, 4 700 dans le Cambrésis et 4 200 dans le Calvados.

Les syndicats ouvriers mettent en cause un redéploiement dont font les frais les travailleurs ; les organismes patronaux soulignent la mutation technologique inévitable et la concurrence internationale très rude. Mais il est certain qu'une région de mono-industrie comme Roubaix-Tournai est gravement affectée par l'effondrement du textile traditionnel.

C'est ce qu'on soulignait M. Pierre Mauroy (maire de Roubaix), Bernard Delebecq (adjoint au maire de Tournai), et Alain Faygaret (maire de Valenciennes), tous trois socialistes, au cours du débat qui s'est tenu à la mairie de Roubaix. La commission économique a fait trois constats : l'industrie textile a toute sa place dans les pays industrialisés, elle est indispensable au Nord-Pas-de-Calais, son développement ne peut s'effectuer contre le progrès social. La commission d'aménagement du territoire, pour sa part, a mis en lumière la façon dont la crise textile, par les licenciements, a mis à mal l'organisation spatiale des villes et l'équilibre des zones textiles en plein cœur du tissu urbain à eu trois effets : paralyser le fonctionnement normal de la vie urbaine ; laisser des friches industrielles qui ont pourri des quartiers entiers ; enfin, faciliter l'action de certains chefs d'entreprise qui ont troqué leur acquisition de capitaux d'industrie pour celle de spéculateur sur l'évolution, bénéfique pour eux, de la vente foncière de leurs terrains et bâtiments situés en centre de ville.

Au terme de cette journée, deux motions se sont trouvées, comme d'habitude, en présence : celle des élus socialistes et celle des élus communistes. Vain débat pour tenter de trouver un texte commun. Les propositions des socialistes, qui acceptaient de reprendre dans leur texte des paragraphes entiers proposés par les communistes sur l'appel à la lutte des travailleurs, les responsabilités du gouvernement et du patronat, n'ont pas été retenues. Car il y a l'Europe. Et M. Guyot-Ansart, leader du P.C., a répété une fois de plus : « Notre désaccord sur ce point est fondamental. Le fossé ne peut être comblé. »

C'est donc la motion socialiste qui a été approuvée (les élus de la majorité s'abstenant). Cette motion demande au gouvernement de définir un plan textile français sous sa propre responsabilité. « La commission régionale affirme sa conviction qu'il n'y a pas de contradiction entre la volonté de contribuer au développement des pays du tiers-monde et celle de doter la France d'une industrie textile moderne et forte. (...) Il est essentiel que les accords au sein desquels se développent des entreprises soient négociés compte tenu de leurs conséquences pour l'industrie française et que leur application soit strictement contrôlée. De même, le gouvernement doit instaurer un contrôle des investissements français dans le textile à l'étranger... »

GEORGES SUEUR.

Changement de commissaire à l'industrialisation en Lorraine. M. Jean-Claude Rallie, qui occupait ce poste depuis 1973 et qui rejoint le groupe Matra, va être remplacé par M. Etienne Crespel, qui sera en même temps, comme son prédécesseur, le directeur général de l'Association pour l'expansion et l'industrialisation de la Lorraine (APEILO). M. Crespel, âgé de quarante-quatre ans, est ingénieur principal de l'armement.

Mardi 29 avril, M. Rallie devait présenter, devant l'assemblée générale d'APEILO, un bilan des sept années passées en Lorraine, tant au niveau des opérations de conversion industrielle que de la diversification de la région et de la politique de réaménagement du milieu rural. Il a indiqué que le nombre de contacts entre APEILO et les investisseurs potentiels avait atteint un sommet entre septembre 1978 et avril 1979, mais que depuis (et encore dans les premiers mois de 1980) le rythme des nouveaux projets avait baissé sensiblement, à cause, notamment, d'une diminution marquée des contacts en provenance de l'étranger.

De 1973 à 1979, 478 projets industriels ont bénéficié d'une aide publique, pour la création de quelque 40 000 emplois. Si en 1979, on annonçait 31 projets pour 2 430 emplois, les chiffres de 1979 en hausse sensible sont de 137 pour 10 014 postes de travail. Sur les 478 projets en total, 8 doivent aboutir à la création de 12 415 emplois et proviennent des constructeurs automobiles fran-

çais (P.S.A. Peugeot, Citroën et Renault). Mais lorsque l'on défile les volets automobiles, les secteurs créateurs d'emplois les plus représentés sont les constructions mécaniques (8 212 emplois), l'industrie du bois (3 873), les fourneaux de l'automobile (3 374). En revanche, la construction aéronautique (150), le bâtiment (115), le papier-carton (247) réalisent de médiocres performances.

La diversification industrielle. Autre objectif du commissaire à l'industrialisation : la diversification industrielle et les marchés de sous-traitance. A cet égard, l'un des résultats les plus intéressants concerne l'obtention de commandes de la société R.M.D. (Electronique Marcel Dassault), à la suite d'un contact de fin 1978, un programme devant aboutir à la création de 1 000 emplois en sous-traitance a été mis en œuvre ; en décembre 1978 et au cours de l'année 1979, 14 entreprises ont été créées ou mises en rapport avec R.M.D. pour satisfaire des commandes en électronique et mécanique de précision ; ces entreprises ont annoncé la création de 546 emplois nouveaux en trois ans ; près de 200 emplois étaient créés à la fin février 1980.

Au-delà des stéréotypes. Sur le plan géographique enfin, on constate que c'est la zone de Briey qui a bénéficié du plus gros effort de création d'emplois (40 projets, 7 812 emplois), suivie par celles de Boulay-Farbach-Sarregrummes (32 et 1 552), Metz (22 et 7 417), Epinal (124 et 6 188) et Thionville (54 et 3 067).

M. Rallie devait conclure son dernier message aux Lorrains en ces termes : « Dans cette Lorraine, où les images des crises sectorielles aigües pour l'instant éloignées, de lourds problèmes restent posés : celui de l'emploi des jeunes dont la solution ne peut se satisfaire d'efforts limités dans le temps ; celui de l'attractivité insuffisante des zones rurales face au futur des stéréotypes qui nous tient trop souvent liés de culture et qui contrecarrent les efforts d'industrialisation par sites ruraux ; celui de la nécessaire élévation du niveau de notre conscience collective ; celui enfin de la qualification de notre environnement régional, particulièrement en milieux urbains. »

LORRAINE : sept ans de lutte contre la crise

Changeant de commissaire à l'industrialisation en Lorraine. M. Jean-Claude Rallie, qui occupait ce poste depuis 1973 et qui rejoint le groupe Matra, va être remplacé par M. Etienne Crespel, qui sera en même temps, comme son prédécesseur, le directeur général de l'Association pour l'expansion et l'industrialisation de la Lorraine (APEILO). M. Crespel, âgé de quarante-quatre ans, est ingénieur principal de l'armement.

Mardi 29 avril, M. Rallie devait présenter, devant l'assemblée générale d'APEILO, un bilan des sept années passées en Lorraine, tant au niveau des opérations de conversion industrielle que de la diversification de la région et de la politique de réaménagement du milieu rural. Il a indiqué que le nombre de contacts entre APEILO et les investisseurs potentiels avait atteint un sommet entre septembre 1978 et avril 1979, mais que depuis (et encore dans les premiers mois de 1980) le rythme des nouveaux projets avait baissé sensiblement, à cause, notamment, d'une diminution marquée des contacts en provenance de l'étranger.

De 1973 à 1979, 478 projets industriels ont bénéficié d'une aide publique, pour la création de quelque 40 000 emplois. Si en 1979, on annonçait 31 projets pour 2 430 emplois, les chiffres de 1979 en hausse sensible sont de 137 pour 10 014 postes de travail. Sur les 478 projets en total, 8 doivent aboutir à la création de 12 415 emplois et proviennent des constructeurs automobiles fran-

çais (P.S.A. Peugeot, Citroën et Renault). Mais lorsque l'on défile les volets automobiles, les secteurs créateurs d'emplois les plus représentés sont les constructions mécaniques (8 212 emplois), l'industrie du bois (3 873), les fourneaux de l'automobile (3 374). En revanche, la construction aéronautique (150), le bâtiment (115), le papier-carton (247) réalisent de médiocres performances.

La diversification industrielle. Autre objectif du commissaire à l'industrialisation : la diversification industrielle et les marchés de sous-traitance. A cet égard, l'un des résultats les plus intéressants concerne l'obtention de commandes de la société R.M.D. (Electronique Marcel Dassault), à la suite d'un contact de fin 1978, un programme devant aboutir à la création de 1 000 emplois en sous-traitance a été mis en œuvre ; en décembre 1978 et au cours de l'année 1979, 14 entreprises ont été créées ou mises en rapport avec R.M.D. pour satisfaire des commandes en électronique et mécanique de précision ; ces entreprises ont annoncé la création de 546 emplois nouveaux en trois ans ; près de 200 emplois étaient créés à la fin février 1980.

Au-delà des stéréotypes. Sur le plan géographique enfin, on constate que c'est la zone de Briey qui a bénéficié du plus gros effort de création d'emplois (40 projets, 7 812 emplois), suivie par celles de Boulay-Farbach-Sarregrummes (32 et 1 552), Metz (22 et 7 417), Epinal (124 et 6 188) et Thionville (54 et 3 067).

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie, M. Michel d'Ornano, a participé la semaine dernière à deux réunions de travail avec les parlementaires et les maires des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie afin d'examiner avec eux les conditions d'application de la directive de protection et d'aménagement de la montagne. Inaugurant le IV^e Salon de l'aménagement en montagne, qui réunit deux cent cinquante exposants, le ministre a dressé ensuite le bilan de la politique menée depuis le discours du

président de la République à Vallouise, le 23 août 1977.

Tout en soulignant les efforts faits en faveur de l'agriculture, M. d'Ornano n'a pas caché les difficultés rencontrées par le gouvernement : « La dépopulation de la montagne n'est toujours pas globalement enrayerée, même si le phénomène s'infléchit là où se développent de nouvelles activités. On assiste à un phénomène de déracinement des habitants de la montagne, qui se dirigent vers la plaine, qui est marquée dans les Pyrénées, les Alpes, le

champs très étendu : tous les projets isolés de plus de 3 000 mètres carrés en haute montagne, soit au-dessus de 800 mètres dans les Vosges, 1 600 mètres dans les Alpes et 1 400 mètres dans les Pyrénées.

Au total, les deux tiers des surfaces demandées ont été autorisées en 1979 : 737 000 mètres carrés sur 1 128 millions. Les Alpes se taillent la part du lion avec 514 000 mètres carrés (environ 30 000 lits) autorisés sur 869 000 demandés et les Pyrénées obtiennent 89 000 mètres carrés sur 100 000 demandés.

Un filet

Le comité voit les projets deux fois : il autorise d'abord le lancement d'études puis examine les projets qui doivent ensuite être insérés dans un plan d'occupation des sols publics. Ce filet, à mailles de plus en plus fines, laisse passer les grandes extensions prévues de longue date mais permet de les contrôler et d'exiger certaines précautions, de protéger les massifs forestiers par exemple. La présence des représentants de sept ministères permet, peut-être aussi, d'éviter les pressions politiques ou le favoritisme.

On ne devrait plus voir des affaires locales, la construction, il y a quelques années, du téléphérique de la Meije, de la vallée jusqu'au glacier, avec une subvention du PIANE (6 millions de francs sur 32) accordée lors du passage de M. Paul Dujon au secrétariat d'Etat à l'environnement, ce qui conduisit maintenant les responsables locaux à demander « un hébergement à la hauteur de cet équipement ».

La déconcentration

D'une manière générale, les élus ressentent, plutôt mal, ces nouvelles barrières imposées par des fonctionnaires parisiens. A l'origine, ils étaient habitués à ce que le service d'aménagement de la montagne, installé à Chambéry, les pousse à équiper leur commune. On entend plusieurs genres de critiques : les limites d'altitude sont trop basses ; il n'y a pas de procédure d'appel ; on enlève des responsabilités aux élus locaux (qui ne sont pas entendus par le comité) et aux services départementaux. Pourtant, cette procédure hypercentralisée a paru jusqu'ici être le seul moyen de « tenir » fermement la protection de la haute montagne dans le sens des orientations présidentielles. « On ne peut plus attendre de la seule conjonction un ralliement de la construction en montagne, estime M. Boullier. Malgré la crise, la fréquentation

des routes et les remontées mécaniques (par exemple un télécabine au col de l'Isère, actuellement soumis à l'arbitrage du premier ministre) sont aussi du ressort du comité qui contrôle un

contrôle des élus ?

Mais le seul refus clair et net du comité en 1979 a été opposé à un projet de la commune de Pralognan-la-Vanoise, pour cinq cents lits environ.

Les routes et les remontées mécaniques (par exemple un télécabine au col de l'Isère, actuellement soumis à l'arbitrage du premier ministre) sont aussi du ressort du comité qui contrôle un

Le non-respect de la priorité à droite est la cause principale des accidents d'automobile en ville

En 1978, les services de police urbaine sont intervenus à l'occasion de 153 003 accidents corporels (60 % des 253 208 accidents recensés au niveau national). Ces accidents ont causé la mort de 3 420 personnes (sur 12 480, soit 27 % du total national) et provoqué des blessures à 184 184 personnes (sur 377 818, soit 56 % du total national).

Ces chiffres qui sont reproduits dans le dernier bulletin d'information du ministère de l'Intérieur sont légèrement supérieurs à ceux de 1978 puisqu'en milieu urbain, le nombre des accidents

est en progression de 2 %, celui des tués de 3,6 % et celui des blessés de 3,6 %.

Les causes principales et immédiates des accidents recensés en milieu urbain sont le non-respect de la priorité à droite (26 400 accidents), l'excès de vitesse (23 300 accidents), le changement brutal de direction (13 100 accidents), l'observation des feux rouges et des stop (14 900 accidents), la conduite en état d'ivresse (7 100 accidents), l'insécurité de la priorité des piétons (5 400 accidents).

La répartition des victimes d'accidents par catégories d'usagers est indiquée dans le tableau ci-joint.

Tués et blessés en 1979 (1)

CATÉGORIE D'USAGERS	TUÉS	BLESSÉS
VOITURES PARTICULIÈRES		
Conducteurs	788 (+ 12,53 %)	49 187 (+ 2,19 %)
Passagers	431 (+ 3,85 %)	35 978 (+ 3,31 %)
VEHICULES P.L. ET T.C.		
Conducteurs	21 (+ 5 %)	1 178 (+ 97 %)
Passagers	22 (+ 283 %)	1 137 (+ 11 %)
MOTOCYCLETTES		
Conducteurs	152 (+ 35,63 %)	6 146 (+ 13,4 %)
Passagers	45 (+ 40,6 %)	2 336 (+ 22,6 %)
VELOMOTEURS		
Conducteurs	182 (+ 19,2 %)	18 905 (+ 17 %)
Passagers	33 (+ 120 %)	2 178 (+ 26,3 %)
CYCLOMOTEURS		
Conducteurs	534 (+ 18,22 %)	45 743 (+ 5,39 %)
Passagers	15 (+ 31,61 %)	2 256 (+ 17,7 %)
CYCLES SANS MOTEUR		
Conducteurs	189 (+ 8,74 %)	9 016 (+ 9,22 %)
Passagers	5 (+ 158 %)	196 (+ 32,5 %)
PIÉTONS	1 806 (+ 1,62 %)	29 806 (+ 1,84 %)

(1) Accidents en ville. Entre parenthèses, l'évolution en pourcentage par rapport à 1978.

Les piétons et les accidents de la route. — Le président de l'Association des droits du piéton, M. Roger Lapeyre, a exposé le 26 avril à Lyon, sa « vaine requête » à la suite du relâchement de la lutte contre les accidents de la route.

L'association a suggéré au ministre des transports une série de six mesures : notamment un contrôle de la vue des candidats au permis de conduire, la vérification périodique des phares, une limitation de la vitesse en ville à 50 km/heure, ainsi que la création d'un corps de police urbaine, qui, revêtu d'un uniforme spécial, serait uniquement affecté à la circulation.

LES SAVOIES : la fin des grands projets

président de la République à Vallouise, le 23 août 1977.

Tout en soulignant les efforts faits en faveur de l'agriculture, M. d'Ornano n'a pas caché les difficultés rencontrées par le gouvernement : « La dépopulation de la montagne n'est toujours pas globalement enrayerée, même si le phénomène s'infléchit là où se développent de nouvelles activités. On assiste à un phénomène de déracinement des habitants de la montagne, qui se dirigent vers la plaine, qui est marquée dans les Pyrénées, les Alpes, le

champs très étendu : tous les projets isolés de plus de 3 000 mètres carrés en haute montagne, soit au-dessus de 800 mètres dans les Vosges, 1 600 mètres dans les Alpes et 1 400 mètres dans les Pyrénées.

Au total, les deux tiers des surfaces demandées ont été autorisées en 1979 : 737 000 mètres carrés sur 1 128 millions. Les Alpes se taillent la part du lion avec 514 000 mètres carrés (environ 30 000 lits) autorisés sur 869 000 demandés et les Pyrénées obtiennent 89 000 mètres carrés sur 100 000 demandés.

Un filet

Le comité voit les projets deux fois : il autorise d'abord le lancement d'études puis examine les projets qui doivent ensuite être insérés dans un plan d'occupation des sols publics. Ce filet, à mailles de plus en plus fines, laisse passer les grandes extensions prévues de longue date mais permet de les contrôler et d'exiger certaines précautions, de protéger les massifs forestiers par exemple. La présence des représentants de sept ministères permet, peut-être aussi, d'éviter les pressions politiques ou le favoritisme.

On ne devrait plus voir des affaires locales, la construction, il y a quelques années, du téléphérique de la Meije, de la vallée jusqu'au glacier, avec une subvention du PIANE (6 millions de francs sur 32) accordée lors du passage de M. Paul Dujon au secrétariat d'Etat à l'environnement, ce qui conduisit maintenant les responsables locaux à demander « un hébergement à la hauteur de cet équipement ».

La déconcentration

D'une manière générale, les élus ressentent, plutôt mal, ces nouvelles barrières imposées par des fonctionnaires parisiens. A l'origine, ils étaient habitués à ce que le service d'aménagement de la montagne, installé à Chambéry, les pousse à équiper leur commune. On entend plusieurs genres de critiques : les limites d'altitude sont trop basses ; il n'y a pas de procédure d'appel ; on enlève des responsabilités aux élus locaux (qui ne sont pas entendus par le comité) et aux services départementaux. Pourtant, cette procédure hypercentralisée a paru jusqu'ici être le seul moyen de « tenir » fermement la protection de la haute montagne dans le sens des orientations présidentielles. « On ne peut plus attendre de la seule conjonction un ralliement de la construction en montagne, estime M. Boullier. Malgré la crise, la fréquentation

des routes et les remontées mécaniques (par exemple un télécabine au col de l'Isère, actuellement soumis à l'arbitrage du premier ministre) sont aussi du ressort du comité qui contrôle un

contrôle des élus ?

Mais le seul refus clair et net du comité en 1979 a été opposé à un projet de la commune de Pralognan-la-Vanoise, pour cinq cents lits environ.

Les routes et les remontées mécaniques (par exemple un télécabine au col de l'Isère, actuellement soumis à l'arbitrage du premier ministre) sont aussi du ressort du comité qui contrôle un

Le non-respect de la priorité à droite est la cause principale des accidents d'automobile en ville

En 1978, les services de police urbaine sont intervenus à l'occasion de 153 003 accidents corporels (60 % des 253 208 accidents recensés au niveau national). Ces accidents ont causé la mort de 3 420 personnes (sur 12 480, soit 27 % du total national) et provoqué des blessures à 184 184 personnes (sur 377 818, soit 56 % du total national).

Ces chiffres qui sont reproduits dans le dernier bulletin d'information du ministère de l'Intérieur sont légèrement supérieurs à ceux de 1978 puisqu'en milieu urbain, le nombre des accidents

est en progression de 2 %, celui des tués de 3,6 % et celui des blessés de 3,6 %.

Les causes principales et immédiates des accidents recensés en milieu urbain sont le non-respect de la priorité à droite (26 400 accidents), l'excès de vitesse (23 300 accidents), le changement brutal de direction (13 100 accidents), l'observation des feux rouges et des stop (14 900 accidents), la conduite en état d'ivresse (7 100 accidents), l'insécurité de la priorité des piétons (5 400 accidents).

La répartition des victimes d'accidents par catégories d'usagers est indiquée dans le tableau ci-joint.

Tués et blessés en 1979 (1)

CATÉGORIE D'USAGERS	TUÉS	BLESSÉS
VOITURES PARTICULIÈRES		
Conducteurs	788 (+ 12,53 %)	49 187 (+ 2,19 %)
Passagers	431 (+ 3,85 %)	35 978 (+ 3,31 %)
VEHICULES P.L. ET T.C.		
Conducteurs	21 (+ 5 %)	1 178 (+ 97 %)
Passagers	22 (+ 283 %)	1 137 (+ 11 %)
MOTOCYCLETTES		
Conducteurs	152 (+ 35,63 %)	6 146 (+ 13,4 %)
Passagers	45 (+ 40,6 %)	2 336 (+ 22,6 %)
VELOMOTEURS		
Conducteurs	182 (+ 19,2 %)	18 905 (+ 17 %)
Passagers	33 (+ 120 %)	2 178 (+ 26,3 %)
CYCLOMOTEURS		
Conducteurs	534 (+ 18,22 %)	45 743 (+ 5,39 %)
Passagers	15 (+ 31,61 %)	2 256 (+ 17,7 %)
CYCLES SANS MOTEUR		
Conducteurs	189 (+ 8,74 %)	9 016 (+ 9,22 %)
Passagers	5 (+ 158 %)	196 (+ 32,5 %)
PIÉTONS	1 806 (+ 1,62 %)	29 806 (+ 1,84 %)

(1) Accidents en ville. Entre parenthèses, l'évolution en pourcentage par rapport à 1978.

Les piétons et les accidents de la route. — Le président de l'Association des droits du piéton, M. Roger Lapeyre, a exposé le 26 avril à Lyon, sa « vaine requête » à la suite du relâchement de la lutte contre les accidents de la route.

L'association a suggéré au ministre des transports une série de six mesures : notamment un contrôle de la vue des candidats au permis de conduire, la vérification périodique des phares, une limitation de la vitesse en ville à 50 km/heure, ainsi que la création d'un corps de police urbaine, qui, revêtu d'un uniforme spécial, serait uniquement affecté à la circulation.

Massif Central. De nombreux jours ne parviennent pas à s'installer, souvent en raison de la difficulté qu'ils ont à acquiescer ou à exploiter les terres même à l'abandon.

Le ministre a d'autre part rappelé que les hébergements en montagne sont encore trop souvent sous-utilisés. Certaines stations restent en effet vides en dehors de la saison d'hiver du fait de l'insuffisante banalisation des lits ou du manque d'équipements prévus pour l'accueil pendant l'été.

continues d'augmenter très vite. Sans la directive, les projets partiraient de partout.

Après le départ de son actuel directeur, M. Georges Cumin, qui deviendrait prochainement ingénieur général des ponts et chaussées, le service d'aménagement de la montagne pourrait être réorganisé par l'arrivée d'un urbaniste, d'un écologiste et d'un sociologue, et serait moins tourné exclusivement vers l'équipement.

La déconcentration de l'instruction des dossiers, promise à Grenoble par M. d'Ornano, pourrait ainsi être assurée en liaison avec le bureau « montagne » de la direction de l'urbanisme, dans le respect des orientations présidentielles, et plus près des élus locaux.

MICHEL CHAMPENOIS.

ENVIRONNEMENT

LE POMPAGE DU PETROLE DU « TAMO » DEVRAIT COMMENCER AU DÉBUT DE JUIN

M. Aymer Achille-Foul, président de la mission interministérielle de la mer, devait annoncer ce mardi 29 avril quelle solution définitive sera retenue par le gouvernement pour pomper les quelque 9 000 à 10 000 tonnes de fuel qui restent dans l'épave du pétrolier malgache « Tamo », à 57 mètres de profondeur au large de l'île de Baté.

Cette solution sera vraisemblablement le pompage, et les opérations devraient être confiées à des entreprises françaises (elles étaient en concurrence avec des sociétés néerlandaises) comme Comex, Interub et les Ateliers et Chantiers de Bretagne.

Les travaux de pompage commencent au début du mois de juin et se poursuivront jusqu'à fin août ou début septembre.

Remorquage en réserve naturelle. — Une réserve naturelle de 426 hectares vient d'être créée par décret paru au Journal officiel du 24 avril autour du lac de Remoray (Doubs). Les prélèvements de faune, de flore et de minéraux y sont désormais interdits, sauf la pêche en dehors des périodes de nidification des oiseaux d'eau. Sont aussi prohibés le roisement, toute activité industrielle et commerciale ainsi que le camping, la circulation et le stationnement de véhicules en dehors des routes.

même sans parler anglais, vous pouvez bien comprendre les

USA

avec les circuits accompagnés

Camino

Organisateur de voyages spécialiste des Etats-Unis

- 6 circuits des plus complets,
- programmes de deux semaines combinables entre eux,
- nombreux départs garantis toute l'année,
- accompagnateurs français.
- prix non révisables si paiement total à l'inscription.

Inscription auprès de votre Agent de Voyages.

Coupon à retourner à
CAMINO, 31 rue A. Charpentier
75017 Paris - Tél. 755.77.90

M. _____

adresse _____

désire recevoir la documentation

"Circuits accompagnés aux USA"

Le Monde

régions

LA LOIRE AMÉNAGÉE OU ENDOMMAGÉE ?

A PROPOS DE...

DEUX DÉCISIONS SUR L'ESTUAIRE

L'environnement... comme les carabiniers

Deux décisions viennent de donner un coup de fouet à l'aménagement de la Loire. D'une part, le préfet de Loire-Atlantique a autorisé l'Electricité de France à agrandir la centrale à charbon de Cordemais sous adjonction d'une tour de refroidissement. D'autre part, le tribunal administratif de Nantes a, le 6 mars, rejeté le recours de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.), demandant l'annulation des projets de remblaiement par le port autonome du banc de Bilho et de la zone humide de Laveau.

L'estuaire de la Loire est l'une de ces régions de France où les intérêts économiques et les soucis écologiques se heurtent de plein fouet. Environné de 40 000 hectares de marais, lieu de rencontre des marées océanes et des eaux de Loire, l'estuaire recèle une riche biodiversité biologique que les experts lui ont attribué la « classe internationale ». Si les esturgeons et les saumons ne sont plus qu'un souvenir, les prises de chèvres, d'écureuils et de lapins y sont nombreuses. C'est aussi une zone de passage pour de nombreux oiseaux migrateurs, le garde-manger et le lieu de reproduction de poissons côtiers.

Mais, accessible aux navires de haute mer, puis aux convois de charbon, la Loire-Atlantique attire tout naturellement les installations portuaires, les raffineries et les zones industrielles. Besoin d'énergie et d'eau abondantes appellent aussi les centrales électriques : Chaviré, Cordemais, et demain peut-être la Pellerin. La conflit est inévitable. Déjà, sur 4 000 hectares de vasières, 2 500 ont été remblayés pour accueillir des usines.

Les écologistes locaux ne nient pas qu'il faille tirer avantage de cette porte océane. Mais ils veulent lui garder en même temps ses atouts naturels. « L'écologie et l'économie peuvent et doivent se concilier », dit M. Jean-Claude Demare, professeur à Nantes et président de la S.E.P.N.B. Lorsque le port autonome, qui dispose déjà de 500 hectares de zones industrielles vacantes, a projeté d'approfondir la Loire et de remblayer deux zones encore préservées, celle de Laveau, sur la rive droite, et le banc de Bilho, au milieu de l'estuaire, la S.E.P.N.B. a formé des courtois-propositions. Le ministère de l'environnement lui-même — c'était en 1978 — a émis un avis catégoriquement défavorable à la destruction de ces deux sites.

Rejetant les suggestions des écologistes, parce qu'elles coûteraient trop cher, le port autonome a entamé les travaux. Ayant épuisé les voies de la concertation, la S.E.P.N.B. a

MARC AMBROISE-RENDU.

Des centrales nucléaires bien acceptées à Chinon...

De notre correspondant

Tours. — « Out & l'avenir, oui au nucléaire ». Ce slogan, c'est le texte d'un autocollant. Rares sont les agents d'E.D.F. qui vous l'offrent sur votre voiture. C'est si vite cassé un pare-brise. Il n'y a guère qu'à Chinon que les automobiles peuvent circuler sans risque avec le papillon provocateur : on n'est pas anti-nucléaire à Chinon. On est même tout à fait pour.

Chinon est un bourg de mille trois cents habitants situé à quelques centaines de mètres de la Loire, à mi-distance de Tours et de Saumur. Une commune qui comptait, il y a vingt ans, six cents personnes seulement, dont les activités se partageaient entre la vigne et la culture de l'asperge. Il ne reste désormais que quatre agriculteurs, tous très âgés. Les autres se sont reconvertis, comme

le maréchal-ferrier devenu serrurier. Tous travaillent directement ou indirectement avec l'énorme installation qui grandit sans cesse depuis 1958 sur la rive du fleuve : la centrale nucléaire de Chinon-I a été le premier réacteur français fournissant de l'électricité au réseau : la « pile », de forme ronde et couverte d'une enveloppe métallique, a divergé en 1963 avec une puissance de 70 mégawatts. A cette époque, les anti-nucléaires, mal informés, étaient trop peu nombreux pour se faire entendre. Les gens d'Chinon n'ont pas su s'il y avait des raisons d'avoir peur. Ils ont donc continué de vivre comme ce qu'ils en ont toujours dit : les techniciens qui passent chaque mois prélever 4 litres de lait pour analyse : rien à signaler.

Le « Koweït » de l'Indre-et-Loire

Aucune inquiétude donc. En revanche, une sollicitude de tous les instants de la part des chargés de relations publiques d'E.D.F. : visite du chantier, invitations et voyages dans toutes les centrales de France pour les notables ; achats de terrains à des prix si intéressants qu'aucune expropriation n'a été nécessaire ; et surtout, deux ans après la mise en route, arrivée des premiers millions — lourds — de la patente dans le budget communal. Avoine, menacé de mort lente comme beaucoup de communes rurales, est devenu en quelques années le « Koweït » de l'Indre-et-Loire.

Que fait-on quand on touche plus de 1 milliard de centimes par an dans une commune de mille trois cents habitants ? On investit, on équipe. Au centre d'Avoine — l'église, la mairie, quelques boutiques où, observe une ancienne, « les prix sont plus chers qu'à Chinon », — rien de visible. Mais un peu à l'écart apparaît l'opulence de la cité : un collège et des écoles pour mille enfants ; des tennis, des terrains de football, une salle omnisports, « pas de modèle courant », précise M. Vignaud, le maire.

Avoine a recruté une animatrice qui propose aux habitants indigènes comme aux quatre-vingt-cinq familles d'employés de l'E.D.F. et aux ouvriers des chantiers expositions et spectacles.

M. Vignaud, qui est employé à la centrale, refuse quant à lui de parler de la « fortune » d'Avoine.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

...mais très contestées à Dampierre et à Belleville

De notre correspondant

Orléans. — Ah ! que le nucléaire est joli ! Sauvageur de l'économie régionale, l'atome va rendre à la Loire son lustre d'antan. A Dampierre-en-Burzy, au pied des tours géantes, il va faire pousser des salades ; à Saint-Laurent-des-Bois, il va favoriser l'élevage des anguilles. Les autorités préfectorales et E.D.F. peuvent diffuser sans crainte la « bonne parole » nucléaire. « Nous ne sommes pas à Plogoff », répète M. Pierre Sudreau, l'un des chefs de file des élus du Val de Loire. En effet, aucune tempête n'est venue bouleverser les plans d'E.D.F. qui sème une à une ses centrales au milieu des châteaux de la Loire.

Mais si autour de Chinon l'expérience nucléaire est jugée positive, les réactions sont beaucoup plus mitigées du côté de Dampierre et de Belleville-sur-Loire. La construction de la centrale de Dampierre, qui a débuté en 1974 (elle crachait aujourd'hui ses premiers kilowatts), n'a pas eu les effets escomptés sur l'emploi local. Sur les trois mille cinq cents ouvriers qui se pressent sur le site, 75 % sont des travailleurs immigrés, et des centaines de « caravanners » se sont installés avec leur famille dans les cours de ferme des environs.

A plusieurs reprises, le sénateur et maire de Gien, le docteur Louis Boyer (P.R.), voisin de Dampierre, a dû « se fâcher » avec E.D.F. « Finalement, résume-t-il sans nuances aujourd'hui, la centrale a embauché pendant quelques temps les chômeurs et les bras cassés du coin. Le marché du travail a été faussé en faveur des gens à qui on a donné de gros salaires. Mais pas question d'embauche régulière ».

Une « maison » de l'amié

« Ce sont les entreprises déjà muscées qui emportent les marchés, aux petites, il ne reste que les petites », fait remarquer un habitant de la région. Les ouvriers agricoles finissent à travailler à la centrale, un boulanger a fait de même. Bien des artisans ont peur de cette « fuite », car ils ne peuvent aligner leurs salaires sur ceux de la centrale. Les plus chauds partisans du début montent moins d'optimisme. « E.D.F. se rend compte pas l'assesseur », affirme l'un d'eux. La démission de M. Arnaud de Vogüé, ancien président de la compagnie de Saint-Gobain, de ses fonctions de maire de Boullier, hostile à la centrale le Monde du 21 avril 1980, n'est pas oubliée. Comme si la leçon de Dampierre, pourtant tout proche,

L'épingle du jeu

aux retombées gratifiantes de-ci de-là ; aux communes de se débrouiller avec les travailleurs du nucléaire et de faire que la cohabitation se fasse en douceur. « Après le Far-West, on nous a promis le Koweït », disent certains élus pour prendre leur mal en patience.

RÉGIS GUYOTAT.

soleil ? vos yeux méritent LEROY OPTICIEN

104, Champs-Élysées 18, bd Haussmann 151, bd de Paris

Voici la nouvelle collection des bijoux Italiens.



Les villes italiennes les bijoux de cette terre

Demandez la brochure "Evasion" à votre agence de voyage ou à

EVASION

5 bd des Capucines, 75002 Paris Tél. 266.46.50

N'en rêvez plus... Partez !

Voici à tarifs réduits ou charters

Turquie	8 j. 1750 F	Chine	22 j. 11900 F
U.S.A.	15 j. 4950 F	Israël	8 j. 2100 F
Grèce	8 j. 1830 F	Inde-Népal	19 j. 6350 F
Mexique	22 j. 6050 F	Kenya	15 j. 6500 F
Maroc	8 j. 1790 F	Egypte	15 j. 3750 F

Et : Yougoslavie, Belgique, Israël, Espagne, France, Italie, Grèce, Turquie, Indonésie, Thaïlande, etc.

Prix comprenant : voyage par avion, séjour à l'hôtel ou en centre de vacances, ou circuit découverte et safari le cas échéant. Prix au 30/04/80. Brochure gratuite - Téléphone 55 - chez votre agent de voyages ou à :

payscope international
6 rue de la Paix
Paris 75002
Tél. 281.50.02

du 22 avril au 7 mai

prix exceptionnels

dans tous les rayons

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

Le Monde

L'ÉCHEC

Mme Thatcher toujours en vedette

notre envoyé spécial

« L'éclosion d'une personnalité politique est un phénomène complexe. Elle est le résultat d'une série de circonstances, d'un environnement, d'un moment. Mme Thatcher est un exemple de ce processus. Elle est née à 1925, dans une famille modeste, mais elle a su tirer parti de ses atouts. Elle est une femme d'action, une femme de conviction. Elle a su imposer son style, son langage. Elle est devenue une figure majeure de la politique britannique. Elle est toujours en vedette, toujours au centre de l'attention. Elle est une femme d'exception. »



LONDRES : Maggie tient bon

notre correspondant

« Maggie Thatcher, c'est une femme d'acier. Elle est toujours là, elle tient bon. Elle est une femme d'exception. Elle est toujours au centre de l'attention. Elle est une femme d'exception. »

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

économie

L'ÉCHEC DU SOMMET DE LUXEMBOURG

La solidarité entre les Neuf est mise en cause

(Suite de la première page.)

Le conseil européen donnera aussi mandat à la Commission de Bruxelles pour étudier une nouvelle réglementation financière de la Communauté.

Mme Thatcher rejeta la proposition de M. Schmidt, M. Giscard d'Estaing, allant encore plus loin, suggéra alors qu'en 1981 une très forte compensation soit versée au montant accordé pour 1980 — soit encore consentie au Royaume-Uni. Bref, les Neuf auraient payé à la place de Londres 1900 ou 1900 millions d'ECU en 1980 comme en 1981, une nouvelle règle financière étant mise en œuvre par la suite.

Comme les autres pays membres retirèrent tous des bénéfices très substantiels du budget européen, ils ne pouvaient envisager avec le sourire une réforme qui aurait eu pour objectif de ramener l'avantage de chacun à peu près à zéro et donc de les priver de cette précieuse source de revenus. Le président français, M. Giscard d'Estaing, déclara que l'échec était inévitable. « Pour les huit partenaires, le plafond de la solidarité était atteint », déclara-t-il. M. Blot, le porte-parole du président de la République française, ajoutant que « devant la position anglaise, caractérisée par une intransigeance qui n'était plus raisonnable, il avait été constaté qu'un accord n'était pas possible ». La présidence italienne, un peu surprise de voir les Français annoncer que l'échec était accompli, faisait savoir — sans conviction — que le débat sur le budget serait repris, après l'examen par les chefs de gouvernement des autres points de la conférence. A l'évidence, la négociation pour cette fois était bel et bien close.

Comme on pouvait s'y attendre, Mme Thatcher rejeta le compromis sur les prix agricoles et sur le mouton approuvé par les ministres de l'Agriculture durant la nuit précédente. En revanche, les huit autres chefs de gouvernement donnèrent leur aval à ce compromis.

« Les agriculteurs français assurent qu'ils peuvent tolérer une augmentation des prix de 8 % à 12 % », a indiqué quant à lui M. Méhaignerie en fin de soirée (voir encadré page 40). Les prix seront arrêtés « aussitôt que les circonstances le permettront », a commenté M. Giscard d'Estaing, c'est-à-dire lorsque Mme Thatcher lèvera son veto. L'attente peut être longue : le premier ministre britannique n'a pas caché dans sa conférence de presse qu'elle maintient le lien entre la question budgétaire et les accords agricoles, dont elle a souligné qu'ils ne lui convenaient pas.

Que faire si le blocage britannique se prolonge ? « Attendre deux mois, je crois que cela est impossible », a déclaré M. Giscard d'Estaing. Les gouvernements membres devront trouver les votes d'une solution qui pourrait être difficile, a souligné M. Méhaignerie, faisant ainsi al-

lusion à la possibilité d'un arrangement informel à huit. L'exercice promet effectivement d'être compliqué.

D'autant que, en dépit de l'approbation donnée par les huit chefs d'Etat ou de gouvernement au compromis issu des discussions des ministres de l'Agriculture, il n'est pas certain que tous s'y prêtent. Ainsi, du côté allemand, on aurait laissé entendre que le compromis avait été acquis dans des circonstances particulières — la recherche d'un accord global — et qu'il pourrait être nécessaire de le revoir.

Même écho de la part du président Jenkins qui n'a pas exclu que la Commission européenne retire ses propositions, parce qu'elles sont contraires à la politique d'économies qu'il estime nécessaire.

Aussi il n'est pas du tout évident que les prix agricoles puissent être fixés avant la prochaine étape significative de la grande négociation communautaire en cours, à savoir le conseil européen de Venise les 12 et 13 juin. Cependant, selon M. Cossiga, le président italien du conseil des Neuf, le blocage par les Britanniques d'une décision sur les prix agricoles « créerait une situation extrêmement délicate, parce qu'on ne respecterait pas les mécanismes communautaires ; ceci ne pourrait qu'aggraver les difficultés rencontrées pour trouver un accord sur la question budgétaire ».

M. Giscard d'Estaing entend que le problème soit traité par les institutions normales de la Communauté, à savoir essentiellement par le conseil des ministres. Il a exclu qu'un troisième conseil européen y soit consacré : « Nous n'allons pas offrir à Venise un troisième spectacle, comme celui de Dublin et de Luxembourg ».

En revanche, Mme Thatcher et M. Jenkins ont souligné que l'on avait été très proche d'un accord et exprimé leur confiance dans l'avenir avec, au bout du compte, une solution au conseil européen de Venise. Il est clair cependant que le dossier ne pourra être rouvert par celui-ci que dans la mesure où les négociations préalables au niveau ministériel auront rendu un accord quasi certain.

PHILIPPE LEMAITRE.

■ M. ANDRÉ LAJOINIE, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, lundi soir : « L'échec du conseil européen et le refus de prendre en compte les revendications des paysans français confirment le caractère néfaste du Marché commun. Pourtant, au cours de ces discussions, M. Giscard d'Estaing avait multiplié les concessions faites sur le dos des paysans ou des contribuables français ».

■ M. ERIC HINTERMANN, secrétaire général du parti socialiste démocrate : « Cette crise démontre bien que l'Europe dite des partis ne peut dépasser l'affrontement des intérêts nationaux et que seule une Europe intégrée comme le souhaitent les socialistes français avant le programme commun peut ouvrir la perspective d'une union politique européenne ».

Mme Thatcher toujours en vedette

De notre envoyé spécial

Luxembourg. (Communauté européenne) — Du conseil européen de Dublin, l'autisme dernier, à celui de Luxembourg, Mme Thatcher a beaucoup appris pour ce qui est de l'art diplomatique. Dans la capitale luxembourgeoise, elle avait sur elle, lors de sa conférence de presse finale, par ses manières péroratoires et un style à l'emporte-pièce. « Ce que je veux, c'est mon argent », avait-elle clamé d'entrée de jeu, en se lançant dans un réquisitoire à couper le souffle devant un auditoire médusé.

Vedette une fois de plus du conseil européen, elle avait, après le président italien, « au droit, pour s'adresser à la presse... au nouvel hémicycle luxembourgeois de l'Assemblée, qui n'avait encore jamais servi. Le premier ministre britannique n'a, certes, rien perdu de son assurance : la voix est forte et claire, le débit rapide et sans hésitation. Et le geste autoritaire désigne la questionner qu'elle a choisie parmi les dix mains qui se lèvent ; mais Mme Thatcher ne prend plus ses interlocuteurs à rebrousse-poil !

A Dublin, elle bousculait tout le monde et fixait des dates limites — qui n'étaient d'ailleurs jamais tenues — pour obtenir satisfaction. Cette fois, alors qu'elle n'a pourtant recueilli aucune miette de sa fameuse « miche de pain », la retourne budgétaire qu'elle réclame et qu'elle ne voulait partager avec personne, — elle se déclare « prudemment optimiste ».

La somme qui lui a été proposée par ses partenaires était « presque antiluxembourgeoise », reconnaît-elle. Pourquoi ne l'a-t-elle donc pas acceptée ? Parce qu'on ne lui avait offert que pour deux ans, alors qu'elle en voulait cinq. Et puis ses partenaires n'étaient pas disposés à lui faire les autres concessions qu'elle exigeait sur les prix agricoles, le commerce du mouton, le pêche... Mme Thatcher semble avoir oublié que c'était elle qui se refusait jusqu'à il y a quelques jours à tout compromis dans un marchandage général. En fait, elle veut toujours obtenir satisfaction sur tout à la fois. Quant à sa menace de réduire unilatéralement ses versements à la caisse communautaire, Mme Thatcher rappelle qu'elle ne l'a envisagé « qu'en dernier ressort », et dit-elle : « Nous n'en sommes pas là ».

Toute cette affaire, estime le premier ministre, n'a pas été suffisamment préparée. On en parle cependant depuis de longs mois, mais on en reparlera en juin au conseil européen de Venise. Pourtant, M. Giscard d'Estaing et même, semble-t-il, M. Schmidt ne sont-ils pas décidés à refuser de traiter désormais au sommet de questions aussi techniques. Qu'importe, déclare Mme Thatcher, c'est au président de fixer l'ordre du jour, et à Venise ce sera encore le chef du gouvernement italien.

MAURICE DELARUE.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE !



LONDRES : Maggie tient bon

De notre correspondant

Londres. — « Le non de Mme Thatcher a frappé de stupeur ses partenaires », titre le Daily Telegraph qui, comme la plupart des quotidiens, s'abstient de tout commentaire sur la nouvelle, arrivée trop tard, de l'échec de Bruxelles. Mais tous les journaux font état de la « colère » des Français, du président Giscard d'Estaing en particulier. Maggie tient bon. Les Français sont furieux... », titre le Daily Mail.

En attendant le compte rendu du premier ministre aux Communautés, les milieux politiques et le grand public semblent également fortement surpris par l'attitude de Mme Thatcher, qui contredit l'optimisme relatif que les services du Foreign Office affichent à la veille du « sommet » de Bruxelles. En outre, les premières réactions favorables à l'offre française de compromis laissent entrevoir enfin une solution au problème. Bref, on ne s'attendait pas à un échec de cette dimension.

La première explication tirée des déclarations de Mme Thatcher aux journalistes à Bruxelles est que le premier ministre a estimé ne pouvoir justifier ni aux Communautés ni à l'opinion publique une augmentation immédiate, même modérée (1 %), des prix agricoles concernant notamment les produits en excédent. De même, les concessions demandées par les Neuf au sujet des pêcheries et plus encore du mouton lui ont semblé impossibles à faire admettre, en contrepartie des compensations financières consenties seulement pour une durée limitée. Bref, Mme Thatcher a estimé que le « prix politique » était trop lourd à payer.

Le Daily Express lui donne raison, en soulignant que le consommateur britannique aurait eu à payer, d'après ses calculs, 280 millions de livres de plus par an, s'ajoutant aux 500 millions de livres des importations agricoles de la Communauté.

Les milieux officiels soulignent cependant qu'à Bruxelles Mme Thatcher a déclaré qu'elle n'envisageait pas de suspendre ses paiements à la Communauté, en rappelant qu'il s'agissait là de mesures qui ne pouvaient être prises qu'en dernier ressort. Dans ce contexte, on estime que la négociation reprendra dans un délai rapproché — un ou deux mois, — malgré la position négative du président Giscard d'Estaing.

La Grande-Bretagne, dit-on, en mesure de retarder la révision des prix agricoles, dispose d'un moyen de pression sur ceux de ses partenaires continentaux ayant à faire face aux revendications pressantes de leurs agriculteurs.

L'Express n'y va pas par quatre chemins : « La Grande-Bretagne n'est pas dans la Communauté pour renforcer le président Giscard face à ses agriculteurs. » Pour sa part, le Daily Telegraph estime que les Neuf devraient se concentrer en priorité sur les problèmes à long terme, notamment sur « l'inefficace politique agricole commune ».

HENRI PIERRE.

Qui peut mieux parler civilisations que l'Exposition des Nations Etrangères ?



Les nouveaux visiteurs vont à l'Exposition des Nations Etrangères de la Foire de Paris. Et vous ?

Pays lointains, pays voisins, les voyages vous passionnent. Vous êtes ouverts au monde et découvrez ses richesses vous enchanteront naturellement. Vous êtes un des nouveaux visiteurs de l'Exposition des Nations Etrangères de la Foire de Paris.

Dans cette passionnante exposition, vous pouvez en une journée faire le tour du monde entier. Passer d'une frontière à l'autre sans vaccin, sans passeport et sans valise. Comparer les traits les plus marquants de plus de 30 nations étrangères. Maroc, Pologne, Turquie, Guatemala, Népal, Paraguay, Côte d'Ivoire, Indonésie. Une mine inépuisable de rêves, de découverte, d'instantané et d'aventure. Chaque pavillon est à l'image de son art, de son folklore, de sa mode, de son tourisme et de sa gastronomie.



Pour vous amuser, un programme d'animations exceptionnelles : sur le podium des Nations, défileront tous les jours, danseurs et musiciens de tous pays. N'oubliez pas d'aller déguster un machoui au restaurant du Maroc ou des feijoadas au Patio Latino-Américain, ni de vous promener dans les allées des Artisans du Monde ; ils sont plus de 120 cette année à vous proposer le shopping irrésistible de 30 Pays.

Venez vous remplir la tête d'images, d'odeurs et d'aventure, venez ressentir l'irrésistible invitation au voyage, repartez les bras chargés de cadeaux.

Amoureux et amoureux des voyages, rejoignez vite les nouveaux visiteurs à l'Exposition des Nations Etrangères à la Foire de Paris.

Foire de Paris. 10 salons pour votre maison et vos loisirs.
26 avril-11 mai - Porte de Versailles. 10 h-19 h. Nocturnes mardi et vendredi jusqu'à 22 h 30.

MARCHÉ COMMUN

L'ÉCHEC DU SOMMET DE LUXEMBOURG

Le risque de la renationalisation des politiques agricoles

Le retard apporté à la fixation des prix agricoles entraîne, pour l'immédiat, des difficultés pour les producteurs de la Grande-Bretagne. Pour ceux-ci, les prix garantis auraient dû augmenter, en effet, le 1^{er} avril. Pour les autres, on peut encore espérer un compromis, puisque les prix de campagne n'entrent normalement en vigueur qu'en juillet et août.

Le manque à gagner, pour les éleveurs, calculé sur deux mois (entre la dévaluation du franc vert et l'augmentation de l'augmentation à laquelle il faudrait aboutir), représente environ un point du revenu agricole, soit quelque 650 millions de francs. Les organisations professionnelles souhaitent la crise pour que soit posé le problème du fonctionnement de la politique agricole commune. Elles l'ont.

Dans le même temps, elles craignent les difficultés qui en résulteraient pour les quelque huit millions d'exploitants de la Communauté, et parmi ceux-ci principalement les éleveurs. Ces difficultés existent. Juridiquement, il semble impossible de faire appliquer un accord européen, contre l'avis d'un pays partenaire, lequel aurait d'ailleurs, en l'occurrence, le soutien de la Commission européenne et de son président britannique. En outre, d'ici au 6 mai, ou après, la cohésion des huit sur le compromis agricole pourrait s'effriter devant le maintien de l'intransigeance britannique. L'augmentation communautaire ne sera donc pas facilement acquiescée.

Quelle solution subalterne, sinon celle des mesures nationales, à la condition encore qu'elles ne soient pas incompatibles avec la réglementation européenne et qu'elles deviennent acceptables par tous, Grande-

Comment 5 % = 10 %

Le compromis proposé par le Royaume-Uni, en vertu de la Grande-Bretagne, prévoit, en matière agricole, une hausse moyenne de 5 % des prix pour la campagne 1980-1981, toutes les années, à l'exception de la commission européenne avait proposé une augmentation, en moyenne, de 2,5 %, jugée inacceptable par la majorité des délégations.

Or, le président de la République a indiqué après l'échec du sommet de Luxembourg que « la hausse des prix agricoles serait considérée par la Commission européenne, en matière de produits, entre 5 % et 12 %, avec une moyenne légèrement supérieure à 10 %. Comment, de 5 %, arrive-t-on à l'augmentation de 10 % ?

Aux 5 % encore hypothétiques — le chef de l'Etat s'étant toutefois engagé à procéder à une telle hausse, après avoir pris certaines dispositions juridiques — s'ajoute une augmentation, qui, elle, est acquiescée, de 5 %. Elle résulte d'une augmentation des montants compensatoires communitaires elle-même d'une dévaluation de « franc vert » décidée par le conseil des ministres de l'agri-

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE PARISIENNE

LE FIGARO : huit plus un égale neuf ?

« Il s'agit de savoir si, quand on parle de l'échec, huit plus un égale encore neuf. (...) Il ne veut pas (les Anglais) avoir à la fois le beurre et le sucre du beurre, autrement dit les avantages d'un marché commun européen industriel et ceux offerts par la Communauté et l'Amérique. En un mot, il veut à la fois le beurre et le sucre, et le lait. Combien de temps cette attitude, qui risque de détruire à terme la communauté — sera-t-elle acceptable et acceptée ? »

(SERGE MAFFERT.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : une Europe de fortune.

« La faillite de l'Europe est beaucoup moins dans l'entêtement de Mme Thatcher que dans la manière désordonnée, obligée, artificielle, dont les Neuf expriment aujourd'hui à l'égard de la solidarité qu'ils leur auraient dû offrir au nom d'une Europe en bonne et due forme. L'Europe aurait pu régénérer l'Occident. Elle est mal partie. Elle est devenue une Europe de fortune. Elle meurt. Elle se ruerait aujourd'hui dans des conditions assez misérables à l'alliance atlantique qui, de son côté, n'est pas particulièrement triomphante. »

(PASCAL VESSEY.)

LIBERATION : « Clochemerle ».

« Malgré le coup de poing de Carter, l'Europe s'est empressée de retomber dans ses ornières intestines. Un Clochemerle à plusieurs milliards de francs, mais un Clochemerle tout de même, Thatcher a mis en déroute

LES DIRIGEANTS AGRICOLES FRANÇAIS DEMANDENT DES « MESURES NATIONALES CONSERVATOIRES »

L'échec du sommet de Luxembourg a donné lieu, en France, à des réactions officielles des pouvoirs publics fort optimistes.

Après la déclaration, qui prend valeur d'engagement, du chef de l'Etat d'augmenter « la plus tôt possible » les prix agricoles, M. Méhaignerie, le ministre de l'Agriculture, a exprimé « l'espoir que la neuvième décade (la Grande-Bretagne) ne bloquera pas une solution qui n'a déjà que trop tardé ». Il ajoute même : « Il est certain que les ministres ne trouveront pas les moyens de commercer dans les prochains jours les exportations de huit millions de producteurs. Faisant allusion au prochain conseil des ministres de l'Agriculture, prévu le 6 mai, il précise : « Il faudra, en cas d'échec, rechercher des voies nouvelles pour arriver à des solutions qui pourraient être difficiles. »

Quelles voies nouvelles ? Pour le président du Centre des jeunes agriculteurs, M. Michel Fan, le gouvernement français doit se trouver. « Pour nous, c'est une catastrophe sans précédent, nous a-t-il déclaré. Sachant qu'il n'y a plus de porte de sortie, on se tourne vers le gouvernement français pour qu'il prenne des mesures. Le monde de l'élevage ne peut attendre une hypothétique fixation des prix au mois d'août. Les 3,5 % d'augmentation que nous avons sur, grâce à la dévaluation du « franc vert », ont été déjà absorbés par la hausse des charges depuis le début de l'année. »

M. François Guillaume, le président de la F.N.S.E.A., ne voit pas pourquoi la situation se débloquerait le 6 mai, « à moins, nous a-t-il dit, que Mme Thatcher ne soit assise par le repentir. Il faut alors trouver le moyen institutionnel de mettre la Grande-Bretagne entre parenthèses. Comme il est impensable, a poursuivi le président de la F.N.S.E.A., que les agriculteurs supportent les conséquences de l'échec de Luxembourg, le gouvernement français doit mettre en œuvre des mesures nationales pour protéger les producteurs de lait et de viande. » Mais M. Guillaume craint toutefois, et ce n'est pas une mince contradiction, « le risque de renationalisation des politiques agricoles qui découle de l'intransigeance britannique. »

(Publiété)

SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE

AVIS D'APPELS DE CANDIDATURES

Métro de Marseille

LIGNE N° 2 « BOUQUINVILLE-DRONEL »

Travaux d'entretien des voies COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES

La Société du Métro de Marseille lance trois appels d'offres restreints au nom et pour le compte de la Ville de MARSEILLE :

I) SPÉCIALITÉ VOIES

Etudes, fabrications et travaux de voies décastrées à la mise en service de la section Joliette-Castellane : — Travaux en tunnel 6 000 m de long simple sur béton et sept communications ; — Extension des voies du dépôt de la Rose ; — Travaux de terrassement de travaux 80 dans la station Métro Noailles.

Tous ces travaux constituent un lot unique.

II) SPÉCIALITÉ COURANTS FORTS (C.F.)

Etudes, fournitures, travaux et mise en service des équipements C.F. décastrés en trois lots : Lot 1 - Haute tension (24 kV) Poste central de livraison, distribution HT, transformation HT-BT. Lot 2 - Basse tension (24 kV) Poste central de livraison, distribution BT, transformation BT-BT. Lot 3 - Travaux (750 V continue) Postes de redressement, alimentation des voies.

Chaque lot de ces trois lots C.F. comporte : a) Une tranche ferme géographique : tronçon Joliette-Castellane. b) Deux tranches conditionnelles géographiques : section Joliette-Castellane (Gozzoli) et section Castellane-Dronel.

En outre les lots 1 et 3 comportent une tranche conditionnelle technique équipement du tramway 80.

III) SPÉCIALITÉ COURANTS FAIBLES (C.F.)

Etudes, fournitures, travaux et mise en service des équipements C.F. décastrés en trois lots : Lot 1 - Signalisation et pilotage automatique Signalisation fixe d'équipement et de manœuvre, affichage continu de la vitesse de consigne en cabine, pilotage automatique des trains. Lot 2 - Commande centralisée Commande centralisée et régulation de trafic par commande des départs programmés ex station. Lot 3 - Techniques diverses Télécommunications, téléphone RP, détection incendie, télévision, pilotage, distribution de l'énergie, etc.

Chaque lot de ces trois lots C.F. comporte les mêmes tranches ferme et conditionnelles géographiques que la spécialité Courants Forts.

A titre indicatif Pour les spécialités Courants Forts et Courants faibles (tranche ferme Joliette - Castellane et tranche conditionnelle technique tramway 80) : Délai global d'exécution : 28 mois. Notification des marchés : Mai 1981.

Les candidatures porteront sur : — Un lot ; — Ou le regroupement partiel ou total des lots d'une spécialité ; — Ou le regroupement partiel ou total des spécialités.

Les candidats, entreprises générales ou groupements d'entreprises, indiqueront le nom de leurs principaux sous-traitants.

La procédure combinée pourra être appliquée lors du jugement des offres en cas de regroupement des lots ou de spécialités. Il ne sera pas tenu compte des offres pour les spécialités regroupées.

— Date limite de réception des candidatures le 12 juin 1980 à 12 h.

— Les candidatures doivent être adressées à la Société du Métro de Marseille, 13000 MARSEILLE, avenue Alexandre-Dumas (91) 71-88-82. L'enveloppe portera la mention « Candidatures travaux d'équipement des voies et (ou) Courants Forts et (ou) Courants faibles ».

— Les candidats devront fournir les renseignements prévus à l'article 251 du Code des Marchés Publics, 1^{er} et 2^e alinéas.

— La signature par le candidat des trois appels d'offres peut être fournie sur demande écrite.

— Renseignements auprès de M. J. CLAVIER, adresse ci-dessus.

— Date de l'envoi de l'avis d'appel de candidatures à la publication chargée de l'insertion : 21 avril 1980.

AGRICULTURE

SELON LES PLANTEURS ET LES SALARIÉS DU SEITA

La production française de tabac est menacée

Les planteurs de tabac sont orphelins. Leur organisation syndicale exemplaire, qui s'appuyait sur le Service industriel des tabacs et allumettes (SEITA), lui-même héritier du monopole créé par Louis XIV et repris par Napoléon I^{er}, se trouve confrontée à une situation inédite : le SEITA achètera en 1980 le volume de tabac le plus faible jamais connu.

Le vendredi 18 avril les planteurs avaient choisi Agen et le Lot-et-Garonne pour manifester leur désarroi. Une sorte de retour sur le passé, puisque c'est dans l'Agenais que se développa puis s'industrialisa, vers 1860, la culture du tabac en France.

A ce congrès-manifestation, l'absence des ministres invités fut remarquée et le télégramme envoyé par M. Jean François-Poncet, président du conseil général du département, considéré comme une dérobade. « Si le jour, nous avons aidé les docteurs à débloquer les tabacs importés », s'est écrié un orateur, un de ceux que le Sud-Ouest possède encore et qui, sans notes et presque sans vergues, maintient les mots et la agriculture comme on avait le faire encore sous la III^e République.

Mais l'absence des ministres a été limitée à 18 000 hectares la surface des cultures dont il s'agit de limiter la production, contre 19 000 hectares l'année précédente ; de ne pas passer contractuellement, comme on dit, le pourcentage de réduction de 1 % les prix offerts. Tels sont les griefs que les planteurs font au SEITA, dont ils n'admettent pas les difficultés économiques.

Le Service, qui n'a plus, du fait de l'adaptation aux règles communautaires, qu'un monopole de fabrication, a vu en part de marché régresser de 25 % à 30 % entre 1975 et 1979. Pour cette dernière année, alors que la consommation globale augmentait de 1,1 %, celle du SEITA diminuait de 2,4 % et l'importation de tabacs étrangers progres-

Les importations favorisées

Les salariés du SEITA, et principalement la C.G.T., qui représente plus de 90 % d'entre eux, estiment que le déficit du SEITA, qui justifie un plan de réduction de trois mille emplois et la fermeture de neuf manufactures sur vingt et une, a été artificiellement créé. Jusque'en 1979, les recettes l'ont emporté sur les dépenses ; les pertes apparaissent en 1976 : 7,5 millions de francs, puis 22,6 millions en 1977 ; 202,6 millions en 1978 et environ 250 millions en 1979.

Il y eut d'abord, dit la C.G.T., la loi de 1976 qui supprima au SEITA la mission fiscale et qui aboutit à faire payer par le Service les taxes dues à l'Etat, avant même qu'il n'ait récupéré le produit de ces taxes. La politique des prix ensuite : pour maintenir l'indice, le ministère du budget refuse les augmentations des prix de gros, alors que les coûts augmentent de 10 % à 15 %. Enfin, l'orientation récente de la fiscalité, qui consiste à diminuer la part proportionnelle au prix au profit de la part spécifique, est également condamnée par la C.G.T., car elle conduit à pénaliser les produits les moins chers — Gauloises et Gitanes — et à favoriser ceux qui sont plus coûteux, c'est-à-dire les importations.

Les syndicats du SEITA, comme les planteurs d'ailleurs, reprochent au Service son absence de dynamisme commercial. « Sur quatre cents agents assurés-cinq seulement (promoteurs de matériaux) assurent des tâches commerciales pour toute la France, ce qui veut dire que trois cents cinquante agents se contentent de gérer dans des tâches presque exclusivement de distribution. Attention, nous dit-on, il ne faut pas gêner nos concurrents alors que ces derniers ont, comme on dit, le pourcentage de distribution. Attention, nous dit-on, il ne faut pas gêner nos concurrents alors que ces derniers ont, comme on dit, le pourcentage de distribution. Attention, nous dit-on, il ne faut pas gêner nos concurrents alors que ces derniers ont, comme on dit, le pourcentage de distribution. »

On comprend l'amertume des planteurs quand le SEITA décide de contourner ses achats de tabac noir en France, pour s'adapter au marché et faire face à ces difficultés et que, dans le même temps, il achète à l'étranger 20 000 tonnes de tabac, compensable, comme on dit, le pourcentage de distribution. Attention, nous dit-on, il ne faut pas gêner nos concurrents alors que ces derniers ont, comme on dit, le pourcentage de distribution. Attention, nous dit-on, il ne faut pas gêner nos concurrents alors que ces derniers ont, comme on dit, le pourcentage de distribution. »

Si le SEITA s'approvisionne à l'étranger, c'est qu'il y trouve intérêt, comme il le dit, la préférence communautaire ne jouant pas — on jouant impartialité — les primes versées aux acheteurs qui doivent compenser les écarts entre les prix mondiaux et les prix européens ne seraient plus assez élevés et, de ce fait, l'industrie préfère s'approvisionner dans les pays en voie de développement où, par ailleurs, elle contrôle

(Publiété)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE

OFFICE NATIONAL DES ALIMENTS DU BÉTAIL

« SECTEUR AVICULTURE »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'ONAB — Secteur Aviculture — lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Elevateurs à fuel
- Elevateurs type radiants
- Mangeoires 1^{er} âge
- Tréennes de 25 litres
- Abreuvoirs automatiques
- Abreuvoirs 5 litres
- Plumées volantes
- Saignoirs volantes
- Bacs à échaudoir.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le Cahier des Charges à l'ONAB, 25, bd Zighout-Youcef, Alger, contre remise d'une somme de 150 DA. La date limite de remise des offres est fixée à 35 jours à compter de la date de parution du premier avis.

Les soumissionnaires devront faire parvenir leurs offres à l'ONAB, 25 bd Zighout-Youcef, Alger, sous double enveloppe cachetée portant la mention « Offre matériel avicole » — « A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires resteront engagés pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de clôture de remises des plis.

Les offres peuvent porter sur la totalité ou une partie de l'appel d'offres.

La présente avis s'adresse aux seuls fabricants et producteurs de l'équipement des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11-2-1978 portant monopole de l'Etat sur le Commerce Extérieur.

ÉTRANG

Aux États-Unis

Les frères Hunt doivent engager une partie de leurs biens pour garantir un emprunt

Les frères Hunt, qui ont financé la campagne présidentielle de Ronald Reagan, ont dû engager une partie de leurs biens pour garantir un emprunt de 10 millions de dollars. Cette mesure, prise par les tribunaux fédéraux, vise à garantir le paiement de l'emprunt en cas de défaut de paiement des frères Hunt.

Faits et chiffres

Colloques : Les colloques de la Commission européenne sur la politique agricole commune ont débuté à Bruxelles. Les participants discuteront des perspectives de la politique agricole commune pour les années à venir.

Concours : Le concours de la Commission européenne pour la politique agricole commune a été ouvert. Les candidats doivent soumettre leurs projets avant le 15 mai.

Demographie

Les projections démographiques de la Commission européenne pour l'année 1980 ont été publiées. Elles indiquent une légère augmentation de la population dans les pays de la Communauté.

Étranger

Les relations entre la France et l'Allemagne ont été marquées par une série de rencontres diplomatiques. Les deux pays ont discuté de la situation en Europe et des perspectives de coopération.

États-Unis

Les élections américaines ont été marquées par une campagne électorale intense. Les candidats ont parcouru le pays pour rassembler des voix.

Patronat

Les représentants du patronat ont participé à une réunion de la Commission européenne. Ils ont discuté des problèmes liés à la politique agricole commune.

Les représentants du patronat ont également participé à une réunion de la Commission européenne. Ils ont discuté des problèmes liés à la politique agricole commune.

حکومت اسلامی

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Les frères Hunt doivent engager une partie de leurs biens pour garantir un emprunt

Les frères Hunt, célèbres milliardaires texans, ont dû mettre en gage une partie appréciable de leurs biens (3,2 milliards de dollars, soit plus de 13 milliards de francs) pour garantir un emprunt de 800 millions de dollars (3,2 milliards de francs), destiné à leur permettre d'honorer leurs engagements sur les marchés de l'argent-métal.

L'an dernier, en effet, les frères Hunt avaient acheté, à découvert, des quantités considérables d'argent-métal, spéculant sur une pénurie prévisible et sur une envolée des cours. Cette envolée se produisant effectivement, le cours de l'once d'argent sextupla en un an, mais fut suivie d'une formidable chute en mars dernier, en liaison avec la retombée des cours de l'or.

Les frères Hunt, qui avaient acheté, à terme, jusqu'à 35 dollars l'once, alors que les cours étaient revenus de 50 dollars à 10 ou 15 dollars, perdirent des centaines de millions de dollars, sans compter les pertes à venir, au fur et à mesure que les contrats d'achat viendraient à échéance. Il leur fallut d'abord réaliser une partie de leurs biens. Mais cela ne fut pas suffisant et de peur que les frères Hunt, en vendant à tout prix des actifs sur la place de New-York, ne provoquent une véritable panique, les autorités monétaires américaines favorisèrent l'octroi d'un prêt de 800 millions de dollars par un consortium de banques.

M. Lamar Hunt, l'un des frères, a démenti que la Réserve fédérale des États-Unis et son président, M. Paul Volcker, soient intervenus dans cette affaire; mais, outre-Atlantique, on est convaincu du contraire. De son côté, une commission du Sénat va enquêter sur les « agissements spéculatifs » des frères Hunt.

Conflits
● **Fin de l'occupation d'une boulangerie.** — Les ouvriers et les militants de la C.F.D.T., qui occupaient depuis samedi matin 26 avril la boulangerie Flaherty, à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), ont quitté les locaux dimanche soir. Une « table ronde » est prévue le mercredi 30 avril au service départemental de la main-d'œuvre pour régler ce conflit.

● **Air Inter: grève du personnel au sol.** — Les syndicats C.F.D.T., C.G.T., U.G.I.C.T. d'Air Inter appellent l'ensemble du personnel au sol à un arrêt de travail, le mercredi 30 avril, annonce un communiqué de l'inter-syndicale. Ils entendent ainsi « protester contre l'intransigeance, l'arrogance et les menaces que la direction générale oppose à ses revendications concernant le maintien du pouvoir d'achat et la réduction du temps de travail ». La direction d'Air Inter précise que, malgré cet arrêt de travail, tous les vols seront maintenus.

Démographie
● **Le travail féminin à temps partiel.** — Selon un sondage réalisé par la « Solres » auprès de cinq cents travailleurs, 38 % des femmes seraient prêtes à accepter une diminution de leur salaire pour obtenir une demi-journée de liberté supplémentaire par semaine. En revanche, 42 % y seraient opposées. Ce choix se modifie en fonction de l'âge: entre 18 et 24 ans, 48 % préfèrent gagner plus d'argent; entre 25 et 34 ans, 50 % veulent plus de temps de libre pour élever leurs enfants; après 35 ans, 47 % refusent une diminution du temps de travail. Actuellement, 12,3 % des Françaises (1 300 000) exercent un emploi à temps partiel (plus de 40 % en Grande-Bretagne et au Danemark).

Étranger
ÉTATS-UNIS

● **Une augmentation sensible des crédits américains à la consommation a été enregistrée en février.** — 3,9 milliards de dollars, ce qui représenterait un taux annuel de progression de 11 % (en légère diminution par rapport au taux de 13 % noté au dernier trimestre de 1979). Toutefois, les milieux financiers s'attendent à un plafonnement, voire à une réduction des crédits à la consommation au cours des prochains mois en raison de la politique de resserrement du crédit annoncée le 15 mars par le système fédéral de réserve. Le total des crédits à la consommation atteignait fin février 308,7 milliards de dollars, contre 276 milliards un an plus tôt. — (A.F.P.)

JAPON

● **Les gains d'un ménage de travailleurs japonais ont augmenté de 5,5 % en termes nominaux en janvier 1980 par rapport au même mois de 1979.** Mais ils ont baissé de 1,2 % en termes réels, en raison de la hausse des prix et de la consommation. Selon une étude réalisée par le bureau de statistiques du premier ministre, le revenu moyen des ménages japonais s'est établi en janvier à 259 498 yens (environ 1 082 dollars). En outre, selon le ministère du travail, les salaires des Japonais ont baissé de 0,9 % en termes réels en février 1980 par rapport à février 1979, bien qu'ils aient augmenté de 7 % en termes nominaux. — (A.F.P.)

Patronat

● **La direction du groupe Peugeot attaque M. Georges Ségué en justice.** — Estimant diffamée par une interview mettant en cause la responsabilité de la firme dans le suicide de M. Philippe Marchais, délégué de la C.G.T. aux usines Peugeot, la C.G.T. déclare qu'elle saisira l'occasion pour dénoncer avec force les méthodes répressives du patronat des usines de l'automobile.

Faits et chiffres

Colloques

● **Les « trente-six heures d'option »** se tiendront à Paris les 9 et 10 mai. Organisé sous le nom de la publication de l'U.C.I.C.T.-C.G.T., qui porte ce nom, ce colloque doit réunir un millier de participants qui débattront des problèmes des cadres, des ingénieurs et des techniciens.

● **Fin de l'occupation d'une boulangerie.** — Les ouvriers et les militants de la C.F.D.T., qui occupaient depuis samedi matin 26 avril la boulangerie Flaherty, à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), ont quitté les locaux dimanche soir. Une « table ronde » est prévue le mercredi 30 avril au service départemental de la main-d'œuvre pour régler ce conflit.

● **Air Inter: grève du personnel au sol.** — Les syndicats C.F.D.T., C.G.T., U.G.I.C.T. d'Air Inter appellent l'ensemble du personnel au sol à un arrêt de travail, le mercredi 30 avril, annonce un communiqué de l'inter-syndicale. Ils entendent ainsi « protester contre l'intransigeance, l'arrogance et les menaces que la direction générale oppose à ses revendications concernant le maintien du pouvoir d'achat et la réduction du temps de travail ». La direction d'Air Inter précise que, malgré cet arrêt de travail, tous les vols seront maintenus.

● **Fin de l'occupation d'une boulangerie.** — Les ouvriers et les militants de la C.F.D.T., qui occupaient depuis samedi matin 26 avril la boulangerie Flaherty, à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), ont quitté les locaux dimanche soir. Une « table ronde » est prévue le mercredi 30 avril au service départemental de la main-d'œuvre pour régler ce conflit.

● **Air Inter: grève du personnel au sol.** — Les syndicats C.F.D.T., C.G.T., U.G.I.C.T. d'Air Inter appellent l'ensemble du personnel au sol à un arrêt de travail, le mercredi 30 avril, annonce un communiqué de l'inter-syndicale. Ils entendent ainsi « protester contre l'intransigeance, l'arrogance et les menaces que la direction générale oppose à ses revendications concernant le maintien du pouvoir d'achat et la réduction du temps de travail ». La direction d'Air Inter précise que, malgré cet arrêt de travail, tous les vols seront maintenus.

Démographie
● **Le travail féminin à temps partiel.** — Selon un sondage réalisé par la « Solres » auprès de cinq cents travailleurs, 38 % des femmes seraient prêtes à accepter une diminution de leur salaire pour obtenir une demi-journée de liberté supplémentaire par semaine. En revanche, 42 % y seraient opposées. Ce choix se modifie en fonction de l'âge: entre 18 et 24 ans, 48 % préfèrent gagner plus d'argent; entre 25 et 34 ans, 50 % veulent plus de temps de libre pour élever leurs enfants; après 35 ans, 47 % refusent une diminution du temps de travail. Actuellement, 12,3 % des Françaises (1 300 000) exercent un emploi à temps partiel (plus de 40 % en Grande-Bretagne et au Danemark).

Étranger
ÉTATS-UNIS

● **Une augmentation sensible des crédits américains à la consommation a été enregistrée en février.** — 3,9 milliards de dollars, ce qui représenterait un taux annuel de progression de 11 % (en légère diminution par rapport au taux de 13 % noté au dernier trimestre de 1979). Toutefois, les milieux financiers s'attendent à un plafonnement, voire à une réduction des crédits à la consommation au cours des prochains mois en raison de la politique de resserrement du crédit annoncée le 15 mars par le système fédéral de réserve. Le total des crédits à la consommation atteignait fin février 308,7 milliards de dollars, contre 276 milliards un an plus tôt. — (A.F.P.)

JAPON

● **Les gains d'un ménage de travailleurs japonais ont augmenté de 5,5 % en termes nominaux en janvier 1980 par rapport au même mois de 1979.** Mais ils ont baissé de 1,2 % en termes réels, en raison de la hausse des prix et de la consommation. Selon une étude réalisée par le bureau de statistiques du premier ministre, le revenu moyen des ménages japonais s'est établi en janvier à 259 498 yens (environ 1 082 dollars). En outre, selon le ministère du travail, les salaires des Japonais ont baissé de 0,9 % en termes réels en février 1980 par rapport à février 1979, bien qu'ils aient augmenté de 7 % en termes nominaux. — (A.F.P.)

Patronat

● **La direction du groupe Peugeot attaque M. Georges Ségué en justice.** — Estimant diffamée par une interview mettant en cause la responsabilité de la firme dans le suicide de M. Philippe Marchais, délégué de la C.G.T. aux usines Peugeot, la C.G.T. déclare qu'elle saisira l'occasion pour dénoncer avec force les méthodes répressives du patronat des usines de l'automobile.

السلامة العامة

AFFAIRES

A Limoges, des cartes magnétiques permettent de régler les achats dans un magasin

De notre correspondant

Limoges. — Pour la première fois en France, une expérience de « paiement électronique » vient de débuter à Limoges. Il est désormais possible à un client du Crédit agricole de régler à l'aide de sa carte magnétique bancaire ses achats au magasin Euromarché. Les vingt-sept caisses de ce dernier sont reliées à un ordinateur central qui enregistre les opérations et les transmet à la caisse du Crédit agricole pour la mise à jour des comptes du client de l'hypermarché. À cette fin, chaque caisse est équipée d'une machine de paiement électronique intégrée.

Dans la pratique, les choses se passent ainsi: le client tend sa carte à la caissière, qui la glisse dans un lecteur, puis sur un clavier mis à sa disposition à l'endroit où l'on établit habituellement les chèques, le client frappe son code confidentiel — à l'abri des regards — lorsque le voyant s'allume. Le talon du ticket d'achat, puis le ticket et la carte devenue disponible sont rendus à l'acheteur.

Ce mode de paiement est le fruit de trois années d'étude. L'expérience a été encouragée par le fait que le Crédit agricole et le magasin se sont découverts, par le jeu des commissions de chèques, un potentiel de clientèle commune de l'ordre de 40 %. Le nombre de cartes distribuées est de quarante mille. L'expérience s'étendra sur

dix-huit mois. Du côté des promoteurs, on pense qu'elle pourra s'élargir à d'autres établissements, même si le système est actuellement trop coûteux pour fonctionner au profit du petit commerce. On espère que le succès permettra d'abaisser le coût des machines, lesquelles seraient alors largement diffusées. — M. A.

Le groupe Perrier se porte bien...

« Nous battons actuellement tous nos records de ventes », a déclaré M. Gustave Leven, président du groupe Perrier, au cours d'une conférence de presse tenue lundi 29 avril à Paris pour « mettre les choses au point ». Le bruit avait couru, en effet, que le groupe avait dû stocker une grande quantité de bouteilles en raison d'une baisse de consommation aux États-Unis, où ses ventes ont littéralement « explosé » l'année dernière.

Quant à ces rumeurs de

« boomer et janissaires », M. Leven a expliqué que les stocks importants effectivement constitués aux États-Unis étaient indispensables pour faire face aux pointes de la demande estivale, qui peut atteindre 15 à 20 millions de bouteilles par jour lorsque la température dépasse 30 degrés. L'an dernier, Perrier avait ainsi « raté » la vente de 100 millions de bouteilles. De plus, un four de verrerie avait dû être arrêté pour réfection et modernisation à la source de Vergèze dans le Gard.

Les expéditions ont repris en mars 1980 à destination des États-Unis, où le groupe Perrier assure déjà 80 % du marché des eaux minérales et entend porter également son effort sur celui des sodas, son objectif étant de couvrir 1 % du marché. Pour l'exercice 1979-1980, M. Leven s'est déclaré très optimiste, les résultats du premier semestre étant en augmentation de 30 %. « Nous n'avons jamais eu une exercice comme celui-ci », a-t-il ajouté.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	CH. MOIS	CH. 3 MOIS	CH. 6 MOIS	CH. 9 MOIS	CH. 12 MOIS
	Bas + haut	Bas + haut	Bas + haut	Bas + haut	Bas + haut
\$ E.-U.	4,1880 4,1850	- 55 - 25	- 148 - 185	- 265 - 185	- 385 - 185
£ S. M.	2,5225 2,5285	- 105 - 95	- 188 - 125	- 268 - 195	- 385 - 195
Yen (100)	1,5430 1,5480	- 10 + 25	- 15 + 25	- 80 + 145	- 145 + 145
DM	2,5770 2,5820	+ 45 + 85	+ 110 + 160	+ 210 + 260	+ 310 + 360
Florin	2,1125 2,1155	+ 35 + 35	+ 85 + 95	+ 245 + 305	+ 345 + 395
F.S. (100)	14,5880 14,5950	- 640 - 420	- 1170 - 850	- 1580 - 1260	- 1980 - 1660
F.S. (1 000)	2,5710 2,5780	+ 235 + 180	+ 335 + 225	+ 435 + 325	+ 535 + 425
L. (1 000)	6,5670 6,5685	- 130 - 120	- 230 - 220	- 330 - 320	- 430 - 420
£	2,5680 2,5780	- 420 - 320	- 880 - 780	- 1380 - 1280	- 1880 - 1780

TAUX DES EURO-MONNAIES

COURS DU JOUR	CH. MOIS	CH. 3 MOIS	CH. 6 MOIS	CH. 9 MOIS	CH. 12 MOIS
	Bas + haut	Bas + haut	Bas + haut	Bas + haut	Bas + haut
\$ E.-U.	13 12 1/2	14 1/4	14 5/8	14 7/8	14 1/2
£ S. M.	13 12 1/2	14 1/4	14 5/8	14 7/8	14 1/2
Yen (100)	18 3/4	18 1/4	18 1/2	18 1/4	18 1/4
F.S. (100)	18 3/4	18 1/4	18 1/2	18 1/4	18 1/4
F.S. (1 000)	18 3/4	18 1/4	18 1/2	18 1/4	18 1/4
L. (1 000)	18 3/4	18 1/4	18 1/2	18 1/4	18 1/4
£	18 3/4	18 1/4	18 1/2	18 1/4	18 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Six questions-clés qu'il faut absolument poser sur l'assistance informatique, avant d'acquiescer votre prochain ordinateur...

... Et les réponses que vous obtiendrez, si c'est à HP que vous les posez.

1 Vais-je être dépendant d'un horaire d'intervention stricte, alors que mon entreprise «tourne» avec deux équipes au moins? Ou bien, vais-je devoir payer un service «temps complet», même si je n'en ai pas besoin?

HP: Non. Avec HP, c'est vous qui décidez du degré d'assistance qui vous est nécessaire. Notre contrat de base prévoit 5 jours d'assistance par semaine, de 8 h 30 à 17 h 30. Mais ce contrat peut être personnalisé, la gamme de nos prestations s'étendant de 5 à 7 jours par semaine, 24 h sur 24.

2 Si mon entreprise ne «tourne» avec deux ou trois équipes que pendant quelques semaines par an, suis-je obligé de prendre, en plus de mon contrat de maintenance, une option pour assistance en dehors des heures ouvrables?

HP: Non. Tout client ayant un contrat standard peut bénéficier d'une intervention en dehors des heures ouvrables. Pour cette prestation, effectuée en dehors de la période d'assistance prévue, il ne lui sera compté qu'un forfait de déplacement, le coût des pièces et du temps de travail étant compris dans le contrat standard.

3 En matière de logiciel, vais-je pouvoir bénéficier de l'assistance qui m'est nécessaire?

HP: Oui. Notre assistance standard à la clientèle prévoit, entre autres, la consultation par téléphone, l'intervention technique sur place et la fourniture des mises à jour du logiciel et des notices. Si vous disposez de ressources logicielles internes, vous pouvez ne souscrire qu'un contrat de suivi logiciel ou de distribution de documentation. Ou bien choisir de faire appel à nos services de consultation pour la formation des techniciens et la conception des applications.

4 N'aurai-je la visite des techniciens qu'en cas de panne?

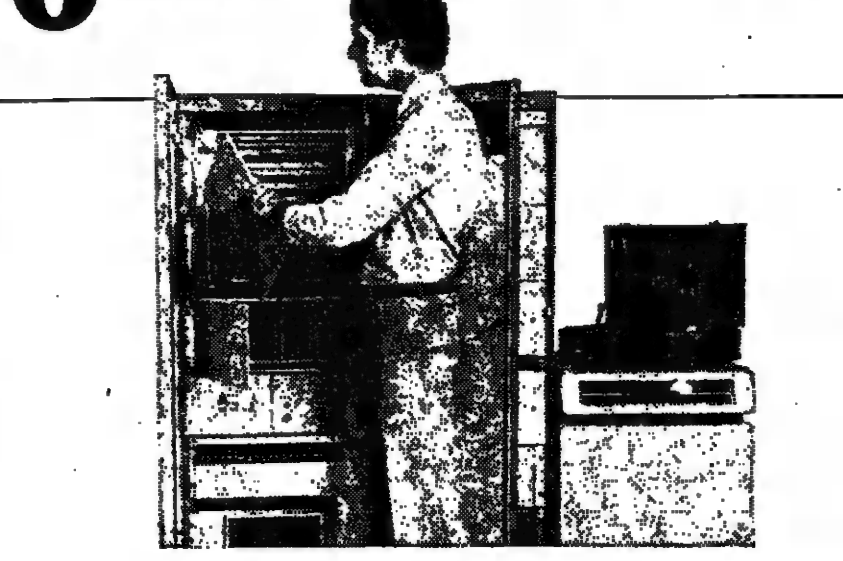
HP: Non. Notre contrat et notre assistance en clientèle accordent autant d'importance à la prévention des incidents qu'à leur solution. Nous apportons donc les plus grands soins à la préparation du lieu d'installation, à l'installation elle-même, ainsi qu'à la formation et à l'entretien préventif. Enfin, vous recevrez régulièrement la visite de l'ingénieur-analyste et du technicien de maintenance responsables de votre système.

5 Mon contrat précisera-t-il les services qui me seront fournis, ainsi que leur coût?

HP: Oui. Notre contrat d'assistance énumère en détail tout ce à quoi vous avez droit et ce que cela vous coûte. Quel que soit le contrat choisi, vous bénéficiez de la même couverture pendant la période de garantie, sans aucun supplément. Nous vous assurons également l'installation gratuite de tout nouveau matériel, sous réserve que vous l'incluez dans votre contrat de maintenance.

6 Le technicien se mettra-t-il en route dès mon appel téléphonique et restera-t-il jusqu'à ce que tout soit rentré dans l'ordre?

HP: Oui. Dans la plupart des secteurs, votre technicien HP sera chez vous dans les quatre heures (si vous avez souscrit le contrat standard). Et comme nous disposons localement des pièces disponibles, il sera en mesure de remettre votre ordinateur en état de marche. Quant à nos techniciens, ils n'ont pas l'œil sur la montre! S'il faut rester au-delà des heures prévues par le contrat pour que votre ordinateur fonctionne à nouveau, ils resteront. Cela fait partie intégrante du contrat standard, sans supplément de prix.



HP HEWLETT PACKARD

Coupons à envoyer à: Hewlett-Packard France - BP 70 - 91401 Orsay Cedex - Tél.: 9077825.

Pour en savoir plus sur les services d'assistance proposés, je désire recevoir votre brochure 5953-3302 sur le service après-vente HP.

Nom: _____ Titre: _____

Entreprise: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

Vittel. Ayez des échanges pleins de vitalité.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA PÊCHE
Entreprise nationale des pêches/Enapêches

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1-80

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue de l'acquisition de divers équipements frigorifiques répartis en quatre (4) lots.

LOT N° 1 - Camions frigorifiques
 5 unités poids en charge 5,5 tonnes
 5 unités poids en charge 12,6 tonnes

LOT N° 2 - 17 chambres froides
 2 unités intégrées de congélation

LOT N° 3 - 2 unités intégrées de congélation

LOT N° 4 - 1 fabrique de glaces paillettes

Les fournisseurs intéressés pourront retirer le cahier des charges à la Direction du Développement de l'ENAPÊCHES. Ils sont autorisés à soumissionner pour l'ensemble des lots ou par lot séparé.

Les offres seront adressées sous double pli cacheté, l'enveloppe extérieure portant la mention « Appel d'Offres International n° 1-80 - Ne pas ouvrir », à ENAPÊCHES, Direction Générale, quai d'Aigues-Mortes, ALGER-PORT.

Le délai de clôture de l'envoi des soumissions est fixé à quarante-cinq jours à compter de la date de la première parution du présent avis, le cachet de la poste faisant foi.

Les fournisseurs seront engagés par leurs offres pour une durée de quatre-vingt-dix jours.

Boîte 5 vitesses, 9 CV.
 Traction AV. 4 roues indépendantes.

35.450F*

HONDA ACCORD L

JAPAUTO

* Prix clés en main au 1.3.80.
 Concessionnaire exclusif - 27 av. de la 6^e Armée - T. 506.14.51 - préférez TOTAL.

PARIS LONDRES

157F
 (138 F pour les jours de dimanche et le 3^e jour)

Un prix super économique. Paris-Calais en car, Calais-Ramsgate sur coussin d'air, Ramsgate-Londres en car. Jusqu'à 5 départs par jour.

HOVERLLOYD 278.75.05
 24 rue de Saint-Quentin - 75001 Paris.

Pour commander une Vittel, il faut être adroit de ses mains.

Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

SOCIAL

Les relations entre le corps médical et les caisses d'assurance-maladie

Notre système à la fois libéral et social risque d'être bouleversé

nous déclare le Dr. J. Mounier, président de la Confédération des syndicats médicaux français

Les négociations entre les caisses d'assurance-maladie et la Fédération des médecins de France, syndicat minoritaire, se poursuivent secrètement et s'achèveront vers un accord fixant de nouvelles relations entre le corps médical et les caisses, notamment la création d'un double secteur. Président de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), qui a été exclu des discussions qui devraient déboucher sur une convention en milieu de semaine prochaine, le docteur Jacques Mounier annonce une guerre ouverte contre un projet qui, dit-il, remet en cause et la médecine à la française et l'assurance-maladie.

« Vous venez d'écrire solennellement au secrétaire général de l'Assurance-Maladie, M. André Bergeron, pour lui dire que vous n'avez rien à dire à ce projet de loi », dit-il. « Je suis très étonné que la confédération Force ouvrière envisage favorablement ce projet de loi. Ce projet de loi est d'ailleurs, sans nous, entre les caisses d'assurance-maladie et un syndicat minoritaire de médecins. Le nouveau système qui est envisagé à une portée bien plus grave, bien plus importante que l'institution d'un ticket modérateur d'ordre public. »

Quels sont les principes fondamentaux qui sont remis en cause ?

« Je ne crois pas à l'avènement d'une médecine néo-libérale. Une telle médecine, fonctionnant selon les lois du marché, est un non-sens qui ne répond pas aux exigences des temps modernes. A la C.S.M.F., nous sommes pour une médecine libérale et sociale. Libérale, c'est-à-dire une médecine qui permette à chacun de choisir librement son médecin, et à ce dernier de décider librement ce qu'il doit faire. Sociale, c'est-à-dire un système qui, moyennant les remboursements de l'assurance-maladie sur des tarifs fixés et négociés avec les syndicats médicaux, met la médecine à la portée de tous. Il n'y a pas de difficulté à obtenir de tels résultats qui impliquent pour les médecins un respect de barèmes d'honoraires, formule qui n'a rien à voir avec les mécanismes du marché libéral. Depuis les années 60, où nous avons discuté la mise en place d'une politique conventionnelle avec les caisses, avec un système de tarifs négociés et acceptés par la majorité des médecins, et, en 1971, avec l'instauration d'une autodiscipline, nous avons abouti à un résultat unique au monde : le maintien d'une bonne médecine à la fois libérale et sociale. Aujourd'hui, en raison des difficultés économiques, les caisses nous admettent, les caisses valent, en fait, bouleverser ce système.

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

Propos recueillis par JEAN-PIERRE DUMONT.

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

« Mais nous sommes très satisfaits de ce système. Les contacts que j'ai eus avec les médecins de province sont très chaleureux. Nous sentons bien que nous représentons une force. Il n'y a aucune raison que nous ne nous en servions pas. Les médecins comprennent que le problème est de nature politique et que la transformation grave de l'assurance-maladie est réalisée devant des responsables politiques qui jouent les Papes. En outre, des syndicats C.S.M.F. viennent de se créer dans l'Yonne, le Jura, la Savoie, départements où nous n'étions pas représentés. Partout ailleurs, les médecins se multiplient. »

« Mais la F.M.F. en dit autrement. »

« Nous savons que, sur des initiatives plus ou moins dirigées par les caisses, des syndicats F.M.F. ont été créés dans un ou deux départements, mais ils ne représentent pas notre connaissance, que deux, trois médecins. »

« Si la convention est signée par la F.M.F., que ferons-nous ? »

« Tant que la convention n'est pas signée, nous demandons la négociation d'une vraie, pas un simulacre. Si une mauvaise convention est ratifiée par un syndicat minoritaire, la C.S.M.F. n'a aucune intention de s'y soumettre. Il ne faut pas oublier que, dans plus de quatre-vingt départements, la confédération est la seule organisation professionnelle. Alors, comment fonctionnent les commissions médico-sociales départementales chargées d'assurer la maîtrise des coûts ? »

« Or, nous participons aux négociations, nous avons envoyé cette formule afin de savoir, en cas de doute ou de réticence sur le texte proposé, si les médecins étaient d'accord ou non pour la signature. Aujourd'hui la situation a changé. Nous nous posons la question : la C.S.M.F. peut-elle organiser un référendum sur un projet qu'elle repousse de A à Z ? Nous tenons sommes toujours ouverts à la discussion et chacun veut bien remettre tous ses dossiers sur la table. Chacun y compris le pouvoir politique devant prendre ses responsabilités. C'est ce qui fut fait en 1971 : l'échec de la convention était au printemps 1971. Il y eut l'engagement national du gouvernement : début juillet, le vote de la loi, fin octobre, la signature de la convention. A l'époque, que se passe-t-il ? On ne nous a pas accusés de tomber dans les déviations politiques. L'avenir de la médecine et de l'assurance-maladie nous concernent, mais il concerne aussi tous les Français. »

Les syndicats accueillent favorablement

Vers une reprise

Les syndicats ont dans l'immédiat favorablement accueilli le rapport de M. Giraudet sur l'assainissement et la réduction de la dette du budget, qu'ils ont reçu hier matin. Le rapport de M. Giraudet, qui tient compte de la situation de plusieurs administrations et de la demande de C.N.P.F. d'...

Le C.N.T. ce qui compte, c'est l'issue de la négociation. Les syndicats ont dans l'immédiat favorablement accueilli le rapport de M. Giraudet sur l'assainissement et la réduction de la dette du budget, qu'ils ont reçu hier matin. Le rapport de M. Giraudet, qui tient compte de la situation de plusieurs administrations et de la demande de C.N.P.F. d'...

UN AN EN UN BILAN

Le bilan de l'année 1979, tel qu'il a été présenté par le gouvernement, est un bilan qui ne reflète pas la réalité. Le bilan de l'année 1979, tel qu'il a été présenté par le gouvernement, est un bilan qui ne reflète pas la réalité. Le bilan de l'année 1979, tel qu'il a été présenté par le gouvernement, est un bilan qui ne reflète pas la réalité.

MONNAIES

LA Baisse du dollar est accentuée par la diminution des taux d'intérêt américains.

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

Et si on votre dit

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

LE LEA

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

U

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

PO

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro. Le dollar baisse de 10,45 % par rapport à l'euro.

Les syndicats accueillent favorablement le rapport Giraudet sur la durée du travail

Vers une reprise des négociations

Les syndicats ont, dans l'ensemble, favorablement accueilli le rapport de M. Giraudet sur l'aménagement et la réduction de la durée du travail, qu'ils ont reçu lundi matin 28 avril. La médiation de M. Giraudet, qui tient compte à la fois de plusieurs revendications syndicales et de la demande du C.N.P.F. d'as-

souplir les horaires par un aménagement annuel du temps de travail, devrait faciliter la reprise vers la mi-mai des négociations. Sans nier les difficultés d'interprétation et de définition des mesures avancées par M. Giraudet (voir nos dernières éditions datées 28 avril), les par-

ties sociales semblent décidées à mener rapidement ces nouvelles discussions, et au C.N.P.F., qui n'a pas encore fait état de ses réactions, on n'exclut pas un accord avant la fin juin, ce qui permettrait au Parlement — en session extraordinaire avant l'été, au plus tard à l'automne — de modifier la législation qui date de 1936.

Les réactions syndicales

● La C.G.T. : ce qui compte, c'est l'issue de la négociation.

« Ce qui va compter, a déclaré M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., c'est la négociation qui doit s'engager entre les syndicats et le C.N.P.F. et surtout l'issue de cette négociation. En ce qui concerne le contenu même du rapport, il comporte des propositions positives quant à une certaine réduction de la durée du travail, et des mesures plus importantes pour les travaux pénibles. Mais ces propositions sont étalées sur deux ans et demi, et les modalités d'application dont elles sont assorties peuvent conduire à priver de leur bénéfice une partie sous doute importante des salariés. »

« D'autre part, a ajouté M. Krasucki, ce rapport contient aussi des mesures restrictives et des idées négatives sur plusieurs questions importantes, principalement en ce qui concerne les conditions de recours à des heures supplémentaires et une extension éventuelle du travail de fin de semaine, et notamment du dimanche. »

● La C.F.D.T. : une avancée par rapport aux propositions du C.N.P.F.

« Une première estimation, sou-

ligne la C.F.D.T., montre qu'en termes de trois ans 80 % des salariés, soit environ douze millions, seront concernés par l'attribution des quarante heures supplémentaires de repos dans une année, trois millions environ par l'abaissement de la durée réelle du travail, et deux à trois millions pour les dispositions sur les travaux particulièrement contraignants. »

La centrale de la rue Cadet estime ainsi que les propositions de M. Giraudet constituent une « avancée » par rapport aux dernières propositions du C.N.P.F., permettant la reprise des négociations. « Si celles-ci s'engagent, assure-t-elle, elles devraient trou-

ver une conclusion avant les vacances. »

● F.O. : les garanties sur la durée hebdomadaire du travail sont préservées.

« Les propositions faites par le président d'Air France préservent les garanties concernant la durée hebdomadaire, c'est-à-dire quarante heures, ainsi que le caractère collectif de l'horaire de travail. » F.O. considère le maintien de ces garanties comme « un préalable fondamental ». De même, M. Bergeron, secrétaire général de F.O., indique que « les propositions tendant à la non-récupération des heures perdues

de jours fériés chômés, à la réduction de la durée maximale et de la durée moyenne du temps de travail hebdomadaire vont dans le sens des revendications de F.O. ».

● La C.F.T.C. : des progrès indiscutables.

Le syndicat chrétien a reconnu qu'à travers les propositions contenues d'indiscutables progrès seraient à attendre en ce qui concerne la réduction du temps de travail au cas où un accord éventuel serait conclu sur des bases. En revanche, il émet « toute réserve quant aux suggestions qui pourraient conduire à remettre en cause certaines protections dont bénéficient les salariés dans le cadre des réglementations en vigueur ».

● La C.G.C. : le personnel d'encadrement ne doit pas être exclu.

L'organisation des cadres estime que le rapport Giraudet est « de nature à permettre la reprise des négociations, même s'il ne peut s'agir que d'une première étape vers une réduction du temps de travail, plus en conformité avec la gravité du problème de l'emploi. Elle « verra au cours des négociations à ce que, sous prétexte de réduction des inégalités, le personnel d'encadrement ne soit pas, au nom d'avantages préférentiels acquis, exclu et qu'en particulier des modalités spécifiques soient prévues pour cette catégorie de personnel pour laquelle, par exemple, la notion de réduction d'horaires hebdomadaires n'a qu'un sens relatif ».

LA MOITIÉ DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES SONT EN PLACE

Cent quarante-trois des deux cent quatre-vingt-trois conseils de prud'hommes ont été installés, soit environ la moitié d'entre eux, a indiqué M. Peyrefitte, garde des sceaux, en réponse à une question de M. Longuet, député (U.D.F.), qui était plaint de la lenteur de l'installation des nouveaux conseils et du retard apporté dans la publication des décrets d'application de la réforme.

M. Peyrefitte précise que, à ce jour, vingt-deux décrets ou arrêtés ont été publiés et vingt-quatre circulaires ont été diffusées, mais que trois décrets n'ont toujours pas paru. Le plus attendu, celui qui réglemente les vacations des conseillers pour pertes de salaires, sera publié dans les jours prochains. Chaque conseiller percevra soit une vacation forfaitaire de 23 francs, soit, pour les salariés siégeant pendant leurs heures de travail, une vacation horaire de 31 à 50 francs, suivant le niveau de leur rémunération.

Dans les H.L.M. de Marseille

Cinquante-quatre familles maghrébines sont sous le coup d'une mesure d'expulsion

La Société anonyme Immobilière (S.A.I.) du parc Kallisté, un ensemble de mille cent quatre-vingt-dix-sept logements de type H.L.M., construits entre 1961 et 1970 dans le 15^e arrondissement de Marseille, a décidé, en octobre 1977, de mettre en vente les sept cent cinquante-deux logements du sous-ensemble de la Valcorne, dont la gestion devait lourdement déficitaire (1). Le non-renouvellement du bail a placé les locataires devant le choix suivant : acheter ou partir. Ceux qui en avaient les moyens sont devenus propriétaires de leur logement, les autres se sont relégués ailleurs. Mais il demeure un « reliquat » de locataires pour lesquels aucune solution n'est apparue. Ce sont les familles nombreuses d'origine maghrébine, qui n'avaient pas les moyens d'acheter leur appartement et n'ont pas trouvé à se loger en dépit de leurs démarches. La mesure d'expulsion concerne cinquante-quatre familles d'origine maghrébine, ayant pour la plupart plus de cinq enfants.

(1) Aux manifestations initiales étaient ajoutées les entrées de gestion d'un immeuble contre lequel la S.A.I. a engagé une action judiciaire et de nombreuses dégradations entraînant des frais de remise en état.

LOGEMENT

DANS LES DEUX-SÈVRES

Quatre associations de consommateurs portent plainte contre un constructeur de maisons individuelles

De notre correspondant

Niort. — Parmi les litiges que les associations de consommateurs ont à connaître, un nombre important concernent des problèmes liés à la construction. Souvent, il est vrai, des solutions amiables interviennent avec les professionnels.

Ce n'est pas toujours le cas. Quatre associations de consommateurs des Deux-Sèvres annoncent que, pour la première fois dans la région, elles viennent d'engager conjointement une action judiciaire contre une entreprise de construction dont le siège est à Niort. L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.), l'Association Forces ouvrières des consommateurs (A.F.O.C.), la Fédération départementale des associations familiales rurales (F.D.A.F.R.) et la Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.) ont en effet déposé, mardi, une plainte au parquet de Niort contre M. Christian Guillemin, directeur de la société La Construction de A à Z.

Ces organisations, avant de saisir la justice, ont passé leur propre enquête. « Devant propriétaire en achetant un pavillon pour le prix d'un foyer », a-t-elle été l'annonce publicitaire. Bien des gens mal logés

ou souhaitant améliorer leurs conditions de vie n'ont pas réticé à se pourvoir de quel « foyer » il s'agissait.

Après le passage d'un représentant de la société, un contrat était signé, et ce n'était que plus tard que les candidats s'apercevaient qu'il leur serait impossible de l'honorer : salaires trop faibles, terrain trop cher, impossibilité d'obtenir les prêts souhaités, autres traites à payer... Bref, il fallait résilier le contrat. Mais une clause stipulait que le constructeur n'aurait pas à rembourser l'acompte déjà versé et que, en revanche, le client imprudent aurait à verser une somme pouvant atteindre 11 % du prix de la construction envisagée.

Depuis trois ans, plusieurs cas de ce genre ont été signalés dans les Deux-Sèvres. Comme la plupart concernent la même société — La Construction de A à Z —, les quatre associations de consommateurs ont décidé de réagir. Elles se sont unies pour porter l'affaire devant la justice, demandant l'annulation de certains contrats et portant plainte également pour infraction à la loi sur le démarchage à domicile.

MONNAIES

LA BAISSSE DU DOLLAR EST ACCENTUÉE PAR LA DIMINUTION DES TAUX D'INTÉRÊT AMÉRICAINS

La nouvelle baisse des taux aux États-Unis, où plusieurs grandes banques, à l'initiative de la Morgan Guaranty Trust, ont ramené leur taux de base de 13 1/2 % à 12 1/2 %, a fait glisser le dollar, dont le décalage, amorcé la semaine précédente, s'est poursuivi. A Francfort, la monnaie américaine est revenue de 1,7075 deutschemark à 1,7075 deutschemark à Paris s'élevant de 2,3550 F à 2,3550 F.

Le deutschemark s'est montré particulièrement ferme, son cours à Paris s'élevant de 2,3550 F à 2,3550 F. Le franc français ne continue pas moins à occuper la première place au sein du système monétaire européen.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,1, qui avait bondi de 10 % la semaine dernière en raison, notamment, de l'échec du commando américain en Iran, atteignant 562 dollars, a pour suivi son repli, revenant de 555 dollars à 513 dollars.

UN AN APRÈS LE RAPPORT FABRE

Un bilan modérément positif

Il est rare, voire exceptionnel, que l'auteur d'un rapport commandé par le gouvernement demande, un an après sa publication, un bilan. C'est ce qu'a fait M. Robert Fabre qui, en avril 1979, avait remis au président de la République un copieux dossier, « Une politique pour l'emploi au service de l'homme ». Au cours d'une réunion, lundi 28 avril, au ministère du travail, M. Maitteoli a remis à M. Fabre un document de vingt-sept pages sur « les suites données » à ses « principales propositions » : formation alternée, réduction des horaires, aménagement des retraites de l'agence pour l'emploi, etc.

Dans un communiqué, le ministère indique que « le gouvernement a tenu compte d'un grand nombre de suggestions exprimées dans ce rapport, et que certaines sont déjà mises en œuvre ». « Les contraintes budgétaires n'ont pas permis dans l'immédiat d'en réaliser certaines, poursuit-il. D'autres sont encore à l'étude et sont susceptibles de donner lieu à des développements ultérieurs. D'en-

tre, enfin, n'ont pas été retenues parce que non conformes à la politique générale du gouvernement. »

De son côté, M. Fabre dresse un constat modérément positif. « Si je regrette que les mesures retenues soient fractionnées et n'aient pas abouti à un plan d'ensemble, je reconnais qu'il y a eu des retombées allant dans le bon sens. Je pense que le mérite de ce rapport, présenté à un gouvernement que je ne considérais pas, a prouvé qu'il traversait les mesures relativement modestes qui ont été retenues et a peut-être été de contribuer à freiner l'accroissement du chômage. »

Un an après ce rapport qui avait provoqué l'inquiétude dans les milieux de gauche, certains reprochant à M. Fabre de quémander un portefeuille ministériel, l'auteur de cette initiative maintient ferme son attitude : « Il faut maintenant le dialogue et je me suis comporté, dans l'opinion, pas comme un confesseur, mais comme un dialogue avec ouverture et surtout pas avec ralliement. »

Et si on volait votre diamant ?

Qu'avez-vous comme preuve ? Aucune. Seul, le système GEMPRINT, vous donne l'empreinte d'identité de votre diamant. Une empreinte obtenue grâce à un rayon laser, et qui ne ressemble à aucune autre. Si on retrouve votre diamant, vous pourrez ainsi prouver qu'il est bien le vôtre. Alors, allez vite chez votre bijoutier joaillier agréé GEMPRINT, ou pour toutes informations, appelez le 742-42-00.

LE LEASING-EXPORT DE COGESAT - UN OUTIL DE VENTE. UN SERVICE DANS LE PAYS DE VOTRE CLIENT POUR L'EXPORTATION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT.



Les frontières, combien de fois n'ont-elles pas été votre véritable problème à l'exportation ? Certes, votre vendeur exporte à une bonne expérience du produit, de la vente et de l'exportation. Mais votre client, lui, a besoin de conseils sur les possibilités de réaliser son investissement. Parle-t-il votre langue ? Que sait-il de votre droit ?

Ce que vous mettez en œuvre avec le leasing-export de COGESAT, ce n'est pas seulement une méthode de vente qui accroît votre efficacité ; vous allez aussi au-devant des besoins les plus individualisés. Les Sociétés du Groupe Européen DAL International ont mis au point des contrats sur mesure et dans le droit de votre client. Des contrats qui facilitent la prise de décision. Mais il y a plus. Le spécialiste financier de COGESAT est là pour épauler sur place votre représentant. Ainsi vous donnez en même temps à votre client, sans frais supplémentaire, le know-how qui lui permet de financer de façon adéquate le produit offert grâce à une location qui ne fait pas appel à ses fonds propres. Le leasing-export de COGESAT vous offre, pour la première fois, le moyen d'affronter pleinement la concurrence locale sur son propre terrain. DAL International est présent en France, en Belgique, en Italie, en Autriche, en Suisse et en Allemagne Fédérale.

COGESAT

Le leasing-export de COGESAT, le choix d'un système plus efficace.

COGESAT S.A. Compagnie de Gestion et de Services Administratifs et Techniques
29, rue de Monceau - 75008 Paris Tél. : 786.58.12 Telex : 641.755

PARIS

29 AVRIL

Marché soude

Dans un marché toujours tressaillant et sans affaires, une légère hausse des cours a été enregistrée à nouveau sous les colonnes du palais Brongniart pour la deuxième séance de la semaine : l'indicateur a progressé de 0,6. Avec les 0,4 % de la veille, l'apogée atteint 1 % en deux jours.

Quelques valeurs se sont distinguées : outre Sacilor on a noté la progression des Presses de Cité, de Perrier et de L'Oréal, liaison avec les résultats et prévisions affichées par ces sociétés. Perrier, notamment, qui démentit des rumeurs récentes d'une dégradation du marché américain. Quant à L'Oréal, le marché anticipé l'amélioration et devait annoncer le président d'après-midi.

Légère progression également de Leroy-Somer dont l'activité est très forte actuellement. Quant à Michelin, le titre gagne 4 % : une étude du courtier américain Merrill Lynch y serait favorable. A leurs côtés, les Machines Bull se sont nettement redressées.

Peu de baisses par ailleurs, part les Skis Rossignol, qui continuent à glisser.

Du fait de la maigreur des transactions, ces variations perdent une grande partie de leur signification.

Le ralentissement des affaires commence à se faire sentir d'ordinaire, ce qui laisse planer des doutes sur les résultats des sociétés en 1980 après leurs performances de 1979.

D'un autre côté, les taux d'intérêt baissent doucement. Comme aux Etats-Unis, les opérateurs sont tiraillés entre des tendances contradictoires, ce qui explique la faiblesse des échanges.

Sur le marché de l'or, en re-
général suivant les avis de Lon-
dres, où l'once de métal a sen-
blement fléchi, le lingot pe-
2 495 F à 72 500 F et le napolé-
12 F à 683 F.

BOURSE DE PA

LONDRES

LA REPRISE S'ACCENTUE
Le marché accentue sa
notamment sur les pétro-
progressent dans l'attente
percussions de la crise du
Orient sur les prix des b-
bures. Nouveau repli des mi-
en liaison avec celui du mé-

VALEURS	CLOTURE
	23.4
115	

Crude Petroleum	119	
Crystalline Petroleum	338	
Paraffin	66	
Gas Beers	8	25
Imperial Chemical	358	
in Tinto Zinc Cor.	363	
Shell	344	
Pickers	120	
Par Loan 3 1/2 %	38	5/8
West Driestels	72	3/4
Western Holdings	59	1/2

(*) In dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

MOTEURS LEROY - SOMER
Pour l'exercice 1980, le

affaires consolidé du groupe atteindra 2 milliards de francs contre 1,65 milliard de francs en 1978, les bénéfices d'exploitation pouvant s'élever de 117 à 150 milliards de francs et le bénéfice net de 39,5 millions de francs à 56 ou 80 millions de francs.

Fin du mois de mars 1978, le chiffre d'affaires était en hausse de 30 % et les commandes de 37 %, un léger ralentissement faisant sentir en avril 1978. Une telle progression n'a été jamais vue, a déclaré le président, M. Georges Chavane.

la maison mère a atteint 10 millions de francs contre 84,3 millions de francs, et le bénéfice net : 10 millions de francs contre 28,3 millions de francs, le dividende ne sera porté de 13 F à 15 F (+ 15 %).

Parmi les filiales, les

Parmi les filiales, les Guinard ont été éprouvées difficultés de leur propre italienne Rotos, qui leur 10 millions de francs en pour laquelle une « solution turelle et fondamentale » cours d'élaboration.

SOURCE PERRIER. — Les états du premier semestre de l'exercice 1979-1980 sont en augmentation de 30 %.

FONCINA. — Bénéfice net 1979 : 19,2 millions de francs. Dividendes 1979 : 18,65 millions de francs. Dividendes 1980 : 18,90 millions de francs.

29 A

NEW-YOR

Légère hausse

baisse lundi 28 avril, l'ind
Jones gagnant 1,83 point
Deux facteurs contraires on
sur la tendance. D'un côté,
sion devient de plus en p
taine, et certains experts s
pessimistes, tel M. Bosworth
directeur du conseil pour l

lité des salaires et des prix, lequel l'économie américaine trouve dans un chaos absolu, déclin devant être constant et progressif ». De l'autre, l'absence d'intérêt continuant à balayer qui constitue un adjuvant au marché. Il faut croire que les hommes, dans ces conditions,

VALEURS	COURS 25/4
Alcan	55
L.T.T.	51 7/8
Lonf.	37 1/2

Manhattan Bank..	39 ...
du Port de Nemours....	36 5/8
Eastman Kodak	49 7/8
Corona	50 5/8

Ford	24 5/8
General Electric.....	47 ...

General Motors	27	...
General Motors	43	...
Goodyear	11	5/8
H.M.	56	...
I.T.	28	3/8
Kennecott	27	1/4
Libell Oil	72	3/8
Pfizer	39	7/8

Chubb & Berger	185 1/8
Exxon	35 1/4
J.A.I. Inc.	14 ...
Union Carbide	29 3/4
U.S. Steel	16 3/4
Westinghouse	22 5/8
Xerox	53 3/4

INDICES QUOTIDIEN

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc.
25 av.
—
Valeurs françaises .. 101,4
Valeurs étrangères .. 100,9
Cie DES AGENTS DE CH
(Base 100 : 29 déc. 196

(Base 100 : 29 dec. 196
Indice général 103,2

DROITS DE SOUSCRIPTION	
VALEURS (Actions et parts)	Modalités

Ouvre, c. 25	1 p. 2
Société générale, bon ..	1 p. 20
Vertinda, c. 25	1 p. 4

Taux du marché moné

- COMPTA

Account	Cash	Bank	Accounts Payable	Notes Payable	Accounts Receivable	Notes Receivable	Cost of Sales	Cost of Goods Sold
1000								
1010								
1020								
1030								
1040								
1050								
1060								
1070								
1080								
1090								
1100								
1110								
1120								
1130								
1140								
1150								
1160								
1170								
1180								
1190								
1200								
1210								
1220								
1230								
1240								
1250								
1260								
1270								
1280								
1290								
1300								
1310								
1320								
1330								
1340								
1350								
1360								
1370								
1380								
1390								
1400								
1410								
1420								
1430								
1440								
1450								
1460								
1470								
1480								
1490								
1500								
1510								
1520								
1530								
1540								
1550								
1560								
1570								
1580								
1590								
1600								
1610								
1620								
1630								
1640								
1650								
1660								
1670								
1680								
1690								
17								

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 29 AVRIL - COMPTANT

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
	%	%			%	%			%	%			%	%	
	de nom.	de coupon			précéd.	Dernier cours			précéd.	Dernier cours			précéd.	Dernier cours	
%	38 19	1 728	S.F.E.S.	186	195	Localnet Internat.	325	342	Immoinvest	158	160	%	158	160	
Comp. N. E.S. 50	47 30	1 776	N.A.F.	594	557	Local-Expansion	374	376	Cl. Lyon. Immo.	133	139	Comp. N. E.S. 50	133	139	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	A.M.A. Banque	380	385	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50	112	108	
Comp. N. E.S. 50	51	1 572	Comp. N. E.S. 50	281	283	Localinvest	178	179	OFI.M.E.	112	108	Comp. N. E.S. 50</			

MARCHÉ À TERM

[illegible]

